

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - Nº 16556 - 7,50 F

**DIMANCHE 19 - LUNDI 20 AVRIL 1998** 

#### ∄ L'aide au chou-fleur

Des aides d'urgence seront accordées aux producteurs de légumes les plus touches. Les agriculteurs ont évacué le pont de Morlaix.

#### **□** Cessez-le-feu en Afghanistan

La visite en Afghanistan d'un emissaire americain a débouché sur un cessez-lefeu entre belligérants et la perspective de pourpariers entre factions. p. 4

#### Ulster: la parole à la base

Les partis républicain et unionistes d'Irlande du Nord consultent leurs militants sur l'accord de paix.

#### ■ Reggae à Bourges



Deux vétérans jantaïcains, Lee Scratch Perry (photo) et Linton Kwesi Johnson, ont rassemblé 5 000 spectateurs, vendredi 17 avni, à Bourges.

#### Menace sur des exclus du logement

Cinquante familles africaines qui squattent un immeuble insalubre de l'office HLM à Issy-les-Moulineaux sont menacées d'expulsion.

#### **■** Portrait d'Emma Bonino

Chargée à Bruxelles de la pêche et de la consommation, Emma Bonino s'est surtout fait connaître pour son rôle de commissaire europeen à l'aide humani-

#### AXA en renfort de Martin Bouygues

Face à Vincent Bolloré, le PDG du groupe Bouygues pourrait obtenir le soutien de Claude Bébéar.

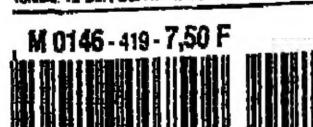
## Scooters design

Les fabricants proposent des carrossenes propres à seduire chaque génération de piletes.

## ■ Au « Grand Jury »

Bruno Megret, delegué général du Front national, est l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde-LCI », dimanche 19 avril, à 18 h 30.

Alignature, 3 DM, Arailes Guyane, 9F; Ausricha, 25 ATS, Geigique 45 FB, Ceneda, 2,25 S CAN; Core-d'ivoire, 850 F CFA, Danemark, 15 KRD; Especial, 225 PYA, Grande-Bratagne, 1E; Green, 850 DR; Mande 1,40 E, table, 2900 L; Lucembourg, 46 FL; Ratoc, 10 DH; Norvège, 16 KRS; Pays-Bas, 3 FL, Fartugal CON., 250 PTE; Reurion, 9 F; Senegal, 850 F CFA, Suede, 16 KRS; Sueso, 210 FS; Juneau, 12 Din, USA (NY), 25, USA tethers), 2,50 S.



. :--

# Trois priorités pour aménager la France

 Dominique Voynet privilégie les villes plutôt que les campagnes → L'Etat abandonne aux régions une part de ses pouvoirs sur l'aménagement du territoire → Les services offerts aux populations sont au premier plan de l'avant-projet de loi soumis à Lionel Jospin

CEST UN PROJET

LA MINISTRE de l'aménagement du territoire et de l'environnement, Dominique Voynet, vient de remettre à Lionel Jospin son avant-projet de loi, qui modifie profondément la loi d'orientation de Charles Pasqua sur l'aménagement et le développement du territoire. Le premier ministre devrait rendre prochainement son arbitrage sur un texte qui a divisé le gouvernement avant que M™ Voynet n'en gomme les aspérités les plus voyantes.

En l'état, l'avant-projet de loi bouleverse la conception traditionnelle des politiques d'aménagement du territoire, ce que M™ Voynet résume par cette formule : « Passer d'un logique de guichet à une politique de projets. » Le texte introduit trois ruptures. La ville est érigée en agent moteur du développement régional, créatrice de richesses et d'emplois appelés à «féconder » l'espace rural, alors que, auparavant, les zones rurales et défavorisées accaparaient les financements. L'option d'un sché-



territoire, sous la responsabilité régionaux que chacune des vingtde l'administration centrale, est deux régions françaises devra éla-

borer, sans que ceux-ci deviennent pour autant « prescriptifs ». Si l'Etat garde la maîtrise des schémas de services collectifs, par grands secteurs (transport, énergie, santé, éducation...), ceuxci ne feront pas systématiquement l'objet de projets d'infrastructures mais s'efforceront surtout d'offrir des services aux populations.

Globalement, dans le projet de la ministre écologiste, le pouvoir des régions est renforcé. Les élus sont invités à penser un développement original de leur espace régional plutôt qu'à multiplier les demandes de subventions et d'équipements. Conformément aux vœux de Jean-Pierre Chevènement, l'Etat n'abandonne pas ses prérogatives d'aménageur national, mais celles-ci sont réorientées vers les services et les régions.

Parallèlement, le ministre de l'intérieur finalise son projet de loi sur l'intercommunalité.

Lire page 5

# Le gouvernement relance la lutte contre les violences urbaines

CONSTATANT que les violences urbaines ont « plus que quadruplé entre 1993 et 1997 », le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, a adressé le 11 mars aux préfets une circulaire dans laquelle il indique le nouveau dispositif qu'il compte mettre en œuvre. La direction centrale de la sécurité publique, qui rassemble la totalité des gardiens de la paix, et la direction centrale des renseignements généraux en seront les pilotes. A terme, plusieurs milliers de policiers seront redéployés à des fins de renseignement et d'interventions sur le terrain. Le président de la République recevra jeudi 23 avril les douze maires (RPR, UDF, PS et PC) de villes moyennes avec lesquels il s'était déjà entretenu le 13 janvier sur les violences urbaines.

Lire page 8

## Les intellectuels proserbes reçoivent le renfort de Brigitte Bardot

LES INTELLECTUELS et artistes français qui défendent la cause nationaliste serbe et la guerre menée par Radovan Karadzic et Ratko Miadic prêchent dans le désert. Après les confidentiels Avec les Serbes (1996), Les Serbes et nous (1996) et Eloge des Scrbes (1997), ils viennent de publier un nouvel opuscule, Alliés des Serbes (L'Age d'Homme).

Reprenant la propagande de Belgrade et Pale, ils affirment combattre une vaste coalition américano-germano-vaticano-islamique, et revendiquent l'héritage de l'amitié historique franco-serbe. Leurs techniques sont simples : la négation des crimes commis par le pouvoir et la soldatesque serbes, l'exagération des crimes perpétrés par les Croates ou les Bosniaques, et l'attaque systématique du travail des journalistes en ex-Yougoslavie. Leur dernière cible favorite est Jacques Chirac, premier chef d'Etat occidental à avoir dénoncé le fascisme dans les Balkans, traité d'« aveugle et stupide larbin de l'Amérique ».

ils ont perdu dans cet ouvrage la signature de celui qui fut longtemps leur porte-parole, le romancier Patrick Besson. Un schisme s'est

produit après l'engagement de Jean-Marie Le Pen aux côtés des nationalistes serbes - bien que le Front national défende majoritairement les nationalistes croates - et la collaboration instaurée entre certains écrivains du groupe et la presse d'extrême droite. Ils ont aussi perdu les plumes de Gabriel Matzneff, Gilles Martin-Chauffier, Daniel Schiffer, et de Jean-Edem Hallier, décédé.

Les maîtres d'œuvre d'Alliés des Serbes, Alain Paucard, directeur de l'ouvrage, Frédéric Dutourd et Thierry Sechan - qui ont eu I'« honneur », avec Patrick Besson, de devenir à Pale « citoyens » de la « République serbe » de Radovan Karadzic, recherché par la justice internationale pour crimes contre l'humanité - ont dû appeler à la rescousse des noms fameux. Ils détournent des écrits d'Apollinaire, de Lamartine et le On assassine un peuple, de Victor Hugo, conçus il y a cent ou cent cinquante ans, comme s'ils justifiaient la « purification ethnique » menée en Bosnie à la fin du XX siècle.

L'Age d'Homme garde encore le soutien indéfectible d'écrivains renommés, comme

Peter Handke, Jean Dutourd ou Vladimir Volkoff. Au nom de l'anticommunisme, le livre reçoit aussi une contribution d'Alexandre Soljenitsyne. Et Alliés des Serbes intronise un défenseur inattendu de la cause serbe, Brigitte Bardot. « J'ai trouvé cette guerre épouvantable, cruelle, atroce, comme toutes les querres, dit-elle dans un entretien. Je suis plutôt du cōté des Serbes, bien entendu! Les musulmans envahissent le monde et leurs coutumes d'égorgement sont une abomination contre laquelle je me bats quotidiennement. » L'ancienne actrice indique qu'elle souhaite visiter un jour la Serbie, « simplement, sans tralala ». Elle conclut : « En attendant, je vous embrasse très fort. Aimez les animaux. »

A Pale, autour des bâtiments qui abritent les dignitaires serbes, comme à Srebrenica, Foca ou Prijedor, au bord des charniers, vaches, moutons et poules s'égaillent tranquillement. En revanche, il ne reste plus un Musulman bosniaque dans les ruines des maisons incendiées.

Rémy Ourdan

# Une semaine sur l'esclavage

POUR ALIMENTER en main-d'œuvre les plantations du Nouveau Monde, les négriers européens embarqualent des hommes, des femmes et des enfants en Afrique et les vendaient au Brésil, aux Antilles, à Cuba... La France célèbre le 150<sup>st</sup> anniversaire de l'abolition, le 27 avril 1848, de l'esclavage, supprimé par la Convention en 1794 et rétabli par Bonaparte en 1802. Le Monde consacrera, à partir du mercredi 22 avril, de nombreux articles à cet événement, dont deux pages, jeudi, sur les nouvelles formes d'esclavagisme au Brésil et des reportages sur les traces laissées par l'esclavage en Martinique, en Guadeloupe, en Guyane et à la Réunion.

Lire page 12

# Bill Clinton, le « président Téflon »

L'HISTORIEN Fred Greenstein explique ainsi à ses étudiants de l'université Princeton l'étonnante popularité du président des Etats-Unis : « Imagine: que vous avez une tumeur au cerveau. Vous avez le choix entre deux chirurgiens : le premier est un virtuose du scalpel, mais il est notoirement infidèle envers sa femme et sexuellement irrespon-

sable. Le second a une réputation de parfaite honorabilité, tout en étant un chirurgien assez médiocre. Leguel choisirez-vous? >> Et Fred Greenstein de conclure : « Voilà, grosso modo, pourquoi les Américains plébiscitent Bill Clinton. >

La fable du chirurgien illustre la tolérance et le pragmatisme des Américains envers le chef de la

Maison Blanche, sans expliquer tout à fait pourquoi celui-ci traverse les crises et survole les scandales, méritant son surnom de « président Téflon ». Depuis le jugement salvateur sur l'affaire Paula Jones, Bill Clinton a repris son dialogue direct avec les Améri-



du pouvoir », le président parle à l'Amérique de ce qu'elle souhaite entendre: le financement des retraites, les méfaits du tabac, l'amélioration du système éducatif, l'avenir de l'assurance-maladie des personnes agées.

Bill Clinton a retenu la leçon des sondages: pour le « pays réel », les « affaires » relèvent de l'exploitation partisane de peccadilles sexuelles, contre lesquelles nul n'est immunisé. Rarement cette dichotomie entre professionnels de la politique et « Average Joe » (M. Tout-le-Monde) aura été plus frappante. L'Amérique traverse une période bénie, qui l'incite à poser un regard indulgent sur ellemême et sur ses institutions. M. Clinton recueille toujours 67 % d'opinions favorables ? Il n'est pas le seul : le Congrès, traditionnellement décrié au-delà du Beltway (le périphérique qui entoure Washington) ainsi que la plupart des anciens présidents, profite de cet état d'euphorie.

L'économie américaine entre dans sa huitième année de croissance soutenue, Wall Street surpasse ses propres records, enrichissant les 43 % d'Américains qui investissent en Bourse, l'Union est calme et nulle crise internationale ne la menace.

Laurent Zecchini Lire la suite page 11



# Le procès de la social-démocratie



DANS UN ENTRETIEN au

Monde, le président du patronat

industriel allemand, Hans-Olaf

Henkel, se livre à une vigoureuse

charge contre la social-démocratie

dans son pays et en France.

M. Henkel déplore les lenteurs des

sociétés allemande et française à

se moderniser, alors que les entre-

prises dans les deux pays

s'adaptent beaucoup plus vite. Il

juge « absurde et catastrophique »

la loi française sur les 35 heures.

Lire page 2

brtemational	2	Apjounthui1
France	5	Abonnements 1
Société		
Carnet		jest 2
Horizons		Culture 2
Entreprises	13	Guide colturel 2
Placements/marchés		Radio-Télévision 2

du patronat industriel allemand (BDI), dans un entretien au Monde, s'en prend vivement au programme des sociaux-démocrates, qu'il consi-• HANS-OLAF HENKEL, président dère comme rétrogade, ainsi qu'à la

en France. CLES VERTS de Joschka Fischer, partenaires potentiels des sociaux-démocrates dans un éventuel gouvernement de coalition,

sont en chute libre dans les sondages depuis la publication de leur programme prévoyant notamment de multiplier par trois le prix de l'es-

# Le patron des industriels allemands s'attaque à la social-démocratie

Hans-Olaf Henkel dénonce le programme du SPD et des Verts et critique la politique économique et sociale mise en œuvre à Paris. Il estime que « la loi sur les 35 heures est absurde et catastrophique »

BONN de notre correspondant

ALLEMAGNE Les délégués du

Parti social-démocrate allemand,

réunis à Leipzig, vendredi 17 avril, ont confirmé le choix de Gerhard

Schröder comme candidat du parti à

« Après avoir critiqué pendant des mois le gouvernement de Helmut Kohl, vous le soutenez maintenant contre le Parti social-démocrate (SPD). N'est-ce pas contradictoire?

- l'ai critiqué le gouvernement. et je continue, sur la timidité des réformes entreprises et leur lenteur, mais pas sur leur direction, qui est la bonne. Les sociaux-démocrates et les Verts ont annoncé un programme dont l'orientation est mauvaise et ramènerait le pays en arrière.

– Gerhard Schröder, candidat du SPD à la chancellerie, tient pourtant des propos économiques que ne renierait pas le parti de M. Kohl ?

-M. Schröder a un bon flair économico-politique, Il a beaucoup appris au conseil de surveillance de Volkswagen et partage beaucoup des priorités des responsables économiques. Mais il existe une grande différence entre ce qu'il dit et ce que veut faire son parti. Le programme du SPD, présidé par Oskar Lafontaine, prévoit de revenir sur les quelques réformes du gouvernement. Il veut rembourser de nouveau à 100 % les salaires en cas de congé-maladie alors que la baisse de ce taux à 80 % avait fait reculer considérablement les absences pour mala-

» M. Schröder et M. Lafontaine veulent réintroduire l'impôt sur la fortune, un signal catastrophique qui provoquerait une nouvelle fuite des capitaux, alors que tout doit être fait pour attirer les investissements étrangers. Ces deux messieurs veulent introduire un impôt sur l'apprentissage alors que nous avons trop d'impôts. Leur projet de réforme fiscale est ridicule, alors que les investisseurs étrangers espéraient que l'Allemagne allait enfin avoir une fiscalité comparable à celle des autres pays. La politique menée, en cas de victoire, par le SPD sera aggra-

vée par la présence des Verts, dont le programme est encore plus antiéconomique.

-Pourquoi la France et l'Allemagne ne parviennent-elles pas à se réformer?

-L'Allemagne et la France sont les seuls pays au monde à chercher une troisième voie, entre l'économie de marché et le socialisme à économie planifiée. Cette troisième voie n'existera pas. Plus on la cherche, plus on perd du temps et de la compétitivité.

» En France, aucun gouvernement n'est parvenu à se faire réélire depuis des années. A chaque fois qu'il tente de prendre les mesures nécessaires, l'opposition fait des promesses intenables et gagne les élections. En Allemagne, nous avons une très grande stabi-

« La réduction du temps de travail, c'est un but marque contre son camp »

lité depuis seize ans, mais nous avons au gouvernement de M. Kohl une coalition des défenseurs du social (Sozialpolitiker). Ces gens mènent une politique aux dépens de l'avenir de nos enfants, qui ne peuvent pas voter, au profit des retraités et des générations actuelles. On ne devrait pas laisser à nos enfants des montagnes de dettes. Celles-ci continuent d'augmenter avec un déficit budgétaire de 2,7 % du produit intérieur brut. Nous avons besoin d'un budget à l'équilibre. Notre système de protection sociale n'est pas viable à long terme. Aucun gouvernement n'a le courage de le reconnaître et de changer ce système.

- L'Union chrétienne-démocrate (CDU) de M. Kohl pren-

drait-eile un tournant libéral en cas de défaite aux élections ?

-D'abord, Helmut Rohl n'a pas encore perdu. Il reste six mois avant les élections. Il a souvent montré qu'il est un adversaire dangereux quand il semble touché. Les choses commencent à bouger à la CDU. Les partisans du social vont s'affaiblir, tandis que ceux de l'économique vont se renforcer. Il est aussi essentiel que le parti libéral (FDP) reste au Parlement pour empêcher la constitu-

tion d'une coalition SPD-Verts. » En Grande Bretagne, 90 % de la population votent pour un programme qui est celui du FDP, que M. Seillière [le président du CNPF], que j'estime beaucoup, et moi-même ne pourrions pas mieux définir. En Allemagne, ce parti n'obtient que 6%, tout comme les libéraux en France. Cela montre le travail que nous avons à faire pour préparer l'opinion aux réformes nécessaires.

» Nos pays fonctionnent à deux vitesses. Les entreprises s'adaptent très vite, aussi bien que leurs concurrents, parfois mieux. Mais les sociétés allemande et française ne sont pas aussi rapides que l'industrie ou les sociétés des autres pays. Il faut faire en sorte que les en marge de la mondialisation.

sociétés évoluent. Sinon, on reste - Quel rôle jouera l'Europe dans cette adaptation?

- L'urgence - le chômage, les caisses vides, la débàcle du système social - et l'euro vont contraindre la France, l'Italie et l'Allemagne à entreprendre les réformes nécessaires. L'obligation de respecter durablement les tritères de Maastricht va rendre nos pays plus compétitifs. Ce sera le principal effet positif de l'euro et il peut contribuer, à terme, à résoudre le problème du chômage. L'Angleterre, les Pays-Bas, les Etats-Unis, remplissent les critères de Maastricht: ils ont su faire baisser le chômage de manière substantielle.

» Si nous n'avions pas

Bruxelles, il faudrait l'inventer. Les privatisations, la libéralisation du marché des télécommunications et, maintenant, de l'énergie, tout cela ne vient pas de Bonn ou de Paris, mais de Bruxelles. Sans Bruxelles, nous n'aurions toujours

pas privatisé Deutsche Telekom. » Je ne fais pas partie des populistes qui s'insurgent contre la bureaucratie de Bruxelles, au contraire. Depuis le changement de gouvernement en France, je me fais toutefois du souci. Les propositions françaises lors du sommet sur l'emploi de Luxembourg ont été complètement irréalistes. Il faut se réjouir qu'au même moment nous ayons eu en contrepoids; au Royaume-Uni, un gouvernement qui s'implique dans les affaires européennes. Forts de leur

-Vous remettez en cause le système allemand de négociations salariales par branches, qui a permis d'éviter, depuis la guerre, les conflits salariaux dans les entreprises. Pourquol?

-Ce modèle était valable il y a vingt ans, quand il y avait des grèves ininterrompues en Grande-Bretagne, en France et en Italie. Aujourd'hui, tous ces pays connaissent la paix sociale sans ce système de négociation, qui n'a plus de sens. Nos accords salariaux sont beaucoup trop généraux. Les augmentations sont les mêmes dans une entreprise informatique ou dans la machine-outil, dans une PME ou une multinationale, dans les régions sinistrées par le chômage ou celles qui connaissent le plein emploi. Il faut

« L'Allemagne et la France sont les seuls pays au monde à chercher une troisième voie, entre l'économie de marché et le socialisme à économie planifiée. Cette troisième voie n'existera pas »

prise.

expérience, ils empêchent une politique vicieuse en matière sociale au niveau européen. C'est une bénédiction pour la compétitivité à long terme du continent.

- Que pensez-vous de la réduction du temps de travail?

– La loi sur les 35 heures en France est absurde et catastrophique. La réduction du temps de travail; c'est un but marqué contre son camp. C'est comme si, pendant la Coupe du monde de football, l'équipe nationale décidait de quitter le terrain vingt minutes avant la fin du match en espérant encore gagner. Au moment où les Français décident de travailler 35 heures et où les syndicats allemands exigent la semaine de 32 heures, les Coréens ont décidé de travailler 60 heures.

autoriser la conclusion d'accords salariaux au niveau de l'entre-

-Que pensez-vous d'une hausse des salaires pour relancer la croissance?

- C'est une théorie complètement dépassée, démentie par les faits et la science. Je suis surpris que l'on prenne les gens à ce point pour des naifs en disant qu'il n'y a qu'à distribuer de l'argent pour créer de l'emploi. Une hausse des salaires entraînerait une perte de compétitivité de l'industrie. Quant aux consommateurs, quand ils ont plus d'argent dans la poche, ils achètent des produits importés. La dévaluation des devises asiatiques a renforcé la compétitivité de ces pays. Leurs produits vont atterrir chez nous.

- La Bourse flambe, l'Allemagne regagne des parts de marché sur les marchés internationaux. Ne peut-on pas accorder des hausses de salaires dans les multinationales de nouveau rentables?

- Ces profits provienment pour l'essentiel de l'étranger et sont réalisés par des salariés étrangers Les syndicats allemands n'ont donc pas le moindre fondement moral à demander des hausses de salaires pour les travailleurs allemands au prétexte que les entreprises réalisent des profits à l'étranger. Au contraire. La condition pour pouvoir recréer des emplois en Allemagne est de s'en tenir à la modération salariale. Il ne suffit pas d'avoir une industrie allemande internationalisée prospère. Les PME, qui composent 95 % du tissu industriel allemand et n'ont pas les moyens d'aller à l'étranger, doivent rester, elles aussi, compétitives.

 Quel rôle l'Etat peut-Il jouer dans la création d'emplois?

 Les emplois ne seront créés que par les entreprises. L'Etat était responsable de l'emploi dans les pays de l'Est et la RDA. En France et en Aliemagne, il a une scule mission: faire en sorte que les PME gagnent de nouveau de l'argent et qu'il soit rentable de créer des emplois.

- Les emplois-jeunes du gouvernement Jospin sont-ils une solution?

--- C'est typique de ces socialistes, comme Jospín et Lafontaine, qui s'attaquent aux symptêmes mais pas aux causes. Ces emplois ne sont pas durábles. Si on avait au même moment baissé les coûts des entreprises, on aurait pu créer, à moyen terme, des emplois durables. Celui qui croit que l'Etat peut créer des emplois n'a rien compris aux leçons des années 90. Et il ne comprendra rien au prochain siècle. »

> Propos recueillis par Arnaud Leparmentier

# Gerhard Schröder à l'assaut de la chancellerie

LEIPZIG

de nos envoyés speciaux « Helmut Kohl doit avoir sa place dans les livres d'histoire. Je ne minimiserai pas ses mérites. Mais je le dis très clairement : son temps aux affaires est terminé. » Devant les délégués du Parti social-démocrate (SPD) réunis en congrès à Leipzig pour entériner le choix de celui qui les conduira aux élections générales du 27 septembre, Gerhard Schröder a ménagé le chancelier de l'unité allemande et de l'unité européenne, réservant ses attaques à son bilan économique et social. Face à l'« homme du passé », M. Schröder se présente comme l'homme de l'avenir. « La force du renouveau », proclame son slogan de campagne.

M. Schröder doit montrer qu'il est capable de réussir là où le chancelier a échoué : redonner confiance à une Allemagne qui n'a pas encore surmonté les conséquences de la réunification et de la mondialisation. Il lui faut rassurer les électeurs du centre, qui avaient porté, en 1994, leurs suffrages sur Helmut Kohl, tout en donnant des gages à la gauche du parti.

HYMNE À L'INNOVATION

Dans un discours-fleuve. M. Schröder s'est donné beaucoup de mal pour atténuer son image de libéral de gauche. Il a, comme toujours, entonne un nymne a la croissance, à l'innovation, à la capacité d'entreprendre, mais il a assuré parallèllement que sa politique devrait être jugée à sur sa capacité à créer des emplois. Il réclame un allègement des charges salariales pour permettre aux PME d'embaucher. Il se pose en défenseur de la justice sociale, repétant son intention de revenir sur cer-

taines des réformes les plus impopulaires de Helmut Kohl.

A une semaine des élections régionales de Saxe-Anhalt, le SPD ne pouvait pas non plus oublier l'électorat de l'Est. M. Schröder a accusé Helmut Kohl d'avoir « gaspillé les chances de renaissance qu'offrait la réunification ». Il a promis qu'il ferait de l'achèvement de la reconstruction de l'Est une priorité de son gouvernement. Comme le président du SPD, Oskar Lafontaine, il a longuement insisté sur les mérites de la société est-allemande, alors que, dans l'ex-RDA, on leur a souvent reproché d'avoir été réticents face à la réunification.

SANS COMPLEXES

M. Schröder a été intronisé par les délégués du SPD avec 93,4 % des voix. C'est moins bien qu'Oskar Lafontaine et que Rudolf Scharping, qui avaient eu respectivement 98,7 % et 95,4 % en 1990 et en 1994. Mais beaucoup mieux qu'au congrès de Mannheim de 1995, où il avait dû attendre le second tour pour être élu au comité directeur du parti. Les militants sont désormais portés par une logique de pouvoir, même s'ils ne sont pas entièrement convaincus que M. Schröder respectera ses

engagements. Le candidat du SPD veut avoir les mains librés. Il affirme que la mondialisation est une chance pour son pays, à condition que les citovens puissent se sentir suffisamment en sécurité pour travailler et entreprendre. Son discours s'inspire aussi bien des néo-travaillistes britanniques que des socialistes français. Après avoir longtemps été réservé sur la monnaie unique, le candidat chancelier es-



time que le SPD est le mieux placé pour éviter que le passage à l'euro ne tourne à la « débàcle ». « La monnaie européenne n'est pas le prix à payer pour notre histoire. Elle n'est pas une question de guerre et de paix. Helmut Kohl veut nous faire croire qu'il faut l'euro pour surmonter le passé. Mais nous disons : nous voulons l'euro comme choix d'avenir », a déclaré M. Schröder.

M. Schröder incarne une nouvelle génération d'Allemands qui estiment avoir le droit de parler sans complexes avec leurs partenaires. « Les voisins attendent de nous que nous réglions rapidement nos problèmes internes et que nous défendions à l'extérieur nos intérêts en ayant confiance en nous », a-t-il poursuivi. Ce ton tranche avec le discours de Helmut Schmidt, dernier chancelier social-démocrate,

venu donner son onction au candidat. « Un sentiment mal placé de supériorité sur les autres a malheuresement eu tendance à prospérer ces dernières années à Bonn, que ce soit à l'encontre des Tchèques, des Italiens et des Beiges et même des Français », a déploré M. Schmidt.

L'ancien chancelier a lourdement insisté sur la nécessité, dans l'intérêt national allemand, de poursuivre la contruction européenne (l'euro) et d'avoir de bons rapports de voisinage avec les Polonais et les Français. Surtout, M. Schmidt a conseillé à Gerhard Schröder, souvent taxé d'opportunisme et de populisme, de savoir faire « ce qui est nécessaire, même lorsque c'est impopulaire ».

> Henri de Bresson et Arnaud Leparmentier

# Le projet du litre d'essence à 5 marks coûte cher aux Verts de Joschka Fischer

de notre correspondant En quelques semaines, le score des Verts allemands dans les sondages s'est pratiquement réduit de moitié. Crédités en février de 11 % des voix dans le baromètre du Bild Zeitung, les écologistes n'obtiendraient plus que 6 % des suffrages aujourd'hui.

Les Verts ont multiplié les bourdes, créant le doute sur leur capacité à participer à une éventuelle coalition avec les sociaux-démocrates en cas de victoire électorale, en septembre. Lors de leur congrès de Magdebourg, début mars, ils ont adopté un programme déroutant, sous l'influence des militants « fondamentalistes » du parti, par opposition aux « realos », emmenés par Joschka Fischer, capables d'abandonner une partie de leurs utopies pour pouvoir participer à un gouvemement

Au pays de la voiture-reine, les Verts ont osé proposer de tripler le prix du litre d'essence et de le porter à 5 marks (16,70 francs) pour financer la baisse des charges sociales, provoquant un tollé chez les partisans de Helmut Kohl, mais aussi chez Gerhard Schröder, qui a accusé les Verts de vouloir pénaliser les petites gens des zones rurales qui doivent accomplir un long trajet pour se rendre au bureau.

Les Verts out prétendu qu'ils s'étaient mal expliqués, que la hausse devrait s'étaler sur dix ans et serait compensée par la réduction de la consommation des automobiles... Mais le mal était fait. Après la volture, ils s'en sont pris aux sacro-saintes vacances des Allemands. une de leurs députées zélées ayant

demandé de taxer également le kérosène des avions et de limiter le nombre des voyages touristiques par avion de la population I Après avoir effrayé l'homme de la rue, les

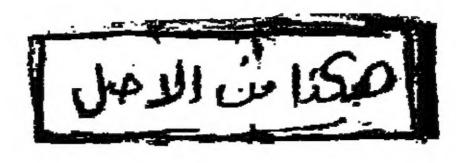
Verts se sont déconsidérés à Bonn. Chacun s'était habitué à ce qu'ils réclament la dissolution à terme de l'OTAN ou la suppression du service militaire. Mais les vollà maintenant hostiles à la présence de la Bundeswehr en Bosnie. Le groupe parlementaire, réputé « réaliste », a aggravé ensuite le sentiment que les écologistes ne seraient pas des partenaires fiables: certains députés ont voté au Bundestag contre l'élargissement à l'Est de l'OTAN, et le groupe pariementaire s'est abstenu lors de la ratification du traité d'Amsterdam.

EN RETRAIT

Joschka Fischer, patron des Verts au Parlement, n'a pas assumé son rôle de leader de parti : à Magdebourg, il n'a pu empêcher les militants de voter comme bon leur semblait. A force de se mettre en retrait. M. Fischer a perdu la maîtrise des événements. Il a cinq mois pour réparer les dégâts et reconquent les electeurs.

Avec Gerhard Schröder qui caracole dans les sondages et la population qui souhaite une grande coalition entre le SPD et la CDU, les Verts apparaissent de moins en moins indispensables aux sociauxdémocrates. Ils sont peut-être en train de laisser passer l'occasion de remplacer, sur l'échiquier politique, le Parti libéral (FDP), « faiseur de rois » à Bonn depuis la guerre.

Ar. Le.



3-1

p fra-

13 --

hac s

.

Z ::

F . .

M. 45.

AN DEC.

110.4

Eure ...

केंद्रा 🕽 💸

Militants unioni

LAPE V L: . -: Bran . NN. 4.1

duce in . ALC: NO de Ite 12. in. Lang.

Un chauffeur de 133 355. the un duration of Bour lour agrees the comment d protestants in the conde preciser si le attanta

the politique to the service families of Judician Milme et aux de constant en ment gaue l'angente en l'anne Des chamileurs ...

the de military and the second Salumility in the second Rib les carrenas kar feglene ne

blissement économique de leurs voisins inquiète, les pays latino-américains sont plus réticents et toument leur regard vers d'autres marchés.

« EN MOINS d'une décennie, cet hémisphère sera le plus grand marche du monde, avec plus de 850 millions de consommateurs gré des fragilités certaines, dues achetant pour 1300 milliards de notamment à un endettement exdollars de marchandises et de ser- cessif ou au choix fait d'attirer des vices », prédisait, avec enthousiasme, en 1994, le président Bill Clinton, lors du premier sommet des Amériques, à Miami. Quatre ans plus tard, la prédiction de l'hôte de la Maison Blanche paraît exagérément optimiste et le deuxième sommet, qui se tient les 18 et 19 avril, à Santiago, ne pourra pas éviter d'en dresser le constat.

Si le sommet de Santiago marque l'ouverture officielle des négociations en vue de la création d'une zone de libre-échange de la Terre de feu à l'Alaska, Bill Clinton et les trente-trois autres chefs d'Etat savent cependant que la réalisation du grand marché des Amériques n'a plus le même attrait pour tous.

Les réunions préparatoires - la dernière s'est tenue au Costa Rica en mars 1998 - et le voyage de Bill Clinton au Brésil, en octobre 1997, ont mis au jour l'étendue des divergences entre pays impliqués dans des dynamiques régionales différentes. Le dessein de Washington, autrefols partagé par tous, se heurte désormais à de tortes résistances de la part des pays latino-américains et, notamment, du plus puissant de tous, le Brésil. Il est probable dans ces conditions qu'au-delà des proclamations de circonstance, le projet de grand marché sera revu à la baisse, au moins en ce qui concerne son calendrier.

L'ironie de la situation tient à ce que ce retard est d'abord le fait des Etats-Unis et de leur volonté de se protéger des conséquences du libéralisme dont ils sont, en d'autres circonstances, d'ardents militants. Débarrassés de leurs dictatures, les pays latino-américains des années 80 ont appliqué sans réserve le discours libéral des Etats-Unis. Ils ont ouvert leurs économies, libéralisé leur commerce, privatisé leurs entre-

prises nationales pléthoriques et déficitaires, et se sont organisés dans des marchés régionaux. Malcapitaux volatils, les économies du continent latino-américain sont aujourd'hui plus aguerries qu'elles ne l'étaient au début des années 90.

Devant cette réussite économique réalisée en moins d'une décennie, les parlementaires nordaméricains sont soudain soucieux de la concurrence des pays latinoaméricains. Maigré des efforts soutenus, Bill Clinton n'a ainsi pas réussi à convaincre le Congrès de lui accorder la procédure dite du « fast track » qui lui aurait permis de conclure des accords commer-Selon les commandements du ciaux sans que le Congrès ne

## Commerce, pauvreté et violence

Trente-quatre chefs d'Etat « démocratiquement élus » - ce qui élimine le Cubain Fidel Castro - participent les 18 et 19 avril au deuxième sommet des Amériques à Santiago-du-Chili. Fidel Castro a fait allusion à l'événement en appelant, vendredi, les nations latinoaméricaines à ne pas accepter les règles de libre commerce préconisées par les Etats-Unis. Outre la création d'une zone de libre échange « de l'Alaska à la Terre de Feu », le sommet discutera de plusieurs sujets qui font l'ordinaire de ce type de réunions dans la région : la lutte contre la drogue, la violence et la pauvreté, les problèmes d'éducation, de presse et de justice.

En marge du sommet, la réunion devrait aussi donner l'occasion à plusieurs pays de discuter de problèmes sensibles. C'est notamment le cas du Pérou et de l'Equateur divisés par un différend frontalier depuis plus de cinquante ans. Vendredi, les présidents de ces deux pays ont annoncé leur décision de faire la paix « le plus vite possible ».

credo libéral, elles n'entendent pas se cantonner au seul espace régional américain ; le marché englobe tous les continents. Elles se projettent dans un cadre mondial, négocient avec l'Union européenne, traitent avec l'Asie ou l'Afrique, sans état d'âme. Selon les responsables nord-américains, l'Union européenne (UE) et le Japon sont en train de prendre un avantage sur tous les marchés latino-américains en forte croissance : en 1995. le commerce entre le Mercosur et l'UE était déià de 43 milliards de dollars, contre seulement 29 milliards de dollars avec, les Etats-Unis. Après la signature d'un accord cadre, en décembre 1995, l'UE est en train de négocier un accord de commerce préférentiel avec le Mercosur ; le Chili, quant à hui, a entamé des discussions directes avec les Européens pour conclure un accord séparé.

puisse, ensuite, les amender. Sans cette arme diplomatique, la marge de manœuvre du président américain est sensiblement plus réduite, les avantages qu'il consentirait à ses interlocuteurs risquant à tout moment d'être remis en cause par un Congrès rendu frileux.

REVERS DE BILL CLINTON

La voie bilatérale avec les Etats-Unis étant bouchée, les pays latino-américains ont, du coup, accentué leur rapprochement les uns avec les autres. Le Chili, dont il était acquis, en 1994, qu'il intégrerait dans les meilleurs délais le marché régional que forment les Etats-Unis, le Canada et le Mexique au sein de l'Accord de libre-échange nord-américain (Alena), n'a pas réussi à y entrer : mais il est aujourd'hui, avec la Bolivie, membre associé du Mercosur, dynamique marché régional

du Sud formé par le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay. Avant de se rapprocher de leurs voisins du Nord, ces quatre pays entendent prendre en compte leurs propres contraintes de développement et poursuivre l'intégration de leurs économies.

« Les pays de l'Amérique latine ne sont pas en train d'attendre les Etats-Unis », avait prévenu le secrétaire d'Etat au Trésor, Lawrence Summers, alors que s'engageait au Congrès la bataille pour le « fast track ».

La mise en garde, apparemment, n'a pas été entendue par les parlementaires nord-américains. malgré les interventions de l'exécutif nord-américain dont les responsables expliquaient que les Etats-Unis avaient le choix entre jouer un rôle central dans le processus d'intégration en cours ou regarder cehii-ci se faire sans eux, laissant ainsi passer une occasion historique d'y être associés. « J'appelle la Chambre des représentants à voter pour le leadership américain », suppliait Bill Clinton, dans un ultime appel au Congrès, quelques semaines avant le vote sur le texte. Peine perdue : en novembre 1997, pour ne pas essuyer un cuisant échec, le président américain a dû reporter sine die le vote.

Ce revers de Bill Clinton est avant tout une victoire de l'AFL-CIO, la plus grande confédération syndicale du pays et l'allié historique du Parti démocrate. Considérant que l'ouverture des frontières américaines aux produits mexicains avait coûté des dizaines de milliers d'emplois aux Etats-Unis, l'AFL-CIO a été à la pointe de la bataille pour empécher l'entrée dans l'Alena d'autres pays d'Amérique du Sud, à commencer par le Chili

Ces mêmes contraintes de politique intérieure, toujours vivaces, expliquent pourquoi, les 18 et 19 avril, à Santiago, Bill Clinton sera en position de faiblesse. Loin du

protestants (et 90 % des catho-

liques) sont prêts à donner une

anciens extrémistes loyalistes, qui

idées les armes à la main, sont au-

leur accorde une existence légale.

Fein, devait également se pencher

sur l'accord pendant le week-end

républicains ne feront connaître

leur position qu'à la fin du mois.

Les militants du Sinn Fein seraient

Alain Abellard

# Le gouvernement italien estime que la rigueur a porté ses fruits

M. Prodi annonce 600 000 créations d'emplois

de notre correspondant Pour Romano Prodi le pays est sur la bonne voie. « La rigueur de Maastricht a donné des fruits positifs pour la croissance », a déclaré le président du conseil italien à l'issue du conseil des ministres, vendredi 17 avril, qui a adopté le document de programmation économique et financière (DPEF) fixant le cadre général de l'économie pour la période 1999-2001.

Ce plan triennal a été approuvé par le patronat et les syndicats. Il sera adopté prochainement par le Parlement, si possible avant le 2 mai, jour où sera officiellement décidée l'entrée de l'Italie dans l'euro. Si l'on en juge par le consensus obtenu au cours des négociations qui ont précédé sa mise au point, l'objectif devrait être facilement atteint afin de donner à Bruxelles « un message de stabilité et de relance », selon les vœux de M. Prodi. Jacques Santer, le président de la commission européenne, a déjà estimé que « le DPEF allait dans la bonne direction et permettra à l'Italie de faire partie du premier train de la monnaie unique ».

Comme l'ont souvent répété Carlo Azeglio Ciampi, ministre du Trésor et Romano Prodi, la cure d'assainissement n'est cependant pas encore terminée, même si le chef du gouvernement se vante désormais de « l'avoir menée à bien en vingt-deux mois ». Une opération corrective de 13 500 milliards de lires (46 milliards de francs) est prévue en 1999 dont 9 500 milliards de lires de réduction des dépenses et 4 000 milliards de nouvelles rentrées. Le redressement sera allégé au cours des deux années suivantes ; seulement 4 000 milliards de lires en l'an 2000 et 2 000 milliards en 2001. Les coupes n'affecteront ni le secteur de la santé, ni les retraites. Il n'y aura pas de nouvelles taxes en 1999 et l'« impôt sur l'Europe » commencera à être remboursé la même année, comme prévu. D'ici à la fin de 2001, la pression fiscale

devrait passer de 48,8 % à 46,6 %. « Nous serons extrêmement sévères sur la discipline des comptes et nous la ferons respecter avec la cruauté habituelle » a fait remarquer Romano Prodi pour lequel commence la « phase numéro 2. celle du développement et de l'expansion ». La croissance prévue sera de 2,7 % du PIB en 1999 et de 2,9 % les deux années suivantes. L'accent a été mis particulièrement sur la lutte contre le chômage. 600 000 emplois devraient être créés au cours de ces trois années de façon à ramener le chômage à 10 % de la population active. Fausto Bertinotti, l'allié communiste du pouvoir, aurait souhaité « plus » et descendre audessous de la barre des 10 % mais le gouvernement a estimé qu'il ne pouvait pas dépasser les 26 000 milliards de lires (88 milliards de francs) d'investissements

La priorité est évidemment donnée au sud du pays où les taux de chômage atteignent parfois plus de 25 %, notamment en Campanie et en Sicile. «Le Mezzogiorno est une occasion de développement pour le pays », a souligné M. Prodi qui a fait de ce dossier l'une de ses principales préoccupations. Reste le problème de la Mafia qui, selon le DPEF, est un véritable obstacle car « l'existence d'un système d'impôt mafioso sur l'appareil productif se traduit par une charge fiscale plus élevée pour la collectivité nationale ». Enel (équivalent d'EDF) et l'ENI (société nationale d'hydrocarbures) devraient investir 23 000 milliards de lires dans le sud et créer environ 15 000 emplois.

Plus de travail, moins de taxes et le regard toujours rivé sur le contrôle des dépenses publiques : tel est le sens du DPEF qui devrait permettre à l'Italie de franchir sans difficultés majeures cette fin de siècle si les prévisions sont respectées. L'inflation sera maintenue au niveau de 1,5 % et le déficit public sera réduit à 1 % du PIB en 200L

La dette publique, actuellement de 121,6 % du PIB, reste toutefois un handicap de taille. Elle sera ramenée à 100 % du PJB en 2003 et le critière des 60 % prévu par Maastricht sera respecté en 2016. Un effort supplémentaire a été fait, dans ce domaine, par rapport à ce qui avait été annoncé il y a quelques mois par M. Ciampi. Mais Antonio Fazio, le gouverneur de la banque d'Italie, a estimé dernièrement que le pays devait envisager aussi « une réforme de fond du système des retraites » en raison du vieillissement de la population. Les « plus de soixante-cinq ans » (16 %) sont en effet plus nombreux auiourd'hui que les « moins de quinze ans » (15 %). Si la tendance se confirme, les « plus de soixantecing ons » représenteront, en 2030, 27 % de la population.

Michel Böle-Richard

· ----

# Militants unionistes et républicains sont consultés à propos de l'accord sur l'Ulster

LONDRES

de notre correspondant Le chef du principal parti d'irlande du Nord - le Parti unioniste d'Ulster, ou UUP - David Trimble, devait demander samedi 18 avril aux 800 membres du conseil de son parti d'approuver l'accord conclu le vendredi 10 à Belfast et dont il est l'un des signataires. Lors d'une conférence de presse, quelques jours plus tôt, M. Trimble avait déclaré: « Nous ne pouvions rien espérer de mieux », et demandé aux détracteurs de l'accord: .. Quelle alternative avez-vous à prod power?»

Le soutien des délégués du parti,

est mort dans l'ambulance, selon la police.

notamment en tirant dans les jambes. - (AFR)

Un chauffeur de taxi assassiné à Belfast

né, comme le demandaient les durs de l'Ordre. M. Trimble peut compter en outre sur le soutien efficace de la machine gouvernementale britannique et de Tony

Déterminé, confiant de l'emporter et conscient qu'il joue son avenir politique, M. Trimble a affirmé que « l'Union (avec la Grande-Bretagne) est plus sûre que jamais depuis 1985 ». «Si les Irlandais du Nord continuent de voter pour l'Union, leur vote sera respecté, y compris par Dublin (...). Un vote négatif le mois prochain signifierait que l'IRA aurait remporté une victoire définitive. » Le chef unioniste

Un homme a été tué par balles, dans la soirée du vendredi 17 avril,

dans un quartier de l'ouest catholique de Belfast, une semaine jour

pour jour après la conclusion d'un accord de paix entre catholiques

et protestants. La police d'Ulster a confirmé le décès, mais a refusé

de préciser si le meurtre - le premier depuis l'accord - était de na-

ture politique. La victime se trouvait devant un dépôt de taxis du

quartier d'Anderson's Town quand elle a été atteinte par balles à la

politime et aux deux jambes. Conduit d'urgence à l'hôpital, l'homme

cible de milices extrémistes protestantes, notamment la Force des

volontaires loyalistes (LVF), qui les avait tués de la même façon.

Mais les extrémistes catholiques ont également parfois effectué

leurs règlements de comptes internes selon des méthodes proches,

Des chauffeurs de taxi catholiques avaient été, par le passé, la

ry Adams. Selon M. Trimble, le Sinn Fein est le grand perdant de l'opération. Un de ses adjoints a même affirmé que la présence de M. Adams dans un gouvernement provincial serait « comme Hitler

dans une synagogue ». David Trimble s'attendait à obtenir samedi une majorité d'au moins deux tiers des délégués. Quant au référendum, « nous avons besoin d'une majorité substantielle. Je serais très inquiet si nous obtenions moins de 60 % de « oui ». Il nous faudrait 70 %». Il fonde son optimisme sur un sondage publié jeudi par le quotidien londonien The Guardian, selon lequel 73 % des Irlandais du Nord sont favorables au processus de paix contre seulement 14 % d'hostiles.

EXTRÉMISTES CONVERTIS

Le sondage, qui montre également que l'accord de paix est très largement soutenu en Irlande du Sud et en Grande-Bretagne, indique toutefois un certain scepticisme sur ses chances de succès puisque 52 % seulement des personnes interrogées pensent qu'il a de bonnes chances d'être durable.

Profitant du repos de quelques jours que se sont accordé les signataires de l'accord après la négociation marathon, le révérend Paisley, chef du Parti démocratique d'Ulster (DUP), a pris l'offensive avec la violence verbale qui le caractérise et affirmé sa certitude d'une victoire définitive du « non » le 22 mai. Il a dénoncé la « trohison » de ce qu'il appelle « l'accord Trimble-Adams », qu'il juge encore plus néfaste que celui de Sunningdale contre lequel il avait fait avec succès campagne en 1973-1974.

L'influence de lan Palsley demeure considérable auprès des protestants d'Ulster. Mais à un moment où les trois quarts des Irlandais du Nord aspirent à sortir de la spirale de violence qui se perpétue

depuis trois décennies, où 62 % des 81% à approuver l'accord. La semaine prochaine devrait enfin voir le Dail, le Parlement de la Répuchance à la paix, son langage de blique d'Irlande, adopter le texte de la révision des articles 2 et 3 de guerre froide apparaît de plus en la Constitution qui sera soumis aux plus coupé de la réalité. Même les électeurs de la République également le 22 mai. Bénéficiant du avaient longtemps soutenu ses soutien des principaux partis de la coalition gouvernementale et de jourd'hui convertis à un accord qui l'opposition, cette révision devrait être adoptée, même si l'abandon Le parti de Gerry Adams, le Sinn de la souveraineté théorique de Dublin sur le Nord met fin au mythe longtemps entretenu d'une des 18 et 19 avril à Dublin. Mais les

Irlande unie.

Patrice de Beer

après celui de l'exécutif de l'UUP samedi demier, lui donnerait les mains libres pour faire campagne relations avec Dublin, le désarmeen faveur du « oui » au référendum du 22 mai et contrer l'opposition de plus de la moitié de ses députés. Il relativiserait aussi l'hostilité de l'ordre d'Orange, qui a a refusé d'endosser » l'accord dans l'attente de « clarifications » sur certains points. Si les Orangistes n'ont pas accordé à M. Trimble l'appui qu'il espérait, du moins ne l'ont-ils pas condam-

s'est efforcé d'apaiser les craintes sur le futur statut de la police, les ment des organisations terroristes, la libération des prisonniers politiques et la place du Sinn Fein dans la future administration.

il donne naturellement de l'accord l'interprétation la plus étroite et la plus unioniste possible, qui ne ressemble guère à celle des deux formations nationalistes qui en sont elles aussi parties, le SDLP de John Hume et le Sinn Fein de Ger-



# Cessez-le-feu en Afghanistan après la visite de l'envoyé spécial de Bill Clinton

Les différentes factions doivent se rencontrer prochainement au Pakistan

L'ambassadeur américain à l'ONU, Bill Richardson, a réussi à imposer aux belligérants le principe d'une trêve, après un voyage d'une jour-

talibans et des responsables de l'opposition nordiste. Cette visite, la première d'un respon-

née en Afghanistan où il a rencontré les chefs sable américain de ce rang depuis 1974, est le signe d'un regain d'intérêt de Washington

**NEW DELHI** de notre correspondante

en Asie du Sud Les factions afghanes ont, en principe, accepté de se rencontrer le 27 avril à Islamabad, sous les auspices des Nations unies, a annoncé, à l'issue d'un voyage de huit heures en Afghanistan, Bill Richardson, ambassadeur américain aux Nations unies et envoyé spécial du président Clinton. Première personnalité americaine de rang ministériel à se rendre en Afghanistan depuis 1974, M. Richardson s'est entretenu durant près de trois heures à Kaboul avec le moliah Mohammad Rabbani, numéro deux des Talibans, milice islamique qui contrôle 85 % du pays avant de rencontrer les chefs de l'opposition ouzbèke, tadjike et chiite à Shibarghan, dans le Nord.

En attendant ces conversations préliminaires dont on ne sait pas à quel niveau elles vont se tenir ni sur quel agenda, les deux parties se sont engagées, selon M. Richardson, à un cessez-le-feu et les Talibans ont accepté de « libérer dans un geste de bonne volonté visà-vis de la délégation américaine » un certain nombre de détenus

lac mi

Dŧ

dans les quarante-huit heures. Les Talibans retiennent quelque 4 000 prisonniers alors que l'opposition en détient environ 3 000.

M. Richardson, qui n'a pas hésité à qualifier de « percée » ces premiers résultats, a toutefois prudemment ajouté: « nous voulons voir que ceux-ci ne sont pas que des mots et des promesses. Beaucoup de difficultés nous attendent mais nous avons démarré un processus qui pourrait conduire à des négociations sous les auspices de l'ONU ». Il a aussi annoncé que les Talibans avaient accepté de lever certaines des restrictions qu'ils imposent aux femmes. Depuis leur prise de pouvoir à Kaboul en septembre 1996, les Talibans interdisent l'éducation des filles et empèchent les femmes de travailler. Cette conduite avait amené la secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright à qualifier de « méprisable » la conduite des Talibans à l'égard des femmes et explique pour une large part la non reconnaissance du régime des Talibans par Was-

Autre sujet de contentieux entre les Etats-Unis et les Talibans, la présence dans la région de Kandasama Bin Laden, dont Washington pense qu'il a financé l'attentat meurtrier contre les troupes américaines à Dharhan en 1996. Selon M. Richardson, les Talibans auraient promis de lui « serrer la vis » et de l'empêcher d'utiliser l'Afghanistan comme une base pour des activités terroristes. Cette question inquiète de plus en plus les Etats-Unis qui craignent les conséquences de l'activisme islamique pour la stabilité du Pakistan, et ex-

plique aussi le regain d'intérêt

américain pour l'Afghanistan.

har du milliardaire saoudien. Ous-

INTÉRÊT ÉCONOMIQUE

Cette tournée effectuée en \* parfaite coordination \* avec les Nations unies dont le représentant spécial, Lakhdar Brahimi, vient d'achever une nouvelle tournée de trois semaines dans la région, visait aussi à souligner l'appui de la communauté internationale aux efforts de paix. Constitué à l'ONU, le groupe des huit sur l'Afghanistan qui réunit, outre les Etats-Unis et la Russie, les voisins de l'Afghanistan, est aujourd'hui le seul forum où Washington et Téhéran se parlent en

direct. Le conflit afghan pourrait être l'occasion pour l'administration américaine et les compagnies pétrolières impatientes de retrouver le marché iranien, de démontrer à un Congrès réticent qu'il est possible au moins au niveau régional de s'entendre avec l'Iran. La position américaine sur le conflit afghan est en effet plus proche de l'attitude iranienne que celle d'Islamabad, allié stratégique de Washington.

Les Etats-Unis ne cachent pas non plus l'intérêt économique que représenterait la paix en Afghanistan, voie de passage des ressources gazières et pétrolières de l'Asie centrale. La compagnie américaine Unocal est engagée depuis plusieurs années dans des négociations sur la construction d'un tel pipe-line, qui ne peut toutefois se faire sans la paix. S'il est encore beaucoup trop tot pour mesurer les effets exacts du voyage de M. Richardson, c'est en tous cas la première fois que les Talibans et leurs opposants se rencontreront sous les auspices de

Françoise Chipaux

# Les députés russes ont de nouveau refusé d'investir Sergueï Kirienko

MOSCOU. La crise politique devait se prolonger en Russie, la Douma, chambre basse du Parlement, ayant refusé pour la deuxième fois, à une large majorité, vendredi 17 avril, de confirmer le premier ministre par intérim, Serguei Kirienko, dans ses fonctions. M. Kirienko n'a recueilli, lors d'un scrutin public, que 115 voix en sa faveur, contre 271 opposées et 11 abstentions. Sa canditure a aussitôt été représentée par le président Boris Eksine, une démarche qui ouvre la voie à un troisième scrutin, décisif, prévu le 24 avril. Un nouveau refus de députés déclencherait une dissolution de la Douma.

Le président (communiste modéré) de l'Assemblée, Guennadi Seleznev, a toutefois écarté, vendredi soir, ce scénario, laissant entendre qu'un compromis était encore possible entre la Douma et M. Eltsine. Ce dernier, arrivé samedi 18 avril au Japon pour un sommet informel avec le premier ministre nippon, Ryutaro Hashimoto, s'est déclaré, selon son porte-parole, « confiant en la stabilité politique intérieure en Russie ». – (Corresp.)

## Thomas Klestil favori de la présidentielle en Autriche

VIENNE. A l'issue d'une campagne électorale ayant suscité peu d'intérêt dans la population, les Autrichiens s'apprêtaient, selon les sondages, à reconduire dans ses fonctions, dimanche 19 avril, le président de la République sortant, Thomas Klestil, âge de soixante-cinq ans. Crédité de plus de 54 % des intentions de vote, un seul tour devrait lui suffire pour se faire réélire, ses concurrents étant largement distancés. La mieux placée, Gertraud Knoll, évêque protestante, recueille 12 %, suivie de Heide Schmidt du Forum libéral (8 %), du « roi du bâtiment » Richard Lugner (4 %) et de l'indépendant Karl Walter Nowak, qui a fait campagne contre l'euro et pour le maintien de la neutralité (1 %). La droite nationaliste a renoncé à se lancer dans une course perdue à l'avance. Son leader, Jörg Halder, a ouvertement soutenu la candidature de M. Klestil. – (Corresp.)

ा अर्थन

The Same 🎉

1. c. - het

----

1: 48

7 \* W. L

---

**النب** . بـ

---

.... \*4.8

·. 5

7 35- 7

. . . . . .

1 1 18

2 8 . 3

23

٠,

MOO hotele

System to a

Par 17: .....

29% -4 ...

. . . . M

# Deux journalistes assassinés au Pérou

LIMA. L'organisation internationale Reporters sans frontières (RSF) a demandé au président péruvien Alberto Fujimori de la tenir informée de l'évolution de l'enquête sur le récent assassinat d'un couple de journalistes dans le nord du pays. L'organisation demande notamment si les deux journalistes ont été victimes de leurs opinions ou de l'exercice indépendant de leur profession. Douze individus avaient abattu dans leur maison Isabel Chumpitaz Panta et sou époux José Amaya Jacinto, le 6 avril, dans la région de Piura (nord du pays) « parce qu'ils défendaient les paysans », selon le frère de la journaliste, lui-même blessé au cours de l'attaque. La police a interpellé cette semaine un groupe d'assassins présumés.

L'Institut international de la presse avait déjà condamné le meurtre du couple de journalistes, en précisant que « le Pérou est avec la Colombie, le Mexique, le Guatemala et le Brésil l'un des endroits les plus dangereux pour les journalistes en Amérique latine ». – (AFR)

DÉPÊCHES

E RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO: l'ONU a mis un terme officiellement, vendredi 17 avril, à une mission d'enquête qui tentait de faire la lumière sur les massacres de réfugiés hutus rwandais en République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaire), en raison de « l'obstruction systématique » du gouvernement de Laurent Désiré Kabila. Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a décidé de retirer « immédiatement » la mission. A Kinshasa, le gouvernement a déclaré « regretter profondément » cette décision, mais a accusé les enquêteurs de n'avoir « jamais cessé de violer expressément les protocoles d'accord ». Le président de la RDC, Laurent Désiré Kabila, a ainsi accusé la mission d'avoir « profané des tombes ». - (AFP.)

■ SAHARA OCCIDENTAL : le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé, vendredi 17 avtil, de prolonger jusqu'au 20 juillet le mandat de la mission des Nations unies au Sahara occidental (Minurso), chargée de préparer le référendum d'autodétermination prévu en décembre. L'identification des électeurs a pris beaucoup de retard. - (AFP.)

■ ÉGYPTE : le premier ministre britannique Tony Blair est arrivé en Egypte, vendredi 17 avril, première étape d'une tournée de cinq jours qui le conduira en Arabie saoudite, puis en Jordanie, en Israël et dans les territoires autonomes palestiniens. – (AFP)

M PARAGUAY : la cour suprême de justice du Paraguay a confirmé, vendredi 17 avril, le jugement condamnant à dix ans de prison le général Lino Oviedo, l'empêchant donc d'être candidat à l'élection présidentielle du 10 mai pour le parti Colorado (au pouvoir). L'instance suprême judiciaire a aussi confirmé la « déchéance déshonorante » du général Oviedo de l'armée. Celui-ci était accusé d'avoir tenté de mener un coup d'Etat le 22 avril 1996. *– (AFP.*)

■ FINLANDE : le taux de chômage s'est élevé à 13,7 % de la population active en mars en Finlande, contre 13,2 % en février et 15,9 % un an auparavant, a indiqué, vendredi 17 avril, l'Office national des statistiques. Le nombre de titulaires d'un emploi a augmenté de 1,6 % pour s'établir à un total de 2,140 millions d'actifs, dont 1,840 million de salariés (+ 2,7 % par rapport à mars 1997). - (AFP.)

INDONÉSIE: de nouvelles manifestations d'étudiants out eu lieu, vendredi 17 avril, dans les rues de Djakarta. La presse indique que le président Suharto a évoqué la possibilité de « mesures répressives » en cas de poursuite de ce mouvement. Des dizaines de manifestants ont été blessés ces derniers jours dans des heurts avec les forces de

MONGOLIE: le gouvernement d'Oulan Bator a démissionné, vendredi 17 avril, à la suite de la décision prise par la coalition au pouvoir de nommer un nouveau premier ministre. Il s'agit de M. Elbegdorj, responsable du Parti national démocrate, qui est majoritaire au sein de cette coalition. - (Reuters.)

■ CORÉE DU SUD: de violents heurts se sont produits, vendredi 17 avril à Séoul, entre forces de l'ordre et manifestants qui s'opposaient aux licenciements prévus par les restructurations économiques décidées par le gouvernenement du président Kim Dae-jung. - (AFP.)

## Reprise du dialogue entre Taïwan et la Chine

TAIPEH. Taiwan a accepté, vendredi 17 avril, de reprendre le dialogue avec la Chine en dépêchant mercredi prochain à Pékin le directeur adjoint de la Fondation pour les échanges dans le détroit, M. Chan Hungchih. Il s'agira du premier contact entre les deux régimes rivaux depuis la rupture du dialogue intervenue en juin 1995, à la suite de la visite controversée aux Etats-Unis du président taiwanais Lee Teng-hui, ressentie par Pékin comme un premier pas vers l'indépendance de l'île. La Chine considère Taïwan comme une province rebelle lui appartenant et a menacé de recourir à la force en cas de déclaration unilatérale d'indépendance. - (AFP.)

Pyongyang suspend le dialogue inter-coréen

TOKYO de notre correspondant

S'il est significatif qu'après quatre ans d'interruption, le dialogue entre les deux Corées ait repris depuis une semaine à Pékin à la demande de Pyongyang, les atermoiements de ces derniers jours semblent indiquer que le régime nord-coréen ne se départit guère de sa coutumière diplomatie en dents de scie, soufflant tour à tour le chaud et le froid.

Après avoir frôlé la rupture, les pourpariers semblaient, vendredi 17 avril, s'orienter vers un compromis avec l'accord de principe de Pyongyang de commencer des négociations au niveau des Croix-Rouges sur la question de la réunion des familles séparées à la suite de la partition de la péninsule et dont le Sud faisait la condition à la fourniture au Nord d'une assistance en engrais chimiques. Jusqu'alors, Pyongyang avait accusé Séoul de politiser la question des fournitures d'engrais qui lui sont indispensables pour les semailles du printemps, et exigeait que le problème des familles séparées soit examiné après l'octroi de cette

Les pourparlers auraient dû se poursuivre samedi mais, en milieu de journée, le chef de la délégation nord-coréenne annonçait à brûlepourpoint qu'il était inutile de les reprendre. « Ce qui ne signifie pas qu'il y ait rupture des pourparlers », devait-il cependant déclarer selon l'agence Chine nouvelle... Aucune date n'a cependant été fixée pour leur reprise.

**VOLTE-FACE** 

Commentant les volte-face de Pyongyang, le quotidien japonais Asahi écrit que Pyongyang pourrait essayer de tester la position de la Corée du Sud, plus conciliante depuis l'arrivée au pouvoir du président Kim Dae-jung. La situation alimentaire continue d'ailleurs à se dégrader en Corée du Nord et les organisations humanitaires internationales qui apportent assistance à Pyongyang exigent de pouvoir contrôler à qui leur aide est remise. La semaine dernière, Médecins sans frontières (MSF) a publié des témoignages recueillis par une de ses équipes dans la région frontalière de la Chine avec la Corée du Nord (Le Monde du 14 avril) faisant notamment état de l'accaparement de

l'aide par l'élite du régime et l'armée. Grave, voire dramatique dans certaines régions comme l'indiquent ces témoignages, la situation alimentaire de la Corée du Nord et ses conséquences sur la population suscite des débats. Une organisation bouddhiste sud-coréenne, qui a enquêté comme MSF dans la région du fleuve Tumen séparant les deux pays, vient d'estimer à 3 millions de victimes (sur 22 à 23 millions d'habitants) le nombre des morts causés par la pénurie alimentaire au cours des

trois dernières années. Les autorités sud-coréennes et la directrice du Programme alimentaire mondial (PAM), Catherine Bertini, qui séjourne à Séoul, ont contesté ces estimations. Selon un fonctionnaire du ministère sud-coréen pour la réunification, cité par l'agence Reuters, « on ne peut exclure que 2 à 3 millions de personnes soient touchées par la pénurie alimentaire mais 3 millions de morts est une estimation exagérée ». Mª Bertini, quant à elle, juge ces chiffres « inacceptables ».

Philippe Pons

# A l'ONU, les divisions s'accentuent sur l'état du désarmement irakien

**NEW YORK** 

(Nations unies) de notre correspondante

La publication, ces derniers jours à New York, de trois rapports sur le désarmement de l'Irak a créé des frictions, non seulement au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, mais aussi au sein du secrétariat de l'organisation. Le cabinet du secrétaire général est remonté contre la commission spéciale de l'ONU (Unscom) chargée du désarmement de l'Irak, qui, elle, est ouvertement critique à l'égard des conseillers de Kofi Annan. Le 27 avril, lorsque le Conseil de sécurité examinera l'état du désarmement de l'Irak, il devrait décider de reconduire les sanctions économiques.

Des trois rapports qu'examinera le Conseil ce jour-là, le premier, celui de l'Unscom, est négatif; le deuxième, rédigé par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) est positif, et le troisième, sur l'inspection des huit sites « présidentiels », est ambigu. Dans son rapport bi-annuel le chef de l'Unscom, l'Australien Richard Butler affirme qu'au cours des six derniers mois les experts de l'ONU n'ont fait « pratiquement aucun progrès . M. Butler estime qu'il s'agit d'« une des conséquences majeures de la crise de quatre mois provoquée par l'Irak », peut-être dans cet objectif, « depuis le dernier rapport », en octobre.

En revanche, dans son étude du programme nucléaire de l'Irak qui, elle, ne relève aucun problème, l'AIEA laisse la porte ouverte à la clôture de ce dossier et au passage au système de contrôle à long terme prévu par les résolutions de l'ONU. Le troisième rapport,

controversé, concerne l'inspection des huit sites présidentiels, rendue possible par l'accord du 23 février conclu entre M. Annan et le gouvernement irakien.

Selon ses termes, une vingtaine de diplomates accompagnent, pour ces sites, les inspecteurs de l'Unscom. Les diplomates dirigés par le Sri-Lankais Jayantha Dhanapala et les experts conduits par le numéro deux de l'Unscom, l'Américain Charles Dulfer, ont effectué du 26 mars au 2 avril une première série d'inspections. Dans ses observations, le diplomate sri-lankais, secrétaire général adjoint chargé du désarmement à l'ONU, remercie le gouvernement irakien pour sa « coopération et sa courtoisie ». · Des différences culturelles et des difficultés de communication » seraient selon lui à l'origine de « certains malentendus », « prestement réglés par l'intervention des diplo-

MISE EN CAUSE DE L'UNSCOM

M. Dulfer note qu'aucune arme de destruction massive ou document suspect n'ont été découverts lors des inspections des 1058 bâtiments qui composent les huit sites présidentiels. Il explique toutefois que « tous les sites avaient été largement évacués ». Tout en estimant qu'en gros cette première inspection des sites présidentiels a été un « succès », l'expert américain avertit clairement que « certains problèmes essentiels resurgiront dans un avenir proche ». Pour lui, il est \* certain que la question de l'accès illimité n'est pas réglée ».

Des inspections répétées et sans condition font partie de l'accord signé par le secrétaire général et l'Irak. En tant qu'expert en désar-

mement personne, ou presque, ne conteste la compétence du numéro deux de l'Unscom. Les problèmes de M. Dulfer ont commencé avec la publication mercredi, quatre jours avant la publication officielle du rapport, d'un entretien avec le New York Times dans lequel il doutait de l'intention des Irakiens d'honorer cet engagement.

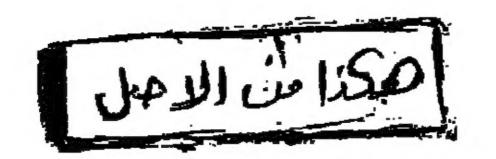
Cinq pays membres du Conseil de sécurité dont la France et la Russie ont officiellement demandé que M. Dulfer soit rappelé à l'ordre. Les récriminations ne s'arrêtent pas là. Des responsables de l'ONU parlent désormais ouvertement de leurs différences avec l'Unscom. Dans un entretien avec Le Monde, vendredi 17 avril, le premier représentant spécial du secrétaire général en Irak, l'Indien Prakash Shah, ne mache pas ses mots. « L'Unscom n'est pas Dieu, elle n'est pas omnisciente », explique-t-il. « L'agence atomique fait part de la pleine coopération du gouvernement irakien, M. Dhanapala aussi, les vingt diplomates qui ont effectué les visites sont du même avis, pourquoi l'Unscom serait-elle la seule organisation qui connaisse la vérité?» M. Dulfer aurait, pour avoir par-

« C'est désormais au Conseil de sécurité de trancher », estime-t-il. lé à la presse avant la publication du rapport, été réprimandé par le chef de l'Unscom qui se trouvait, tard dans la soirée du vendredi 17 avril, dans le bureau de M. Annan. Fort du soutien américain, la Commission ne se prive pas de contre-attaquer. « Vous voulez savoir la vérité?, nous dit un de ses membres sous le couvert de l'anonymat, l'accord conclu entre le secrétaire général et le gouvernement irakien n'a fait qu'offrir au gouvernement irakien les moyens de contester les conclusions de la Commission. » Selon lui, désormais « dès qu'il y a un problème, les responsables irakiens se précipitent auprès des diplomates » : « Les affaires du désarmement sont désormais directement traitées par [eux] et non

plus par des experts. » A quelques exceptions près, les inspecteurs estiment que l'accord du 23 février porte atteinte à leur autorité. Parlant aussi sous le couvert de l'anonymat, un diplomate onusien se dit « extrêmement inquiet » de la manière dont le gouvernement irakien peut « exploiter » ces divisions « désormais publiques ». « Personne ne s'attendait à ce que la Commission déclare l'Irak désarmé, mais M. Butler aurait pu enregistrer des progrès, il aurait pu noter la coopération du gou-

vernement », ajoute-t-il. Pour ce diplomate, la question fondamentale est « la stratégie à long terme des Américains ». « En encourageant des rapports négatifs de l'Unscom, que cherchent-ils? Une nouvelle crise? », se demandet-il. Interrogé à ce sujet par téléphone, le porte-parole du département d'Etat explique que Washington « fait confiance à la Commission et à ses conclusions ». « Nous ne voulons pas politiser des faits techniques et les faits techniques ne peuvent pas changer juste parce que certains diplomates le souhaitent », assure James Rubin, pour lequel la coopération irakienne sur l'inspection des sites présidentiels « n'a rien modifié ». « Nous constatons comme l'Unscom que l'Irak refuse toujours de coopérer sur son désarmement », conclut-il.

Afsané Bassir Pour



## FRANCE

TERRITOIRE La ministre de l'aménagement du territoire et de développement du territoire (LOADT) l'environnement, Dominique Voynet, a déposé à Matignon un projet de loi qui doit profondément réviser la loi

de Charles Pasqua. • LIONEL JOSPIN devrait rendre son arbitrage prochainement sur un texte qui a divisé le

gouvernement. • LES ORIENTATIONS que propose M™ Voynet introduisent trois ruptures importantes par rapport à la conception traditionnelle de l'aménagement du territoire : la prio-

rité donnée aux villes, l'abandon d'un schéma national d'aménagement du territoire au profit de schémas régionaux et la constitution de schémas de services collectifs tournés vers les be-

soins de la population. • JEAN-PIERRE CHEVENEMENT, de son côté, met la dernière main à son projet de loi sur l'intercommunalité qui vient

# Dominique Voynet veut privilégier les villes, les régions et les services

L'avant-projet de loi sur l'aménagement et le développement du territoire, soumis à l'arbitrage de Lionel Jospin, introduit une nouvelle approche : priorité aux agglomérations, renforcement des compétences des régions, redéfinition des schémas de services collectifs, reconnaissance des « pays »

ment du territoire et de l'environ- poudrage clientéliste et « favoriser nement, Dominique Voynet, a remis au premier ministre le texte révisant la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (LOADT). Cet avant-projet de loi est destiné à remplacer l'ancienne loi d'orientation, préparée par Charles Pasqua et adoptée le 4 février 1995. Ce nouveau texte, qui a soulevé un certain nombre de dissensions au sein du gouvernement, en particulier entre Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur, et Mr Voynet, est soumis à l'arbitrage de Lionel Jospin. Les discussions et les contacts interministériels qui ont précédé sa rédaction laissent cependant penser que ses principales orientations resteront en l'état. En revanche, en raison l'encombrement du calendrier législatif, rien n'assure que ce projet de loi puisse être déposé et discuté avant la fin de la session parlementaire comme le souhaite

Mr Voynet. Le projet de texte de la nouvelle loi, qui a pour ambition de « permettre à la France d'être compétitive dans l'Europe de demain tout en préservant sa cohésion sociale », marque trois ruptures fortes par rapport aux politiques d'aménagement du territoire qui se sont antérieurement succédé :

Priorité aux villes. Traditionnellement, les mesures d'aménagement du territoire étaient dictées par le souci d'accorder des compensations aux zones rurales isolées ou aux régions économiquement sinistrées. La ministre (Verts) yeur rompre avec cette vision « ruraliste » qu'elle considère

LA MINISTRE de l'aménage- comme de l'assistanat ou du sau- pour réduire les inégalités territol'émergence de nouveaux pôles de développement à partir des agglomérations ». « La réorientation des aides économiques et des programmes d'infrastructures » devrait désormais s'opérer principalement en faveur des villes, où se concentrent 80 % de la population,

#### Un calendrier parlementaire chargé

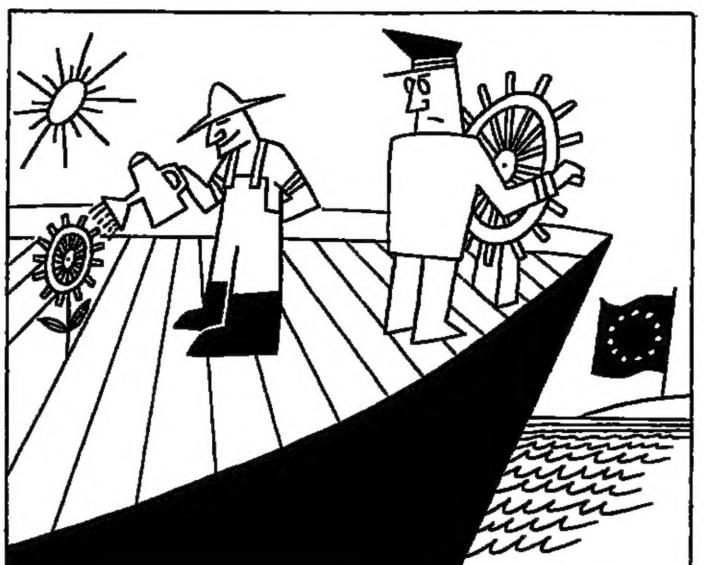
Si l'arbitrage de Lionel Jospin est rendu rapidement, encore faut-Il que soit inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale le projet de loi d'orientation pour Paménagement et le développement du territoire. Or, même dans l'hypothèse d'une session extraordinaire jusqu'à la mi-juillet, le calendrier du Palais Bourbon reste extremement encombré. Des projets de loi « poids lourd », comme ceux sur l'exclusion, la réforme de la justice ou le comul des mandats. sont d'ores et déjà inscrits. Dominique Voynet n'en a pas moins Γ« espoir de glisser avant l'été » son projet. Elle a besoin d'un texte de référence avant que les négociations s'engagent sur les contrats de plan Etat-régions.

afin que celles-ci jouent plus et mieux leur rôle d'entraînement vis-à-vis des zones périurbaines et de leur environnement rural. Contrairement à celles qui l'ont précédée: la nouvelle loi d'aménagement devrait donc reconnaître le rôle moteur des agglomérations

 Plusieurs schémas régionaux à la place d'un seul schéma national d'aménagement du territoire. Le schéma national d'aménagement du territoire (SNADT) constitue traditionnellement la clé de voûte de la politique de décentralisation. Il devrait être abandonné au profit de 22 schémas régionaux - un dans chaque région -, dont l'élaboration relèverait de la responsabilité de celles-ci en relation avec l'Etat. Une manière de valoriser le rôle des conseils régionaux en leur donnant une nouvelle compétence. « La région doit devenir le chef de file de l'aménagement du territoire », estime M= Voynet, qui considère qu'un schéma national, loin de favoriser la décentralisation, constitue pour l'essentiel « une liste des desiderata des élus », sans cohérence ni priorités. L'objectif fixé aux schémas ré-

gionaux est d'élaborer une « charte régionale » de développement qui aille au-delà des tracés des routes ou de l'implantation des infrastructures - eux dépendront de la discussion entre les régions et l'État sur les schémas de services collectifs. Il s'agira de mettre en œuvre un modèle de développement propre à chaque région, à ses caractéristiques géographiques et humaines, à ses ressources, à ses réseaux de compétence, à son patrimoine, etc. Ces schémas ne seront pas

pour autant « prescriptifs » sur l'ensemble du territoire régional. Leurs orientations se traduiront seulement dans les programmes d'intérêt général (PIG) ou les directives territoriales d'aménage-



ment (DTA). « La planification sera prescriptive par portions de territoire ». estime-t-elle.

 Des schémas de services collectifs. Si l'Etat abandonne aux régions une large part de la responsabilité d'aménagement de leur territoire, il garde la responsabilité des schémas nationaux d'aménagement par secteurs d'activité. Mais ceux-ci, élaborés en concertation avec les élus locaux, dans une perspective de vingt ans, ne seront plus seulement à base d'infrastructures. Ils devront partir des besoins de services et d'équipements et balayer l'ensemble du champ social: schéma sanitaire et social, schéma des nouvelles technologies de l'information, schéma de l'éducation et de la recherche, schéma énergétique,

SERGUE; A. schéma des espaces naturels, etc.

Outre la volonté de répondre

d'abord à la demande sociale plutôt qu'à celle des élus, le souci de « ménager le territoire » et de jeter les bases d'un développement durable dans les régions, en privilégiant les stratégies de long terme et en économisant les ressources naturelles, sera le principe fondateur des schémas de services collectifs. C'est ainsi qu'il n'y aura plus un schéma par mode de transport (route, rail, air, ports et voies navigables) mais deux grands schémas, un pour les marchandises, l'autre pour les voyageurs, intégrant les complémentarités des différents modes de transports - l'intermodalité - au lieu de cumuler des équipements

Pour parvenir à cette nouvelle architecture du territoire, deux acteurs récemment apparus sur la scène hexagonale devraient être valorisés: les « pays » et les « communautés d'agglomération ». Ces deux entités, « que l'histoire et l'économie ont faconnées », auront accès aux contrats de Plan entre l'Etat et les

régions. • Les pays. Sans devenir un nouvel échelon administratif concurrentiel des cantons ou des départements, les pays peuvent constituer, à terme, un nouveau « maillage » du territoire. Dans la mesure où ils seront reconnus comme tels par les commissions régionales d'aménagement et de développement du territoire - c'est-à-dire quand ils auront inscrit dans une charte de territoire leur projet de développement durable -, ils pourront contractualiser avec la région et l'Etat.

• Les communautés d'agglomération. Pour mieux assumer leur rôle moteur en matière d'aménagement du territoire, les villes devront se renforcer et se regrouper sur le modèle des communautés urbaines. M. Chevènement a fixé leur seuil à 50 000 habitants. A partir de 300 000 habitants, cette nouvelle organisation deviendrait obligatoire (les villes de Marseille, Nantes, Nice, Toulouse, Toulon ou Le Havre seraient ainsi directement concernées). Elle prendrait la forme d'établissements publics à compétence intercommunale à taxe professionnelle unique (EPCI) qui pourraient, eux aussi, participer à la négociation des contrats

J.-P. B.

# Consensus autour du projet de loi sur l'intercommunalité

PARALLÈLEMENT à l'élaboration du texte de Dominique Voynet, le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement (MDC), met la dernière main à son propre projet de loi sur le développement de l'intercommunalité. Le choix de l'ordre de passage de ces deux textes au Parlement a constitué l'un des éléments de la lutte d'influence entre les deux ministres, qui ont polémiqué publiquement à ce sujet à la fin de 1997. En revanche, il n'y a pas de désaccord sur le fond: dans sa loi d'aménagement, la ministre (Verts) veut donner la priorité aux villes : M. Chevènement veut justement renforcer le rôle des agglomérations.

le développement de la coopération intercommunale est favorisé Odepuis plusieurs années par les gouvernements successifs, notamment par le jeu des dotations de l'Etat aux collectivités locales. Cette coopération consiste à mettre en



commun des services ou des projets d'équipements et, pour les formes les plus avancées, à partager une partie des ressources fiscales. Elle offre ainsi une réponse. au moins partielle, à plusieurs problèmes posés par l'organisation territoriale française: un émiettement communal unique en Europe, qui pose de gros problèmes pour financer des équipements lourds, mais auquel élus et citoyens sont attachés; des différences considérables de richesses entre collectivités locales, notamment en fonction des activités économiques implantées sur leur territoire.

Outre une simplification d'un dispositif institutionnel devenu au fil du temps complexe et touffu (huit possibilités s'offrent aujourd'hui aux maires), l'un des axes du projet de M. Chevènement est l'incitation au développement de la taxe professionnelle unique dans les agglomérations. La «TP d'agglo », dans le jargon des spécialistes, apporte en effet une réponse aux besoins d'investissements des grandes métropoles; elle permet de lutter contre les effets indésirables des disparités de taux, notamment une concurrence sauvage entre collectivités pour attirer les entreprises. Dans son récent rapport sur la politique de la ville, Jean-Pierre Sueur (PS), maire d'Orléans, assignait à cette mesure, d'apparence technique pour les non-spécialistes, une importance essentielle. La généralisation de la



«TP d'agglo» permettrait encore d'engager de façon pragmatique la réforme, que chacun appelle de ses vœux, de la taxe professionnelle. Les dispositions légales actuelles permettent déjà la mise en œuvre

de la « TP d'aggio », sans que celleci ait connu jusqu'à maintenant un grand succès. « C'est pourtant, soulignait M. Chevènement dans un entretien au quotidien La Tribune du 12 mars, la forme la plus élaborée de mutualisation de la ressource fiscale qui est la plus importante et la moins bien répartie. » Le gouvernement veut donc mettre au point des dispositifs, notamment financiers, pour rendre plus attractive cette possibilité.

M. Chevenement veut aussi s'attaquer à ce qui est souvent présenté comme un déficit de légitimité démocratique de l'intercommunalité: ces structures se voient conférer de plus en plus de responsabilités et gèrent parfois, désormais, une part des impôts locaux, sans que certains de leurs dirigeants soient élus au suffrage universel. Mais une telle élection ferait naître d'autres problèmes, notamment vis-à-vis des maires. C'est pourquoi M. Chevènement souhaite introduire plus de transparence, mais souligne que « l'élection directe des représentants des groupements » de coopération intercommunale \* n'est absolument pas à l'ordre du

Jean-Louis Andreani

	DETAILLANT GROSSISTE
	VEND AUX PARTICULIERS
	Recommende per Paris per Char, Paris Combines.
	MATELAS & SOMMIERS
	Toutes dimensions - Fixes ou relevables
1	SWISSFLEX - TRECA - EPEDA - SIMONS
	DUNLOPILLO - BULTEX . PIRELLI - ETC.
	CANAPES, SALONS, CLIC-CLAC
	Cuirs - Tissus - Alcantara
ĺ	Steiner - Coulon - Duvivier - Sufren - Etc
	Vente par téléphone possible
	Livraison gratuite sur toute la France
Ì	MOBECO
ł	247, rue de Belleville PARIS 19 Mª Telegraph
ı	50, avenue d'Italie PARIS 13 M" Pl. d'Italie
	01.42.08.71.00 - 7/7
	01.42.00.11.00-7

Sortir de la « logique de guichet » Si le premier ministre accepte l'avant-projet de loi de Dominique Voynet, la conception de l'aménagement du territoire en sera bouleversée : prééminence

ANALYSE \_\_\_

Le texte veut inciter les élus locaux à pensei un développement cohérent et durable

de la ville, montée en puissance des régions, réorientation des équipements vers les services à la population, émergence de nouvelles structures comme les pays et les communautés d'agglomération. « Nous passons d'une logique de guichet à une politique de projet », estime M= Voynet.

Dans l'esprit de l'avant-projet de loi en effet, il ne s'agit plus de collecter les demandes d'élus - qui un pont, qui une route, qui une usine – et de les financer au gré des réseaux d'amitiés ou des échanges d'influence mais d'inciter ces mêmes élus à penser un développement cohérent et durable de leur espace régional. La fonctionnalité plutôt que les équipements lourds, les besoins des populations plutôt que les initiatives des élus, l'utile et l'économe plutôt que le spectaculaire et le dispendieux, l'irrigation par le bas plutôt que la redistribution par le haut... Il y a là l'amorce d'un changement culturel profond dans l'approche du territoire. Si l'intention passe

dans les actes. M™ Voynet reconnaît sans vergogne qu'elle a volontairement « déshabillé sa loi sur l'aménagement du territoire » pour qu'elle ait une chance d'exister. Dans le projet qu'elle a transmis à Matignon, il n'y a plus trace en effet du volet sur le « droit à l'initiative économique et au développement local » qui aurait permis aux collectivités territoriales de conduire elles-mêmes des activités économiques (la ministre

compte cependant revenir à la charge sur ce sujet dès l'automne avec le renfort de Maryse Lebranchu, secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat).

Il n'est pas fait mention non plus d'une quelconque « tutelle » des régions sur les autres collectivités locales mais seulement de leur rôle « leader » dans la planification régionale. Enfin, le caractère « prescriptif » des schémas régionaux d'aménagement du territoire est largement amendé dans le sens du maintien des prérogatives de l'Etat. Sur son territoire, la région ne commandera pas à L'Etat.

La ministre a pris acte des rapports de force qui n'étaient pas en sa faveur sur ces sujets. Elle a préféré se ranger à l'avis du président du conseil économique et social de Bretagne, Yves Morvan, auquel elle avait demandé une réflexion sur le degré d'autonomie des régions et qui lui conseillait de bien mesurer jusqu'où aller. « Il n'y avait pas de consensus, il fallait donc trouver une voie moyenne », reconnaît M= Voy-

LE FRUIT D'UN COMPROMIS Il faut dire que les concepts de

tutelle des régions ou de schémas régionaux prescriptifs avaient l'effet de chiffons rouges agités sous les yeux de la plupart des élus locaux (maires et conseillers généraux) et, en particulier, devant ceux de leur chef à tous, le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement. Effrayés ou agacés par le volontarisme régionaliste de la ministre écologiste, ceux-ci accusaient le projet de loi initial d'introduire des germes de déstabilisation de la cohérence nationale. Les régions n'auraientelles pas gagné en pouvoir au point de contester sur nombre de secteurs celui de l'administration centrale? N'y avait-il pas là un risque d'autonomisation des régions et de dissolution de l'Etat au moment où l'Europe réduit le

champ de compétences de l'Etatnation? On assistait au rebondissement de la vieille querelle entre jacobins et girondins, à la faveur de l'opposition entre partisans et adversaires de la construction européenne qui, en général, recoupe celle opposant régionalistes et centralistes. Bien évidemment, Lionel Jospin a souhaité faire l'économie d'une telle querelle. L'intérêt supérieur de la majorité « plurielle » primant, les protagonistes ont alors fait l'effort de surmonter leurs divergences. Sans doute provisoirement, tant leurs positions renvoient à des cultures politiques différentes dont on mesure l'écho sur d'autres terrains sensibles comme celui de l'immi-

M™ Voynet a donc gommé les aspérités les plus voyantes de son projet de loi pour faire passer ce qu'elle considère comme l'essentiel : de nouvelles priorités qui, pour la plupart, ont l'agrément de M. Chevènement.

Jean-Paul Besset



jours la voie rapide à Morlaix (Finistère) ont ces- eurent rendu compte des discussions avec le misé leur occupation, vendredi 17 avril au soir, nistre de l'agriculture, Louis Le Pensec. Des aides

Les agriculteurs qui bioquaient depuis trois après que les responsables syndicaux leur d'urgence au cas par cas seront accordées aux

producteurs de choux-fleurs. Le ministre n'a pas voulu chiffrer le montant des nouvelles aides.

LE CLIMAT s'est détendu, vendredi 17 avril au soir, sur le front tinée à Paris, entre les responsables syndicaux et professionnels du Finistère et des Côtes-d'Armor et le ministre de l'agriculture et de la pêche. Les barrages installés depuis trois jours sur le pont de Morlaix ont

été levés dans la soirée. « Nous avons noté des avancées sérieuses », a déclaré Thierry Merret, secrétaire général de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (Fdsea) du Finistère sur le petron de l'hôtel particulier du ministre. «Tout ne se résume pas à une question d'argent », a précisé pour sa part Alexis Gourvennec. président du puissant Comité économique des fruits et légumes de Bretagne (Cerafel). « Il ne s'agissait pas d'un bras de fer avec le ministre et nous avons perçu des gestes de bonne volonté », a-t-il

ajouté, conciliant. Louis Le Pensec, après avoir rappelé à ses interlocuteurs que « les actes de violence et de dégradation commis le week-end dernier étaient inacceptables », D'a pas voulu chiffrer le montant des aides supplémentaires - par rapport à l'enveloppe déjà connue -

que le gouvernement était dispooù des problèmes se posent et notre marge de manœuvre financière est limitée », a-t-il précisé. Il a cependant annoncé que des aides spécifiques - « qui ne représentent pas des sommes *énormes* » — seraient versées d'ici deux mois au maximum aux exploitations les plus touchées par la crise de mévente après un examen personnalisé « au cas par cas des situations ». Ces aides bénéficieront directement aux producteurs et, contrairement à la procédure en vigueur jusqu'à maintenant, ne devraient pas transiter par un groupement, un

Appelant à « un partenariat renouvelé », le ministre a annoncé que pour traiter les causes structurelles du secteur des fruits et légumes, une rencontre régionale en Bretagne serait organisée dans les prochains mois et que le 15 mai aurait lieu une table ronde nationale à laquelle seront conviés tous les acteurs concernés, y compris les consommateurs. Un observatoire des prix, permettant de connaître les majorations à chaque stade de la fi-

organisme collectif ou une coo-

lière de commercialisation, sera sé à accorder aux producteurs de opérationnel la semaine pro- tère, dont une représentante failégumes bretons. «La Bretagne chaine. Les experts ont déjà noté sait partie de la délégation, est après les rencontres, dans la ma- n'est pas la seule région de France qu'au stade de la production en présidée par un leader de la Bretagne, le kilo de choux-fleurs, qui était payé 1,40 franc lundi 13 avril, était remonté à

2,70 francs, vendredi 17 avril. M. Le Pensec avait pris soin d'organiser deux rencontres distinctes vendredi. Le monde agricole syndical et professionnel du nord de la Bretagne est, en effet, hétérogène et parcouru par des lignes de fracture provoquées par des rivalités entre les tenants d'un modèle productiviste - il concerne les légumes et le porcs - et ceux qui, sous la pression d'une opinion publique de plus en plus exigeante, veulent concilier leur activité avec une production de qualité et le respect de l'environnement.

FAX COMMINATOIRE Le ministre a d'abord reçu une délégation de responsables de la Confédération paysanne, favorable à un modèle moins intensif et hostile à l'« ultralibéralisme d'Alexis Gourvennec ». Ce dernier. figure emblématique du monde agricole breton depuis trente ans, préside notamment la Société d'intérêt collectif agricole (SI-CA) de Saint-Pol-de-Léon. La

chambre d'agriculture du Finis-Confédération, René Quéméré.

L'autre délégation comprenait des dirigeants de la Fdsea du Finistère, du Centre départemental des jeunes agriculteurs, Alexis Gourvennec, ainsi qu'un représentant des groupements de producteurs des Côtes-d'Armor. Entre les leaders des deux départements, qui n'ont pas toujours la même approche, le ton est parfois plus que vif. Pour preuve un fax envoyé le 14 avril, au plus fort de la crise, par Alexis Gourvennec à Anne-Marie Crolais, présidente de la Fdsea des Côtes-d'Armor: «Je te prie de bien vouloir trouver ci-joint un rappel des données fondamentales que tu aurais dû connaître sur la situation catastrophique de nos productions légumières. J'espère que cela te permettra d'exprimer moins de conneries la prochaine fois. Je sais, par ailleurs, que bon nombre de producteurs membres des fédérations du Finistère, des Côtes-d'Armor et d'Ille-et-Vilaine s'interrogent sur l'opportunité ou pas d'aller occuper la Fdsea des Côtesd'Armor. Sincères salutations. »

François Grosrichard

# « On n'espérait pas de miracle! »

MORLAIX

de notre envoyée spéciale Ils ont attendu neuf heures. Les mains dans les poches, souriant contre le froid, le vent, la grêle. Les légumiers ont enfilé leur tenue de tra-

REPORTAGE\_

Dŧ

Des centaines de légumiers ont occupé pendant neuf heures la voie autoroutière de Morlaix avant de se résigner à lever le camp

vail : ciré, jambières, bottes et bonnet. Les éleveurs de porcs, solidaires, lèvent leur casquette : «Ce sont des rudes. Ils travaillent tout l'hiver dehors. Qui, à part eux, aurait pu tenir le pont quatre jours et trois nuits par ce temps ? » Les témoins opinent en frissonnant, bien fragiles à côté des costauds du pays de Léon. La voie autoroutière de Morlaix s'est lentement remplie. A 10 heures, ils étaient cinq cents ; à 19 heures, deux mille, venus de tout le nord du Finistère, des Côtes-d'Armor et même d'Ille-et-Vilaine pour appuyer les négociateurs qui à Paris défendent leurs intérêts.

Malgré l'attente et l'anxiété, l'atmosphère reste bon enfant. On gémit en souriant. «La crise n'est pas un problème de millions, mais un problème psychologique grave. On en a marre ! », explique doucement Yves, almable envers et contre tout. « On est coincés de partout. On travaille soixante heures et, à la fin de la semaine, on nous dit: "Vous avez perdu de l'argent!" On n'a pas le droit à l'erreur, une panne, une culture loupée, un orage, une maladie, c'est tout de suite la catastrophe! » Autour de lui, les copains de La Bretonne, la plus ancienne coopérative de la région, opinent. Tous savent déjà que la négociation n'a pas donné les résultats escomptés. « Le Pensec parle de cas par cas. Mais quand on arrive aux cas difficiles, c'est déjà trop tard. Ce qu'on veut, c'est être payés au juste prix. C'est un problème de dignité, d'amour-propre », reprend

Lorsque les dirigeants syndicaux arrivent de Paris, enfin, l'espoir a déjà un coup dans l'aile. Un silence épais s'installe. On ne sait jamais. Ils sont vite fixés. « Il faut savoir sortir d'une crise. La guerre des six jours, il va falloir l'arrêter », déclare Thierry Merret, secrétaire général de la FDSEA du Finistère. Alexis Gourvennec n'est guère plus encourageant : « On ne peut pas vous

donner de chiffres, mais nous souhaitons un mécanisme qui apporterait un complément de prix de 15 à 25 centimes par tête de chou-fleur. »

Les mines se sont défaites. « 15 à 25 centimes, c'est loin de compenser! », marmonne Yves. Une question fuse d'un camion. « Comme tout paysan qui se respecte, on veut connaître l'enveloppe! > Peine perdue, les dirigeants restent muets: \* Faites-nous confiance. Nous n'avons pas à crier victoire, mais pas à rougir de lever le camp! > La foule se disloque, un peu sonnée. Les optimistes se réconfortent : « On verra demain, on n'espérait pas de miracle, mais ça fera du bien de dormir. »

Quelques anciens harcèlent les dirigeants. « J'ai cinquante-quatre ans ; si j'en avais trente de moins, je ne bougerais pas d'un pouce. Les jeunes n'ont rien dans le ventre! » Puis tout le monde repart par petits groupes. Tristement. Comme une sortie de match lorsque aucune équipe n'a marqué de but. Sur les voies jonchées de canettes vides, les pneus finissent de brûler, les choux-fleurs de pourrir. « On ne peut pas être euphoriques sans savoir, conclut Gérard. Notre seule satisfaction, c'est d'avoir été entendus. »

Véronique Maurus

## Ernest-Antoine Seillière discute des 35 heures avec Martine Aubry

CE SERAIT BEAUCOUP dire que le courant passe bien entre le patronat et le gouvernement. Laissant derrière lui la crise ouverte déclenchée par la conférence sur l'emploi du 10 octobre 1997, où les représentants des entreprises s'étaient sentis « bernés » par les pouvoirs publics, le président du CNPF estime aujourd'hui que «l'interface est rebranché ». Après la rencontre entre Lionel Jospin et Ernest-Antoine Seillière, le 30 mars (Le Monde du la avril), une nouvelle preuve en a été donnée, vendredi 17 avril, avec l'entretien d'une heure et demi que le patron des patrons a eu avec Martine Aubry au ministère de l'emploi et de la solidarité.

DÉCRISPATION Le CNPF est, certes, toujours aussi « hostile » à une généralisation des 35 heures, surtout 🗝 à un moment où la reprise se marque un peu », a précisé M. Seillière. Le gouvernement, lui, demeure convaincu des bienfaits de la réforme pour les entreprises, les salariés et les chômeurs. Chacun campe donc sur ses positions, mais une décrispation est désormais à l'œuvre. Ainsi, le président du CNPF a annoncé qu'une fois les négociations sur la réduction du temps de travail engagées dans les entreprises, il rencontrerait M™ Aubry « à échéances répétées » pour lui faire part « des difficultés que nous trouverions sur le terrain, de façon à les identifier et à rendre

moins inapplicable la loi pour les

entrepreneurs ». Le CNPF a ainsi tiré les enseignements de l'échec de la stratégie du refus totale opposée au gouvernement dès le 10 octobre 1997. Filant la métaphore sportive, M. Seillière, qui était accompagné de Georges Jollès et de Bernard Boisson, président et vice-président de la commission sociale du patronat, a indiqué que la balle albreuses entreprises, et, ainsi, de peser sur la seconde loi que le gouvernement doit élaborer au second

semestre 1999. Le président du CNPF estime, en outre, n'avoir pas eu de réponses aux questions qu'il avait déjà posées à M. Jospin sur la réforme du SMIC, la définition du temps partiel, l'annualisation du temps de travail, les heures supplémentaires ou le problème spécifique des

Retour du CNPF à la commission des accidents du travail

Signe de la décrispation des relations entre le gouvernement et le patronat, le président du CNPF a annoncé, vendredi 17 avril, que son organisation allait reprendre sa place à la commission des accidents du travail. Il l'avait quittée fin 1997 pour protester contre le refus du gouvernement de baisser les cotisations, alors que cette branche de la Sécurité sociale doit être excédentaire de 1,4 milliard de francs en 1998. En 1997, Alain Juppé avait décidé de prélever 1 milliard (sur 44 milliards de dépenses) pour le transférer vers la branche maladie, car celle-ci prend en charge des maladies professionnelles. La mesure a été reconduite par Lionel Jospin pour 1998. Le CNPF avait alors estimé que le gouvernement confisquait le pouvoir de décision des partenaires sociaux, responsables de l'équilibre de cette branche.

lait maintenant « passer sur le terrain » des entreprises - la loi devrait être applicable mi-juin mais que « beaucoup de gens ont l'intention de rester au vestiaire ». « Il y oura sûrement une mi-temps qui permettra de constater si les règles peuvent étre modifiées ». A cette occasion, il ne désespère pas de démontrer le caractère inapplicable de la réforme dans de nom-

cadres. Lui-même est cependant resté très elliptique sur ses contrepropositions en matière d'emploi, chapitre important du « projet pour l'espoir » que le CNPF devait présenter avant l'été, et qui ne sera sans doute dévoilé qu'à la rentrée, a indiqué M. Seillière. On sait déjà que le patronat étudie la création de ce qu'il appelle des « emploisclients ». Pour ces emplois, a précisé M. Seillière, jeudi 16 avril, à Amiens, « chaque profession proposerait un revenu. A l'Etat de financer le complément qui permettra , par exemple, d'arriver au SMIC ». Leur coût réduit serait ainsi « acceptable pour le client et l'entreprise », et il permettrait de créer plusieurs centaines de milliers d'emplois, en particulier « dans les services, le tourisme, l'hôtellerie-restauration ».

L'étude de l'économiste Thomas Piketty pour la Fondation Saint-Simon a visiblement inspiré le patronat (Le Monde du 29 novembre 1997) : elle concluait à un déficit de 2,8 millions d'emplois dans le commerce et l'hôtellerie-restauration par rapport aux Etats-Unis. M. Seillière estime qu'il s'agit d'emplois peu qualifiés et qu'ils devraient être proposés aux jeunes et aux chômeurs de longue durée. « C'est la transposition dans le privé des emplois-jeunes du public sur lesquels nous avons beaucoup protesté à cause de leur coût », a-t-il indi-

Le CNPF va par ailleurs relancer, les 11 et 12 mai, sa campagne en faveur de la formation en alternance, qui pourrait bénéficier à 400 000 personnes (370 000 en 1997). M. Seillière a invité la ministre de l'emploi à cette réunion de quelque six cent responsables patronaux et chefs d'entreprise, à Nice. Pourquoi pas?, lui a répondu M™ Aubry, qui n'a jamais eu peur des discussions, même vives.

Jean-Michel Bezat

## Jacques Chirac reprend ses consultations sur la modernisation

DANS LE CADRE de ses consultations sur la modernisation de la vie politique, le chef de l'Etat va recevoir, lundi 20 avril, Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, et Jean-Paul Delevoye, sénateur (RPR) et président de l'Association des maires de France. Mardi, il s'entretiendra avec Alain Lancelot, membre du Conseil constitutionnel, Jean-Claude Casanova, ancien collaborateur de Raymond Barre à Matignon et professeur d'économie à l'Institut d'études politiques de Paris, ainsi qu'avec Claude Imbert, directeur du Point Jeudi, Jacques Chirac recevra René Rémond, président de la Fondation nationale des sciences poli-

Ces consultations de personnalités et d'experts avaient été annoncées par le chef de l'Etat lors de son allocution radio-télévisée du 23 mars. M. Chirac, qui a déjà reçu l'ensemble des dirigeants des formations républicaines (Le Monde des 2, 3 et 4 avril), et s'est entretenu sur le sujet avec le premier ministre, lundi 6 avril, poursuivra ses entretiens après son voyage officiel au Japon du 27 au 30 mars.

## Vitrolles : le tribunal de Marseille annule l'allocation de naissance

LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF de Marseille, saisi par le préfet, a décidé l'annulation de la délibération de la municipalité FN de Vitrolles créant une « allocation municipale de naissance » pour les familles françaises et européennes. Il considère que « l'institution d'un traitement discriminatoire entre les attributaires potentiels (...) implique qu'elle soit justifiée par des différences de situation appréciables ». Or, constate-t-il, « il est constant qu'il n'existe pas entre les familles résidant à Vitrolles, au regard des charges occasionnées par la naissance d'un enfant, de différences de situation tenant à la nationalité des parents ». Il a aussi enjoint au maire de « procéder à l'enlèvement complet des affiches » vantant la mesure, car celles-ci donnent « une information tronquée de nature à induire en erreur les attributaires potentiels ». Le tribunal a aussi jugé recevable la plainte du MRAP. Dans un communiqué, la maire de Vitrolles, Catherine Mégret, a annoncé son intention de faire appel. - (Corresp.)

## Divergences sur la réforme du mode de scrutin européen

LE SOUHAIT exprimé par Jacques Chirac, jeudi 16 avril, de modifier le mode de scrutin pour les élections européennes a suscité de nombreuses réactions. Le président du FN, Jean-Marie Le Pen, qui entend mener la campagne du mouvement d'extrême droite aux européennes, a dénoncé « l'indécence d'une manipulation électorale pour atténuer la déferiante inévitable du Front national en 1999 ». Philippe de Villiers, président du MPF, a accusé le chef de l'Etat de vouloir « trafiquer le mode de scrutin » et « éviter tout débat national ». Le secrétaire général du RPR, Nicolas Sarkozy, a estimé que « sur les modalités » il restait « encore un peu de temps pour en parier ». A gauche, Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Intérieur, ne voit pas « l'avantage de faire une proportionnelle dans des régions petites ou grandes ». « Autant aller vers 87 circonscriptions », a-t-il dit. Le secrétaire national du PCF, Robert Hue, a indiqué qu'il ne souhaite pas une modification du mode de scru-

DÉPÊCHES

■ DROITE : Charles Millon, exclu de l'UDF pour avoir accepté les voix du FN lors de son élection à la présidence du conseil régional de Rhône-Alpes, a annoncé, vendredi 17 avril, son intention de créer un « mouvement national d'action politique » baptisé « La Droite ». Il sera, selon lui, « le signe avant-coureur d'un grand parti rassemblant tous les tempéraments et toutes les tendances de la droite, des nationaux aux Européens, des girondins aux jacobins, des traditionalistes aux rénovateurs ». PARIS : le maire de Paris, Jean Tiberi, recevra séparement, mercredi 22 avril, les quatre présidents de groupe de la majorité, dont Jacques Toubon, maire (RPR) du 13e arrondissement, qui vient de créer son groupe P.A.R.LS. M. Toubon avait fait d'une rencontre avec M. Tiberi le préalable à la participation de son groupe à la réunion des élus de la majorité municipale annoncée, la semaine dernière, par le maire de la capitale.

"GRAND JURY" RTL-se Monde-Is

BRUNO

ANIMÉ PAR **OLIVIER MAZEROLLE** 

**AVEC CHRISTIANE CHOMBEAU (LE MONDE)** 

DIMANCHE

A - 14

, 34th

...

20.95

\* 1 \* . #

\_ -

4 3 . SA .

. .2

. . .

- 14.2

表音

4 Miles 14 Tr

- '' <del>ह</del> '

. 2.

\*\*\* \* \*\*\*

1.7 . 2 .

**ANITA HAUSSER (LCI)** 

relogement, ni par l'office municipal, ni par l'office départemental, ni par la préfecture. • LE TEMPS presse : sur le terrain du village du « 142 », appartenant à l'office HLM des « amiable » n'a été trouvée pour leur comme l'appellent ses habitants,

doit être réalisée une importante opération immobilière. • CETTE AF-FAIRE souligne les limites du projet de loi contre les exclusions qui sera discuté au Parlement à partir du

5 mai. Son volet logement, préparé par le secrétaire d'Etat, Louis Besson, ne prévoit en effet aucune disposition pour aider les familles comme celles d'issy-les-Moulineaux.

# Au « 142 » d'Issy-les-Moulineaux, les habitants craignent d'être expulsés

Cinquante familles africaines squattent, depuis l'automne 1996, un immeuble insalubre appartenant à l'office HLM des Hauts-de-Seine. Depuis le 14 avril, sur décision de justice, elles peuvent être forcées de quitter les lieux. Aucune solution permettant leur relogement n'a été trouvée

IL N'Y A guère que le coiffeur inspour dire « que ces voisins sont des gens charmants et qu'ils en valent

#### REPORTAGE\_\_

Ils se sont regroupés là, parce qu'ils étaient encore plus mai logés ailleurs

bien d'autres », pour insister aussi sur le fait que tous les enfants sont scolarisés et que les femmes commencent à s'intégrer à la vie du quartier. Depuis l'automne 1996, cinquante familles africaines avec une centaine d'enfants vivent dans un immeuble insalubre appartenant à l'office HLM départemental des Hauts-de-Seine (OPDHLM), 142, avenue de Verdun, à Issy-les-Moulineaux. En mars 1997, pour les chasser, l'office avait exigé d'EDF qu'elle coupe l'alimentation électrique de l'immeuble. Mais l'employé envoyé sur les lieux avait refusé d'accomplir sa tâche (Le Monde du 21 mars 1997). Ce geste inhabituel avait attiré l'attention sur le squat et suscité un mouvement de solidarité.

Cet élan est vite retombé, mais les families, tranquillement, se sont organisées. D'abord, elles ont fait le ménage, au sens propre comme au tiguré. A leur arrivée, pour les faire partir, l'office départemental avait tout cassé, toitures, fenêtres et sanitaires. Patiemment, avec les moyens du bord, les habitants ont réparé, remplacé les fenêtres et la porte d'entrée, repeint les escaliers. Ils se sont aussi débarrassés des dealers et des zonards qui s'étaient approprié l'immeuble. Les fêtes sont moins nombreuses et surtout plus discrètes et, assure Christian, le coiffeur, l'hostilité du voisinage n'est plus aussi franche.

Le \* 142 \* est un village où se co-

toient Maliens, Sénégalais et Gui- les services de PMI ont des taux de fice pour « rechercher, le cos échéant sur les quarante-deux dossiers de familles », tantôt « leur mauvaise logeait à Paris, une dizaine viennent de Seine-Saint-Denis, quelques-uns du Val-d'Oise et de l'Essonne, voire de province. Ils racontent tous la même histoire. S'îls se sont regroupés là, avec leurs dizaines d'enfants, c'est parce qu'ils étaient encore plus mal logés ailleurs. « Nous, les Africains, on s'entraide », résume simplement M. Dansoko, le représentant des habitants. La plupart étaient hébergés ou vivaient à l'hôtel. Bien sûr, ici aussi, les escaliers sont ouverts à tout vent, les appartements sont très petits, le confort plus que sommaire. Mais il v a ce marronnier magnifique qui s'épanouit dans la cour où peuvent jouer les enfants, il y a la communauté retrouvée. Il y a, surtout, un logement

pour chacun. L'avenir du village de l'avenue de Verdun est toutefois bien sombre. Depuis le 14 avril, ses habitants sont sous la menace d'une ordonnance d'expulsion prononcée en juin 1997 par le tribunal de grande instance de Nanterre. L'office départemental HLM a à peu près tout essayé pour déloger les squatters. L'intimidation d'abord, avec le saccage de l'immeuble. La voie procédurale, ensuite. Le «142 » a été, très légalement, loué par l'office jusqu'à l'automne 1996, mais, le 29 janvier 1997, la préfecture des Hauts-de-Seine l'a brusquement déclaré « insalubre de façon irrémédiable et immédiatement interdit à l'habitation ».

Au même moment, le conseil départemental d'hygiène relevait « une teneur en plomb élevée des peintures » présentant « un risque d'intoxication saturnique des occupants ». Un diagnostic que ne conteste pas Jean-Charles Plaçon, avocat des familles, proche de l'association Droit au logement (DAL), même s'il tombe évidemment à pic pour justifier la demande d'expulsion. Plusieurs enfants dépistés par

« leurs conditions de vie antérieures étaient, de ce point de vue, tout aussi dangereuses. Les expulser sans les reloger aujourd'hui, équivaudrait à les renvoyer dans leurs anciens taudis, donc à aggraver le problème ».

#### UN « ÉTAT DE NÉCESSITÉ »

Dans l'ordonnance d'expulsion rendue le 4 juin, le tribunal de Nanterre ne fait pas explicitement référence au risque d'intoxication par le plomb brandi tant par l'office que par la préfecture ou encore par le maire de la ville, André Santini. Le juge évoque, en revanche, « l'état de nécessité » des familles et leur « difficulté pour obtenir un logement décent ». Un délai de huit mois avant expulsion leur a été accordé, prolongé de deux mois en février. Mais le juge a aussi estimé que ce delai devait être mis à profit par l'of-

tallé au rez-de-chaussée de l'im- néens. Des couples jeunes au par- plomb dans le sang anormalement avec le concours de ses autorités de demande de logement remplis par foi » ou bien encore « l'impossibité meuble pour prendre leur défense, cours identique. La moitié au moins élevés. Pour Jean-Charles Plançon, tutelle comme des autorités munici- les familles, deux seulement ont été de laisser ce squat bioquer la réalisapales et préfectorales compétentes, toutes les solutions amiables pos-

> Le délai est passé, les familles sont expulsables depuis le 14 avril, mais aucune solution « amiable » n'a encore été trouvée. Tant du côté de l'office - qui n'exclut pas de demander le concours de la force publique pour déloger les squatters - que de celui de la mairie, elles n'ont pas vraiment été recherchées. Depuis le début du conflit. André Santini estime que ces familles « n'ont aucun titre » qui justifie qu'elles aient accès au fichier des demandeurs de logement de la ville. L'office municipal qui gère deux mille six cent logements - « n'est donc pas concerné par leur relogement » assène M. San-

Du côté de l'office départemental, on a fait mine de jouer le jeu. Mais,

jugés complets et seront normalement instruits. Hervé Bolze, directeur de cabinet de Jean-Paul Dova, le nouveau président de l'office, explique qu'il n'est « pas question d'enregistrer la demande de personnes qui n'ont aucun revenu ou qui touchent le RMI dans un autre département, où elles ont conservé une adresse. Je n'ai pas vocation, dit-il, à régulariser un coup de force en relo-

#### **DEUX MISSIONS**

départements ».

Reste la préfecture qui doit, selon la loi, à la fois garantir le droit au logement des familles et faire exécuter le jugement d'expulsion rendu en juin. Entre ces deux missions difficiles à concilier, le secrétaire général, Jean-Jacques Brot, paraît naviguer à vue, évoquant tantôt « la santé des

geant des gens qui viennent d'autres

tion de 60 logements très sociaux

C'est un autre paramètre important. Le village est au cœur d'une opération immobilière d'envergure qui prévoit effectivement, sur l'emprise d'un ancien site industriel racheté par la Cogerdim, l'implantation de 92 500 mètres carrés de logements. Le périmètre étant en zone d'aménagement concerté (ZAC), il est prévu qu'un quart des habitations soient des logements sociaux et intermédiaires. Le panneau apposé au bout du vaste terrain vague qui jouxte la facade délabrée du squatt annonce la couleur dominante de l'ensemble, plutôt haut de gamme: «Le quartier haussmannien : un nouveau quartier résidentiel ».

Ch. G.



D'un Monde à l'Autre, Mots Croisés, Lignes de Vie, La Vie à l'Endroit, Ça se Discute, Du Fer dans les Epinards.

Vous êtes ici chez vous.

Pour vous aider à comprendre le monde qui nous entoure, susciter des questions

sur l'évolution de notre société, et y proposer des réponses, France 2 vous offre une grande diversité de magazines.

Ces magazines d'information ou de société ne se contentent pas de prendre la parole, ils vous la donnent.

En élargissant le cercle de ceux qui s'expriment, France 2 s'affirme comme la chaîne du débat public,

et pour aller encore plus loin, elle est la première en Europe à placer un médiateur à votre écoute,

en contact régulier et interactif entre la chaîne et vous.

France 2 ouvre le dialogue avec les femmes et les bommes d'aujourd'hui. Pour mieux vous comprendre.

Avec France 2, les téléspectateurs ont le son, l'image et même la Parole.

#### COMMENTAIRE LES EXCLUS

DES EXCLUS

Le projet de loi contre les exclusions, dont l'Assemblée nationale doit débattre à partir du "CRAMINATION OF THE PROPERTY O 5 mai, aidera-t-il les familles qui squattent l'immeuble HLM d'Issy-les-Moulineaux? On peut craindre que non. Le volet logement, préparé par le secrétaire d'Etat Louis Besson, propose, pourtant, des mesures très concrètes pour « renforcer le droit au logement ». Mais, comme beaucoup d'autres, presque toujours étrangères, souvent originaires d'Afrique noire, ces familles n'entrent pas dans ce cadre. Elles ne sont pas concernées par la réforme des attributions HLM, car pour se voir attribuer un logement, encore faut-il que soit reconnu le droit de déposer une demande en bonne et due forme. Ce qui,

> tuellement refusé. Elle ne sont pas non plus concernées par le volet « prévention des expulsions », qui ne vise que les locataires en titre pour les aider à se maintenir dans leur logement. Or c'est justement le problème inverse que posent les

familles africaines d'issy-les-Moulineaux. Les pouvoirs publics, en l'occurrence la préfecture, ne peuvent prendre en compte leur demande de logement... qu'après les avoir délogées de celui au'elles occupent illégalement, mais par nécessité.

Le 1ª avril, devant les députés. Louis Besson, a souligné qu'il était bien conscient des limites de la loi sur le droit au logement qu'il a lui même fait voter il y a huit ans. En ile-de-France surtout, les inégalités de traitement et d'accueil des plus démunis sont criantes. Quand la barque est déjà bien pleine, départements et communes n'ont qu'une obsession : limiter l'arrivée de nouveaux pauvres. Quand ils ont su faire évoluer le peuplement » de leur commune par une politique immobilière agressive ou en s'entourant d'un solide cordon sanitaire, il leur importe, avant tout, de conserver ces avantages. Or le projet de loi qui va être discuté élude cette question.

au mépris de la loi, leur est ac-Ces familles, exclues parmi les exclues, qui se heurtent, en permanence, à des fins de non-recevoir de la part des communes dans lesquelles elles échouent, risquent d'errer encore longtemps.

Christine Garin

DÉPÈCHES

CORSE: le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, a déclaré, vendredi 17 avril, sur Europe 1, au sujet de l'enquête sur l'assassinat du préfet Claude Erignac en Corse : « Nous sommes sur des pistes. \* M. Chevènement a ajouté que les assassins de M. Erignac ne se trouvent pas nécessairement en Corse, qu'« ils voyagent », et pour-

raient se trouver sur le continent. PATRIMOINE: le petit canon de bronze des jardins du Palais-Royal a été volé dans la nuit du 15 au 16 avril. Long d'une quarantaine de centimètres, placé sur la ligne du méridien de Paris, les loupes de son système d'allumage lui permettent de tonner à midi. Il avait été installé en 1785 par le sieur Rousseau, un horloger du quartier, « pour marquet le midi vrai \*.

BRUNO

AND MARKET MARKET AND AND ADDRESS OF THE PARTY OF THE PAR

# Le gouvernement intensifie la lutte contre les violences urbaines

Inquiet de la recrudescence de faits délictueux, le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, a confié à plusieurs directions de la police des missions de renseignement et d'intervention sur le terrain. A terme, plusieurs milliers de policiers seront redéployés

maîtres d'œuvre. Ainsi des équipes mixtes

de membres des RG et de la sécurité pu-

blique pourraient être mises en place. A

Constatant que les violences urbaines ont « plus que quadruple entre 1993 et 1997 », le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, a adresse le 11 mars aux préfets une circulaire, dans laquelle il révèle le

LA LUTTE contre les violences

urbaines redevient une priorité du

gouvernement. Plusieurs initia-

tives ont déjà été prises, après la

circulaire adressée aux préfets, le

11 mars, par Jean-Pierre Chevène-

ment. Le ministre de l'intérieur y

dénoncait notamment la recrudes-

cence des faits constatés dans les

milie deux cents quartiers sensibles

recensés par la direction centrale

des renseignements généraux

(DCRG). Les violences urbaines

« ont plus que quadruplé entre 1993

et 1997. Elles se sont aussi aggravées

dans la mesure où des agressions

s'accomplissent de plus en plus, non

seulement avec des armes blanches,

mais aussi des armes à feu », écri-

La direction centrale de la sé-

curité publique (DCSP), qui ras-

semble la totalité des gardiens de

la paix, et la DCRG seront les

maîtres d'œuvre du nouveau dis-

positif dessiné à grands traits par

le ministre de l'intérieur. Ce dispo-

sitif vise essentiellement à mieux

vait alors M. Chevènement.

OF

tor

cence. La direction centrale de la sécurité publique qui rassemble la totalité des gardiens de la paix et la direction centrale des terme, plusieurs milliers de policiers seront coordonner l'action des forces de police qui interviennent sur le terrain de la lutte contre les violences

vant dans les quartiers. La période

des émeutes urbaines, ponctuée

d'étés ou d'hivers chauds et spec-

taculaires, est révolue. En re-

vanche, les atteintes aux per-

augmenté, comme les phéno-

mènes de ghettoïsation liés à l'ex-

Il s'agit de procéder à « la re-

conquête citovenne des quartiers ».

explique Yves Bertrand, directeur

central des renseignements géné-

raux, qui a lancé un plan d'action

pour rapprocher du terrain le tra-

ont sensiblement

ceuvre pour lutter contra cette recrudes-

toiser les 90 % de gens qui sont tranquilles », ajoute M. Bertrand. Les urbaines: sécurité publique, renétudes faites sur le terrain par ses services ont montré qu'en cas de seignements généraux, et à un demeilleure sécurisation, le Front nagré moindre, police judiciaire. L'objectif est de les rendre plus tional et l'extrémisme, comme les mouvements d'islamistes proches opérationnelles et plus efficaces, face à une délinquance protéide l'intégrisme, reculaient sensiforme et de plus en plus mobile blement. Le plan prévoit le recrutement qui, selon les policiers de terrain, ne cesse d'entretenir le sentiment de soixante et un gardiens de la d'insécurité de la population vi-

nouveau dispositif qu'il souhaite mettre en renseignements généraux en seront les

vall des RG. « Il faut éviter de ghet-

paix d'investigation. Quarante et un d'entre eux commenceront en septembre, une formation spécifique de plusieurs semaines au Centre national d'études et de formation (CNEF) de Gif-sur-Yvette (Essonne). Cela devrait permettre aux RG d'intervenir dans des quartiers dont ils étaient, jusque-là, absents. Ceux-ci se comptent au nombre d'une quarantaine à une soixantaine, selon les estimations. Ils correspondent à de nouvelles zones, qui n'étaient pas touchées

urbaines. Ce sont surtout les méthodes qui vont changer. Jusqu'à présent, la DCRG privilégiait le travail d'analyse, à travers les notes et documents produits par la « section banlieue », grâce à la soixantaine de correspondants dont elle dispose dans les quartiers. Sera dé-

par les phénomènes de violences

sormais privilégié « le renseignement opérationnel », que les policiers des brigades anticriminalité (BAC), des suretés départementales présentes dans les sept départements de la région parisienne et six départements de province et d'outre-mer, et les gendarmes auront la possibilité d'exploiter sur le plan judiciaire.

Pour le directeur central des renseignements généraux, il s'agit de procéder à « la reconquête citoyenne

des quartiers »

Les nouveaux policiers de renseignement devront apprendre, par exemple, à systématiquement détecter les meneurs dans les cités, à rassembler des éléments permettant à leurs collègues de la sécurité publique de les interpeller, et à la

semblant les RG et la sécurité pu-Cette demière sera de toute facon mise davantage à contribution à travers les BAC, les sûretés départementales, et, surtout, par des efforts supplémentaires en matière de police de proximité. Les résultats des BAC, qui rassemblent au-

jourd'hui environ 3 700 policiers, ont démontré leur efficacité dans la répression de la petite et moyenne délinquance. Leur nombre ne sera cependant pas augmenté.

redéployés ; l'accent est mis sur la relance

de missions d'ilotage. Le concours plus ac-

tif de la police judiciaire serait aussi sollici-

té. Pour sa part, le président de la Répu-

blique, Jacques Chirac, a fait savoir,

visage découvert, mais aussi, selon

les méthodes de renseignement en

« milieu fermé », sans que les poli-

clers ne se fassent connaître de

leurs interlocuteurs. La collabora-

tion des services pourrait par ail-

leurs être étendue. Certains res-

ponsables policiers envisagent la

mise en place d'équipes mixtes ras-

la promotion de l'Ilotage, en clair de la présence quotidienne des policiers dans les quartiers sensibles, la prévention des petits délits et des incivilités. Elle était peu à peu tombée en désuétude, souvent pour cause de découragement des fonctionnaires de terrain. Une opération de communication interne, pour remotiver les policiers, est envisagée. Comme on le reconnaît au ministère de l'intérieur, « cela implique d'importants redéploiements géographiques et fonctionnels ». Problème : déplacer plusieurs milliers de policiers risque

L'accent est mis sur la relance et

d'aller au plus vite. Le dispositif sollicite également le concours plus actif de la police judiciaire, le plus en souvent en marge dans les problèmes des banlieues difficiles. En 1991, le service régional de police judiciaire (SRPJ) de Versailles avait pourtant créé

de prendre du temps et de soule-

ver des résistances, maigré l'exi-

gence du ministre de l'intérieur

PC) de villes moyennes avec lesquels il s'était déjà entretenu le 13 janvier sur la question des violences urbaines. une unité spécialisée dans la lutte justice de les poursuivre. Les recontre les violences urbaines, la cherches seront menées en partie à brigade de recherche, enquête et

vendredi 17 avril, qu'il recevrait, jeudi

23 avril, les douze maires (RPR, UDF, PS et

coordination (BREC). On compte aujourd'hul quatre brigades de ce type dans toute la

# Satisfecit

pour les gendarmes

Dans le rapport interministériel sur la prévention et le traitement de la délinquance des mineurs, remis, jeudi 16 avril, à Lionel jospin, les députés socialistes Christine Lazerges et Jean-Pierre Balduyck consacrent plusleurs chapitres au rôle de la police et de la gendarmerie dans les violences urbaines (Le Monde du 18 avril). Ils soulignent notamment le manque de prise en compte par la police de la spécificité des mineurs dans la délinquance liée aux violences urbaines. Le maintien de l'ordre public est favorisé au détriment des traitements judiciaires, expliquent, en substance, les rapporteurs, même s'ils reconnaissent la difficulté d'intervention dans les quartiers. Ils se félicitent, en revanche, de Finstallation par la gendarmerie, depais septembre 1997, de onze brigades de prévention de la délinquance juvénile (BPDJ) spécialisées dans l'action préventive en direction des mineurs.

France, mais elles ont peu à peu délaissé leur mission spécifique au profit d'enquêtes plus traditionnelles, sur les délits importants, voire des crimes, commis à l'occasion des divers trafics menés par des bandes organisées. Elles devront revenir sans tarder sur le terrain des violences urbaines.

P. Ce.

# Une nuit avec les policiers de la BAC de l'Essonne

SUR le coup de 20 heures, la terme est mise. Combinaison ignifugée, gilet pare-balles, pistolet, le tonfa, båton de défense pendant sur la hanche, les hommes de la brigade

REPORTAGE.

Un « univers hostile » où « il ne faut jamais relâcher la pression »

anticriminalité (BAC) de l'Essonne s'apprétent à monter dans leurs voitures, l'une de ces puissantes 605 que les tags stigmatisent sur les murs des cités d'Evry et des environs. « Nique la 605 et toute sa clique », ont écrit Les moteurs tournent déjà. La BAC départementale ne travaille que la nuit, entre 20 heures et 4 heures. Toutes les nuits ne se ressemblent pas. Il y a celles qui sont trop longues, à force d'ennui et de patrouilles qui ne mènent nulle part, et puis celles qui deviennent soudain trop courtes, parce que les flagrants délits s'enchaînent, et que les heures défilent, sans se laisser compter, entre interpellations sur le vif et procédures judiciaires.

Cette nuit-là sera plutôt calme. La voiture du commissaire Jean-Yves Adam, le responsable de la BAC, sillonne pourtant des hauts lieux du département, où les policiers ne s'aventurent qu'avec prudence : la cité des Tarterets, à Corbeil-Essonnes, où, récemment encore, un agent de la compagnie départementale d'intervention (CDI) a été blessé à l'œil par le jet d'un bâton : la Grande Borne, à Grigny, dont les habitants se plaignent régulièrement de la présence de chiens d'attaque, pitbulls ou rotweilers. La pluie, le vent, le froid, ont laissé les immeubles endormis. La BAC n'oublie pas qu'il faut agir avec discrétion. «On va partout, assure le commissaire Adam. Il n'y a pas de lieux interdits où la police ne pénètre pas. Mais, on ne va pas aux Tarterets les mains dans les

puches. " Cette cité, les quarante-sept fonctionnaires de la BAC la connaissent par cœur. Ils en savent les points chauds, les recoins, les échappatoires invisibles aux profanes, par où les « trente à quarante fauteurs de trouble en tout et pour tout » que dénonce le capitaine Michel Cadic tentent de prendre la fille de l'air, lors des interventions de la police. Ils savent les précautions qu'il faut observer « dans cet univers hostile ». Le capitaine Cadic, trente-deux ans, dirige la BAC départementale sur le terrain, depuis sa création, en janvier 1996. « Parjois, sur les interpellations chaudes, on peut avoir peur, avoue-til. On n'intervient pas sur un plateau de cinéma avec des cascadeurs. » Il ajoute qu'il a bien fallu un an pour que lui et ses hommes « se sentent à l'aise ». « On a commencé par se montrer sur la voie publique. On a fini

jusque sur les toits des cités. » Spécialisés dans la lutte contre la petite et moyenne délinquance, il leur est pourtant arrivé d'arrêter des braqueurs, qui avaient séquestré des commercants.

Grace à son habilitation à la conduite rapide, Patrice Hascoet, est souvent au volant. Ce gardien de la paix de trente-deux ans a débuté comme îlotier au commissariat d'Evry. Puis il a rejoint la BAC, « pour voir autre chose ». « Nous sommes tous volontaires, on se retrouve souvent les mêmes collègues ensemble, dit-il. On n'a pas l'impression de faire du social pour des gens qui nous prennent pour des cons, comme dans l'ilotage ». La voiture s'engage dans les dédales de la Grande Borne, à Grigny. La cité est l'une des plus vastes de l'Essonne, avec ses 12 000 habitants, et des immeubles qui s'étalent sur plusieurs hectares. Ici aussi, la BAC manque rarement de travail. En 1997, elle a effectué au total 743 des 4 294 interpellations de la police dans le département, alors qu'elle ne rassemble que 2,5 % des

«L'Essonne, ce n'est pas encore Chicago, reprend le capitaine Cadic. Vous mettez trois mecs des Tarterets à Paris, ils ne font plus peur à personne. Le problème, c'est lorsqu'on les contrôle dans la cité, ils ont l'impression au'on empiète sur leur territoire. » Problèmes? Contrôles? La BAC a été mise en cause pour ses méthodes d'interpellation. Laurent Davenas, le procureur d'Evry, avait contesté, le 22 décembre 1997, dans Libération son « mode d'intervention », précisant qu'une « logique d'affrontement avec des responsabilités de part et d'autre » était privilégiée.

**ENGLUÉS DANS UNE IMAGE** 

Aujourd'hui, le magistrat estime que « ses propos ont été déformés ». « l'avais critiqué la présence statique de policiers aux Tarterets, affirme M. Davenas. La BAC est en soi un bon service. Dans tous les cas où elle a été mise en cause pour des violences policières, l'Inspection générale de la police nationale (IGPN) a conclu à l'emploi de la force nécessaire. »

Les policiers de la BAC départementale, englués dans une image de « cow-boys des cités », n'auront sans doute jamais la cote auprès des jeunes. Pourtant, le commissaire lean-Yves Adam ne voit pas d'autre réponse aux phénomènes de petite délinquance et d'incivilité qui ne cessent de s'accroître dans les quartiers sensibles. « Nous agissons dans la plus stricte légalité, assure-t-il. Nous ne sommes pas des justiciers. Une fois que l'on a maîtrisé les individus, on n'en rajoute pas. - Mais, reprend le capitaine Cadic, il ne iaut iamais relàcher la pression dans le département, dès qu'on la relache, ils le sentent. » La BAC départementale de l'Essonne doit recruter trente fonctionnaires supplémentaires d'ici l'été.

Jacques Chirac présidera, jeudi 23 avril, à 16 heures, une deuxième séance de travail, avec douze maires de villes moyennes, sur les violences urbaines. Une première réunion autour du chef de l'Etat s'était tenue le 13 Janvier. Douze maires appartenant au RPR, à l'UDF, au PS et au PCF y avaient participé et ont à nouveau été conviés à la réunion de jeudi. Il s'agit des RPR Pierre Bédier (Mantes-la-Jolie, Yvelines), Nelly Olin (Garges-lès-Gonesse, Val-d'Oise) et Jean-Claude Mignon (Dammarie-les-Lys, Seine-et-Marne), des UDF Pierre Cardo (Chanteloup-les-Vignes, Yvelines), Claude Pernès (Rosny-sous-Bois, Seine-Saint-Denis) et Jean-Claude Pignard (Villefranche-sur-Saône, Rhône), des socialistes Jean-Marie Bockel (Mulhouse, Haut-Rhin), Bruno Le Roux (Epinay-sur-Seine, Seine-Saint-Denis), Alain Etoré (Les Mureaux, Yvelines), et des communistes Patrick Braouezec (Saint-Denis, Seine-Saint-Denis), André Gérin (Vénissieux, Rhône) et Jean-Louis Bargero (Champigny, Val-de-Marne).

Une nouvelle réunion autour de M. Chirac

**CORRESPONDANCE** 

# Une lettre de Bernard Tapie

A la suite de la publication, dans nos éditions datées dimanche 1º-lundi 2 mars. d'un entretien avec Jean Peyrelevade, président-directeur général du Crédit Ivonnais, intitulé « Bernard Tapie n'est pas fondé à réclamer quoi que ce soit sur Adidas », Bernard Tapie nous a adressé le

courrier suivant : Dans un long entretien publié par votre édition du 1<sup>e</sup>-2 mars 1998, M. Peyrelevade prétend que le Crédit lyonnais n'a pas organisé de portage des actions Adidas, il affirme même qu'il poursuivra ceux qui relaieraient ces allégations.

Les documents découverts lors d'une perquisition sur les conventions passées à mon insu avec les sociétés off shore qui ont acheté Adidas au Crédit lyonnais sont sans ambiguité. En effet, ces sociétés off shore ont acheté Adidas avec l'argent du Crédit lyonnais grâce à des prêts à 0,5 %. Le Crédit lyonnais garantissait tous les risques éventuels quelles que soient les pertes. Les sociétés off shore n'avaient droit à aucune responsabilité dans la gestion et n'étalent représentées dans aucun des organes de management ou de contrôle. C'est enfin le Crédit lyonnais qui avait la faculté de décider des éléments de la revente (prix, date et acquéreur) en gardant pour la banque l'essentiel des plus-values éventuelles.

Les six experts près la Cour de cassation, le président de l'Assemblée nationale, M. Séguin, ou son rapporteur, M. d'Aubert, dans le cadre de la commission d'enquête parlementaire, et M. Peyrelevade lui-même, s'exprimant sur l'honneur devant ladite commission: tous ont confirmé, d'une façon ou d'une autre, qu'il s'agissait d'un portage. Contrairement à ce qu'affirme M. Peyrelevade aujourd'hui, il ne l'avait pas prétendu en fonction d'informations qui lui auraient été données par erreur, par des cadres du Crédit lyonnais, il l'avait Pascal Ceaux déclaré en qualité d'ex-président de

l'UAP. actionnaire de BTF via la banque Worms, précisant que l'UAP était déjà en situation de portage pour le compte du Crédit lyonnais. M. Peyrelevade est évidemment gêné de cette situation puisque le mandat de vente interdisait à ce dernier d'acquérir luimême les actions qu'il était chargé de vendre pour mon compte. M. Peyrelevade affirme par ailleurs qu'il ne connaît pas le nom des « investisseurs » qui ont participé au capital des fonds d'investissements off shore. Je laisse à vos lecteurs le som d'imaginer mon sort si, dans une affaire si grave, je donnais à M<sup>me</sup> Joly une aussi piètre explica-

Deux objectifs peuvent justifier 'utilisation de sociétés écrans off shore: soit cacher les bénéfices pour se soustraire à l'impôt, soit permettre d'opacifier la négociation. Sans connaître le bénéfice fiscai qu'ils ont réalisé, le second objectif est incontestablement atteint puisque personne, aujourd'hui, n'est en mesure d'identifier les bénéficiaires des plus-values réalisées entre le prix d'achat, 2 milliards de francs, le prix d'introduction en Bourse, 11 milliards de francs et la cotation actuelle d'Adidas, soit 30 milliards de francs. Il y a là un scandale dont je m'étonne que les magistrats en charge de la délinquance financière s'obstinent à ne pas vouloir connaître.

A propos des gains minimaux du Crédit lyonnais sur Adidas, M. Peyrelevade dit avoir gagné 1 600 000 000 de francs. On est déjà très loin de la présentation qu'il faisait en 1994, où chacun se souvient que j'avais pratiquement ruiné le Crédit lyonnais à moi tout seul. La réalité est que M. Dreyfus a racheté 4 600 000 000 de francs ce que le Crédit lyonnais m'avait racheté 2 000 000 000 de francs. Même en comptant les commissions de portage (d'environ 20 %), le bénéfice du Crédit lyonnais sur cette pre-

mière opération reste supérieur à 2 milliards de francs. Sur la seconde opération, au mo-

ment de l'introduction en Bourse, je n'ai aucun élément à opposer à la version de M. Peyrelevade qui limite le gain du Crédit lyonnais à 1100 000 000 de francs. Il est incontestable aujourd'hui que leur bénéfice ne peut être inférieur à 3 milliards de francs. Il est aujourd'hui également non contestable que Robert-Louis Dreyfus a réalisé, grâce à la complaisance incroyable du Crédit lyonnais, une plus-value de 10 milliards de francs sans risquer un centime; alors que tous les initiés reconnaissent que l'essentiel du redressement d'Adidas avait été effectué par mes propres équipes. Enfin, prétendre aujourd'hui que

je n'ai pas à revendiquer ma part du bénéfice que le Crédit lyonnais a réalisé, c'est oublier que je n'avais donné à la banque mandat de vendre Adidas qu'à de strictes contreparties, qu'elle n'a pas respectées. En échange de mes droits sur les plus-values d'Adidas, le Crédit lyonnais abandonnait notamment ses droits sur certains crédits et me garantissait 50 % du capital d'une société d'investissement (NEWCO) dont les apports permettaient des fonds propres de l'ordre de 500 millions de francs. Sans ces contreparties, je n'aurais jamais accepté de leur donner le mandat de vente. L'inexécution par la banque de ses obligations fait l'objet d'un litige pendant devant la cour d'appel de Paris. En première instance, le tribunal de commerce avait condamné le Crédit lyonnais à 600 millions de francs de provision, en attendant de chiffrer le préjudice

Quand M. Peyrelevade affirme que personne ne voulait acheter Adidas, cette assertion grossière est démentie par trois faits : René Yaeggi, le directeur général d'Adidas. avait constitué un tour de table avec

des industriels de tout premier plan. Son offre était largement supérieure à celle proposée dans le montage du Crédit lyonnais, mais elle était sans contrepartie; dans un marché soi-disant déserté par les acquéreurs, le Crédit lyonnais a trouvé des pseudo-acheteurs aussitôt après avoir recu le mandat de vente de mes actions! Plus curieusement encore, la banque s'est précipitée pour racheter, en plus de mes parts, 5 % du capital qui demeurait entre les mains des héritiers de M. Dassler et ne conférait pourtant aucun pouvoir dans l'entreprise.

M. Peytelevade prétend que le Crédit lyonnais n'était pas informé de la négociation avec Pentland. Comment explique-t-il dans ces conditions que via Clinvest, sa filiale d'affaires, la banque m'a facturé 45 millions de francs d'honoraires pour cette opération? Facture que j'ai payée. En affirmant ne pas avoir participé à ces montages, antérieurs à sa venue, il rejette la responsabili té sur les cadres du Crédit lyonnais. Parmi eux, nombreux sont ceux qui admettent que je n'aurais pas dû être mis en liquidation de biens. M. Gallot, président de la SDBO et directeur général adjoint du Crédit lyonnais, a d'ailleurs confirmé devant Mee Joly que certains cadres de la banque avaient été gênés d'exécuter un client qui ne leur devait

Mon passif résiduel dû au Crédit lyonnais est, selon mes liquidateurs. de 600 millions de francs. M. Peyrelevade reconnaît avoir gagné, rieu que sur l'affaire Adidas, 1 600 000 000 de francs. Je crois avoir démontré que, en réalité, la banque a gagné plus de 3 000 000 000 de francs. Or je suis toujours en liquidation judiciaire. Il est temps que les autorités de tutelle mettent à jour cette opération en déclenchant les investigations qui, pour des raisons absolument mystérieuses, ont beaucoup de mal à s'engager.

i imit - - -CARME1

4. 32 ....

TARIFI "人族技术 点 1 5 1 2 7 19 4 47 614 となるを 選 工具 化红

福島 独岩市 一 支统计

. i >

\_ -\_ -i

. . . . .

- - F

----

· .... uses

1 2 15 mg

7 . 19

🖷 بعوان 🖘 🙀

: A.T

.

a みず 後数重要。 100 F FM

- 124 gr

..... Service a Salesta 2 2 2 2 21 35 

droit et diplomé de l'Institut d'études poli-

tiques de Paris. Il débute comme avocat au

barreau de Paris en 1968. De juin 1969 à juli-

let 1972, il est chargé de mission au cabinet

du premier ministre, Jacques Chaban-Del-

mas. Délégué national du Parti socialiste à la

justice et aux libertés de 1978 à 1981, il est

porte-parole de la présidence de la Répu-

blique de juin 1981 à avril 1986. Il est étu dé-

puté socialiste des Bouches-du-Rhône

en mars 1986. Réélu en juin 1988, il devient

ministre de la justice, d'avril 1992 à avril

1993. Vice-président du conseil général des

Bonches-du-Rhône depuis 1992, il est réélu

député en join 1997. Conseiller municipal

d'Arles depuis mars 1977, il est maire de

cette ville depuis juin 1995.]

المناه والمناه والمناع

#### DISPARITIONS

DJIBO BAKARY, président du conseil de gouvernement du Niger en 1957 et 1958, est mort jeudi 16 avril à Niamey, à l'âge de soixante-dix-sept ans. Né en 1921, instituteur et syndicaliste, Djibo Bakary fonde dans les années 50 le parti Sawaba (marxiste-léniniste). Premier maire élu de Niamey en 1956, Djibo Bakary devient viceprésident, puis président du premier conseil de gouvernement issu des élections territoriales de 1957. Mais, partisan de l'indépendance « immédiate » de son pays, il est contraint de renoncer à cette fonction en octobre 1958 après la victoire du « oui » au référendum. consacrant l'adhésion du Niger à la Communauté française. Remplacé par Hamani Diori, qui sera chef de l'Etat de 1960 (date de l'indépendance) à 1974, Djibo Bakary s'exile et son parti est interdit. Revenu au Niger en 1974 après le putsch militaire de Seyni Kountché, il est arrêté un an plus tard pour complot contre la sûreté de l'Etat, Libéré en 1984, Diibo Bakary reforme en 1990, à la faveur de l'option pour le multipartisme, le Sawaba, sous le nom d'Union démocratique des forces progressistes (UDFP), avant d'être élu président à vie du parti.

ROSE MADDOX, chanteuse américaine de musique country, est morte, mercredi 15 avril, à l'age de soixante et onze ans. Rose Maddox avait débuté sa carrière après la seconde guerre mondiale en compagnie de ses quatre frères. Le quintette jouait du hillibilly (la musique des fermiers, qui a été une des sources du rock'n'roll), de la country et des gospels. Auréolée d'une solide réputation de dynamisme vocal et scénique, Rose Maddox avait su dépasser la séparation du groupe familial au milieu des années 50 en menant une carrière solo. Elle connut ainsi plusieurs succès, comme Sing a Little Song of Heartache, Gambler's Love, Kissing My Pillow et 35 \$ and a Dream, un récent enregistrement dans lequel elle évoquait l'errance de sa famille, qui, dans les années 30, avait dû quitter l'Alabama pour la Californie, après avoir vendu tous ses biens pour 35 dollars.

#### NOMINATIONS

LES NOUVEAUX **PRÉSIDENTS** 

DE CONSEILS RÉGIONAUX AQUITAINE: Alain Rousset [Né le 16 février 1951 à Chazelles-sur-Lyon (Loire), Alain Rousset, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, est directeur du cabinet du président du conseil régional d'Aquitaine de novembre 1980 à avril 1985, d'abord André Labarrère, puis Philippe Madrelle, tous deux socialistes. En janvier 1983, il est noumé délégné à l'industrialisation du bassin de Lacq. Etti conseiller général de Pessac (Gironde) en septembre 1988 et réélu en mars 1994, il devlent premier vice-président du conseil général. Maire de Pessac depuis mars 1989, Alain Rousset y a fondé, en collaboration avec Jean Lacouture et Jean-Noël Jeanneney, le Festival international du film d'histoire.1 BOURGOGNE:

Jean-Pierre Solsson INé le 9 octobre 1934 à Auxerre (Yonne), ancien élève de l'ENA, Jean-Pierre Solsson est membre de la Cour des comptes. Après avoir été au cabinet de la marine marchande d'octobre 1964 à Janvier 1966, puis au cabinet d'Yvon Bourges, ensuite d'Edgar Faure, il est élu, en jain 1968, député républicain indépendant de l'Yonne, conseiller général en mars 1970, maire d'Auxerre en mars 1971. De juin 1974 à mars 1977, il est successivement secrétaire d'Etat aux universités, à la formation professionnelle, à la qualité de la vie, à la jeunesse et aux sports. Il est secrétaire général de la formation giscardienne le temps de la campagne des législatives de 1978. A leur strite, il est ministre de la jeunesse et des sports. Réélu député de l'Youne à toutes les législatives, il entre en juin 1988 dans le gouvernement de Michel Rocard, comme ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. Jusqu'en mars 1993, il est successivement ministre de la fonction publique et de la modernisation de l'administration, ministre de l'agriculture. Réétu en mars 1993 député de l'Yonne (sous l'étiquetre « majorité présidentielle »), puis en juin 1997 (sous l'étiquette apparenté UDF), il a été président du conseil régional de Bourgogne de mars 1992 à mars 1993.]

Josselin de Rohan [Né le 5 juin 1938 à Surespes (Hauts-de-Seine), ancien élève de l'ENA, Josselin de Rohan commence sa carrière comme administrateur civil au ministère de l'industrie de 1965 à 1967. Il est ensuite chargé de mission au cabinet du garde des sceaux, Louis Joxe, de mai 1967 à mai 1968. Après avoir été sous-directeur au secrétariat général de la marine marchande de 1974 à 1980. Il a été nommé en 1980 chargé de mission à la direc-

• BRETAGNE:

tion générale des transports maritimes d'Elf-Aquitaine. Il est matre de Josselin (Morbihan) depuis mars 1965, conseiller général du Morbihan depuis mars 1982, et sénateur du Morbihan depuis septembre 1983. Il est président du groupe RPR du Sénat depuis 1993.]

• CENTRE: Michel Sapin Né le 9 avril 1952 à Boulogne-sur-Seine (Hauts-de-Seine), ancien élève de l'ENA, Michel Sapin commence sa carrière comme conseiller de tribunal administratif. Il est député socialiste de l'Indre de juin 1981 à mars 1986. En avril 1986, il est élu député des Hauts-de-Seine. Réélu en juin 1988, il devient président de la commission des lois. Ministre délégué auprès du ministre de la fustice de mai 1991 à avril 1992, il devient ministre de l'économie et des finances d'avril 1992 à mai 1993. Il est nommé membre du conseil monétaire de la Banque de France de janvier 1994 à juin 1995. Il a été étu maire d'Argenton-sur-Creuse en juin 1995. Depais novembre 1997, il est membre du bureau national du PS et secrétaire national chargé des questions économiques.]

Jean-Claude Etienne [Né le 6 août 1941 à Vouziers (Ardennes). professeur agrégé de rhumatologie, Jean-Claude Etienne est actuellement chef de service de rhumatologie et de médecine interne au centre hospitalier universitaire de Reims.

CHAMPAGNE-ARDENNE:

Conseiller régional RPR de Champagne-Ardenne depuis mars 1986, conseiller municipal de Reims depuis mars 1989, étu député RPR de la Mame en mars 1993 et réélu en juin 1997, il était premier vice-président du conseil régional depuis 1996.] CORSE: José Rossi

Né le 18 juin 1944 à Ajaccio (Corse), José Rossi est docteur en droit et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Il est membre du cabinet de Joseph Fontanet en janvier 1972, de celui de Simone Vell de juin 1974 à février 1975, de Michel Durafour, puis de Christian Beullac, jusqu'en avril 1978. En septembre 1973, il entre au consell général de Corse-du-Sud, dont il devient président en mars 1985. En juin 1988, 🛭 est élu député de Corse-du-Sud. Il est ministre de l'industrie, des postes et des télécommunications d'octobre 1994 à mai 1995. Il est rééln député de Corse-du-Sud en septembre 1995 et en juin 1997. Il est secrétaire général délégué de l'Union pour la démocratie francaise (UDF) depuis 1996.] • FRANCHE-COMTE:

Jean-François Humbert [Né le 17 octobre 1952 à Besançon (Donbs), Jean-François Humbert est titulaire d'une maîtrise de droit. Il est élu conseiller régional sur la liste d'Edgar Faure en mars 1986, conseiller général du canton de Russey (Doubs) en mars 1992. A cette date il devient vice-président du conseil ré-

gional. Il est élu président du comité régional du tourisme en octobre 1995 et président du syndicat mixte du pays horloger en septembre 1996. Jean-Prançois Humbert est secrétaire général du Parti populaire pour la démocratie française (PPDF) depuis sa création, en octobre 1995.)

• ILE-DE-FRANCE:

Jean-Paul Huchon [Né le 29 juillet 1946 à Paris, ancien élève de l'ENA, Jean-Paul Huchon commmence sa carrière comme administrateur civil à la direction du budget au ministère de l'économie et des finances. Il est directeur de cabinet de Michel Rocard successivement aux ministères du Plan et de l'agriculture. Directeur général de la Caisse nationale de Crédit agricole de janvier 1985 à juin 1986, il est directeur général adjoint du groupe Exor de juillet 1986 à avril 1988. Il est de nouveau directeur du cabiner de Michel Rocard lorsque celui-ci devient premier ministre, de mai 1988 à mai 1991. Il est ensuite directeur général, puis conseiller du président du groupe Printemps à compter de septembre 1991, vice-président et associé du cabinet Progress depuis janvier 1995. Conselller ununicipal de Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines) depuis mars 1977, il était ensuite deveno premier adjoint de Michel Rocard, maire de cette ville, avant de lui succéder, en sentembre 1994.7

• MIDI-PYRÉNÉES : **Martin Malvy** 

[Né le 24 février 1936 à Paris, Martin Malvy est licencié en droit. Il est journaliste à Sud-Ouest, La Nouvelle République et La Dépêche du Midi de 1961 à 1977. Il est conseiller général du Lot (canton de Vayrac), constamment réélu depuis mars 1970. Maire de Figeac (Lot) depuis mars 1977, il est élu député socialiste du Lot en mars 1978 et en juin 1981. De juillet 1984 à mars 1986, il est secrétaire d'Etat chargé de l'énergie. Rééin député en mars 1986 et en juin 1988, il devient secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement et porte-parole du gouvernement d'avril à octobre 1992 et ministre du budget d'octobre 1992 à mars 1993. En mars 1993, il est réélu à l'Assemblée nationale, où il est président du groupe socialiste d'avril 1993 à septembre 1995. Il est président de l'Association des petites villes de France (APVF) depuis décembre 1990.]

NORD-PAS-DE-CALAIS:

Michel Delebarre [Né le 27 avril 1946 à Bailleul (Nord), Michel Delebarre est licencié d'histoire-géographie et diplômé d'études supérieures de géographie. Il commence sa carrière comme secrétaire général adjoint, puis secrétaire général du comité d'expansion du Nord-Pasde-Calais. Il est directeur du cabinet de Pierre Mauroy au conseil régional du Nord-Pas-de-Calais de 1974 à 1976. Délégué géné-

- Mª François Deries.

Agnès et Albert Balo.

son crouse,

ses enfants.

Chantal Ritz.

Gerard Deries,

vingt-treizième année.

74000 Annecy.

son épouse,

ses enfants.

sa mère,

M~ Marc Dupont,

M<sup>™</sup> Jean Dupont,

Ses frères et sœurs,

survenue le 14 avril 1998.

Toute sa famille.

Tous ses amis,

accidentelle de

ses beaux-parents,

M. et Ma Jean Henning.

Saint-Jorioz (Haute-Savoie).

9, me Saint-François-de-Sales.

Alexandre, Florence et Guillemette,

ont la douleur de faire part de la mort

Marc DUPONT.

La rérémonie religieuse a été célébrée

le 18 avril, en l'église Saint-Charles de

née Agnes Guilbert-Dambricourt,

Bernard et Chantal Deries.

Arnaud et Anne-Marie Deries.

Maguite et Philippe Jourdain.

Joëlle et Régis Dambricourt.

Ses trente-deux petits-enfants,

Ses treize arrière-petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. François DERIES,

ingénieur civil des Mines.

survenu le 17 avril 1998, dans sa quatre-

La cérémonie religieuse aura lieu le

Marie-Liesse et Jean-Marc Adenot,

ral au développement de la ville de Lille à compter de 1978, il en devieut secrétaire général d'octobre 1979 à mai 1982. Il suit Pierre Mauroy à Matignon en mai 1981 comme chargé de mission, pais comme directeur du cabinet de mai 1982 à inillet 1984. de la formation professionnelle en juillet 1984. Il est aussi ministre des affaires sociales et de l'emploi de mai à inin 1988, ministre des transports et de la mer de juin 1988 à février 1989, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer de février 1989 à décembre 1990, ministre de la ville de décembre 1990 à mai 1991, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire de mai 1991 à avril 1992, et ministre de la fonction publique et des réformes administratives d'avril 1992 à mars 1993. Elu député socialiste du Nord en mars 1986, puis en jain 1988, battu en mars 1993. Il est réélu en Juin 1997. Il est maire de Dunkerque depuis mars 1989. Il était premier vice-président du conseil ré-

[Né le 8 ami 1948 à Portsall (Finistère), diplômé de l'Ecole normale d'instituteurs de Rouen, Alain Le Vern était conseiller régional de Haute-Normandie depuis mars 1986. Il est député de Seine-Maritime depuis juin 1988, réélu en mars 1993. Depuis mars 1989, il est maire de Saint-Saëns (Seine-Maritime). Il est membre du bureau national du PS depuis novembre 1997.]

PAYS-DE-LA-LOIRE: François Fillon [Né le 4 mars 1954 au Mans (Sarthe), François Fillon est titulaire d'une maîtrise de droit public et d'un diplôme d'études appliquées en droit public et en sciences politiques. Il commence sa carrière comme assistant pariementaire de Joël Le Theale, député de la Sarthe, de 1977 à 1978. Il est ensuite chargé de mission de Joël Le Theule, lorsque celui-ci est ministre des transports en 1978, pois ministre de la défense d'octobre à décembre 1980. François Fillon est maire de Sablé-sur-Sarthe depuis mars 1983, et président du conseil général de la Sarthe depuis avril 1992. Il est élu député RPR de la Sarthe en juin 1981, réélu en 1986, 1988 et 1993. Il est ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche de mars 1993 à mai 1995, puis ministre des technologies de l'information et de la poste de mai 1995 à novembre 1995, ministre délégué à la poste, aux rélécommunications et à l'espace

de novembre 1995 à juin 1997.] PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR : Michel Vauzelle [Né le 15 août 1944 à Montélimar

(Drôme), Michel Vauzelle est licencié en

Il devient ministre du travail, de l'empioi et gional du Nord-Pas-de-Calais depuis 1986.]

• MARTINIQUE: Alfred Marie-Jeanne [Né le 15 novembre 1936 à Rivière-Pilote (Martinique), Alfred Marie-Jeanne est diplômé d'études supérieures en économie et en mathématiques. Cofondateur du mouvement indépendantiste martiniquais, il est maire de Rivière-Pilote depuis mars 1971. De HAUTE-NORMANDIE: 1973 à Juillet 1997, il est consciller général de Alain Le Vern la Martinique (canton de Rivière-Pilote). Depuis octobre 1990, il est membre du conseil régional de Martinique. Il a été élu député de la Martinique (non inscrit) en juin

 LA RÉUNION : Paul Vergès [Né le 5 mars 1925 à Oubone (Thailande), Paul Vergès est journaliste, directeur de Témoignages. Conseiller général du cantou de Saint-Paul, puls du Port, d'avril 1955 à mars 1964, il est déclaré démissionnaire d'office à cette date. Il est député communiste de la Réunion de novembre 1956 à novembre 1958. Il fonde le Parti communiste réunionnais en 1959, dont il sera secrétaire général jusqu'en 1993. A cette date, Il en prend la présidence. De mars 1970 à novembre 1973. Il est de nouveau conseiller général de la Réunion. Il est député de la Réunion de mars 1993 à avril 1996, date à laquelle il devient sénateur, inscrit au groupe communiste. Il a été député européen de juin 1979 à Juin 1989 sur la liste du Parti communiste français.]

Les autres présidents de conseils régionaux étaient déjà en fonction avant le scrutin du 15 mars. Ont ainsi été réélus : Adrien Zeller (Alsace), Valéry Giscard d'Estaing (Auvergne), Jacques Blanc (Languedoc-Roussillon), Robert Savy (Limousin), Gérard Longuet (Lorraine). René Garrec (Basse-Normandie), Charles Baur (Picardie), Jean-Pierre Raffarin (Poitou-Charentes), Charles Millon (Rhône-Alpes), Lucette Michaux-Chevry (Guadeloupe) et Antoine Karam (Guyane).

#### AU CARNET DU « MONDE » <u>Naissances</u>

- Mendon, Mallemort.

Anne BONAMOUR. DEC JENDRYCHOWSKA. a le grand bonheur d'annoncer la nassance de sa deuxième petite-tille.

Alice. le 14 avril 1998, 3 Aix-en-Provence,

Pierre et Françoise.

M. Philippe SAMBUSSY ct Mª Carole SOURIGUES.

sont heureux d'annoncer la naissance de wur netit

Antonia.

k 12 mars 1998.

Hanitra RABEFITSEHENO. Michel PIERSON et leurs entants. Nathalie et Vincent.

ont le bonbeur d'annoncer la naissance de

Cécile.

le " avril 1998, à Name.

Geraldine FAES et Stephen SMITH sont henreux d'annoncer la naissance de

Lily,

le 10 a ni 1998, à Paris.

Sandra et Dan LIPSKER. les tamilles KONOPNY, LIPSKER e REGENSBERG.

out la roje d'annoncer la naissance de Louise Deborah.

by 27 many page, a Strawbourg.

Mireille et Yves DESPIERRE uit la jour de faire part de la maissance de em pelite-fille.

Marianne.

Is and post a thembrie. Agnes of Schastien SANCHEZ.

Marie-Jeanne MANUELLAN, Veranique et Gay FVII.LOUX. ut hemens d'annoncer la naissance de

ir petu-tils. atthien, Etienne MANUELLAN,

91 and 1998, a Paris.

nna-Bella, Plerre-Etienne et Laura.

Claudine MOLINARI et Alain DADOUN ont le plansir d'annoncer la naissance de

Samy,

le II avni 1998, à Laval.

20, rue Mare-Dupré. 530(X) Laval. 38, rue Gournod. 92210 Saint-Cloud.

Patrice DUPARC a le plaisir d'annoncer la naissance de son

Thomas CORNETTE.

à Paris, le 13 avril 1998.

Véronique LETZKUS

et Jean LEMESLE-CORNEILLE sont beureux de faire part de la naissance

Victor.

le vendredi 10 avril 1998, à Paris.

Françoise et Patrick CONAN BALDY ont la joie d'annoncer la naissance de

Yoran,

le 13 avril 1998.

CARNET DU MONDE TARIFS 98 -TARIF à la ligne

DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS 109 HT TARIF ABONNÉS 95 F HT

NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES 500 F TTC FORFAIT 10 LIGNES Toute ligne suppl. : 60 F TTC THÈSES - ÉTUDIANTS : 67 F HT COLLOQUES - CONFÉRENCES :

Nous consulter Ø 01.42.17.39.80 + 01.42.17.29.96 Fax: 01.42.17.21.36

Nos abonnes et nos actionnaires, beneficient d'une réduction sur les insertions du « Carnes du Monde », soni pries de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

<u>Décès</u> - Mª Jeannette Antonietti, son épouse.

Gny Antometti. Martin, Justine, Luctitia, Jean Baptiste, ses petits-enfants, Fabienne Magnan, Monique Reyre.

ses beiles-filles, ont la tristesse de faire part du décès de François Antoine ANTONIETTL ancien maitre armurier.

médaille militaire. officier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national

officier des Palmes académiques,

survenu le 15 avril 1998, dans sa quatrevingt-neuvième année.

Les obsèques auront lieu le 18 avril, en l'éplise Sainte-Lucie d'Azzana, en Corse-

Archipel, 7 bis, avenue Saint-Jérôme, 13100 Aix-en-Provence.

On nous prie d'annoncer le décès de

Janine CINCIRUK, née AHITOUVE, survenu le 16 avril 1998, à l'âge de

cinquante-quatre ans. Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité, le mercredi 22 avril.

Ni fleurs ni couronnes. 6. villa des Roses. 92260 Fonienzy-sux-Roses.

 Le président de l'université de Tours. Le doyen de l'UFR d'anglais et langues étrangères appliquées, Et l'ensemble de la communauté uni ont la tristesse de faire part du décès de

Claude DOUBINSKY, ancien doyen de l'UFR d'anglais et langues étrangères appliquées, ancien vice-président de l'université.

Moncean, Paris-17. Cet avis tient lieu de faire-part. 88, boulevard de Courcelles, 75017 Paris.

BAC + 1

RÉORIENTEZ-VOUS VERS UNE GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE

L'AFIG (Année de Formation Initiale à la Gestion) VOUS PRÉPARE À INTÉGRER l'Institut Supérieur Européen de Gestion

Contactez Francis Pasteur: 45. rue Spontini - 75116 Paris - Tel. 01 56 26 11 12 DRIVERS ALL IN WRITER SHEETING

- Thérèse Mulot, son épouse. Catherine Mulot. Dominique Mulot, ses filles.

ont la douleur de faire part du décès de

Maurice MULOT, survenu le 8 avril 1998, dans sa soixantedix-neuvierne année.

Les obsèques religieuses ont en lien dans l'intimité familiale.

35, rue du Maréchal-Joffre. 78100 Saint-Germain-en-Laye. 35, rue Broca.

75005 Paris. 7, rue Servandoni, 75006 Paris.

– Sa fille, . mardi 21 avril, à 14 heures, en l'église de Sa femme, ses parents, sa famille, ses ont la douleur d'annoncer la disparition

Andre PAVLOVITCH. L'inhumation aura lieu le mardi 21 avril 1998. à 14 h 20, au cimetière intercommunal des Ulis, rue du

Свр-Нога. Monica Olvera, 1045 Rosemary Ter. Decriled IL 60015 Etats-Unis. J. Paylovitch. 16, passage Larrousse, 92240 Malakoff.

> Le rideau était levé, j'attendals encore.

 M<sup>™</sup> Pierre Steichen, sa mère. M. at M= Alexis Lachkareff. ses beaux-parents, M= Annie Steichen.

SOIL ÉDOUSC. Ses sœur, frères, beaux-frères, belles-Ses enfants et petits-enfants.

Ses amis de France et d'Afrique. ont la douleur de faire part du décès de Bernard STEICHEN (ONM), professeur honoraire.

le 6 avril 1998, à Monspellier. L'incinération a eu lieu le 10 avril, dans la plus stricte intimité.

**CARNET DU MONDE** 

25, boulevard Victor-Hugo.

30133 Les Angles.

Fax: 01-42-17-21-36

Anniversaires de décès - Il y a dix ans, le 19 avril 1988.

Henri CHAMPEL

quittait les siens.

eux et une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

> Commémorations Dimanche 19 avril 1998 55 ANNIVERSAIRE DE L'INSURRECTION

DU GHETTO DE VARSOVIE 14 h 30 : projection inédite « Le Ghetto de Lodz » suivie d'une conférence-débat avec M= Larissa Cain, Batia Baum,

MM. Henri Minczelès, Jean-Charles 18 heures : cérémonie commémorative.

MÉMORIAL DU MARTYR JUIF INCONNU 17, rue Geoffroy-l'Asnier,

75004 Paris. TEL: 01-42-77-44-72

LA FLAMME Roger Madec, vice-président du conseil régional d'Ile-de-France, maire du 19 arrondissement de Paris, vous invite à la cérémonie de la Journée nationale des déportés, à la mairie du 19. le dimenche 26 avril 1998, à 10 h 30. Présentation de l'« Itinérante Flamme de Dachau contre les exterminations ». H: 30 m, peinte par Colette Azoulay, pré-sident du comité, Marc Boissière, sous le haut patronage de M. Jean-Pierre MASSERET, secrétaire d'Etat aux anciens combattants. La municipalité offrira ke vin d'honneur.

Communications diverses

- Cinquante ans de Droits de l'homme et de la femme et la bataille des droits économiques de la France. Ecoulez un extrait d'archives sonores au : 01-45-82-77-77, 24 heures sur 24. Envoi gratuit du texte sur demande avec enveloppe timbrée à 3 francs. Adresse: CDH.

BP 16. 75622 Paris Cedex 13.

 22 avril « Jour de la Terre ». Exposition: changement de climat. Les catastrophes thermodynamiques. Table ronde : conséquence, préventions, après Stockholm, Rio.

15 beures à 22 beures : débats publics. 17 heures : conférence de presse. Salle des fêtes d'Angé (41400) à 4 km de Montrichard, Loir-et-Cher. Ecologie énergie survie. TEL: 02-54-32-29-56.

Fax: 02-54-32-24-33.



# Emma Bonino, petit soldat de l'humanitaire

ES messieurs du Conseil de sécurité devraient réaliser que les milliers de réfugiés en train de mourir au Zaire n'iront pas, comme eux, passer le weekend à Long Island. » Cette boutade au vitriol, lancée, début novembre 1996, en pleine crise de l'Afrique des Grands Lacs. par un petit bout de femme à l'accent italien, avait jeté un froid dans les rangs de l'ONU. Son auteur n'était pas, en effet, une provocatrice anonyme. Commissaire européen, Emma Bonino, ancien député du Parti radical italien et ancien membre du Parlement de Strasbourg, faisait, ce jour-là, une entrée remarquée sur la scène médiatique internationale.

« Vous ne ressemblez pas aux bureaucrates de Bruxelles », s'étonne Guillaume Durand, sur le plateau de Canal Plus. « Mais moi aussi, je suis une bureaucrate! », se défend son invitée. L'animateur de télévision sourit. Ce vendredi 6 mars 1998, « la Bonino », comme on l'appelle à Rome, achève son marathon parisien en faveur des femmes afghanes, soumises au joug des talibans. Après l'inauguration de l'exposition de photos qui leur est consacrée par Médecins du monde, elle s'envolera, samedi, pour Madrid. Puis, dimanche, pour Milan et Londres. Avant de retrouver, lundi son bureau du Palais de l'Europe, à Strasbourg, d'où elle regagnera – enfin – ses pénates bruxelloises. Pour l'heure, les caméras de Canal Plus l'épinglent en gros plan. Mèche blonde en bataille, œil bleu vif et museau de fennec, M™ la commissaire mime, en croisant les dolgts, le tissu grillagé du « tcha*dri* », ce voile-prison imposé, au nom de l'islam, aux femmes de Kaboul. « Défendre les droits de l'homme – et donc des femmes –, ce n'est pas un truc marginal. Il y a moyen de faire pression », plaide la représentante de Bruxelles, entre l'interview d'un champion d'athlétisme et un reportage sur la formule 1 à Melbourne.

Mée dans le nord de l'Italie, le 8 mars 1948, Emma Bonino aurait pu, comme sa sœur ainée et son frère cadet, ne pas quitter cette région de Turin, où tous trois ont grandi. « Mes parents étaient des gens du Nord, très renfermés », ditelle avec tendresse. De cette famille

de paysans pauvres, contraints de quitter la terre pour s'installer en ville, à Bra, elle garde le souvenir de liens chaleureux mais d'une vie difficile, où la nature est rude et les hivers sont froids. La nostalgie de la campagne ne l'a jamais rongée. « Le vert, ca me donne des allergies! », avoue-t-elle volontiers. En revanche, la petite Emma adore l'école. Malgré l'hostilité du père - qui sait à peine lire et écrire -, elle arrache, grâce à la complicité de la mère, la permission de poursuivre ses études secondaires, puis universitaires. Mieux que Turin, «trop proche de la famille », elle choisit Milan et s'inscrit à la faculté, en langues étrangères. « Je ressentais une inquictude diffuse, qui me faisait bouger, mais que j'aurais été incapable de formuler », commente-

ÉTACHÉE des contraintes familiales, éloignée du regard paternel, l'apprentiecitadine n'en reste pas moins une ieune fille rangée. A tel point qu'elle passe totalement à côté de l'immense fiesta du printemps 1968. Sensible à l'air du temps, la jeune provinciale choisit quand même de faire sa thèse sur Malcolm X, le fondateur des Black Muslims américains. Mais pour le reste, c'est le trou noir : des grèves et des manifestations de cette époque, elle as-

sure n'avoir « aucun souvenir ».

Est-ce en 1972, année marquée à la fois par la mort de son père et l'obtention de son diplôme de fin d'études, que la vie d'Emma Bonino bascule? Ou bien un peu plus tard, au printemps 1974, quand, se découvrant enceinte, elle décide de partir à Florence pour se faire avorter? « Si vous voulez tuer ce bourgeon de vie, ça vous coûtera 1 million de lires », lui annonce froidement le médecin. Ce cynisme la met hors

d'elle. « Je n'étais pas politisée, mais je suis devenue enragée », se souvient la dame de Bruxelles. Après son interruption de grossesse, elle rejoint un centre de planning clandestin, à Milan, où elle commence à militer. « A l'époque, le Parti radical de Marco Pannella était le seul parti à nous apporter son soutien », souligne-t-elle. Très vite, elle le rejoint. En juin 1975, alors que la polémique sur le droit à la contraception et à l'avortement fait rage en Italie, plusieurs militantes se font volontairement arrêter par la police et emprisonner Parmi elles, Emma Bonino, qui séjournera trois semaines à la prison de Florence. « C'est là, se rappelle-t-elle, que j'ai découvert ma mère. Elle avait donné une interview

mère. Elle avait donné une interview

- formidable – au magazine Panorama. Je l'ai lue dans ma cellule. Ça
m'a fait chaud au cœur. On s'était reconnues, elle et moi. Même si les
mots, entre nous, ne sont venus
qu'après. »

Bruxelles, immeuble Breydel, 10º étage. Autour de la longue table, installée dans un coin du bureau, vaste lui-même comme une salle de bal, la commissaire aux trois portefeuilles (politique des consommateurs, pêche, aide humanitaire) préside, comme presque tous les matins, la réunion de travail des quelque dix membres de son cabinet. Les discussions sont brèves. Deux mots par-ci, un hochement de tete par là. Les réparties - généralement en italien - fusent, rapides. précises, comme dans un match de tennis de table. Chacun connaît ses dossiers. On va de l'un à l'autre. « C'est vrai, cela fait drôle de passer de la vache britannique à la femme afghane », sourit la patronne de cet étrange navire, en allumant sa énième cigarette. Cet éclectisme dans les secteurs à suivre - que ne connaissent pas, du moins à un tel point, les dix-neuf autres commissaires de l'Union européenne – n'est pas pour lui déplaire. « Mª Bonino est une éponge, elle avale tout, explique l'un de ses collaborateurs. Mais à la fin, quand vous pressez, le liquide qui ressort est dix fois supérieur à ce que vous aviez au départ. Bien sûr, c'est du travail de dilettante.

Mais la politique, c'est ça, non? »

Il est vrai qu'en adhérant au Parti radical italien la jeune Emma a été mise à bonne école. Sous la houlette de Marco Pannella, les campagnes militantes (pour l'avortement, le divorce, l'objection de conscience, la reconnaissance de l'homosexualité, l'abolition de la peine de mort, la dépénalisation de la drogue, l'égalité des rapports

« Nous, les humanitaires, nous sommes comme les pompiers. Notre job, c'est d'éteindre l'incendie. Pas d'arrêter les pyromanes ou de reconstruire la maison »

Nord-Sud, etc.) se succèdent à un rythme d'enfer. Minoritaires de naissance - « la liste Pannella a touiours oscillé entre 2 % à 4 % des voix. c'est le même score depuis 1976 ». souligne, d'elle-même, l'exilée de Bruxelles -, les radicaux italiens ont rattrapé ce handicap par leur sens du spectacle, mâtiné d'humour fellinien et de provocation. C'est grâce à eux que la star du pomo, la célèbre Cicciolina, obtient un fauteuil au Parlement. « Elle est moins bête que beaucoup de députés », assure Emma Bonino. Elle-même, élue à l'Assemblée italienne en 1976, décroche son premier ticket d'entrée à Strasbourg en 1979. Devenue députée européenne, cette « féministe convaincue » veut « faire entendre la voix des minorités, peut-on lire à

Pannella et de Bernard Kouchner a su devenir, à sa manière, une virtuose du marketing politique et de la communication moderne. « Les commissaires européens n'ont pas un très grand pouvoir. Mais elle, le sien, elle l'utilise à fond. Elle secoue le cocotier, sans jamais dépasser les bornes », explique son porte-parole, Filippo Di Robilant, qui se présente lui-même comme le « premier radical boninien ».

l'époque, dans les colonnes du

Monde (8 janvier 1980). On peut lui

faire confiance : il suffit de la voir, en

jean et en chemisette, affirmer qu'elle

est venue à Strasbourg "semer le dé-

gris perle et escarpins noirs, Mª la

commissaire n'a rien renié. Ou si

peu. « Je ne suis pas dans la trans-

gression, jure-t-elle à qui veut l'en-

tendre. Contrairement à l'image que

l'on voudraît donner de moi, je suis

quelqu'un de plutôt conformiste ».

répète-t-elle. On aurait tort de ne

pas la croire. Fidèle à ses origines fa-

miliales autant qu'à cette culture

minoritaire d'agit-prop libertaire,

héritée du Parti radical, l'amie de

Dix-huit ans plus tard, en tailleur

sordre" »...

Envoyée à Bruxelles, en 1995, grâce à Silvio Berlusconi, alors premier ministre, qui voulait remercier le parti de Marco Pannella de l'avoir soutenu. Emma Bonino se voit d'abord confier l'ingrat mais important dossier de la pêche – laissé sans gouvernall fin 1994, après la défection de la Norvège. C'est son plus

gros budget: plus de 900 millions d'écus. S'y ajoutent bientôt celui de la consommation (20 millions d'écus) puis de l'humanitaire (près de 700 millions d'écus) – l'infatigable Italienne ayant obtenu la direction de l'Office humanitaire de la communauté européenne (ECHO).

C'est à ce titre qu'elle assiste, impuissante, à la chute de Srebrenica. tombée aux mains des Serbes en 1995. Et au cauchemar des réfugiés rwandais dans l'est du Zaire, une région « transformée en un véritable abattoir », s'indigne-t-elle, en vain. au printemps 1997. C'est aussi sous l'égide de l'ECHO qu'est lancée, début 1998, à l'occasion du 50° anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, la campagne de mobilisation en faveur des femmes afghanes. En ce début du mois d'avril, l'obstinée de Bruxelles s'apprête à s'envoler pour le Kosovo. A ceux qui lui chipotent ses piètres résultats, Emma Bonino fait toujours la même réponse : « Nous, les humanitaires, nous sommes comme les pompiers. Notre job, c'est d'éteindre l'incendie. Pas d'arrêter les pyromanes ou de reconstruire la maison. » Déplorant la faiblesse de l'Europe, « incapable de parler d'une même voix, et donc d'agir, même dans le cas d'un conflit mineur, comme celui de l'Albanie ». elle prône la règle du vote majoritaire en matière de politique étrangère et de défense, seule façon, à ses yeux, de donner à l'UE une stature communautaire. « Tant que nous ne changerons pas, insiste-telle, l'Europe sera peut-être un géant économique, mais elle restera un nain politique. »

. . . 2

- 4

1.38

1 - 4.41

· · · · · · ·

. . .

• 🚉

TET art de la formule, conjugué à un sens aigu de la justice et au besoin de dénoncer, ne lui vaut pas que des amis. Accusée par les talibans d'« insulter le Coran », traitée de « psychopate » par le nouveau régime congolais, adulée par les Espagnols, mais redoutée des Britanniques, celle que le Daily Mail et le Daily Telegraph avaient cru bon de surnommer, guerre de la pêche oblige, l'« Eva Peron du flétan », a toujours choisi ses ennemis avec soin. Son culot et son franc-parler kui ont permis de calmer la fureur des pêcheurs britanniques et de régler - au moins provisoirement - le litige opposant le Maroc et l'Espagne. « Il y a trop peu de poisson pour trop de bateaux et trop de pêcheurs », martèle Mª la commissaire. Tout le monde n'est pourtant pas d'accord avec elle. Certains hii reprochent une vision trop libérale de l'économie. « Il ne suffit pas de virer les pêcheurs et de dêtruire les vieux bateaux, conteste Pun de ses détracteurs. Si on veut limiter les dégâts, il faudrait surtout diminuer les prises et ne pas donner l'avantage aux gros bâtiments de pêche industrielle. »

Sur ce dossier comme sur beaucoup d'autres - celui des produits transgéniques, par exemple-, Mae la commissaire ne fait, au bout du compte, qu'appliquer la volonté des ministres de l'UE. Sa marge de manœuvre et ses propositions, comme celles de ses pairs, sont donc forcément limitées. Elle le sait. Sur son bureau, à Bruxelles, trônent un Pinocchio au long nez et un crocodile empaillé, rapporté de Cuba, dont la gueule est baillonnée par un tuban. « Personne n'est Numbo Kid. 🕦 Mais je crois que l'on peut faire valoir ses faiblesses et dire la vérité ».

résume Emma Bonino. Sur la terrasse de son appartement du quartier du Sablon ne poussent que des géraniums. Le soleil et l'agitation de Rome sont loin. «L'Italie, c'est ma vie. C'est là où je vais revenir », sourit la locataire du bureau du Breydel. Elle rêve parfois de tout lâcher et de filer en Australie, pour faire de la plongée sousmarine et voir la barrière coraline. Demain, peut-être? Elle esquisse une moue sceptique. Pour cette « workalcoholic », capable de travaillet douze à seize heures par jour. sans une pause, faire de la politique est devenue une obsession. «Ce n'est pas un job, c'est ma vie », explique-t-elle simplement. Aux yeux de cette incurable optimiste. l'avenir doit se construire partout - pas seulement à Bruxelles. Relancer l'idée d'un grand « parti transnational » la séduit parfois. Celle dont on dit souvent qu'elle a su donner, par sa présence et son énergie, « un visage à l'Europe », reste un moment songeuse. « Je sais que je continuerai à faire de la politique, dit-elle. Mais où et avec qui ? On verra ! »

Catherine Simon
Photo: Serge Picard

ميكذا من الاجل

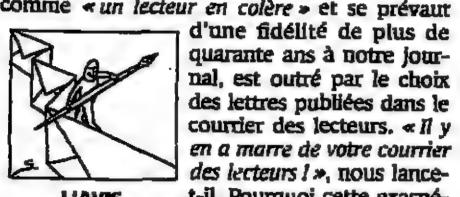
LE COURRIER DES LECTEURS Les articles consacrés au roman de Mazarine Pingeot dans Le Monde du 3 avril continuent de susciter de vives réactions d'hostilité. Antoine et Ulla Culioli, parmi d'autres, s'indignent de cette « mascarade », tandis que Pierre Albertini répond ci-dessous à l'avis du média-

teur publié dans Le Monde daté 12-13 avril. Le génocide au Rwanda, le procès Papon, la comparaison entre FN et PC retiennent également l'attention de nos correspondants. Certains d'entre eux, enfin, contestent le choix des lettres retenues pour publication dans le courrier des lecteurs.

# Réponse à un correspondant en colère

#### par Thomas Ferenczi

UN LECTEUR D'ARPAJON (Essonne), Bernard Fabrique, a adressé une longue lettre au s'offusquer de la « prose provocante » des directeur du Monde pour se plaindre du médiateur. Notre correspondant, qui se présente comme « un lecteur en colère » et se prévaut



t-il. Pourquoi cette exaspé-L'AVIS DU MÉDIATEUR ration ? Parce que, selon M. Fabrique, ce courrier « fait irrésistiblement penser à celui du Figaro ». « Voici donc Le Monde, ajoute-t-il, qui se complaît à reproduire les jérémiades de lecteurs dont on finit par se demander s'ils ne seraient pas mieux à se réfugier

Coupable de cette dérive, le médiateur, dont le « titre pompeux » dissimulerait mal les tendances droitières, et qui ferait preuve d'une scandaleuse « complaisance » à l'égard de ces «grincheux» qui, sous l'effet de leur «anticommunisme primaire », osent « mettre à égalité

dans la lecture de Présent, voire Minute. »

les excès du communisme et du nazisme » ou « 31 écrivains face à la haine ». Les autres seraient, en raison du « parti pris » du médiateur, interdits d'expression dans le courrier des lecteurs, comme le prouverait l'expérience de notre correspondant, qui nous a écrit en vain à plusieurs reprises.

L'indignation qu'exprime M. Fabrique appelle, nous semble-t-il, quelques explications sur la façon dont sont sélectionnées les lettres publiées par Le Monde. Précisons d'abord que le médiateur recoit chaque jour une centaine de lettres et que le courrier des lecteurs en accueille chaque semaine une dizaine. On mesure la différence entre le nombre des appelés et celui des élus. Il entre nécessairement dans le choix du médiateur une part de subjectivité. Les lettres qu'il retient sont celles qui lui paraissent exprimer, d'une manière aussi claire, brève et originale que possible, une opinion susceptible de nourrir un débat intéressant sur un sujet

Il se trouve que la plupart des lettres reçues sont très critiques à l'égard du Monde. On ne saurait s'en étonner. Les lecteurs qui écrivent à

ieur journal le font, comme notre correspondant d'Arpaion, sous le coup de la colère et par réaction à des articles qui les ont irrités, choqués ou révoltés. Il est normal que le courrier des lecteurs reflète cet état d'esprit en faisant surtout entendre la voix de personnes mécontentes. Un tel déséquilibre nous semble d'autant plus légitime que la page du médiateur entend offrir aux lecteurs du Monde un espace public de critique et de discussion : il serait pour le moins singulier d'y accorder une large place à des opinions qui ne feraient que redoubler celles de la rédaction.

Sur le plan politique, Le Monde défendant, pour l'essentiel, sur des terrains aussi controversés que celui de l'immigration ou de la lutte contre le Front national, des positions de gauche, il n'est pas surprenant que ses contradicteurs développent plutôt des idées de droite, voire d'extrême droite. Nous estimons honnête de nous en faire l'écho. Il est vraisemblable que la majorité de nos lecteurs ne se reconnaissent pas dans de telles idées. Mais ils sont peu nombreux à nous écrire. Il leur arrive pourtant de répliquer aux lettres de nos censeurs. Dans ce cas, nous leur donnons volontiers la parole.

COMPLAISANCE Me Pingeot n'est pas un person-

nage public : Dieu soit loué, nous ne vivons pas en monarchie, et les descendances présidentielles sont composées de simples citoyens. Je crains que ce ne soit au contraire la complaisance de certains journalistes qui ait fait de cette jeune femme un personnage qu'une opinion dévoyée commence à considérer comme « public ». Son père, avant de mourir, a souhaité lui donner une reconnaissance médiatique. (...) Il va sans dire que Mitterrand savait très bien que la notoriété qu'il conférait à sa fille aurait un jour son versant financier: en gétant convenablement sa communication (aujourd'hui romancière, demain, je prends les paris, actrice, chanteuse ou journaliste), elle serait à l'abri du besoin (...). Aux grands iournaux d'information, à ceux du moins qui se refusent à faire la « communication » des puissants et à rendre des services posthumes à des hommes peu scrupuleux, il ne restait plus qu'une solution : refuser ce jeu-là avec une sévérité protestante.

Pierre Albertini Paris

LES « CASQUES BLEUS » DU RWANDA

Dans votre éditorial du 31 mars, « Tout dire sur le Rwanda », vous écrivez ceci : « Le ministère des affaires étrangères a rappelé que, dès le 6 avril 1994 (date de l'attentat contre le président rwandais Habyarimana, qui allait donner le signal des massacres), la France fut la seule à plaider pour le maintien des \*casques bleus" au Rwanda et à réclamer des renforts. » Une preuve de cette affirmation mensongère est que la France, le 21 avril, a voté au Conseil de sécurité la réduction de 2700 à

450 du nombre des « casques bleus » et observateurs présents au Rwanda. Veuillez expliquer au simple lecteur que je suis comment on peut réclamer des renforts pour les « casques bleus » et demander leur réduction le 21 avril, réduction qui permettra aux massacreurs de continuer leur sinistre « travail » durant deux mois sans témoins. Jacques Morel

Strasbourg (Bas-Rhin)

**EXAMEN DE CONSCIENCE** La France découvre, aburie, que son armée, son pouvoir politique, les plus hautes instances de l'Etat ont trempé dans une aventure douteuse au Rwanda, au côté d'un régime qui a conçu et planifié le génocide, et ce en toute connaissance de cause. Si elle veut recouvrer sa dignité, la République ne pourra pas esquiver un examen de conscience approfondi. Nous le lui souhaitons, car nous espérons pouvoir bientôt saluer à nouveau les Françaises et Rwanda. Il est regrettable cependant que ce sursaut d'honneur arrive si tard. A peu près tout ce qui s'écrit dans les grands quotidiens parisiens, nous le savions, au Rwanda, en Belgique ou ailleurs, depuis le génocide. Cela avait déià été écrit par des universitaires et des journalistes dès la fin 1994. C'était largement diffusé dans les milieux avertis, y compris en France. Et il n'a pas manqué de témoins directs pour faire comprendre toute la dimension tragique de la compromission française. La patrie de Descartes et des philosophes manque de lu-

> Yolande Mukagasana et Patrick May Bruxelles

VOYAGES VERS LA MORT l'avais douze ans, en 1943, en classe de 5° au collège de Lunéville. Un matin, durant un cours, la porte s'ouvrit brusquement, notre directrice, suivie de Feldgendarm allemands: « Marianne Lang, rangez vos affaires I » Debout, pétrifiées, glacées d'effroi, nous avons assisté au départ de notre petite camarade étoilée, sans un mot, sans un geste. Nous lui avons d'abord envoyé des colis à Toul, où elle était détenue, puis ce ne fut plus nécessaire. Parmi nos camarades, plusieurs étaient filles de cheminots (Lunéville et Blainville étaient des centres ferroviaires importants à une centaine de kilomètres de l'Allemagne). Elles nous rapportaient comment des trains entiers passaient, la nuit; des wagons à bestiaux hermétiquement fermés, dans lesquels étaient entassés des « gens » qu'on entendait parfois geindre ou crier. La machine réclamait de l'eau, du feu, on hi en

Lucette Chatelat

donnait, à elle... Nous n'avions que

douze ans mais nous savions que

ces atroces voyages ne pouvaient

aboutir qu'à des souffrances, à la

UN FLIC DE BASE

mort.

Je me suis demandé longtemps comment j'avais échappé à la rafle des juifs à Paris en juillet 1942. Grâce au procès de M. Papon, je sais. l'ai interrogé mes proches et j'ai obtemu le renseignement. Un flic, un simple flic en uniforme, ayant été mobilisé pour la rafle du Vel'd'Hiv', a fait le tour des quelques familles juives qu'il connaissait en leur disant : « Il faut partir, demain, il va se passer des choses graves. Il faut partir, tout de suite, et prévenez tous ceux que vous pouvez qu'il faut partir. » C'était un

de concentration, mais il se doutait qu'on ne rassemblerait pas les juifs du Vel'd'Hiv' pour leur bien. Je l'imagine montant les escaliers d'un petit hötel de la rue Ramponneau dans le XX arrondissement, désobéissant à ses chefs à chaque marche qu'il gravissait, frapper à la porte et, au mépris des règles de la fonction publique, demander à ma mère de faire ses valises. Il fut suffisamment convaincant pour provoquer notre départ immédiat. Je n'al jamais revu ce modeste fonctionnaire de base, qui a cassé la chaîne reliant la préfecture à notre chambre d'hôtel. J'ai l'intime conviction qu'il n'a pas été promu à la Libération. Qu'il me permette aujourd'hui de lui rendre hommage; Il n'y a pas prescription. Maurice Goldring

pas ce qui se passait dans les camps

LE PC HORS STALINE l'ai été surpris et choqué par l'opimon de certains de vos correspondants qui voudraient qu'en parallèle avec l'exclusion par la droite du Front national la gauche exclue le Parti communiste. Or, ce parti sans doctrine ni programme que dirige le paisible Hue a abjuré le stalinisme de Thorez. Quant à l'histoire de ce Parti communiste, hors son ralliement à Staline, tout n'y est pas condamnable. La lutte contre l'occupation de la Ruhr, contre la guerre du Rif, contre le colonialisme ; la création du Front populaire; la condamnation de Munich et surtout son rôle historique dans la Résistance, puis l'appel à la reconstruction de la France : la condamnation

des guerres coloniales: il y a dans

l'histoire du PCF bien des points po-

Henri Chrétien Paris

# Bill Clinton, le « président Téflon »

Suite de la première page

Les Américains accordent donc naturellement une part de responsabilité à l'hôte de la Maison Blanche, tout comme ils feraient vite de celui-ci un bouc émissaire en cas de retournement de conjoncture. M. Clinton n'a pas de « vision + globale à proposer? Qu'importe, la fin de la guerre froide en a dissipé la nécessité. Que le président fasse perdurer l'existant, qu'il continue à incamer le statu quo, et tout ira bien.

« Paix à l'extérieur, tranquillité intérieure, prospérité: ces trois facteurs représentent un énorme boost pour la popularité du président », résume le professeur Allan Lichtman, expert réputé de la présidence américaine et professeur à l'American University. « Tant que l'économie reste saine, que les Etats-Unis ne connaissent pas d'humiliation, comme ce fut le cas pour Jimmy Carter avec l'affaire des otages [détenus par l'Iran], et que le président n'est pas reconnu coupable d'avoir menti sous serment, ajoute-til, il n'y pas de raison que la popularité de Bill Clinton décline. »

« Pourquoi changer? » renchérit

mières lorsqu'il s'agit d'examiner

son âme. Il lui faut à présent rattra-

per le temps perdu.

Stephen Hess, de la Brookings Institution. « Nous ne sommes pas des Latins, et donc pas très politiques: nous votons tous les quatre ans et, si le president ne fait pas l'affaire, nous ne le réélisons pas. Entre-temps, nous ne disposons pas, comme dans un système parlementaire, de vote de confignce. Les scundales à caractère sexuel nous intéressent, comme tout le monde, aioute-t-il, mais cela n'affecte pas directement notre vie. » Bien des experts soulignent que les Américains sont plus européens qu'on le croit généralement s'agissant de leurs réactions à propos des choses du sexe : ils jugent leur président à l'aune de sa politique, et non de son caractère ou de sa vie

Les ultras-conservateurs se disent choqués par les frasques sexuelles prétées à Bill Clinton, mais le reste du pays, les sondages l'attestent, relativise l'événement. « Les Américains n'ont pas besoin que Washington leur explique ce qu'est l'adultère : cela fait longtemps que leurs mariages sont ébranlés, et que leurs fils vivent maritalement avec une girlfriend », note Fred Greenstein. Les historiens ne croient pas davantage aux cris d'alarme de la droite religieuse, qui brosse le tableau d'une Amérique menacée par la déliquescence de ses valeurs morales. La libéralisation des mœurs a, certes, fait son œuvre, mais, surtout, « si une jeune femme était dans le bureau ovale et que quelque chose s'est passé avec le président, c'est le problème de sa femme », résume M. Greenstein.

flic de base, il ne savait certainement

**ENCORE « PLUS SYMPATHIQUE »** 

Le professeur Lichtman va plus loin : « En 1884, en pleine époque victorienne, on a su que le président Grover Cleveland avait un enfant illégitime. Des attaques ont eu lieu, qui l'ont rendu plus sympathique aux yeux du public : il a été élu l'année suivante, et réélu en 1893. C'était il y a plus d'un siècle, ajoute-t-il. Je ne crois pas que l'époque actuelle soit plus permissive ou immorale: au XIX siècle, il était courant que les ommes politiques émargent au budget des grandes entreprises. » Et puis, s'agissant de Bill Clinton, les Américains savalent bien que ce n'était pas le vertueux Jimmy Carter qui entrait à la Maison Blanche...

« Les allégations de nature sexuelle n'ont pas cessé depuis qu'il est devenu un homme politique de stature nationale », rappelle André Kohut, directeur du Pew Research Center, un institut de sondages de Washington. « Les Américains ont beaucoup de respect pour la manière avec laquelle

le président a fait front sous un

torrent d'accusations non étayées. La

presse l'a rendu sympathique, plus

fort. » Cela veut-il dire que Bill Clinton est tiré d'affaire? Nullement, du moins tant que le procureur Kenneth Starr n'aura pas rendu son verdict. Au-delà, il restera le parfum entêtant d'un double mandat présidentiel émaillé d'une succession de scandales. Bill Clinton mérite aujourd'hui sa réputation de « président Téflon », mais que retiendront de lui les générations futures ?

L'image du « plus grand président de combat de tous les temps », celle d'« un homme qui a survécu à toutes les accusations », comme le suggère Allan Lichtman? Ou suivra-t-il l'exemple de Warren Harding, qui présida l'Amérique (de 1921 à 1923) à une époque de paix et de prospérité, mais dont on se rappelle surtout les scandales liés à la corruption de ses ministres? Jugement pour l'Histoire.

Laurent Zecchini

#### RECTIFICATIF

Comédie-Française.

COMÉDIE-FRANÇAISE A la suite de l'article publié dans Le Monde du 15 avril, le secrétariat général de la Comédie-Française nous fait savoir que le livre de Marie-Agnès Joubert, La Comédie-

Française sous l'Occupation, est

bien disponible à la boutique de la

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05 Tél.: 01-42-17-20-00. Télécopieur: 01-42-17-21-21. Télex: 206 806 F Tél. relations clientèle abonnés: 01-42-17-32-90 Internet: http://www.lemonde.fr

A crise monétaire asiatique aura en, au moins, un effet positif. Elle a conduit, enfin, à une réelle prise de conscience, par les grands argentiers de la planète, des risques que fait courir à l'économie mondiale une dérégulation financière non maîtrisée. Réunies à Washington, les autorités économiques et monétaires des pays du FMI et du G7 ont dépassé le stade de la simple incautation pour amorcer, ensemble, une réflexion sur la reconstitution d'un système monétaire et financier pins stable.

Le krach de 1987, l'explosion du SME de 1992, l'effondrement, après d'autres, de la vénérable banque d'affaires anglaise, Barings, la chute du peso mexicain à l'hiver 1994-1995 : chacum de ces événements avait provoqué des inquiétudes. Avec la citute du baht thailandais et ses suites en cascade dans toute la zone, les autorités monétaires mondiales ont réalisé comblen l'Instabilité des monnaies représentait une menace permanente pour toutes les économies du monde. Les marchés financiers internationaux ont connu une véritable explosion depuis quinze ans, avec la multiplication des transactions, la diversification et la sophistication des produits financiers, l'apparition de nouveaux acteurs et un fonctionnement de plus en plus rapide.

Cet immense marché financier mondial dérégulé présente peutêtre des avantages par rapport au régime de contrôle serré pratiqué par les Etats dans la période précédente. Notamment pour les épargnants. Mais il est incapable de se réguler par lui-même autrement qu'en se livrant à de formi-

dable à-coups: moutonniers par nature, les opérateurs attendent trop longtemps puis sur-réagissent tons ensemble. Ces crises ont des effets exagérés sinon néfastes sur les économies réelles, la croissance et l'empioi. « Les fluctuations du baht ou de la Bourse de Corée affectent maintenant les ouvriers, les paysans et les affaires aux Etats-Unis », a recommi Robert Rubin, le secrétaire américain au Tresoc

Les Français, partisans d'un ordre monétaire international moins libre , out souvent dénoncé les dangers de cette instabilité. La violence de la crise asiatique a convaincu d'autres responsables, y compris aux Etats-Unis, qu'il était temps de se doter des movens de prévenir les crises et de rendre moins fragile l'« architecture » du système monétaire international.

Un premier pas a été franchi à Washington autour de la reconnaissance d'une « transparence » financière nécessaire : les réserves et les endettements des Etats comme des entreprises doivent faire l'objet de statistiques plus fiables et elles doivent être rendues publiques, les systèmes bancaires doivent être adaptés et faire Pobjet d'une surveillance accrue. D'autres questions restent en suspens : faut-il limiter le droit à lever des capitaux à court terme, spéculatifs, dans les pays où le système bancaire est opaque? Un pays peut-il se fermer aux banques d'un autre où la surveillance est défaillante? Faut-il qu'une institution internationale soit chargée de donner l'alerte, et laquelle? Le débat, qui se poursuivra au sommet du G7 le mois prochain à Birmingham est pragmatique. Il a pennis d'avancer.

le Rende est édité par la SA LE MONDE Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani Directoire : Jean-Marie Colombani ; Donahrique Alduy, directeur général ; Yoli-jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la réduction : Edmy Pienel Directeurs adioints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Georges, Lattrent Greilsamer, Erik Etraelewicz, Michel Kakman, Bertrand Le Gendre Directeur anistique : Dominique Roynette Réducteur en chef technique : Eric Azan Secrétaire général de la réduction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif ; Eric Platioux ; directeur délégué ; Anne Chaussebourg Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président : Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Berve-Méty (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesoume (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994. Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les réducteurs du Monde ». Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des letteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Jéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations

## IL Y A 50 ANS, DANS Ce Monde

## La France crée de nouvelles ambassades

L'ELEVATION de la légation de France au Portugal au rang d'ambassade porte à trente-cinq le nombre des ambassades que la République française entretient désormais à l'étranger. Dans le domaine de la représentation diplomatique on note aussi un phénomène d'inflation! Toutefois, ce phénomène n'est pas propre à la France. Il est général. Ce sont les Anglo-Saxons qui en ont pris l'initiative au lendemain de la dernière guerre mondiale.

Avant 1914, la France n'avait en effet que onze ambassades: Londres, Saint-Pétersbourg, Berlin, Washington, Rome, le Saint-Siège, Madrid, Constantinople, Vienne, Tokyo, Berne. Deux de ces ambassades étaient relativement récentes. Telle a été l'évolution du monde que Washington n'a été érigée au rang d'ambassade qu'en 1893 et Tokyo en 1905! Les autres

postes précités ont toujours été

des ambassades. Après la guerre de 1914-1918, l'une de ces ambassades a disparu: celle de Vienne, l'empire austro-hongrois s'étant disloqué. En revanche, cinq nouvelles ont été créées: la Belgique, la Pologne, la République argentine, le Brésil et

la Chine. Depuis 1945, vingt nouvelles ambassades ont été créées. Ce sont : le Canada, la Grèce, les Pays-Bas, la Norvège, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, l'Egypte, l'Iran, la Suède, le Mexique, le Chili, le Pérou, la Colombie, le Venezuela, l'Uruguay, le Danemark, l'inde, le Pakistan, l'Australie et. hier, le Portugal. Mais, en raison des circonstances, il n'y a actuellement, ni à Berlin, ni à Tokyo, ni à Madrid, d'ambassades proprement dites.

(20 avril 1948.)

#### Ce Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE Documentation sur Minitel: 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30 Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

# 1848, la seconde abolition de l'esclavage

Supprimé par la Convention en 1794, rétabli par Bonaparte en 1802, l'asservissement des Noirs est mis hors la loi par la lle République. La France, patrie des droits de l'homme, avait du retard sur la Grande-Bretagne. Elle doit à l'opiniâtreté de Victor Schœlcher de l'avoir comblé

E 2 mars 1848, un quadragénaire fortuné, qui vient de passer sept mois à enquêter sur l'esclavage en Afrique, débarque à Paris en oleine révolution. Dix jours plus tôt, la monarchie de Juillet a été renversée, et la République proclamée. Un gouvernement provisoire, dans lequel notre homme compte de solides relations, commence tout juste à fonctionner.

Républicain épris de liberté et de justice. Victor Schoelcher ne prend guère le temps de souffler. Le 3 mars, il est dans le bureau du ministre de la marine et des colonies, François Arago, pour plaider sa cause. Le grand savant est hésitant. Une délégation de planteurs vient de le mettre en garde: «Si vous touchez à l'esclavage, vous ruinez les colonies. » Schoelcher n'en croit pas un mot. Pour lui, « l'habitude de la tyrannie enlève aux colons l'usage de la raison ». L'exemple anglais est là pour montrer que l'abolition peut se passer sans drames et même avec profit. Et puis il est plus que temps: une nouvelle fois, la révolte gronde. Que la République tergiverse, et elle perdra les Antilles comme elle a perdu Saint-Domingue. Bref, l'abolition n'est pas seulement possible, et moralement nécessaire, elle est urgente!

Arago se laisse convaincre. Le lendemain. Schoelcher est nommé sous-secrétaire d'Etat aux colonies avec mission de préparer, « dans le Z plus bref délai », l'acte d'émancipation des esclaves dans les territoires de la République. Car, s'il cède du terrain par ailleurs, l'esclavage continue à prospérer dans les colonies françaises, un demi-siècle après avoir été brièvement aboli. Hier en avance sur son temps, la « patrie des droits de l'homme » est à la traîne.

En France, le courant abolitionniste s'est développé, au 5 XVIII siècle, sous l'influence de la ≦ philosophie des Lumières. Montesquieu, Diderot, Voltaire et Rousseau ont été unanimes à condamner la traite négrière, qui faisait les 🗧 beaux jours des armateurs européens après avoir fait ceux des caravaniers arabes. Du XVI au XIX siècle, 12 millions d'Africains & auraient ainsi fait la traversée de l'Atlantique dans les conditions inhumaines pour être vendus aux Antilles et en Amérique. Autant, sinon plus, auraient été victimes des négriers musulmans, qui ont ponctionné l'Afrique pendant plus de

mille ans-Vers la fin du XVIII siècle, trois puissances coloniales, la Grande-Bretagne, la France et les Pays-Bas, dominent le commerce du « bois d'ébène ». Leurs ports négriers prospèrent et leurs armateurs amassent des fortunes. « A Nantes. Bordeaux, La Rochelle, Le Havre et Saint-Malo, 550 familles arment au total 2 800 navires pour l'Afrique au XVIII siècle » (Olivier Pétré-Grenouilleau dans La Traite des Noirs. « Que-sais-je? », PUF). Avec les planteurs coloniaux, cette aristocratie négrière forme de puissants







lobbies. Mais l'opposition s'orga-

En 1788, à la veille de la Révolution, le journaliste et homme politique Pierre Brissot crée à Paris une Société des amis des Noirs, sur le modèle de celle qui a vu le jour, un an plus tot, à Londres. L'abbé Grégoire, mais aussi Mirabeau, La Payette, Sieyès et Condorcet, en seront membres. Active mais soucieuse de ne pas provoquer le Comité colonial, qui brandit le spectre de la ruine et du chaos, la Société se propose de « faire abolir légalement l'horrible traite des nègres » : mais il n'est pas question de l'esclavage.

C'est pourtant l'abolition pure et simple de cette pratique que décrète la Convention, le 4 février 1794, sur l'initiative de députés

proches de Robespierre. Le texte est sans ambiguités : « L'esclavage des nègres dans toutes les colonies est aboli; en conséquence (...) tous les hommes, sans distinction de couleur, domiciliés dans les colonies sont citoyens français et jouissent de tous les droits assurés par la Constitution. »

Une fois encore, la France révolutionnaire donne l'exemple. Mais l'euphorie sera brève. Le geste est généreux, mais les esprits ne sont pas préparés à aller si loin. Dans les colonies, où l'agitation des esclaves est sévèrement réprimée, la mesure aura peu d'effets. Elle sera surtout éphémère. Huit ans plus tard, le 10 mai 1802, Bonaparte rétablit l'esclavage, relancant du même coup une traite qui n'avait jamais vraiment cessé. « Blanc, je

suis avec les Blancs », aurait-il expliqué. Le futur empereur a les pleins pouvoirs, la Société des amis des Noirs est en veilleuse; per-

sonne ne bronche. Le sort de Toussaint Louverture, grande figure de l'émancipation des Noirs, symbolise cet écrasement. En 1800, l'ancien esclave haïtien, qui a rallié la France révolutionnaire après avoir dirigé la révolte des esclaves de Saint-Domingue, décide de proclamer l'autonomie de l'île et de la doter d'une Constitution. Bonaparte réplique par une campagne militaire. Toussaint est arrêté, déporté et emprisonné en France, au Fort-de-Joux, dans le Jura. Poursuivi par la vindicte du premier consul, celui que l'histoire - terrible ironie - surnommera bientôt le « Napoléon

1831, les esclaves de la Couronne

Mais la traite clandestine n'a pas complètement désarmé, et la répression britannique se renforce au large des côtes africaines. Des centaines de bateaux sont interceptés, des milliers de captifs libérés. La France finira, tardivement, par s'y associer. Après les décrets français d'avril 1848, Londres pointera ses canons vers les derniers récalcitrants. Les Pays-Bas aboliront l'esclavage dans leurs colonies en 1860, l'Espagne en 1872 et le Brésil en 1888.

vage) développent tous la même obsession: tout faire pour mettre fin à une pratique inhumaine qui révolte la conscience et fait honte à

Exaspéré par l'entêtement des colons, par l'hypocrisie du pouvoir et par la tiédeur de ses amis, Schoelcher prophétise: « Nous ne voulons point de mal aux Blancs. Mais qu'ils y prennent garde (...), s'ils se refusent à abolir l'esclavage, ils mourront de la main de leurs esclaves; ceux-ci comprendront leurs droits tût ou tard et il y aura de terribles massacres. » Ces imprécations sont-elles entendues? En tout cas, les choses commencent à bouger. Sous la monarchie de Juillet, la France participe enfin à la répression de la traite clandestine. Malgré les élus partisans de l'esclavage, les libéraux font voter plusieurs ordonnances (suppression des peines de mutilation et du

#### La liberté pour 250 000 captifs

a table

. ) .... 14 staget

and the second

Le grange Ass

Better de l'air au

-11

C'est pour fournir de la maind'œuvre aux plantations de sucre, de café, de coton et de tabac, ces richesses destinées à l'Europe, que les négriers européens sont allés embarquer des hommes, des femmes et des enfants noirs sur les côtes d'Afrique pour les revendre au Brésil, aux Antilles, à Cuba, etc. Achetés par les planteurs, les esclaves étaient considérés comme des meubles et traités comme des bêtes de somme. En 1685, le Code noir, destiné en principe à les protéger de l'arbltraire, leur dénie toute personnalité civile et juridique. Ils sont couramment victimes de sévices et de torture. Leur condition restera misérable jusqu'à l'abolition. Les planteurs s'opposeront

« L'Abolition de l'esclavage

dans les colonies françaises

en 1848 », de François Biard

de Versailles et de Trianon.

artisan de cette émancipation

un républicain épris de liberté

devenu sous-secrétaire d'Etat

(1799-1882), châteaux

En France, le principal

fut Victor Schoelcher

En Grande-Bretagne,

William Wilberforce

(à droite), fondateur

la croisade abolitionniste

fut initiée par l'aristocrate

pour l'abolition de la traite.

noir » y mourra, un an plus tard,

de faim et de froid. « Napoléon

montre là toute sa bassesse et toute

la petitesse de son âme », écrira plus

tard Victor Schoelcher. Dans l'af-

faire, la France perd Saint-Do-

Sous l'Empire, le trafic négrier

atteint des records. Mais déjà le

vent tourne : d'un côté, après avoir

aboli la traite des Noirs, en 1807, la

Grande-Bretagne fait pression

pour que d'autres suivent son

exemple (lire ci-dessous); de

l'autre, la révolution industrielle et

la betterave sucrière rendent le

système esclavagiste moins at-

trayant; enfin, les partisans de

l'abolition font un retour en force.

Sous la Restauration, la Société de

morale chrétienne, animée par des

protestants, joue un rôle impor-

tant dans l'adoption, en 1827, d'une loi abolitionniste qui assi-

mile la traite à un crime. Mais elle

laisse de côté les armateurs né-

griers et il faudra attendre 1931

pour qu'un autre texte les menace

du bagne. Entre-temps, la révolu-

tion de 1830 aura provoqué aux

Antilles un énième soulèvement

d'esclaves réprimé dans le sang. La

traite cède du terrain, mais l'escla-

l'esclavage, qui émerge dans les

années 30, va tenter d'en venir à

bout. Pour cela, elle ne manque

nies françaises. Histoire de l'escla-

La Société pour l'abolition de

vage tient bon.

(à gauche),

aux colonies.

de la Société

mingue I

jusqu'au bout à toute évolution. A la veille du décret, la France comptait 250 000 esclaves, dont 90 000 à la Guadeloupe, 75 000 en Martinique, 60 000 à la Réunion, 12 000 en Guyane et un peu moins au Sénégal.

\* Le Code noir est publié aux Presses universitaires de France. commenté par Louis Sala-Molins.

marquage, consécration de l'affranchissement) qui adoucissent le sort des esclaves.

En renouant avec le geste révolutionnaire de 1794, la révolution de février 1848 va précipiter le mouvement. Il ne reste plus alors à la commission présidée par Schoelcher qu'à mettre un point final à une longue valse-hésitation. Ce sera fait le 27 avril 1848, date de parution des décrets du gouvernement provisoire, dont l'article premier dispose: «L'esclavage sera entièrement aboli dans toutes les colonies et possessions françaises, deux mois après la promulgation du présent décret. » A compter de cette date, « tout châtiment corporei, toute vente de personnes non 🖾 libres seront interdits ». Au pays des droits de l'homme, les esclaves sont enfin des citoyens à part entière. Et responsables.

Les prophètes du malheur en furent, en effet, pour leurs frais. L'abolition ne provoqua ni troubles ni ruine. Elle eut, au contraire, des effets bénéfiques : la production et les exportations augmentèrent dans toutes les régions concernées. A cela vint s'ajouter des indemnités de 6 millions de francs que se partagèrent les planteurs de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Réunion et du Sénégal pour un total de 248 560 esclaves. En août de la même année, Schoelcher fut élu député de la Guadeloupe et de la Martinique. Mais, pour ce champion des libertés, les combats n'étaient pas terminés. Farouche opposant à Louis-Napoléon Bonaparte, il sera contraint à l'exil en Angleterre, en 1851, comme son ami Victor Hugo. Elu sénateur de la Martinique à son retour, vingt ans plus tard, il bataillera jusqu'à la fin de sa vie pour une autre grande cause, dont il ne verra pas, cette fois, l'aboutissement : l'abolition de la peine de mort.

Roland-Pierre Paringaux

# Quinze ans plus tôt, au Parlement britannique

ANS le monde anglosaxon, c'est la morale religieuse plutôt que l'esprit philosophique qui a inspiré les premières prises de position hostiles à la traite négrière et à l'esclavage.

Dès la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, les quakers de Pennsylvannie, se fondant sur la morale divine, excluent de leur communauté tous ceux qui pratiquent l'esclavage. Le mouvement, qui s'étend à d'autres Etats américains, touche l'Angleterre un siècle plus tard. En 1783, les quakers anglais petitionnent pour que le Parlement abolisse la traite. Bientôt, les Eglises réformées et la presse viennent à la rescousse. Une dynamique est lancée, qui ne va plus cesser. Par comparaison, il faudra attendre 1839 pour que l'Eglise catholique, proche des intérêts coloniaux, condamne une pratique qu'elle a longtemps contribué à légitimer.

A Londres, malgré la résistance des lords, la cause des esclaves

progresse dans un environnement politique favorable. C'est d'ailleurs un jeune aristocrate, William Wilberforce, qui prend la tête de la croisade abolitionniste, à laquelle adhère bientôt William Pitt, premier ministre de 1783 à 1804. Très vite la pression s'accentue. En 1788, Wilberforce met sur pied une Société pour l'abolition de la traite, dont les Français vont s'inspirer. Le Parlement de Londres se saisit de la question. De son côté, la Couronne crée une commission d'enquête.

Cette évolution est renforcée par une tendance économique défavorable au travail servile, que le grand économiste libéral Adam Smith résumait ainsi : \* L'expérience (...) s'accorde pour démontrer que l'ouvrage fait par les esclaves, quoiqu'il paraisse ne coûter que les frais de leur subsistance, est au bout du compte le plus cher de tous. »

**ARGUMENTS ÉCONOMIQUES** 

A l'époque où la France relance la traite et l'esclavage, la Grande-

étrangère. Mais pour être efficace il lui faut l'adhésion des Etats négriers. Après la défaite de Napoléon, elle obtiendra des participants au traité de Paris (1814) et au Congrès de Vienne (1815) qu'ils « unissent tous leurs efforts à ceux de Sa Majeste britannique pour faire prononcer par toutes les puissances de la chrétienté l'abolition de la traite des Noirs ». Mais la question des moyens et des délais reste dans le flou et rien ne change. A défaut de convaincre. l'Angleterre cherche alors à contraindre. Reine des mers, elle décide d'imposer un « droit de visite » aux bateaux négriers. Les Français et les Américains, que la suprématie britannique irrite, refusent. Pour arriver à ses fins, Londres multiplie alors les accords bilatéraux avec les Pays-

Bretagne fait de l'abolitionnisme

une composante de sa politique

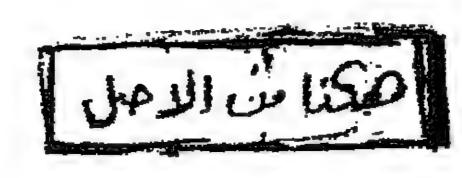
Entre-temps, Wilberforce a ouvert un autre chapitre. Car, si la

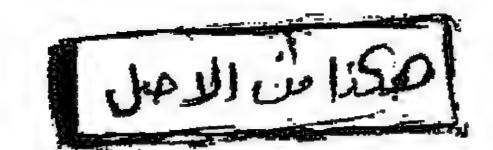
Bas, l'Espagne, le Portugal, le Da-

nemark, la Suède, etc.

traite est hors la loi depuis 1807, il reste à abolir l'esclavage. Sous son impulsion, une Société antiesclavagiste voit le jour en 1823. En sont affranchis. Deux ans plus tard, le 8 août 1833, le Parlement décide l'abolition générale de l'esclavage. 780 000 captifs sont « libérables » dans un délai de cinq à sept ans selon leur statut. Les propriétaires

sont indemnisés. pas de ténors avec Lamartine. Ledru-Rollin, Tocqueville, Montalembert et autres, dans ses rangs. Mais le grand animateur du mouvement, le champion de la cause des Noirs, c'est Victor Schoelcher. C'est en 1829, à vingt-cinq ans, que ce rentier parislen aux convictions libertaires a découvert la condition des esclaves en Amérique et aux Antilles. Bouleversé, il a mis, depuis, toute son énergie et sa fortune au service de l'abolition. Les journaux qu'il finance (La Revue républicaine, La Réforme), les articles et les livres qu'il publie (Des Colo-





# 

## ENTREPRISES

SANTE L'industrie pharmaceutique dénonce une proposition de loi, adoptée le 25 mars en deuxième lecture à l'Assemblée, faisant supporter aux seuls laboratoires les consé-

quences financières de dommages provoqués par un produit, même si ces aléas ne pouvaient être prévus au moment de sa mise sur le marché. LE LANCEMENT de certains médica-

ments pourrait être retardé, voire abandonné, en raison des nouveaux risques encourus, affirment les laboratoires. LES MALADES français pourraient être privés de certains mé-

dicaments récents, non encore approuvés mais utilisés à titre provisoire. LES ASSUREURS se déclarent incapables de garantir les effets secondaires des médicaments en l'ab-

sence de possibilité d'évaluation. LES POUVOIRS PUBLICS dédramatisent la situation affirmant que cette loi ne changera pas fondamentalement le cadre juridique existant.

# L'industrie pharmaceutique refuse d'assumer seule les aléas thérapeutiques

Les laboratoires dénoncent l'adoption par l'Assemblée d'un amendement qui les rend financièrement responsables des effets secondaires des médicaments. Ils estiment que la collectivité doit prendre en charge les dommages que ne permettent pas de prévoir les connaissances du moment

puis le 25 mars et l'adoption par courent aujourd'hui ». l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, d'un texte transposant en droit français une directive européenne de 1985 sur la responsabilité du fait des produits défectueux. A l'origine de cette agitation, l'ajout, au dernier moment, d'un amendement gouvernemental faisant supporter aux seuls laboratoires les conséquences financières de dommages provoqués par un produit, même si ces aléas ne pouvaient être prévus au moment de sa mise sur le marché. Il s'agit d'une extension des obligations du fabricant qui, jusqu'à présent, n'était sanctionné qu'en cas de faute. La jurispru-

responsabilités. Avant l'examen de cette proposition de loi par les sénateurs prévu mardi 21 avril, les industriels de la santé se mobilisent contre ce texte censé mieux protéger les patients, mais qui risque au contraire, selon eux, de les pénaliser. En raison des risques encourus et méconnus, les laboratoires affirment qu'ils pourraient retarder ou même renoncer au lancement de nouveaux médicaments. Face à cette grogne, le secrétariat d'Etat à la santé affiche sa volonté de dé-

dence, toutefois, a déjà eu ten-

dance ces derniers temps à élargir

de plus en plus le champ de ses

La proposition adoptée en deuxième lecture protège mieux le consommateur puisque la victime n'aura plus à prouver le dommage, le défaut du produit et le lien entre les deux pour obtenir réparation (Le Monde du 28 mars). Ce sera à l'industriel de démontrer sa bonne

Le texte prévoit dans son article 12 qu'un producteur d'un bien industriel est responsable de plein droit. Il l'est, sauf s'il prouve que « l'état des connaissances scientifiques et techniques, au moment où il a mis le produit en circulation, n'a pas permis de déceler l'existence du

L'INDUSTRIE pharmaceutique dramatiser : la loi « ne leur fait pas défaut ». Mais cette exemption ne thérapeutique ». Les firmes fran- médicaments. « L'absence totale de pour les anti-protéases destinées française est en effervescence de- courir plus de risques qu'ils n'en concerne pas les produits de la çaises, Rhône-Poulenc en tête, prévisibilité et de possibilité d'éva- aux personnes infectées par le visanté car ils constituent « une caté- sont passées à l'offensive, dénongorie très particulière de produits » dont « les conséquences directes sur la santé conduisent à les distinguer des autres produits industrialisés. destinés à la consommation courante », comme l'explique l'exposé motivant l'ajout de l'amendement gouvernemental. L'article 12 bis stipule précisémment que cette possibilité d'être exonéré de toute responsabilité ne peut être invoquée « lorsque le dommage a été causé par un élément du corps humain, par les produits qui sont issus de celui-ci, ou par tout autre produit de santé destiné à l'homme à finalité préventive, diagnostique ou

#### La situation dans les autres pays

Le SNIP (Syndicat national de l'industrie pharmaceutique) dénonce l'« exception française » qui fait de l'Hexagone le seul pays à imposer « des contraintes qu'aucun grand pays découvreurs de médicaments de l'Union européenne n'a retenu dans sa législation ». A l'exception du Luxembourg, ne possédant pas d'industrie pharmaceutique, les seuls pays qui ont supprimé la clause d'exonération ont tous couplé cette décision avec des systèmes de plafonnement ou de mutualisation du risque.

En Allemagne, où la clause a été retenue pour tous les produits industriels, il existe un régime spécifique pour les médicaments qui comprend un système de pool d'assurances prenant en charge l'ensemble des dommages, y compris ceux liés au développement. Les Etats-Unis reconnaissent cette exonération. Les laboratoires sont déchargés de toute responsabilité pour risque de développement au nom du « state of the art defense ».

cant l'amalgame entre « la faute qui doit être sanctionnée et l'aléa aui est inhérent à la notion même de médicament ». S'ils reconnaissent leur responsabilité en cas de faute lors de la fabrication d'un médicament, ils se refusent à assumer les aléas thérapeutiques qui échappent complètement aux connaissances du moment. Ces

aléas relèvent, à leurs yeux, de la responsabilité collective comme ce fut le cas pour les contaminations survenues à la suite de transfusions sanguines.

Selon les industriels, « cette recherche du risque zéro » est impossible pour les médicaments. Elle pénalisera les laboratoires nationaux petits et grands dont le principal marché est l'Hexagone. En raison du risque financier potentiel à assumer et même si une catastrophe est rarissime, cette « épée de Damoclès » pourrait conduire les entreprises à renoncer à commercialiser en France de nouveaux produits. « Il en résulterait un handicap réel de l'industrie française, notamment des PME, ainsi que des risques de délocalisation. » Les malades n'auraient, selon eux, plus d'autres recours que de se fournir hors des frontières...

De leur côté, les assureurs se déclarent incapables de garantir les

luation, liée à l'énormité des dommages en cause, rend ces risques inassurables », affirme le délégué général de Fédération française des sociétés d'assurances, dont les propos ont été repris au Sénat en

#### PROCÉDURES COURTES

Au-delà de l'aspect financier, les professionnels dénoncent une dérive des principes. En transférant exclusivement sur les industries de santé la responsabilité des risques imprévisibles, cet amendement, s'il est définitivement adopté, remettra en cause le rôle de l'Etat. Irresponsable, peut-il continuer à exercer une autorité sur les autorisations de mise sur le marché (AMM)?

Dans l'immédiat, le Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIP) plaide que la loi ne permettrait plus aux malades français « de disposer, précocément et dans les délais les plus courts, à l'égal des malades européens, des grandes avancées thérapeutiques portant notamment sur les maladies lourdes ». Bien souvent, quand un traitement apporte un soulagement à une maladie, les autorités de santé lui accordent une ATU (autorisation temporaire d'utilisation), procédure plus courte que l'AMM. Ce fut le cas récemment

rus du sida. Si les laboratoires doivent assumer les risques méconnus, aucun d'entre eux ne voudra à l'avenir s'engager dans une

Cet argument a été entendu par les pouvoirs publics qui cherchent une solution pour maintenir cette procédure d'urgence. Néanmoins, le secrétariat d'Etat à la santé insiste pour dire que la directive ne va pas aggraver l'actuelle situation puisque les dernières jurisprudences vont dans le sens d'une responsabilisation des laboratoires. Pour les autorités de santé, les réactions des industriels sont plus d'ordre « psychologique que juri-

La situation reste de fait ambigue. Parallèlement à la transposition de la directive, le secrétaire d'Etat à la santé, Bernard Kouchner, a voulu lancé une réflexion d'ensemble sur l'indemnisation de l'aléa thérapeutique, sur les droits des malades et sur un cadre juridique d'ensemble du risque médical. Ce débat vieux de plusieurs années suscite régulièrement des initiatives parlementaires. Or il n'a encore abouti sur aucune conclusion. C'est pourquoi les industriels ont l'impression d'être mis devant le fait accompli.

Dominique Gallois

# Le groupe AXA explore les moyens de défendre Martin Bouygues face à l'offensive de Vincent Bolloré

LA LUTTE se durcit autour du groupe Bouvgues. Alors que Vincent Bolloré, désormajs deuxième actionnaire du groupe, veut accentuer la pression sur Martin Bouygues et menace de ne pas voter les comptes lors de l'assemblée générale en juin prochain, les ripostes se préparent. La banque d'affaire DLJ (Donaldson, Lufkin & Jenrette), filiale américaine du groupe AXA, pourrait venir, avec l'accord de Claude Bébéar, en renfort de Bouygues. Selon nos informations, des contacts ont été pris récemment entre Martin Bouygues et la banque. Ils pourraient se traduire, dans les prochaines semaines, par un accord portant au minimum sur le développement et la gestion de l'actionnariat anglo-saxon de Bouygues et sur des apports financiers, dans sa filiale Saur par exemple. Ils pourraient aussi aller au-delà.

Le groupe Bouygues refuse de commenter ces informations. Chez DLJ, on relève simplement que le métier de banquier d'affaires est de rencontrer des clients et de leur faire des propositions, « le reste est conjectures ». Présente en France depuis 1976 par le biais d'un bureau spécialisé dans la vente d'actions américaines, DLI, poussée par sa maison mère, souhaite y renforcer ses activités de banque d'affaires. Intervenant toujours amicalement dans les groupes, la banque, très rentable, s'est fait une spécialité, aux Etats-Unis comme

dans le reste du monde, de soutenir des sociétés financières et industrielles, qui veulent

Pour les aider, DLJ a développé des moyens comme les obligations à haut rendement, les anciens junk-bonds, rebaptisés high vields. dont elle est le plus grand spécialiste américain, ou les prises de participations dans le capital sous forme de LBO (leverage buy-out). Elle investit aussi aux côtés de groupes industriels dans des sociétés ou des activités, allant parfois jusqu'à prendre la majorité du capital mais leur laissant le rôle opérationnel.

GLACIATION

L'arrivée de DLJ, qui permettrait de conforter le pouvoir de Martin Bouygues face à Vincent Bolloré, marquerait un changement d'attitude chez le PDG d'AXA. Jusqu'alors, Claude Bébéar était considéré comme un proche de Vincent Bolloré. Lors de la bataille pour la prise de contrôle de Delmas-Vieljeux en 1992 puis au moment des graves difficultés financières du groupe Bolloré, il avait été le plus fidèle soutien du patron breton.

Mais le dossier Bouygues a cassé le fil entre les deux hommes. Pour justifier son entrée masquée dans le capital du groupe de BTP puis la signature d'un pacte d'actionnaires avec Martin Bouygues, Vincent Bolloré avait agité le spectre d'une possible OPA hostile contre le

groupe. Par la suite, de nombreuses rumeurs avaient désigné DLI comme un des éventuels agresseurs. Le nom d'AXA était même évoqué à l'époque comme étant intéressé par la reprise de TF 1. Le groupe d'assurances a toujours démenti vigoureusement toutes ces rumeurs. Engagé dans ses métiers financiers,

l'assureur n'a jamais eu envie de se diversifier.

Depuis, c'est l'ère glaciaire entre les deux patrons. « Claude Bébéar n'a pas du tout apprécië qu'on se serve de lui et que l'on agite DLJ comme un épouvantail pour justifier l'entrée de Vincent Bolloré chez Bouygues », explique un observateur. Le PDG d'AXA a donné son feu vert à DLJ pour aller faire des propositions au groupe Bouygues et des contacts ont eu lieu directement entre Martin Bouygues et Claude Bébéar, Actionnaire à hauteur de 1% dans Bouygues, AXA aurait confirmé son soutien à l'actuelle direction du groupe.

Le PDG d'AXA ira-t-il plus loin? Le métier du groupe est d'abord l'assurance. Mais la bataille autour de Bouygues peut intéresser sa banque d'affaires, ne serait-ce parce qu'il y a des perspectives d'argent à faire autour du groupe mal valorisé. Depuis décembre, Vincent Bolloré, qui a investi 1,5 milliard de francs dans le groupe de BTP, a engrangé une plus-value latente de 1 milliard.

Martine Orange

## Le gouvernement belge s'inquiète de l'avenir de Tractebel

BRUXELLES

de notre correspondant Officiellement, l'intention affichée par le groupe français Suez-Lyonnaise de se rendre dans un proche avenir maître de 100 % de sa filiale Société générale de Belgique (SGB) (Le Monde du 16 avril) n'émeut pas le gouvernement belge. Les assurances données par Suez lors de la prise de majorité du groupe énergétique Tractebel par la SGB ne sont pas remises en cause. La présence au directoire de ce groupe d'une majorité d'administrateurs indépendants garantit la préservation de l'autonomie de gestion et de stratégie de ce fleuron de l'industrie belge dirigée par

le baron liégeois Philippe Bodson. Mais, en coulisses, c'est l'inquiétude qui domine. On ne voit pas ce qui pourrait empêcher Suez-Lyonnaise, après la disparition de l'écran de la SGB, de faire jouer à plein la synergie entre ses métiers sur les marchés internationaux. Jeudi 16 avril, à Almaty, au Kazakhstan, où il accompagnait le premier ministre Jean-Luc Dehaene, Philippe Bodson a souhaité que le maintien de l'autonomie de Tractabel bénéficie d'un appui de la part du gouvernement. Craignant d'être allé un peu trop loin, Philippe Bodson faisait, quelques heures plus tard, diffuser un communiqué indiquant que l'indépendance de Tractebel était assurée et qu'il n'y avait pas lieu d'attendre une intervention du

gouvemement belge. Celle-ci, pour discrète qu'elle soit, n'en n'a pas moins déjà été engagée, notamment lors de contacts informels entre le vicepremier ministre socialiste de l'économie, Elio Di Rupo, et les autorités françaises. Si Gérard Mestrallet, le PDG de Suez-Lyonnaise. est toujours considéré comme un ami des Belges, on estime, toutefois, qu'il conviendrait de mettre en place des structures qui empêchent une mainmise des Français sur Tractebel. Elio Di Rupo suggère que le caractère véritablement franco-belge du groupe Suez soit plus nettement marqué par la constitution d'un pôle « eau » centré en France et d'un pôle « électricité » dont Tractebel serait le pilier. Le gouvernement de Jean-Luc Dehaene ne serait en fait pleinement

rassuré que si Suez-Lyonnaise consentait à faire fusionner Tractebel et sa filiale Electrabel, ce qui ferait retomber la participation de

Suez sous le seuil des 50 %. La présence d'Albert Frère dans le capital de Suez, en tout cas, n'est pas considérée comme une garantie de l'« ancrage belge » du groupe. Le « fils du marchand de clous » de Charleroi, marginal dans le monde aristocratique belge de la haute finance et la haute industrie, est connu comme un gestionnaire génial de ses intérêts propres, qui passent avant toute autre considération.

Luc Rosenzweig

# Yang European Office. société implantée à Taiwan specialisée dans la fabrication de chariot élévateur et machine outil recherche Agents sur toute k France pour commercialises des chariots élévateurs de haute Qualité et des prix très attractifs.

# Bercy devrait agencer le tour de table du Crédit foncier

LES CANDIDATS à la reprise du Credit foncier de France (CFF) ont jusqu'à mercredi 22 avril à midi pour déposer leur offre ferme. Jusqu'à ce jour, les salles d'information (data rooms) seront ouvertes et les tractations vont bon train. « Le dossier est loin d'être bouclé », indique-t-on au Crédit foncier.

Au stade actuel, parmi une diraine de candidats français et étrangers, la filiale financière de l'américain General Motors, GMAC (General Motors Acceptance Corporation), semble tenir la corde. Son compatriote General Electric Capital reste aussi dans la course. Mais plutôt que vers une reprise de la totalité du capital du CFF par un seul groupe, la constitution d'un tour de table réunissant plusieurs candidats autour de l'un des deux americains est le schema le plus probable.

Ce tour de table ne sera vraisemblablement pas bouclé avant le 22 avril. Les candidats peuvent déposer des offres individuelles,

pour tout ou partie du capital, et « les attelages peuvent se former après », constate l'un d'entre eux. L'organisation du tour de table sera alors entre les mains du ministère de l'économie et des finances.

Même si GMAC a tout à fait les moyens d'acheter seul le Foncier et s'il n'est pas favorable à la présence à ses côtés d'un autre actionnaire détenant une minorité de blocage, le groupe américain doit s'allier à des partenaires français pour faire passer plus facilement sa candidature auprès des salariés et du gouvernement. C'est dans ce cadre qu'une alliance avec La Poste a été étudiée. Pour l'instant, La Poste a remis sa copie une participation de 20 %.

La perspective de la création d'un tandem GMAC-La Poste sur le marché du crédit immobilier a toutefois fait réagir plusieurs autres candidats, jusqu'alors peu intéressés. Une offre réunissant les grandes banques, consortiale.

a été envisagée, avec la BNP, le Crédit agricole, le Crédit lyonnais et la Société générale. Mais les discussions ne sont pas allées très loin. Le Crédit agricole parlait, vendredi 17 avril, de « fausse ru-

VIGILANCE SYNDICALE

Pour « contrer La Poste », les Caisses d'épargne devraient se montrer plus persévérantes. « Nous serions les premiers, avec le Crédit agricole, à faire les frais d'une alliance GMAC-La Poste », reconnaît-on au Cencep, le chef de file des Caisses d'épargne, dont le conseil de surveillance se réunira mardi pour autoriser le directoire seule, se proposant de prendre à déposer une offre. L'Ecureuil ne souhaite toutefois prendre qu'une participation minoritaire. « Nous ne pouvons pas être en première ligne, car il serait difficile de mener de front ce dossier délicat et notre

réforme », explique le groupe. Deux assureurs, la CNP et la GMF sont également prêts à entrer dans un tour de table qui leur donnerait accès à la clientèle du Crédit foncier, ni l'un ni l'autre ne pouvant payer le prix nécessaire pour acheter 100 % du groupe. Ce prix devrait être proche du montant de l'offre publique d'achat que la Caisse des dépôts a lancée en décembre 1996, à la demande de l'Etat, soit 2,4 milliards de francs (70 francs par titre) pour 90 % des titres du Foncier. S'y ajoutera une nécessaire recapitali-

sation de 5 à 6 milliards. Les syndicats et les 2 400 salariés restent très vigilants. Ils doivent rencontrer d'éventuels repreneurs en début de semaine et demandent un dossier construit « pour assurer la sérénité de l'établissement et qui soit socialement viable », selon un membre de l'intersyndicale. Le choix final, qui appartient au gouvernement, est attendu pour la fin mai.

> Sophie Fay et Pascale Santi

La palette des sicav et des fonds communs de placement qui peuvent être logés dans un plan d'épargne en actions s'est considérablement élargie.

Chaque épargnant doit faire son choix en fonction de son degré d'aversion au risque et de son patrimoine.

LE PLAN D'ÉPARGNE en actions (PEA) connaît une seconde jeunesse. Selon une étude récente de la Banque de France, c'est près de 400 000 PEA qui ont été ouverts l'an dernier, ce qui représente plus de la moitié des ouvertures de plans réalisées ces cinq dernières années. « Cette progression est due pour l'essentiel à la privatisation de France Télécom et au remboursement de l'emprunt Balladur qui a eu lieu en juillet », note la direction des études et statistiques monétaires de l'institut d'émission.

A la fin de l'année dernière, près de 3 millions de PEA avaient été souscrits. Les capitaux placés sur les plans s'élevaient à 265 milliards de francs, soit une augmentation de 27 % sur un an. Une petite moitié des sommes placées sur le PEA est directement investie en actions, les sicav et fonds communs de placements restant majoritaires.

Passer par des fonds qui misent sur les actions françaises présente de nombreux avantages. De cette manière, le titulaire d'un PEA est dégagé des contraintes liées à la gestion d'un portefeuille d'actions. Surtout, les OPCVM assurent une diversification entre un nombre important de titres. «Les sicav et les FCP doivent obéir à des règles de dispersion des risques imposés par la COB qu'il est difficile, voir impossible, de respecter dans le cadre d'un PEA investi directement sur des actions » souligne Hervé Thiard, de la Banque Worms.

Reste à faire son choix parmi les quelque 250 sicav et FCP éligibles au PEA. L'épargnant a généralement le choix entre une demi-douzaine de produits qui présentent

des avantages et des inconvénients. « La composition d'un PEA doit se faire en fonction du risque qu'est prêt à prendre le client et de la composition de son patrimoine », indique Etienne Clément, d'Indocam, qui vient de réaménager sa gamme de fonds éligibles au PEA.

PLUSIEURS INCONVENIENTS

De nombreux titulaires de PEA

ont été séduits par les fonds garan-

tis. Ils représentent plus de la moitié de la capitalisation des sicav actions françaises classiques. Ces produits assurent une garantie sur le capital investi et offrent une participation sur les hausses de la Bourse. Toutefois, ces fonds présentent plusieurs inconvénients. Les droits d'entrée sont souvent supérieurs à ceux d'une sicav actions françaises classique. Ensuite, le capital est pratiquement bloqué pendant quatre ans, voire même huit pour certains fonds! Il est possible de retirer son argent avant cette date mais au prix de lourdes pénalités. Enfin, les participations aux progressions de la Bourse se sont réduites comme peau de chagrin : il ne faut plus espérer obtenir plus de la moitié des progressions de l'indice boursier.

Généralement, les banques mettent en avant des fonds actions françaises qui sont souvent de création ancienne. Ces fonds misent sur l'ensemble de la cote française, ce qui leur permet d'assurer une diversification optimale entre grandes valeurs et petites valeurs et tous les secteurs économiques. Ils sont cependant victimes de leur taille. L'actif de certaines sicav actions françaises classiques dépasse souvent la di-

zaine de milliards de francs dans les grands réseaux. Sicav 5000 du Crédit lyonnais pèse 18 milliards de francs, Ecureuil investissement 16 milliards, Natio Valeur 15 milliards et Livret Bourse Investissement des Caisse d'épargne 13 milliards. Résultat : les plus-values enregistrées sur certains titres peuvent être noyées dans la masse du fonds. « Il faut prendre des paris très tranchés pour sortir du lot », reconnaît Eric Turiman, gérant de Sogenfrance, une sicay de la Société générale. Aussi, pour dynamiser la performance de son PEA, il peut être judicieux de consacrer une partie de ses investissements à des sicav ou à des FCP de plus petite taille ou spécialisés sur un segment

de la cote.

Les sicav indicielles permettent de miser sur les 40 plus grosses capitalisations boursières. Leurs performances sont la réplique de celle de l'indice vedette de la Bourse française. Ces produits affichent de très bons résultats depuis plus

d'un an : les actions des sociétés figurant dans le CAC 40 ont prioritairement profité de l'afflux de liquidités vers la Bourse ; de plus, les opérations financières ont essentiellement concerné des grandes valeurs de la cote. Toutefois, les sicav indicielles seraient les premières à pâtir d'un retournement de la Bourse. Elles ne doivent pas représenter plus du quart d'un PEA.

En sens inverse, il est possible de miser exclusivement sur les petites valeurs de la cote. Après une bonne année 1996, 1997 a été très décevante pour les petites valeurs de la cote. Cependant, sur le long terme, les fonds qui privilégient les petites valeurs de la cote affichent des performances supérieures aux OPCVM grandes valeurs. Autre atout, elles sont le plus souvent très sensibles à la conjoncture domestique et devraient donc être favorisées par le retour de la croissance et la reprise de la consommation.

#### Des systèmes pour alimenter régulièrement son plan

Pour ceux qui ne disposent pas d'un capital important, il est quand même possible d'investir sur un PEA. Les banques proposent des abonnements d'épargne en Bourse. Chaque mois, ou chaque trimestre, la même somme est investie sur un OPCVM éligible au PEA. Le choix des fonds est en général très restreint, mais le système d'investissement programmé en Bourse est très somple. Les versements petivent être interrompus ou modifiés sans frais et la mensualité minimale est inférieure à 500 francs. Cependant, tous les systèmes ne se valent pas. Seuls ceux qui autorisent l'investissement en centièmes ou en millièmes de part sur l'OPCVM sont intéressants. Dans ce cas, l'intégralité de la mensualité est placée sur le fonds, et on achète plus d'actions lorsque le marché est bas et moins quand il est très haut. En revanche, s'il n'est possible d'acheter que des parts entières, une partie de la mensualité est virée sur un compte d'attente dans le PEA qui n'est pas rémunéré.

D'une manière générale, les OPCVM proposés dans le cadre du PEA rendent l'épargnant très dépendant de la Bourse française, donc de la situation économique hexagonale. Si cette caractéristique n'est pas pénalisante actuellement, cela n'a pas été le cas au cours de ces dernières années. Jusqu'en 1995, le marché parisien a accusé un certain retard par rapport aux autres Bourses européennes, sans parler de la Bourse américaine. Pour permettre aux titulaires de PEA de diversifier une partie de leurs investissements sur les Bourses mondiales, les sociétés de gestion ont construit des fonds éligibles au PEA qui investissent jusqu'à 40 % pour une sicav et 25 % pour un FCP en actions internationales. Euro oblige, les banques ont tout d'abord commercialisé des produits diversifiés sur les Bourses européennes. Dès l'automne 1996, le Crédit mutuel de Bretagne a eu l'idée de consacrer aux actions européennes une partie de l'actif d'un OPCVM éligible au PEA. Il a depuis été imité par toutes les

grandes banques françaises. Aujourd'hui, c'est au tour des fonds « Monde PEA » de faire leur apparition. Le Crédit agricole vient de transformer Uni France en produit de ce type. D'autres sont de création plus ancienne. Monde PEA de Sinopia joue les Bourses étrangères à travers les marchés dérivés. State Street Spinnaker 2 de State Street Banque utilise des fonds de l'établissement d'origine américaine qui sont spécialisés sur certaines régions du monde. La Caixa Bank, quant à elle, vient de commercialiser un FCP qui se diversifie sur les marchés des pays figurant dans le G7. Outre le fait qu'ils permettent de profiter du dynamisme de certains pays, ces fonds sont moins volatils qu'une sicav actions françaises classique. En clair, ils sont moins dépendants des soubresauts de la Bourse de Paris. Cependant, tous ces produits seraient victimes d'un retournement de la Bourse. La rapidité avec laquelle la Bourse de Paris a battu tous ses records déroute d'ailleurs de nombreux titulaires de PEA. Certains peuvent être tentés de casser leur plan pour se porter vers des investissements moins risqués.

Pourtant, des produits, autres que les produits garantis, permettent de minimiser les risques. Quelques fonds éligibles au PEA se diversifient sur les obligations. Ces titres offrent une assez bonne défense en cas de baisse des marchés actions. Toutefois, la diversification n'est au maximum que de 40 %, ce qui limite d'autant la protection. Si l'on veut se protéger contre une correction de la Bourse, mieux vaut se réfugier sur des « sicav monétaires », qui sont éligibles au PEA. Il s'agit en fait de fonds OPCVM investis sur les actions françaises à hauteur d'au moins 60 % pour les sicay et de 75 % pour les FCP, mais dont l'actif est couvert partiellement ou en totalité grâce au recours aux marchés dérivés. Leur rendement est en théorie proche du marché monétaire, même si, comme il n'existe pas de converture parfaite, ces OPCVM peuvent connaître des performances légèrement négatives pendant un laps de temps plus ou moins long.

Joël Morio

# Les Sicav Ecureuil

Mise en paiement le 14 avril 1998 des dividendes des exercices clos le 31/12/1997

Les assemblées générales ordinaires des actionnaires des Sicav ayant clôturé leur exercice au 31 décembre 1997 ont approuvé la mise en paiement des dividendes suivants.

SICAY	Dividende net	Credit d'impôt par action	Performances au 31/12/97#
Ecureuil Distrimonétaire Sicov de trésoretie pour rémunérer vos disponibilités	361,23 F	-	sur lan: + 2,33 %
<b>Eparcourt-Sicav</b> Sicav obligations françaises pour rémunérer une épargne sur court à moyen terme	7,33 F		sur I an : + 3,07 % sur 3 ans: + 17,78 %
Prévoyance Ecureuil Sicav obligations françaises pour rémunérer une épargne sur moyen à long terme	5,33 F		sur   an : + 7,38 % sur 5 ans: + 41,90 %
Ecureuil Investissements Sicar actions françaises PEA pour privilégier la performance sur le long terme	2,92 F	1,46 F	sur 1 an : + 26,86 % sur 5 ans: + 74,25 %
Ecureuil Actions Futur Sicae actions françaises PEA pour privilégier la performance sur le long terme	3,01 F	1,51 F	sur l an : + 29,31 % depuis le 6/12/93** : + 52,34 %

\* Performances dividendes nets réinvestis.

\*\* Date de l'ouverture au public.

Optimisez
la gestion
de vos
placements

En reinvestissant vos dividendes sans frais

Les Sicay Ecureuil Distrimonétaire, Eparcourt-Sic

Les Sicav Ecureuil Distrimonétaire, Eparcourt-Sicavet Prévoyance Ecureuil ne prélèvent aucun droit d'entrée.
 Suppression des droits d'entrée jusqu'au 15 juillet 1998 pour les réinvestissements des dividendes des Sicav Ecureuil Investissements et Ecureuil Actions Futur.

En bénéficiant des avantages fiscaux du PEA Avec les Sicav Ecureuil Investissements

Nos conseillers sont à votre disposition pour vous présenter la gamme complète des Sicav Ecureuil et notre Service de gestion personnalisé PORTEFEUILLE ECUREUIL



CAISSE D'EPARGNE

Les Sicav Écureuil sont gérées par Écureuil Gestion, filiale de la Caisse d'Epargne et de la Caisse des dépôts. Retrouvez leurs valeurs liquidatives 24h/24 sur "SICAV EN LIGNE" au 01 36 68 09 00 (2.23 F/mn).

et Ecureuil Actions Futur.

## Tester la sécurité des moyens de paiement sur Internet

DEPUIS un peu plus d'un an maintenant, les établissements financiers mettent les bouchées doubles sur Internet. Au départ simple vitrine publicitaire, le Web tend à devenir un outil technologique privilégié. « Les services on line, à la fois souples, polyvalents et accessibles partout dans le monde, ont toutes les chances de prendre rapidement le pas sur des techniques plus rigides comme le Kiosque Miсто, voire le Minitel », estime-t-on à la CPR, banque d'investissement qui vient d'ouvrir à sa clientèle un accès direct aux marchés financiers (informations et transactions) par Internet, moyennant un coût d'abonnement annuel d'environ 400 francs.

Aujourd'hui, la plupart des banques ont développé sur Internet des services peu ou prou équivalents à ce qu'elles offrent déjà avec le Minitel: informations économiques et financières diverses, consultations de comptes, virements internes et (ou) externes, voire, de plus en plus souvent, passages d'ordre en Bourse en temps réel. La concurrence est serrée.

réel... La concurrence est serrée.

Mais au-delà de l'aménagement de nouveaux services interactifs sur le Web, les banques se trouvent confrontées avec Internet à un autre enjeu fondamental, celui de la sécurité des moyens de paiement électroniques. « Cette question est décisive pour l'avenir des échanges et du commerce électronique pris au sens large », souligne Jean-Pierre Buthion, chargé de mission, spécialiste de ces questions au sein du

Groupement des cartes bancaires « CB ». La sécurité des moyens de paiement a d'ailleurs donné lieu ces derniers mois aux initiatives les plus diverses et parfois les plus incongrues. «En 1997, précise Jean-Pierre Buthion, on a comptabilisé à un moment plus de 250 projets de systèmes de sécurisation. » Offertes la plupart du temps par des sociétés amédicaines, les solutions proposées consistaient à fournir un mot de passe en échange d'un puméro de carte, « dans le but commercial ultime de récupérer un certain nombre d'informations sur les consommateurs qu'elles auraient pu revendre plus tard », estime un professionnel

DEUX PROJETS

Mais la plupart de ces démarches se sont soldées par un échec, et rares sont les sociétés financières qui, comme KLEline, filiale de la Compagnie bancaire, ont su s'imposer sur le marché.

Les banques ont donc les coudées plus franches pour s'attaquer au problème, ce qu'elles font en coordination avec le Groupement des cartes bancaires. Deux projets ont finalement émergé. Le premier, sous le nom de Cybercard, réunit d'un côté Europay France (société tiliale des banques distribuant la carte Mastercard-Eurocard), le Crédit agricole, le Crédit mutuel, les Caisses d'épargne, les Banques populaires, le CIC et La Poste. Ces établissements ont opté pour le protocole C. SET (Chip. Secured Electronic Transactions), que l'on

pourrait définir comme un processus de carte à puce améliorée spécialement concue pour les échanges électroniques. « La carte à puce est l'outil royal pour assurer la sécurité des transactions sur Internet », affirme Miguel Le Conte, chef de projet Internet au sein du Cedicam, l'antenne du Crédit agricole chargée des moyens de paiement. Une première phase de test actif est en cours depuis l'automne dernier. « Notre objectif, avec les six établissements participant au projet, est de toucher en un an au moins trente commerçants et un millier de clients, précise Gaētan Daligault, responsable du projet Cybercard chez Europay France. Compte tenu des réactions que nous suscitons déjà, nous pensons que cette barre sera largement franchie. » Cybercard a ainsi pris de l'avance sur le projet

concurrent, e.Comm. Défendu par Visa, la BNP, le Crédit lyonnais et la Société générale, e.Comm s'articule autour d'un autre protocole de sécurisation, aligné sur la norme internationale SET (Secure d'Electronic Transactions), qui, contrairement à C. SET, n'intègre pas la spécificité française de la carte à puce. Mais aucun pilote n'a encore été lancé. Et si l'on en croit Abdallah Hitti, le directeur général de KLEline (qui a également opté pour C. SET), « les deux projets devraient rapidement n'en faire plus qu'un, convergeant vers une solution composite plus proche de C. SET ».

Laurence Delain

## Assurance-vie : si la clause bénéficiaire est acceptée...



Le bénéficiaire d'un contrat d'assurance-vie possède un droit qu'il méconnaît souvent : celui d'accepter la ciause bénéficiaire. Pour cela, il lui suffit d'adresser au siège de la compagnie une lettre avec accusé de réception dans laquelle il indique accepter

rescalifé le bénéfice du contrat. Les conséquences de cet acte sont primordiales : le souscripteur du contrat ne peut plus changer ilbrement de bénéficiaire. Si telle est son intention, il doit obtenir, sauf exceptions, l'accord du bénéficiaire

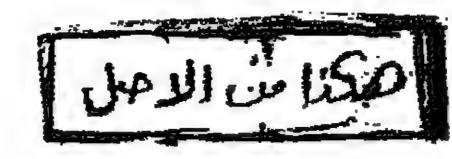
Le souscripteur du contrat ne peut procéder à des retraits ou à des avances sur son contrat sans l'accord du bénéficiaire acceptant. Certains juristes ne partagent pas cet avis. Mais la cour d'appel de l'aris a jugé que le souscripteur perdait son droit de rachat

(retrait) dès lors que la clause bénéficiaire a été acceptée. Sauf quand le bénéficiaire manifeste expressément son accord pour que le rachat ait lieu. La cour va même plus loin en indiquant que la compagnie qui autoriserait le rachat sans l'autorisation du bénéficiaire acceptant devrait être

condamnée à lui verser le montant du capital assuré...

Solution pour éviter les contraintes qui résultent de l'acceptation de la clause bénéficiaire : désigner le bénéficiaire par testament. A la ligne « bénéficiaire » du contrat, indiquez seulement la mention suivante : « Voir mon testament déposé chez M° X..., notaire à... ». Avantage : si le bénéficiaire venait à avoir connaissance du contenu du testament, son acceptation ne pourrait être prise en compte par l'assureur. En effet, pour ce demier, le bénéficaire n'est pas commu puisqu'il n'est pas désigné sur le contrat.

Laurent Edelmann



MISICAV ACTION

17 35 1 --- 47

+ **2**=

 $\gamma_{\alpha}(q,r)$ 

H. 78 --

- . 4

. .

#### REVUE **DES ACTIONS**

#### ENERGIE 17-04-98 +5/3 +1,86 -2,34 +0,85 Coffexip Elf Aquitaine 795 777 583 711 Total **PRODUITS DE BASE** 17-04-98 Diff. Air Liquide

1142 267 559 69,70 280 290,10 28,25 93,95 486 +1,15; -3,67 +2,19; -2,72; -1,75 -1,52; -2,58; -4,61; +5,19; Eramet Gascogne (B) Metaleurop Pechiney Rhone Poulenc A Rochette (La) Usinor Vallourec CFF.(Ferrailles) -473° -395. Oxyg.Ext-Orient

CONSTRUCTION 17-04-98 DIFF. 962 304,40 1055 -135 Ciments Français -1,04 -1,40 414,80 -1,77 Groupe GTM 468 779 518 461 Laforge +3,18 +1,54 -0,58 Saint-Gobain BIENS D'ÉQUIPEMENT

Diff. -0,43. -0,53 Sicatel Aisthorn 1142 +3/49. -8/46 -0,28 Carbone Lorraine 292,90 1770 731 CS Signaux(CSEE) Dassault-Aviation assault Electro +17,50 -2.43 -0,47 392,20 De Dietrich 423 332 1655 1553 279 France Telecom -3,54 -0,35 Legris indust +1,96 -1,07 +3,09 -3,26 -5,18 -2,49 Schneider SA Zodlac ex.dt divid CNIM CAR -0.83-10,74 -2,31 -2,22 -0,50 -1,34 Faiveley # GFI Industries & Mecatherm a NSC Groupe Ny -3,72 -0.45

LES PERFORMANCES

LIBELLE

**ACTIONS FRANCE** 

State Street Actions Fra. (D)

CM Epargne Industrie (C)

CM Epargne Industrie (D)

Haussmann Index France

Athena Investissement

AXA-UAP indice France

Indosuez France Plus

Fima-Indice Première

State Street Spinnaker 2

Indocam France (D)

Indocam France (C)

Pasquier France

Fructifrance (D)

Fructifrance (C)

ARF France Indice

CPR Mobi-France

France Croissance

Arout Futur (C)

Atout Futur (D)

Natio Opportunité

Zurich Actions Plus

Oddo Generation (C)

roddo Generation (D)

CPE Mobil-Croissance

State Street Act. Mideae (C)

State Street Act. Mideac (D)

Linuari France

Placement A (C)

Placement A (D)

France Futur

**Europe Regions** 

**CDC Medianes** 

Congeli France

France Expansion (D)

France Expansion (C)

CIF LIVIE VIII ART 8-12

**Ovest Actions Regions** 

Indocam Avenir France

Paridan France Emergence (C)

Paribas France Emergence (D)

MDM Perspectives

Passage Avenir

Sciection Avenir

Regecturisance

Une Reyons

Enterprise Avenir (C)

Entreprise Avenir (D)

Objectal Dynamoque

Etraic SM

AXA Second Marche Complaint (C)

AKA Second Branche Comptant (D)

CM Mist-Actions France

AGF Invest

Centrale Actions France

Nateus Select. CAC 40 (C)

Sud Valeurs

AXA Valeurs

Indicu

France Index Sicav

Placements Institutionnels

Partner France

AGF Opti Index

Actip Indice 40

Efinder France

Actigest (D)

Actigest (C)

France 40

Ficac 40

UAP Actions France

Sogenfrance (D)

Sugenfrance (C)

AXA France Actions

Elanciel

DES SICAV ACTIONS

Performance moyenne sur 1 an: 39,52 %, sur 5 ans: 114,44 %

STATE ST

STATE ST

SOGEPOST

CDT MUTU

CDT MUTU

**B WORMS** 

ATHENA B

LA MONDI

INDOSUEZ

FIMAGEST

B PARISA

KLEIN BE

STATE ST

**BBL FRAN** 

**BBL FRAN** 

GROUP CA

GROUP CA

BQUE POP

**BOUE POP** 

**CPRGESTI** 

GROUP CA

CDC GEST

CNCA

CNCA

CIC PARI

ZURICH

ODDO

CODO

AGF

CIC BUE

CPRGESTI

STATE ST

STATE ST

GERER CO

CIC PARI

COGEFI

CDC GEST

OFIVALMO

CDT NORD

B PARIBA

B PARIBA

BIMP

VERNES

VERNES

CCF

CNCA

LAZARD G

FIMAGEST

MDMASSUR 129

B NATEXI

CCR

CORTAL

BIMP

ABF

CCCC

CDC

NSM

AGF

UAP

(Les premières et les dernières de chaque catégorie)

Skis Rossignol Strafor Facom

Synthelabo Arkopharmai

Boirons(Ly)

Perf. % Rang

57,02

56,25 55,69

55,68

33,89

53,79

52,97 52,86 52,83

52,43 52,42

52,19 52,13

57,51

51,70

51,28

50,77

50,77

50,70

49,22

49,05

48.87

48,77

47,32

30,32 29,38

28,87 28,87 28,74 27,59 25,80

24.67

24,67

23,56 22,97

21,92

20,63

20,38

17,23 15,65 15,65

13,67

110

123

131

133

134

134

136

137

# Paris à l'heure de la consolidation LE MOUVEMENT de consolidation amorcé il

y a huit jours s'est poursuivi cette semaine à la Bourse de Paris. Cette pause était souhaitée de longue date par une majorité d'opérateurs. Le repli du dollar, qui a perdu pratiquement 8 cen-

times en quatre jours, a joué aussi en faveur du repli. A l'inverse, il faut noter la bonne tenue de Wall Street, dans le sillage de l'annonce, lundi 13 avril, de deux nouvelles fusions bancaires géantes aux Etats-Unis, celle de BankA-

merica et de NationsBank et celle de Banc One et de First Chicago. Au total, l'ampleur de la consolidation est restée modérée. En quatre jours, les valeurs françaises ont perdu 0.84 %, à 3 861,58 points, ramenant leur progression depuis le début de l'année à 28,7 %.

« Le marché a du mal à baisser fortement », soulignait Jean-François Gilles, responsable de la gestion actions à Natexis Capital, ajoutant que, par rapport au dernier record de 3 992,20 points atteint la semaine dernière, l'indice n'avait perdu que 3,3 %. Il s'attend toutefois que le marché se maintienne « en position d'attente » jusqu'à l'été après sa récente envolée. « Je verrais bien une pause à ce niveau pour résoudre le problème de valorisation du marché

le 8 avril

1188,45

247,86 2414,83

2659,86

191,89

182,88

1408,41

607,A7

2234,93

1968,21

1115,04

20703,12

65778,31

2360.55

218,80

19045,19

2261,70

802,99

1549,99

1784.86

99337,36

403,69

272.99

11654.87

22618.84

2276,02

1767.53

1077,91

1004,10

1861.31

2265,58

241.25

1888,60

1495,45

1490,05

1989,74

18992,69

287

1462,50

2701.04

1858,97

1865,47

188,61

151,44

121,17

342,86 288,29

2009,55

1423,01

181,90

176,96

26939,56

281,58 2643,38

2635,78

346,79

520,49

2345,17

2927,79

23718,04

118,10

124,63

125,07 116,83

116,84

91,39

9134

111 87

130,07

113,68 109,22

102,40

105,88

109.58

120,57

107,07

107,56

109.50

101,95

173,69 98,58

98,56 95,51

150,40

130,23

127,13

127,13

137,96

109,76

121,48

118,47

132,93

132,95

119,11

102,03

133,72

86,66

99,37

175,19

nghi

75,64

75,63

144,43

115,24

108,56

142,59

84,34 87,58

66,46 60,26

29

38

51

35

40 73

13 90

80

jusqu'à l'été », a-t-il déclaré à Reuters, ajoutant que les investisseurs attendent la confirmation de la croissance et des bons résultats 1998.

Pour Alain Dupuis, analyste chez Pinatton, le regain d'intérêt pour les bancaires observé en début de semaine n'est pas le seul fait de l'annonce des restructurations au sein de ce secteur. « C'est un prétexte pour renforcer ses positions sur des valeurs qui disposent encore d'un potentiel de hausse », explique-t-il. Les bancaires ont toutefois cédé un peu de terrain en fin de semaine sous l'effet des prises de bénéfice. Il faut noter que, depuis le début de l'année, avec un gain de 37,6 %, le secteur financier arrive en deuxième position ex aeguo avec le compartiment des valeurs automobiles (+37,7%), derrière les biens d'équipement

(+ 42,4 %). La BNP termine ainsi la semaine sur une baisse de 8,19 %, à 493 francs. La Société générale perd 2,2 %, à 1244 francs, le CCF abandonne 5,88 %, à 480 francs. Le Crédit lyonnais, en revanche, termine la période sur un gain de 11,49 %, à 650 francs. La SCOR termine vendredi soir, à 395,80 francs, en hausse de 4,7 % sur son cours du 10 avril. Le courtier américain Morgan Stanley recommande la valeur à l'achat et a un objectif de cours de 500 francs. SCOR est la valeur préférée (« achat fort ») de Morgan Stanley dans le secteur de la réassu-

rance, ses recommandations étant à « surperformance » sur Suisse de Ré et « neutre » sur Hannover Re. Le courtier table sur un bénéfice par action de 24,35 francs en 1988 et de 26,19 francs en 1999. Les AGF ont gagné 5,27 % en quatre séances, à 389,50 francs. Morgan Stanley a relevé sa recommandation passant de « neutre » à « surperformance » après la publication par le groupe d'assurances de ses résultats 1997. Le courtier a un objectif de cours de 430 francs sur la valeur et a relevé son bénéfice net par action à 19,46 francs en 1998.

Cap Gemini s'est apprécié 8,41% à 593 francs. Cheuvreux de Virieu a revu à Ja hausse ses prévisions de résultats après la confirmation la veille de perspectives favorables lors de l'assemblée générale du groupe. Il faut noter le rebond opéré par Canal Plus, qui termine toutefois la semaine sur un repli de 3,09 %, à 1 066 francs. Le titre de groupe de télévision à péage est tombé jusqu'à 1 020 francs au cours de la première séance de la semaine. Cette baisse s'est produite après l'accord entre le groupe de télécommunications Telecom Italia avec la RAI (radio-télévision italienne) pour la création d'une plate-forme de télévision numérique qui concurrencera directement celle de Telepiu (groupe Canal Plus).

Publicis # S.I.T.A

Sodexho Alliance

Sogeparc (Fin) Spir Communic. #

Suez Lyondes Eaux

François Bostnavaron

**Fonciere Euris** Foncina & Imm. Plaine Monc. im.Marselliaise 11300 Frankoparis # 290 32 immob.Hotel.# -9,34 SERVICES FINANCIERS Diff. 17-04-98 +3,72 724 -5,88 C.C.F. +0.30 148,30 Cred.Fon.France -1,19 650 Credit Lyonnais CI +11,49 744 Dexia France -2,74159,90 +1,55 GAN exidt sous 159 854 +1,18 **Natexis** -2,08 **Paribas** - 2,96 395,80 **SCOR** +470 Selectibanque 73 -0.68 -2,20 Societe Generale 256,90 -1,15 Union Assur Fdal - 1,37 211,90 Via Banque +6,96 Norms & Cle Bancaire (Cie) 1736 770 -1,46 mmobanque

CA. Paris IDF LCC -258 Union Fin.France 792 SOCIÉTÉS D'INVESTISSEMENT Diff. 17-01-95 ±757 Bollere Techno. 1065 41,90 Cerus Europ.Reun Christian Dior 732 Dynaction 213,80 Eurafrance Fimalac 5A Gaz et Eaux 3113 299 Lebon Marine Wendel Nord-Est Salvepar (Ny) Albatros invest Burelle (Ly) Carbonique Centenaire Bianzy F.F.P. (Ny) Francarep Sabeton Ly

-2.54

UFB Locabail

Assur.Bq.Populaire

Finatis(ex.Locain)

Siparex (Ly) #

Montaignes P.Gest.

		_				TO ACCION GO IN	
NUTOMOBILE			<b>Cautier France</b>	339	+4,46	GrandVision	251,90
	17-04-98	Diff.	Guerbet	278	-4,10	Groupe Andre S.A.	711
			Hermes internat.1#	473	-0.83	Guilbert	1077
ertrand Faure	494	14000	info Realite #	261	-5,40	Guyenne Gascogne	2005
cia	1799	+929	Pochet	801	9,29	Pinault-Print Red.	4238
abinal	2190	- 3,63	Reynolds	450	+1,12	Primagaz	500
lichelin	372	+336	Roberter a	1350	+6,38	Promodes	2992
eugeot	1020	0.19	Smoby (Ly)#	611	-0.16	Rexe	2268
astic Omn (Ly)	831		Virbac	515	-4,45	Monoprix	420
enault	277,50					But S.A.	276
ommer-Allibert	274	0.28	INDUSTRIE AGI	ROALIME	VTAIRE	IMS(Int_MetalSer)#	91,50
aleo	569	+1.06		17-04-95	Diff.	Manutan	530
ylea	559	-1.75				Rallye(Cathlard)Ly	310
			Boograin	2911	-1.32	Rubis #	170,80
UTRES BIENS	DE CONS	MOTTAMMO	Danone	1400	-3,11		
	77-04-98	DHY.	Eridania Beghin	1221	-4,60	<b>AUTRES SERVIC</b>	ES
		-	Fromageries Bel	4751	÷0,23		17-04-98
IC .	452,20	-205	LYMH Moet Hert.	1171	-1,76		פכידערנו
hargeurs	403,90	-1,24	Pernod-Ricard	409,10	-0,07	Accor	1552
larins .	560	+ 9,35	Remy Cointreau	120,40	+3,70	Altran Techno, a	979
eveaux(Ly)#	853	-3,61	SEITA	268	+1,90	Atos CA	1000
MC (Dolfus Mi)	756	~1.39	Brioche Pasq (Ns)4	729	-0,68	BIS	596
sitor ind	2246	-0,17	LD.C.	1200	+1,69	Canal +	1066
achette Fill.Med.	1585	-0,93				Cap Gernini	750
Oreal	2919	-071	DISTRIBUTION			Cipe France (Ly) #	193
oulinex #	165	-0.54		17-04-98	Diff.	Club Mediterrance	593
mofi	689	+2.07		17-04-36	Ditt.	Dassault Systemes	244.90
E.B.	927	+0.76	Bazar Hot. Ville	739	+0.68	Eaux (Gle des)	1080
is Rossignol	116	-252	Carrefour	3504	-5,75	Euro Disney	10
rafor Facom	534	-4,64	Casino Guichard	412,50	-0,41	Europe 1	1520
nthelabo	965	+0,73	Castorama Dub.(Li)	967	-2,32	Eurotunnel	5,65
topharma#	405	+0.99	Comproits Mod	3205	-0,77	Gaurmont #	430
oimne(Ly)	431,50	+0.11	Daman	3980	-0,50	Havas	547
A 2 velocy	722		Galeries Lafavette	4790	41.76	Have Advertision	TOED

LOUVIE # Assystem # Fraikin 2# Groupe Partouche # M6-Metropole TV Norbert Dentres. **IMMOBILIER** Bail (nvestis. Finestel
G.F.C.
ImmeublFrance Klepierre Rue (mperiale(Ly) Sefimeg CA Silic CA -5,75 -0,41 -2,32 -0,77 -0,50 +1,26 1520 5,65 Casino Guichard 412,50 Europe 1 Castorama Dub.(Li) Comproiss Mod 430 547 Soc.Fonc.Lyonnai. Gautmont # Daman -2.32Havas Galeries Lafayette

Avec Carmignac Gestion

des nouvelles croissances Carmignac Technologies sur avec

profitez

CARMIGNAC SESTION

Classement MICROPAL catégories actions internationales (poyenne: +31,93%) N° Vert 0800 86 86 86 24, PLACE VENDÔME - 75001 PARIS

**ACTIONS EUROPE** Performance moyenne sur 1 an: 50,91 %, sur 5 ans: 159,67 % 140,78 140,78 140,77 225,48 192,97 65,72 OFTVALMO 3316,21 2746,43 2796,51 3 CDC GEST Euractive 65,01 65,01 Europe Index Plus Sicay (D) Europe Index Plus Sicay (C) CCF 6450 2695,57 **CPRGESTI** CPR Mobi-Europe DEUTSCHB 32487,32 Aliemagne Opportunité 51,97 CDC GEST **Eurindice Gestion** 61,73 61,36 INVESCO invesco Actions Europe 1353,61 CNP CNP Assur-Valeurs 165,13 57,72 57,59 57,59 57,59 35,45 31,64 30,26 30,22 29,57 50 51 52 53 53 54 CF ROTHS 856,30 Europe Discovery VERNES 1149,58 **GROUP CA** Indocam Rendement Actions (C) 841,82 Indocam Rendement Actions (D) **GROUP CA** 997,08 CIC BUE Euranord 55 56 57 58 15793,21 GROUP CA Indocam Europe Nouvelle 42 29,17 27,73 7,68 CCF Sélection Euravenir CF ROTHS EURO PME BFT lena Ouverture Euro (C) **ACTIONS AMÉRIQUE** : 44,54 %, sur 5 ans : 150,21 % Performance moyenne sur 1 an :

186,48 184,17 193,36 128,19 **B PARIBA** Ouantamerica 53,74 53,12 CDC GEST **USA Indice Gestion** State Street Actions Etats-Uni 4 STATE ST ROTHSCHI Elan USA 521,47 **BARCLAYS** Barclays Amérique 122:99 36.30 36.30 MDMASSUR MDM Amerique 2191.02 Sociamenica 15275,50 GAN 17 Ameri-GAN 1321,59 18 State Street Amérique Latine STATE ST BG CIC CIC Amérique Latine

Performance moye	CDC GEST	1	18,48	1	-55,80	199
apacic	CIC BUE	2	76,33	2	- 30.03	21
election Pacifique	CCF	3	-465	5	-476	
SF Japon Indice	ABF	4	-6,08	17	- 23 98	215
lan Japindice	<b>ROTHSCHI</b>	5	- 7,58	_	-	76
Partner Japon	LA MONDI	6	7,58	_	- 14	797
apaquant Sicav	<b>B PARIBA</b>	7	<b>-7,88</b> -	21	-26,40	1332
apon Indice Gestion	CDC GEST	8	-8,29	18	- 25,07	684
apindex	B PARIBA	9	-910	19	-25/2	1322
was Tigre (C)	ATLAS	33	-亚胡			62
ulas Tigre (D)	ATLAS	33	-32,89°	-	<u>-</u> -	62
uro-Orient	CIC BUE	35	-33,42	6	7.42	115
tate Street Active Asie	STATE ST	36	-34.95	7	. 5,05	105
toile Pacifique	COT NORD	37	-38,29	3	15,67	12
ndocam Orient (C)	GROUP CA	38	-38/42	4	10,30	20
ndocum Orient (D)	GROUP CA	39	-38,42	5	10.29	18
anner Tigre	LA MONDI	40	- 41.94	10	-1203	1094
Grea Dynamic Fund	IFDC LTD	41	- 45.19	_	-	67

17-04-98

973

BQ EUROF	7	72.56	2	148.25	338,
GROUP CA	2	- 56.08	-	•	121287,
GROUP CA	3		1004	` _	111194
BNP	4	50.66	5	127.32	4080,
LA MONDI	5		-		2976,
BQE FIN	6	49,47	P-BI	-	184.
AGF	7	48,50	7	720,30	1710,
CHEVRIL	8	47.43		-	1554,
BRED	9	47.11	3	147,20	212,
CT	70	45,20	9		977
<b>BQ EUROF</b>	11	45,78	-		1355,7
CFCM NOR	44	*25,19*	30	68:97	10083.5
CCF	45	22.50	1		2710,6
VERNES	46		32		707,8
VERNES	47	16.97	33		682.8
LOUVRE	48	0.52	****	100	57820,1
STATE ST	49	=3.20	34	55.04	1935,5
CNCA	50	3.68	-	100	1103,5
SBC BRIN	51	-4.12			1148,6
COMGEST	52	- 8,68±	36	_ 27:26	25679,1
AXA		-9.74	37	19.85	130,7
AXA	54	8,75	38	19,85	135,4
<b>CF ROTHS</b>	55	- 10.56	-		707,3
5G	56	- 10.57	35	34.75	1341,9
	GROUP CA GROUP CA BNP LA MONDI BQE FIN AGF CHEVRIL BRED CL BQ EUROF CFCM NOR CCF VERNES VERNES LOUVRE STATE ST CNCA SBC BRIN COMGEST AXA AXA CF ROTHS	GROUP CA 3 BNP 4 LA MONDI 5 BQE FIN 6 AGF 7 CHEVRIL 8 BRED 9 CL 10 BQ EUROF 11  CFCM NOR 44 CCF 45 VERNES 46 VERNES 46 VERNES 46 VERNES 47 LOUVRE 48 STATE ST 49 CNCA 50 SBC BRIN 51 COMGEST 52 AXA 53 AXA 54 CF ROTHS 55	GROUP CA 2 56,08 GROUP CA 3 55,73 BNP 4 50,66 LA MONDI 5 50,01 BQE FIN 6 49,47 AGF 7 48,50 CHEVRIL 8 47,43 BRED 9 47,11 CL 10 46,20 BQ EUROF 11 45,78  CFCM NOR 44 25,19 CCF 45 27,50 VERNES 46 16,99 VERNES 46 16,99 VERNES 47 16,97 LOUVRE 48 0,52 STATE ST 49 =3,20 CNCA 50 9,48 SBC BRIN 51 41,43 COMGEST 52 3,68 AXA 53 9,24 AXA 54 18,25 CF ROTHS 55 3,036	GROUP CA 2 56.08 — GROUP CA 3 55.73 — BNP 4 50.66 5 LA MONDI 5 50.01 — BQE FIN 6 49.47 — AGF 7 48.50 7 CHEVRIL 8 47.43 — BRED 9 47.11 3 CL 10 46.20 9 BQ EUROF 11 45.78 —  CFCM NOR 44 25.19 30 CCF 45 22.50 1 VERNES 46 16.99 32 VERNES 46 16.99 32 VERNES 47 16.97 33 LOUVRE 48 0.52 — STATE ST 49 =3.20 34 CNCA 50 33.47 CNCA 50 50 50 50 CNCA 50 CNCA 50 CNCA 50 50 CNCA 50 CNC	GROUP CA 3 55,73

# Des sicav japonaises sauvent leur mise

LES SICAV qui misent sur la Bourse de Tokvo ne brillent toujours pas par leurs performances. Toutes continuent d'afficher des résultats négatifs. Les seules qui enregistrent une progression sont celles qui consacrent une majorité de leurs investissements à la Bourse... française | Ainsi, France Pacifique a détenu jusqu'à 60 % d'actions françaises. Une position que la sicav de CDC gestion vient de ramener à 56 %, mais la partie réservée aux actions japonaises ne représente qu'environ un quart de l'actif. Quelques fonds réellement investis sur la Bourse japonaise arrivent cependant à limiter la casse.

Pour ABF Japon Indice cette relative bonne performance s'explique par le choix d'un indice de référence. Elle essaye de calquer sa performance sur l'indice Topix grâce aux recours aux techniques de gestion quantitative. « Cet indice retrace l'évolution de 1 300 titres, il est donc plus large et plus diversifié que l'indice Nīkkei 225 qui sert traditionnellement de repère. Il donne moins de poids au secteur financier qui a particulièrement souffert ces derniers mois », indique Christian Leclerc, gérant d'ABF Japon Indice. Elan Japindice, pour sa part, utilise des contrats à terme. De plus, la sicav de Rothshild et C'e banque couvre à 100 % le risque de change, ce qui lui a permis de limiter les effets négatifs de la baisse du yen. « Cette gestion correspond à deux constats. La reprise ne se produira

que si la monnaie japonaise reste faible. Deuxièmement, l'utilisation de contrats à terme permettrait de profiter d'un rebond de la Bourse qui pourrait être très rapide », explique Christian Bito, le gestionnaire de la

Depuis plusieurs mois, les gestionnaires de sicav investies au Japon privilégient des titres des entreprises les moins touchées. Ils ont surpondéré les grandes sociétés exportatrices comme Sony, Honda, NEC, Olympus ou TDK. Il n'est pas certain que cette stratégie restera aussi payante. «En raison de la crise dans le reste de l'Asie, les entreprises japonaises ne doivent compter que sur les exportations vers les Etats-Unis et l'Europe, elles-mêmes menacées par des marchandises en provenance de pays dont les monnaies ont été fortement dévaluées », observe Myriam Van Lang, gérante de la partie asiatique de France Pacifique. Cette gestionnaire s'intéresse à des valeurs moyennes sousévaluées en Bourse, à l'activité essentiellement nationale et positionnées sur des niches. Ces sociétés pourraient profiter des mesures de relances tant attendues. Déjà, ce sont les petites capitalisations boursières qui profitent des mouvements de hausse du marché. La part investie sur ce type de titres a permis à State Street Action Japon de progresser de 3 % en une semaine.

Joël Morio

# La devise japonaise recule malgré les mises en garde du G7

Le ven a cédé du terrain, en fin de semaine, face au dollar, les opérateurs ne croyant pas à une action concertée des banques centrales. En Europe, des rumeurs de hausse des taux de la Bundesbank ont circulé

« n'ont pas pleinement compris » l'im-

portance des mesures décidées, a-t-il

reconnu-, M. Hashimoto a aussitôt

choisi d'envoyer à Washington Toru

Yamasaki, l'un de ses plus proches

collaborateurs, pour qu'il reprenne

la démonstration. A l'inverse, au

même moment, le secrétaire général

du PLD (Parti libéral-démocrate) au

pouvoir Koichi Kato manifestait son

mécontentement à l'égard du

communiqué du G7, qui, selon lui,

ignore « de manière surprenante »

que les difficultés actuelles du Japon

sont la conséquence directe de la dé-

réglementation engagée à la de-

mande du Fonds monétaire interna-

tional (FMI) et des autres pays du G7.

Les Etats-Unis, de leur côté, ne

cachent plus leur colère face au creu-

sement du déficit de leur balance

commerciale (+ 4,2 % en février, à

12,11 milliards de dollars), les pays

asiatiques étant jugés les premiers

responsables de cette détérioration.

Le sous-secrétaire américain au

commerce, David Aaron, a déclaré

lors d'une réunion à Pékin organisée

par la Chambre de commerce améri-

caine, que « le déficit croissant dans la

balance commerciale, qui a ayintuplé

depuis 1990, jette une ombre sur ce qui

pourrait être un brillant avenir dans les

relations entre les Etats-Unis et la

Les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales des sept pays les plus industrialisés (G7) ont évoqué cette semaine, de Washington, « la dépréciation excessive du yen ». Malgré cet avertisse-

ment, les opérateurs ont recommencé à vendre la monnaie japonaise. Selon eux, les critiques adressées par les Américains et les Européens à l'encontre de la politique économique menée à Tokyo diminuent la

probabilité d'une intervention massive et coordonnée des banques centrales. La balance commerciale américaine s'est à nouyeau détériorée au mois de février, ce qui devrait accroître l'irritation de la Maison

Bianche à l'égard du Japon. Sur les marchés européens, des rumeurs de hausse des taux directeurs de la Bundesbank ont circulé, mais la banque centrale allemande a finalement opté pour le statu quo.

Japon si ce demier ne prend pas des mesures pour réduire ses énormes excédents commerciaux. « Je ne crois pas que les Etats-Unis puissent devenir protectionnistes en une nuit », a-t-il

Japon ne semble plus par ailleurs exclure d'abaisser son taux d'escompte, pourtant fixé au niveau historiquement bas de 0,50 % depuis le mois de septembre 1995. La question

#### M. Duisenberg jugé plus « dur » que M. Trichet

Si elle n'est pas pour l'instant un sujet d'inquiétude pour les investisseurs internationaux - comme en témoigne le reflux du dollar face aux devises européennes, cette semaine, revenu de 6,12 à 6,04 francs -, la lutte pour la présidence de la future Banque centrale européenne (BCE) est pour eux un motif de distraction et une occasion de paris. Alors que le candidat néerlandais Wim Duisenberg était donné gagnant il y a quelques jours encore, sur la foi des informations parues dans la presse allemande, la cote de Jean-Claude Trichet a vivement remonté, dans les salles de marché, après les déclarations, jeudi 16 avril, du président de la République Jacques Chirac.

Par ailleurs, selon les résultats d'un sondage réalisé par l'agence Bloomberg auprès d'opérateurs de marchés, M. Duisenberg apparaît comme le plus « dur », en matière de politique monétaire et de lutte contre l'inflation, parmi tous les banquiers centraux européens. Il devance Hans Tietmeyer, président de la Bundesbank, Antonio Fazio, le gouverneur de la Banque d'Italie, et Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque de France.

expliqué devant un parterre d'hommes d'affaires japonais, « je ne pense pas que nous allons fermer nos marchés, mais il s'agit d'un problème qu'il nous faut toujours surveiller ».

Ce climat d'incompréhension et cette atmosphère polémique entre Wahington et Tokyo, peu propices à une intervention concertée sur le marché des changes, ne sont pas faits pour inciter les opérateurs à acheter des yens, d'autant que la Banque du

a été évoquée lors de la réunion du 13 mars du conseil de politique monétaire de l'institut d'émission nippon. Une réduction de l'escompte diminuerait encore la rémunération du

Si une baisse des taux est envisagée au Japon, c'est au contraire la rumeur d'un resserrement monétaire en Allemagne qui a circulé cette semaine sur les marchés financiers internationaux. Après la reprise de liquidités surprise opérée mercredi par la Bundesbank et la remontée du niveau de l'argent au jour le jour qui en avait résulté, les opérateurs avaient craint un geste de la banque centrale allemande à l'issue de son conseil du vendredi 17 avril. Elle n'en a finalement rien fait et a laissé in-

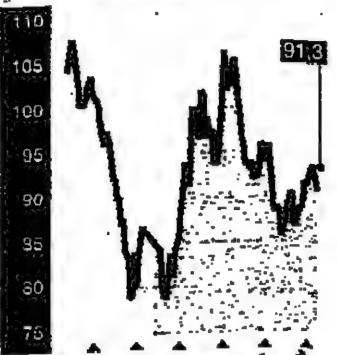
changés ses taux directeurs.

En dépit de ce statu quo, le climat monétaire est en train de se détériorer en Europe. Certains analystes n'excluent pas que la Bundesbank, une fois passée l'échéance du 2 mai et la publication de la liste des pays participant à l'euro, se montre sensible à la situation de boom économique que connaissent plusieurs nations de l'Union et prennent notamment en compte la situation des Pays-Bas, partenaire monétaire privilégié de l'Allemagne, où les tensions inflationnistes augmentent (le rythme ammuel de hausse des prix à la consommation est remonté de 1,8 % en janvier à 2,3 % en mars). Une remontée prochaine des taux directeurs allemands provoquerait un choc en Europe, notamment en France, où le ministre de l'économie et des finances Dominique Strauss-Kahn vient d'affirmer - imprudemment? - qu'il ne s'attendait pas à une hausse des taux français, « la croissance n'étant pas si importante pour qu'elle soit une menace d'inflation ».

Pierre-Antoine Delhommais

#### MATIÈRES PREMIÈRES

Rebond du caoulchoud EN CENTS PAR KILO



L'ORDRE approximatif qui règne sur le marché mondial du caoutchouc depuis de longues années est en passe de voler en éclats. Ce marché fait l'objet du seul accord international sur les produits de base encore en vigueur. Il a été signé pour la première fois en 1979, et toujours renégocié au sein de l'Organisation internationale du caoutchouc (INRO). L'INRO a établi un prix indicatif pour le caoutchouc naturel, une moyenne à cinq jours calculée selon les quotations quotidiennes des marchés de Londres, New York, Kuala Lumpur et Singapour, et exprimée en cents de dollar singapourien et de ringitt malais. L'originalité de l'accord tient à ce qu'il prévoit un mécanisme de stabilisation des prix, avec des seuils d'intervention - fixés à 172 cents mal-sing en-deca desquels le stock régulateur doit acheter de la gomme naturelle (il « peut » acheter à partir de 183 cents).

L'équation qui se pose mainte-

exécution.

L'AVERTISSEMENT adressé, mercredi 15 avril, par les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales des sept pays les plus industrialisés (G7) à propos de la « dépréciation excessive du yen » n'a pas été entendu sur les marchés financiers. La monnaie japonaise s'est nettement repliée, en fin de semaine, face à la devise américaine. Après être montée, vendredi 10 avril, à la suite des interventions massives de la Banque du Japon, jusqu'à 127,50 yens pour un dollar, elle est retombée à 131,50 yens vendredi soir

17 avril, soit un repli de 3 %. Dans leur communiqué, les responsables du G7 ont souligné que « le Japon se voit confronté à de sérieuses difficultés qui se sont aggravées au cours des derniers mois. Mettre en œuvre rapidement un programme ambitieux de mesures budgétaires efficaces et de réformes structurelles est crucial ». Evoquant les taux de change, ils ont déclaré soutenir « les pas accomplis par le Japon pour stimuler sa demande interne et pour réduire les déséquilibres extérieurs et corriger ainsi l'excessive dépréciation du yen. Nous sommes convenus de suivre l'évolution des marchés des changes et de coopérer en tant que de besoin ».

Mais le ton apparemment consensuel et déterminé du communiqué n'a guère impressionné les opérateurs. Ces demiers ont davantage prêté attention aux échos en provenance de Washington faisant état du scepticisme affiché, en privé, par les partenaires du Japon à l'égard du

LES ENTREPRISES industrielles et commer-

ciales sont de plus en plus nombreuses à émettre

des emprunts obligataires dans les grandes de-

vises européennes et plus particulièrement en

francs français. Cette évolution est, d'une ma-

nière générale, saluée comme une manifestation

de la reprise de la croissance économique. Les

spécialistes s'attachent surtout à souligner que ce

développement annonce l'introduction de l'euro.

permettra l'émergence d'un grand marché euro-

péen des capitaux, d'une dimension comparable

à celui des Etats-Unis, qui lui servira de modèle.

La gamme des emprunteurs est appelée à s'élar-

gir, les entreprises devraient donc être mieux re-

présentées qu'elles ne le sont aujourd'hui. En

tout état de cause, la tendance est à l'émancipa-

tion. Il est grand temps pour ces débiteurs de s'adresser aux investisseurs et d'échapper ainsi à

la dépendance à l'égard des banques qui sont

On ne risque guère de se tromper à interpréter

les choses de la sorte, car la demande en euro ne

cesse d'augmenter. Les investisseurs sont prêts à

acquérir des titres émis par les entreprises. Ils en

attendent des rendements supérieurs à ceux que

procurent les obligations émises par des débi-

teurs du secteur public, lesquels sont beaucoup

mieux représentés dans les portefeuilles. La ré-

duction des déficits publics et la vague de privati-

sations est, de toute façon, en train de diminuer

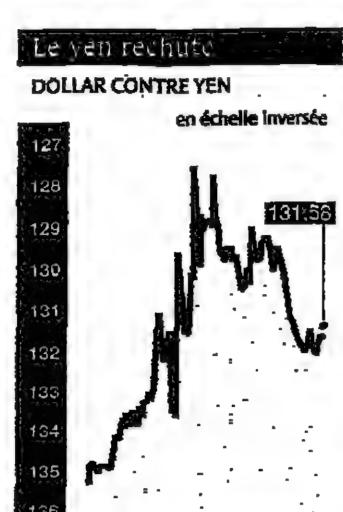
l'importance relative des emprunteurs jugés les

Sur tous ces points, les avis se rejoignent. Des

leurs principales sources de crédit.

plus sûrs.

Lorsque la monnaie commune existera, elle



Le G7 a mis en garde contre une dépréciation excessive

6 7 8 9 10 13 14 15 16 17

nouveau plan de relance économique dévoilé il y a quelques jours par le premier ministre nippon Ryutaro Hashimoto, Les détails et les explications fournis par les responsables japonais n'ont convaincu personne, Américains et Européens déplorant notamment le caractère provisoire des baisses d'impôts annoncées dans l'archinel.

Conscient que le message n'était pas passé lors du G7 – les Etats-Unis

De son côté, l'ambassadeur américain à Tokyo James Foley a affirmé que les Etats-Unis étaient prêts à réagir « sur le terrain politique » contre le Marché international des capitaux : place aux entreprises divergences se font jour dès que le champ d'observation se rétrécit. C'est ainsi qu'en se limitant

car les émetteurs proposent des rendements pro-

portionnellement inférieurs. Le supplément d'in-

térêt dont ils doivent s'acquitter, en plus des obli-

Les critiques portent, pour l'essentiel, sur l'éva-

luation de la qualité des signatures. Outre-Atlan-

tique, la question ne se pose guère car les em-

prunteurs prennent normalement le soin de faire

noter leurs transactions par des maisons spéciali-

sées avant de s'adresser au marché. En Europe,

les entreprises sont peu nombreuses à recourir à

un tel système de notations. Cela pousse les in-

vestisseurs à affiner leur propre analyse et à exi-

ger des opinions très précises de la part de leurs

intermédiaires financiers. Il est intéressant de

constater, d'une part, que les jugements se

fondent sur les mêmes critères que ceux utilisés

par les maisons américaines spécialisées et,

d'autre part, que les appréciations portées par les

investisseurs et les banques concordent, dans

l'ensemble, du moins pour ce qui est des entre-

Il convient également de préciser que la me-

sure des rendements et des suppléments que

doivent verser les différents emprunteurs ne se

fait pas uniquement par rapport aux fonds d'Etat. Ceux-ci, certes, servent de références et

prises de leur propre pays.

gations du Trésor, est beaucoup plus mince.

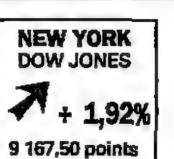
on exige davantage des moins bons débiteurs que des meilleurs. Mais l'échelonnement diffère selon les monnaies d'emprunt. En fait, si, partant aux seules opérations libelées en francs français, des revenus fixes que procurent les obligations, d'aucuns déclarent que les nouvelles émissions, pour le compte d'entreprises privées, s'effectuent on en calcule l'équivalent, selon un mode de réde façon moins rigoureuse qu'aux Etats-Unis. A munération à taux variable, on s'aperçoit que les première vue, leurs reproches paraissent justifiés disparités tendent à s'effacer.

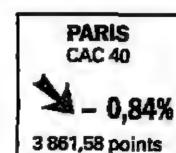
> Quoi qu'il en soit, les investisseurs ont répondu très favorablement à la proposition de Péchiney, qui vient d'émettre des obligations de sept ans de durée, pour un montant total de 1,5 milliard de francs, par l'intermédaire de la BNP et du Crédit agricole. Les titres rapportaient à leur lancement 0,47 point de pourcentage de plus que ce qu'on aurait pu attendre du Trésor français. L'affaire était considérée comme un test important pour le marché français qui se prépare à accueillir sous peu au moins quatre autres entreprises françaises, dont aucune ne se prévaut d'une notation officielle.

> Pour ce qui est des Etats européens, la Suède a confirmé son intention de solliciter le marché de l'euro. La publicité internationale qui accompagne les emprunts en écus/euros est telle qu'elle attire l'attention d'émetteurs qui, pourtant, ne sont pas encore autorisés à s'y aventurer. Le Land allemand de Hesse souhaiterait s'y présenter bientôt. Il lui faudrait pour cela obtenir l'assentiment de la Bundesbank qui, jusqu'à présent, n'a jamais laissé une région de son pays s'échapper hors du marché de son deutschemark.

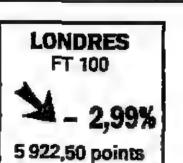
#### Christophe Vetter

#### TOKYO NIKKEI 4,71%











# Les places européennes hésitent entre l'optimisme de Wall Street et le pessimisme de Tokyo

LE SORT du Japon, l'homme malade de l'économie mondiale, a retenu l'attention des ministres des finances des sept pays les plus industrialisés du monde, réunis cette semaine à Washington. Le secrétaire américain au Trésor, Robert Rubin a déclare qu'« une expansion mondiale soutenue et une reprise en Asie ne peuvent être atteintes quand la seconde économie mondiale du monde. qui compte pour plus de la moitié de la production en Asie, est en récession et que son système financier est affaibli ». Le communiqué final du G7 a pressé le Japon de relancer son économie, de remettre de l'ordre dans son système financier et d'intervenir pour « corriger ainsi l'excessive dépréciation du ven ».

Un programme ambitieux qui contraste avec l'impuissance des autorités japonaises à relancer la machine économique. Et cela commence à inquiéter l'ensemble des marchés financiers. A commencer par celui de Tokyo. Cette se-

maine, l'indice Nikkei a abandonné 4.7 %, à 15 703.80 points. Les investisseurs qui, il y a huit jours encore, pariaient sur un rebond du marché. sont prets à fuir en cas de nouvelle baisse du yen. La Bourse est actuellement tenue à bout de bras. « Les achats des caisses de retraite du secteur public ont reflete la determination du grouvernement à maintenir à tout prix le Nikkei au niveau des 15 UCO points », commente un courtier. La devise japonaise, malgré les intervention sporadiques de la Banque du lapon (pas encore relayées par une intervention concertée des autres banques centrales) a chuté jusqu'à 132 yens pour 1 dollar. Et ce n'est pas la présentation, la semaine prochaine du plan de relance japonais de 16 000 milliards de yens

qui restaurera la confiance. Paradoxalement, si le billet vert est vaillant face au yen, il a perdu des points face aux devises européennes. Après quelques incursions sous le seuil psychologique de

1.80 deutschemark, il a eu du mal à se maintenir à ce niveau en fin de semaine. La faiblesse du billet vert a stoppé la progression de la Bourse allemande. Sur l'ensemble de la semaine. l'indice Dax 30, relevé sur le système electronique Xetra, s'est adjugé un modeste gain de 0,02 %, à 5 326,63 points, grâce à un redressement en fin de séance, le vendredi 17 avril Les opérateurs ont été soulagés par la décision de la Bundesbank de maintenir ses taux directeurs à leur niveau actuel. Mais l'apparente stabilité du marché allemand recouvre, en fait, d'importants mouvements d'arbitrage. Les valeurs exportatrices, comme les actions des groupes automobiles Volkswagen et Daimler Benz, ont abandonné près de 3 % chacune en une semaine. Et les valeurs chimiques, très dépendantes du dollar, ont également cédées du terrain. Le recul le plus notable est celui du titre Hoescht, qui a perdu 4,7 % depuis le 9 avril. En re-

vanche, l'action de l'éditeur de logi-

ciels intégrés SAP a progressé de 15 % dans l'attente de la publication d'un excellent résultat trimestriel.

15 703,80 points

TAUX BRITANNIQUES

A Londres, les investisseurs ont franchement opté pour le pessimisme. En cinq séances, l'indice FT 100 a abandonné 3 % pour repasser nettement sous la barre de 6 000 points, à 5 922,20 points. Les prises de bénéfices se sont multipliées dans la crainte d'un relèvement des taux de la Banque d'Angleterre. La publication des minutes de la réunion du mois de mars a révélé les tensions au sein du comité monétaire. Et une hausse des taux a été évitée de justesse grâce à la voix prépondérante du gouverneur Eddie Georges. La balance pourrait donc pencher dans ce sens dans les prochaines semaines. Cette perspective contribue à soutenir la livre sterling, qui s'échange toujours à 10,20 francs. Un niveau qui ne satisfait pas le patronat britannique, in-

quiet de la chute des exportations tombées à leur plus bas niveau depuis sept ans.

Depuis deux semaines, prise de bénéfice et consolidation ont remplacé dans le vocabulaire des opérateurs parisiens les expressions d'euphorie et de record historique. Le semaine s'est soldée par une baisse de 0.84 % de l'indice CAC 40, à 3 861,58 points. Seul le secteur informatique a clairement été orienté à la hausse grâce à des valeurs comme Bull, Cap Gemini on Altran Technologies. Sur le reste du marché, le repli s'effectue dans le calme car l'intérêt des opérateurs est constamment relancé par les opérations de restructurations qui s'effectuent dans la finance (le rachat du CIC par le Crédit mutuel) et la défense (constitution d'un nouveau pôle autour de Thomson-CSF). Le moment n'est pas encore venu de sortir du mar-

D'autant que Wall Street, le marché directeur de la planète finan-

cière, ne donne toujours pas de signe de faiblesse. Sur la semaine écoulée, l'indice Dow Jones a progressé de 1,92 %, à 9 167,50 points et s'est même adjugé trois nouveaux records historiques. Les opérations de fusion dans le secteur financier (les fusions de Nationsbank Corp et BankAmerica d'un côté et de One Corp et First Chicago de l'autre), l'afflux permanent de capitaux frais dans les fonds de placement (au rythme de 2,5 milliards de dollars par jour) et des statistiques démontrant que l'inflation est toujours contenue (en mars, l'indice des prix des ventes de détail est resté inchangé). Depuis une semaine, le marché est agité par les réactions des investisseurs aux publications de résultats trimestriels. Si les valeurs de technologies commencent à ressentir les effets négatifs de la crise asiatique, les autres secteurs ne semblent pas encore affectés.

Enguérand Renault

--. .

. .:-.

 $\{x_i,y_i\}$ 

. ; -: .. -

. . . . .

30 T 电

.....

t .- .--.<del>---.--</del>

. . .:.

sur interne

nant est simple: sachant que le caoutchouc s'échange sur le marché mondial en dollars américains, sachant également que la crise financière en Asie a obligé les pays de la région à dévaluer drastiquement leur devise natiopale, le stock régulateur doit-il intervenir et à partir de quel seuil? Pour la feuille fumée numéro 1 (RSS 1), la moyenne à cinq jours de l'INRO s'établissait, à la mi-avril, à 195 cepts mal-sing, contre 188 cents en début de mois (188 cents), mais contre 228 cents l'année dernière. Résoudre le problème suppose de déterminer la perte subie par les producteurs en raison de la dépréciation de leur monnaie par rapport au dollar américain.

La Malaisie, puis la Thailande, respectivement deuxième et troisième producteurs mondiaux ~ le premier étant l'Indonésie -. viennent donc de demander à l'INRO un réajustement des seuils d'intervention du stock régulateur. Devant le refus catégorique des consommateurs, ces deux pays menacent de se retirer de l'accord. Comme ils pèsent à eux seuls près de 50 % de l'offre mondiale, on ne voit plus très bien ce qui resterait de l'accord s'ils mettaient leur menace à

Carole Petit

## AUJOUR

TECHNOLOGIE Lancé il y a trois ans sur internet par la firme américaine Sun, Java y a fait la preuve de

ce nouveau langage introduit entre des ordinateurs dotés de programmes d'exploitation différents en son efficacité, grâce au soutien de fait l'outil idéal pour la « nouvelle in-Netscape. • LA COMPATIBILITÉ que, formatique » qui se construit autour de bureautique écrits en Java, par le

des réseaux Internet, Intranet et autres Extranet. @ IBM, pionnier de

biais de sa filiale Lotus. 6 MICRO-SOFT, craignant de perdre sa prééminence sur les systèmes d'exploitation, contre-attaque, avec Hewlett-Packard et Apple, en sortant des versions

modifiées de Java. SEUL L'ABAN-DON de sa propriété par Sun au profit d'un organisme de normalisation pourrait éviter une « babélisation » de ce langage.

# L'industrie de l'informatique se déchire autour du langage Java

Inventé en 1991 pour mettre en réseau les appareils ménagers, Java fait merveille sur Internet. Mais ce programme universel, qui rend compatibles des ordinateurs aux systèmes d'exploitation différents, menace la prééminence des grandes firmes, qui contre-attaquent.

bole de Java, n'en finit pas de sus- ménagers. En 1993, une tentative un même programme Java avec estiment travailler au moins deux les utilisateurs qui n'ont besoin citer des appétits. Pourtant, près d'adaptation à la télévision inter- n'importe quel système d'exploi- fois plus vite qu'avec le C++. Un de trois ans après sa création, la pierre angulaire de la nouvelle informatique fondée sur le réseau (network computing) commence à peine à se concrétiser. Il n'empêche: les annonces se bousculent. Après les tentatives d'appropriation menées par Microsoft et Hewlett-Packard, Sun et IBM ont contre-attaqué le 31 mars. Les deux entreprises, déjà associées dans ce domaine, ont annoncé qu'elles développent en commun un système d'exploitation spécifique, le Java OS, susceptible de donner aux ordinateurs de réseau une vitesse de fonctionnement comparable à celle des PC. Sun et IBM visent également, avec ce nouveau système, les appplications hors informatique comme les bornes interactives d'information ou de réservation de tickets, les téléphones mobiles et l'électronique grand public.

Loin de clarifier la situation, la bataille industrielle entretient la confusion qui entoure Java depuis sa création. A l'origine, en 1991, il ne s'agit que d'un nouveau langage de programmation. Il s'appelle alors Oak, et son concepteur, James Gosling, aujourd'hui vice-président de Sun Microsystem, l'a imaginé pour

## Applets,

#### ou logiciels à la carte

Les microprogrammes, ou applet en anglais, circulent sans disticulté sur Internet. Pour l'instant, ils servent essentiellement à décorer les pages de la Toile à l'aide de petits logos animés. Mais, pour Oracle, les programmes écrits en Java ont vocation à remplacer Word et tous les autres logiciels de bureautique. Le procédé consiste à réécrire ces logiciels en les saucissonnant sous la forme d'applets élémentaires. L'un pour mettre le texte en forme, l'autre pour vérifier l'orthographe ou pour changer le style de la mise en page. L'utilisateur télécharge ces microprogrammes au fil de ses besoins et, si le système fonctionne comme les prophètes l'espèrent, sans qu'on s'en rende compte. Flairant le danger, Microsoft n'a pas tardé à élaborer une contre-attaque. L'américain Ciryx et le français Prologue lui apportent la parade. Ces deux PME ont en effet conçu un système capable de faire fonctionner les logiciels de bureautique de Microsoft... sur un NC.

active échoue. L'année suivante, le développement fulgurant de la Toile d'Internet donne sa chance au langage désormais baptisé Java. Le 23 mai 1995, au cours du Salon SunWorld, le lancement est officiel et Netscape devient la première entreprise à soutenir activement le projet. Les premières versions de son logiciel de navigation sur la Toile, Navigator 2.0, acceptent les miniprogrammes (applets) Java. Un formidable coup de pouce.

Grâce à Internet, Sun démontre

#### UNE ASTUCE

le potentiel de Java. Pour attirer les programmeurs, l'entreprise martèle son slogan qui exprime l'originalité du nouveau langage : « Ecrire un programme une seule fois et l'utiliser partout. » Aujourd'hui, en effet, les logiciels réalisés avec d'autres langages (comme le populaire C++), ne fonctionnent qu'avec un seul système d'exploitation. On trouve ainsi des programmes dédiés à Windows 95, à MacOS, aux différentes versions d'Unix ou à Windows NT. Mais pas question d'utiliser sur un Macintosh un jeu écrit exclusivement pour PC. Les développeurs de logiciels doivent adapter leurs programmes à chaque système d'exploitation s'ils veulent étendre leur clientèle à l'ensemble des utilisateurs d'or-

dinateurs. Pour remédier au problème, Sun a utilisé une astuce. Entre le programme écrit en Java et le système d'exploitation de l'ordinateur, l'entreprise a glissé une couche intermédiaire de logiciel, baptisée « machine virtuelle Java ». Cette espèce d'ordinateur

LA TASSE de café fumant, sym- mettre en réseau les appareils fictif fait fonctionner, en théorie, le langage de Sun. Grâce à lui, ils agenda...). Avec eSuite, Lotus vise tation. Il suffit d'introduire cette machine virtuelle dans les logiciels de navigation sur internet. tels que Navigator ou Explorer, pour que les programmes Java provenant de la Toile fonctionnent. Les utilisateurs remarquent à peine le subterfuge lorsqu'il s'agit de petits programmes tels que les animations

gain de temps essentiellement attribué à la limitation du nombre de bogues (erreurs) et à l'utilisation de briques de logiciel préfa-

#### DEUX FOIS PLUS VITE

Aujourd'hui, environ 2 500 programmeurs d'IBM développent des applications Java. L'entre-

#### Du téléphone aux cartes à puce

Parallèlement à ses ambitions dans l'informatique, Java défriche d'autres territoires. Le 27 mars, Sun a annoucé le raillement de Sony à PersonalJava, une version allégée du langage destinée aux applicatious hors informatique. La firme japonaise devrajt l'utiliser dans ses produits numériques audio et vidéo et, en particulier, dans les décodeurs de télévision. L'industrie des télécommunications se révèle également très intéressée. Motorola, Nokia et Ericsson font partie des licenciés, et Alcatel utilise Java pour son téléphone internet. La légèreté du système le destine également aux applications intégrées aux cartes à puce. On devrait donc voir Java entrer dans bon nombre de produits électroniques grand public utilisés dans les foyers. Une sorte de retour aux sources pour ce langage conçu, à l'origine, pour la mise en réseau des appareils ménagers.

qui égayent les pages de la Toile. Tout au plus notent-ils un retard de quelques secondes engendré par le démarrage de la machine virtuelle. En introduisant une telle compatibilité dans un univers aussi hétérogène que celui de l'informatique. Sun pense gagner le gros lot. Java promet de devenir l'outil idéal de fabrication des programmes adaptés à la nouvelle informatique construite autour d'Internet, des intranets et autres extranets : ces reseaux sont très souvent peuplés d'ordinateurs différents, mais tous peuvent « parler » le java. De leur

prise, qui avait manqué le virage de l'ordinateur personnel dans les années 80, fait partie des pionniers de l'ordinateur de réseau (network computer) ou NC (Le Monde daté 6-7 octobre 1996). Sa filiale Lotus vient de dévoiler l'une des premières tentatives sérieuses, après le faux départ du canadien Corel, pour commercialiser des logiciels de bureautique écrits en Java.

Sa « Lotus eSuite WorkPlace » complète la SmartSuite destinée au PC, concurrente d'Office de Microsoft, qui comprend tous les outils traditionnels (traitement de

que d'une partie de cette panoplie et qui peuvent être équipés d'ordinateurs de réseau (NC). Malheureusement, les tests du journal américain PC Magazine, réalisés sur un ordinateur doté d'un Pentium à 133 MHz, de 64 mégaoctets de mémoire et du système d'exploitation Windows NT 4.0, concluent à un fonctionnement « sans hâte » d'eSuite. Et ce, malgré des fonctionnalités «spartiates» qui font, par exemple, l'économie du correcteur orthographique dans le traitement de texte. Cette lenteur est inhérente au principe même de la machine virtuelle, qui pénalise Java par rapport aux programmes directement compréhensibles par les systèmes d'exploitation.

#### TIÈDEUR DE L'ACCEUIL

La tiédeur de l'accueil de la première mouture d'eSuite n'oblitère pas les chances de Lotus de s'imposer dans les applications professionnelles des NC. Il faut attendre les améliorations du logiciel et les tests avec le Java OS, dont la sortie est prévue pour cet été, pour juger ses performances réelles. Déjà, Lotus apporte la preuve qu'il est possible d'utiliser le langage de Sun pour créer des applications bureautiques. Oracle et Netscape doivent également lancer cette année des versions Java de leurs produits. Les prochains mois devraient donc permettre d'en tester les applications concrètes. Néanmoins, s'il se trouve contraint de fonctionner avec un système d'exploitation spécifique, Java perdra une bonne part de sa

#### côté, les développeurs apprécient texte, tableur, gestion de fichier, Une bataille menée par Microsoft et ses alliés

#### SAN FRANCISCO correspondance

Selon une expression utilisée par plusieurs analystes de la Silicon Valley, le langage Java subit une tentative de « babélisation » de la part de plusieurs acteurs importants de l'informatique américaine. Le 24 mars, le juge fédéral Ronald Whyte a interdit à Microsoft de continuer à utiliser le logo de Java pour les produits qu'elle a développés. Microsoft a, en effet, modifié le langage de Sun pour qu'il fonctionne mieux sur son système d'exploitation Windows. Ce faisant, elle briserait la vocation de langage universel de Java. Sun estime, par ailleurs, que Microsoft viole les termes de la licence d'utilisation de Java spécifiant qu'aucune modification n'est autori-

Trois jours auparavant, Hewlett Packard avait annoncé à la fois sa décision d'offrir sa propre version de Java et l'adoption de cette dernière

par Microsoft. L'entreprise de Bill Gates prévoit de l'utiliser avec Windows CE, son système d'exploitation allégé destiné aux appareils électroniques de poche (agendas, assistants numériques...). La version HP de Java devrait fonctionner avec ses imprimantes, qui figurent

parmi les plus populaires. Pour justifier leur décision, les dirigeants de HP ont d'abord invoqué les prix imposés par Sun pour la cession de licences. Mais ils ont vite reconnu vouloir empêcher le contrôle de Java par Sun. En novembre 1997, l'Organisation internationale des standards (OIS) de Genève a accordé à cette dernière entreprise un monopole de fait sur ce langage. « Si Sun veut imposer Java comme un standard propre, c'est une chose. Mais s'il s'agit d'avoir quelque chose d'ouvert, faisons que ce soit ouvert », a déclaré Joe Beyers, directeur général chez HP, qui entend participer à l'établissement des normes. Ce dont Sun se méfie, car y inviter Microsoft ou ses alliés serait faire entrer le loup dans la bergerie. HP affirme avoir développé sa version Java de façon indépendante, ce qui implique que Sun ne peut rien faire. Joe Beyers a déclaré qu'il préfère conserver le nom de Java mais qu'il est disposé à en chercher un autre faute d'un accord avec Sun.

Beaucoup d'observateurs sont convaincus que Microsoft fait de son mieux pour miner un dispositif qui aspire à remettre en question le modèle sur lequel repose sa domination. La firme de Bill Gates compte, pour cela, sur la bonne volonté des dirigeants de Hewlett-Packard mais aussi sur celle de Steve Jobs, le président « intérimaire » d'Apple, qui semble décidé à participer à la « babélisation » en intégrant à « sa » version de Java des éléments fournis par les ingénieurs de Microsoft.

Francis Pisani

#### COMMENTAIRE LE SYNDROME DU CALIFE

Hypothétique pour une bonne part, le danger que le langage Java de Sun fait peser sur la hiérarchie actuelle des entreprises du logiciel déchaîne pourtant les passions. En tête de la contre-offensive, Microsoft adopte la tactique dans laquelle excelle son patron, Bill Gates, et qui consiste à absorber la concurrence qu'elle ne peut éliminer. Face à lui, Scott McNealy, le PDG de Sun, dissimule mal, derrière une croisade libertaire, son ambition de devenir calife à la place du calife.

Un nouveau débat prend le pas sur les questions techniques qui va contrôler Java? La question hante les ténors de l'informatique, car elle se situe au cœur d'une profonde mutation de leur métier. « Le réseau est l'ordinateur », le slogan de Sun, résume le bouleversement en cours. Scott McNealy, patron de l'entreprise de Palo Alto, s'est fait le champion de cette nouvelle informatique dont le centre n'est plus l'ordinateur personnel, mais l'ensemble des machines qui communiquent entre elles. Le système Java, qui affranchit les ordinateurs des barrières de langage, est devenu l'emblème de cette mutation.

Le discours de façade qui prétend libèrer les utilisateurs du joug des systèmes fermés - incamés aujourd'hui par Windows de Microsoft - masque mai des ambitions bien plus conventionnelles. Au lieu de faire de Java une norme libre d'utilisation, Scott McNealy en vend la licence. Jouant seul le rôle de gardien du temple, il interdit toute modification suceptible de dénaturer son invention. Une position de plus en plus anachronique au moment où Netscape met la technologie de son logiciel Communicator dans le domaine public.

Contraint dans ce cadre rigide, Java se développe lentement. En trois ans, Sun n'a estampillé du sceau « 100 % pur Java » que cent vingt applications. Seul l'abandon de la propriété de Java par Sun au profit d'une organisation internationale de normalisation pourrait garantir un véritable essor du nouveau sys-

Michel Alberganti

## SPORTS

Athlétisme, Cyclisme Football, Rugby, Tennis... RESULTATS, RECORDS

et PALMARES

# 3615 LE MONDE

manipulation, rendue publique OUTRE-ATLANTIQUE, une publicité pour le téléphone cellulaire montrait récemment un mouton et un « mobile », assurant qu'on ne pouvait cloner le second. Deux étudiants de l'université de Berkeley ont relevé le défi: ils affirment être parvenus à

reproduire la carte à puce SIM - réputée inviolable - que les abonnés glissent dans leur téléphone cellulaire de type GSM (Groupe spécial mobiles). Cette

hundi 13 avril, permettrait de téléphoner aux frais du propriétaire de la carte. « Craqueurs » de codes dans l'âme, Ian Goldberg et David Wagner ont déjà à leur tableau de

chasse le système de cryptage du logiciel de navigation sur internet de Netscape. Pour y ajouter la carte SIM, il ont d'abord bénéficié d'une fuite, dont ils taisent la source. Cela leur a permis de reconstituer l'algorithme d'authentification (COMP 128) et d'y trouver la faille permettant de décrypter le code de la carte et de mimer celle-ci. « C'est un défaut partiel, précise cependant lan Goldberg. Il faut pouvoir disposer de la carte SIM pour pouvoir la

L'opération est plus simple pour les téléphones analogiques : un équipement radio rudimentaire permet de s'emparer à distance du code secret. La fraude qui en résulte coûte environ 500 millions de dollars par an aux opérateurs. Bill Clinton lui-même

cioner. »

avait fait les frais de la faiblesse des téléphones portables analogiques, lorsqu'en avril 1997 un hacker avait transcrit sur Internet des entretiens téléphoniques du président américain avec ses conseillers!

de cette « interférence ». Aussi prechent-ils pour une évaluation publique des systèmes de cryp-

teur d'une carte GSM clonée serait rapidement repéré, le système cellulaire étant précisément destiné à déterminer géographiquement le lieu d'appel. De plus, notent des spécialistes de la carte à puce, « la fuite leur a donné 90 % de la solution ». S'agirait-il d'une manipulation visant à déconsidérer une technologie - la carte à puce - et une nome d'origine européenne, adoptées par 80 millions d'utilisateurs dans le monde, mais qui commencent juste à s'implanter aux États-

Gemplus, le géant français de la carte à puce, estime n'avoir pas assez d'éléments techniques pour juger des conséquences de ce « clonage », mais l'un de ses clients américains, Omnipoint Corp., indique qu'il va modifier son système de codage. D'autres pourraient suivre. France Télécom mobiles assure, pour sa part, que COMP 128 est une simple plate-forme que chaque opérateur peut améliorer à son gré, et

que la sécurité d'Itineris n'est pas en cause. Il semble pourtant que la stratégie du secret entretenue par le groupe GSM, chargé de « vendre » la norme aux opérateurs de téléphonie, se soit retournée contre lui. « On a sans doute pris plus de soin à camoufler l'algorithme qu'à le contrôler et l'évaluer », déplore un observa-

Hervé Morin



## Le Monde des livres sur Internet

Retrouvez chaque semaine le supplément littéraire du Monde

et la possibilité d'accèder à notre librairie électronique

www.lemonde.fr sur Minitel 3615 LEMONDE (2,23 F/mn)

Des hackers californiens auraient « cloné » un téléphone mobile GSM reste assez symbolique. L'utilisa-

> Le GSM, qui utilise la technologle numérique assortie d'un système de cryptage des conversations, était considéré comme beaucoup plus silr. Mais Goldberg et Wagner, en démontant le mécanisme de codage, se sont également aperçus que la clé de cryptage de 64 bits (unités élémentaires d'information) se termine en fait par dix zéros. « Il s'agit d'un affaiblissment délibéré du système de cryptage, destiné à favoriser les écoutes téléphoniques », accusent-ils, soupconnant la puissante National Security Agency d'être à l'origine

> tage, seule garantie, à leur sens, de leur fiabilité. L'attaque des deux hackers

36 15 LEMONDE

# Deux parachutistes français préparent un saut

DEUX PARACHUTISTES français s'apprêtent à sauter en parachute, vers le 19 avril, au-dessus du pôle Nord avant de tenter une première mondiale à la fin de l'année : sauter et atterrir sur le pôle Sud géographique. L'adjudant Mario Gervasi et le maréchal des logischef Jean-Claude Laffaille, qui ont quitté Nancy (Meurthe-et-Moselle) mardi 14 pour Moscou, ont gagné en Sibérie arctique la base dérivante Bornéo, située à quelque 120 km du pôle Nord. Ce petit aéroport de glace installé sur la banquise est l'un des points les plus proches du pôle Nord. Ils devaient faire leur tentative dimanche 19 avril, si les conditions le permet-

Les deux hommes n'en sont pas à leur saut d'essai : « En 1995, on a établi le record mondial de précision

« Si vous perdez vos lunettes, avec une température de − 110 °C, ça gèle tout de suite. Si vous perdez un gant, les doigts gèlent, et, pour ouvrir le parachute, c'est impossible »

d'atterrissage. Au centimètre près, on s'est posé sur le point zéro du pôle Nord », a expliqué Mario Gervasi, trente-neuf ans. « En 1996, on est parti au dessus du pôle Nord à 4 000 mètres d'altitude, on a ouvert notre parachute à 3 500 mètres d'altitude. On avait des températures d'impact de – 110° C. On a réalisé un vol en biplan, ce qui n'avait jamais été fait auparavant avec des températures si basses et des vents aussi violents. »

Les deux hommes sont retournés sauter au pôle Nord pour se familiariser avec le matériel qu'ils utiliseront pour le pôle Sud. « Personne n'a encore réussi à sauter en parachute au-dessus du pôle Sud ». a noté Mario Gervasi. « Une équipe composée de deux Américains et d'un Autrichien a fait une tentative le 7 décembre 1997, mais ils sont morts. Ils n'avaient aucune préparation. Ils ont voulu faire l'étoile et n'ont pas ouvert. La densité de l'air n'est pas la même. On ne chute pas comme dans des conditions normales. Cela demande une attention particulière sur la préparation du

matériel. » La moindre mattention, le moindre détail peuvent en effet avoir, selon Mario Gervasi, des conséquences dramatiques: «Si vous perdez vos lunettes, avec une température de - 110°C, ça gèle tout de suite. Si vous perdez un gant, les doigts gèlent, et, pour ouvrir le parachute, c'est impossible. » De plus, au pôle Nord « la banquise est, à cette période de l'année, parsemée de trous. Si vous loupez votre largage et tombez dans un point d'eau, qui peut quelque tois faire 500 mêtres de diamètre, c'est fini pour vous. Donc il faut bien calculer le point de largage pour se poser au point zéro, où il y a une équipe de secours avec deux hélicoptères. » Les deux militaires, qui sautent depuis plus de vingt ans, assurent avoir mis au point une technique de résistance au froid « révolutionnaire » sur laquelle ils n'ont pas donné de grandes précisions. « On s'entraîne depuis plus de trois ans dans un caisson au laboratoire de médecine aérospatiale de Brétigny et au centre de recherche du service santé des armées, à Grenoble », a expliqué l'adjudant Gervasi, pour lequel « sauter au-dessus du pôle Nord à 4000 mêtres, c'est vraiment magique. C'est l'attraction du pôle. Une fois qu'on y a mis le pied, cela vous attire. C'est quelque chose de magique, de féerique. On ne vit que pour ca. » - (AFP.)

# Aux Etats-Unis, le polo amorce sa « démocratisation » au petit trot

A l'US Open, les amateurs de sports équestres font désormais fi des étiquettes

qui ont montré la voie. Et, depuis peu, la Fédéra-

Sport aux origines obscures, le polo intrigue encore plus par ses règles complexes et son folque soit leur condition. Ce sont les Etats-Unis joindre la famille des disciplines olympiques,

WEST PALM BEACH de notre envoyé spécial

Vue du terrain, la tribune ressemble à la vitrine d'un chapeller. Dans les travées du Polo Club de Palm Beach (Floride), les casquettes de base-ball cohabitent en effet avec les stetson hais et les chapeaux à volants des ladies de Miami se mêlent aux canotiers élégants des éleveurs argentins. En cette belle après-midi d'avril (c'était un dimanche, le deuxième du mois), le club de polo le plus fermé des Etats-Unis abrite la finale de l'US Open, rendez-vous phare de la saison. Face à face les équipes d'Isla Carroll et d'Escue.

Une microscopique communauté d'amateurs fortunés s'est donnée rendez-vous ici, dans ces loges cernées de palmiers et de jolis petits lacs artificiels. Une serveuse, plutôt mignonne, slaiome entre les sièges. Champagne et cigares sont de rigueur. Parfois, le regard se posent sur le pelouse pour voir où on peut bien en être. En face, un millier de passionnés anonymes ont installé barbecues, tables de camping et glacières en plastique. De ce côté-ci, les bouteilles de bière s'échangent entre deux commentaires sur la vivacité des che-

Les 3 481 spectateurs venus applaudir la surprenante victoire de Escue contre Isla Carrol (13-10) tordent le cou aux idées reçues. Bien sûr, le polo n'est pas encore le roi des sports de rue mais, peu à peu, son image évolue. «Les gens qui le découvrent pour la première fois me posent tous la même question: comment doit-on s'habiller?, s'amuse Tim O'Connor, le directeur des opérations du Palm Beach Polo Club, un immense complexe comprenant, entre autres, dix terrains de polo. Et je leur réponds : comme vous vou-

« Comme en Argentine, le cheval fait historiquement partie de la culture populaire américaine, explique-t-il. Alors, contrairement à ce qui se passe en Grande-Bretagne, nos joueurs de polo ne sont pas tous issus de la jet-set: ils viennent souvent des grandes fermes du Middlewest. Ici, chaque joueur cache un cow-boy. » Avec quelque 35 000 adeptes recensés – dont 10 % de professionnels –, les Etats-Unis sont encore loin de l'Argentine qui forme la plupart des meilleurs joueurs de la planète.

Mais la prolifération des clubs est riche de promesses. Dans trois des Etats de l'Union, en Ca-

En fait, tout commence en 1876 quand le directeur de la rédaction du New York Herald, l'aventurier James Gordon Bennett, importe le polo après avoir suivi un match à Hurlington, en Angleterre. Rapidement, ce sport raffiné et coûteux séduit les étudiants fortunés de la côte est. L'université de Harvard crée la première équipe au début des années 1880 et celle de Yale emboîte le pas l'année suivante. Leur rivalité ancestrale s'entretient alors sur les terrains de sport. En 1890, la concurrence est telle qu'une fédération se crée (United States Polo Association)

pour harmoniser les règles et évi-

#### Les secrets de la « ligne imaginaire »

La règle de la « ligne imaginaire » – tracée par la baile en mouvement – est un concept essentiel du polo. Une fois la balle frappée, les joueurs imaginent une ligne virtuelle et verticale retraçant le parcours de la balle sur le gazon. C'est cette ligne qui détermine les priorités : elle ne doit Jamais être coupée. Si tel est le cas, une série de pénalités peuvent être décidées par les deux arbitres « montés » pour sanctionner la faute. Le joueur qui a frappé la balle le dernier est donc prioritaire par rapport à ses adversaires mais ces derniers peuvent lui « voler » cet avantage en chevauchant bride à bride, dans un galop effréné, pour tenter de le devancer en vitesse ou, plus violemment, l'expulser de sa trajectoire. Cette technique, appelée « ride-off », est l'une des phases de jeu les plus excitantes et les plus exigeantes pour les chevaux de polo qui, ainsi soumis à rude épreuve cardiaque et musculaire, sont régulièrement remplacés en cours de rencontre.

lifornie, en Floride et au Texas, la majorité des centres équestres montent des écoles de polo, lesquelles ont de plus en plus de succès auprès des jeunes. Mieux, le 26 février dernier à Rancho Murieta (Californie), la finale du championnat universitaire a opposé huit équipes. Un record de participation, annonciateur de démocratisation même sì une récente étude publiée dans Polo Magazine a révélé que le joueurtype avait entre 35 et 44 ans. un diplôme de l'enseignement supérieur et peu de difficultés finan-

ter les pugilats. A la même époque, l'armée américaine décide d'intégrer le polo dans son programme d'entraînement de ses célèbres régiments de cavalerie. Parallèlement, les matches internationaux du Meadow Brook Polo Club attirent, chaque semaine, plus de 40 000 personnes.

maine, plus de 40 000 personnes.

La seconde guerre mondiale mettra un terme à ce bel élan populaire. C'est en partie pour renouer avec ces années glorieuses qu'a été fondée, en 1983, la Fédération internationale de polo (FIP), installée dans une des rues chic de Beverly Hills (Californie).

Et, depuis quinze ans, les quarante pays représentés à la FIP tentent de forcer les portes de l'alympisme.

histoire de forcer, un jour, la porte des Jeux.

l'olympisme. Lors des Jeux olympiques de Nagano (Japon), en février, ils ont obtenu une première victoire lorsque le Comité International olympique (CIO) a enfin reconnu les statuts de leur fédération équestre, première étape indispensable avant de pouvoir déposer une candidature officielle aux JO. « Cette première reconnaissance est le résultat d'un travail intense, a récemment souligné Glen Holden, l'actuel président de la FIP, dans les colonnes du Florida Horseman Magazine. Elle nous pousse à améliorer la qualité de nos compétitions internatio-

« Depuis 1986, insiste-t-il, l'année où notre fédération a décidé d'organiser des championnats du monde, qui ont lieu maintenant tous les trois ans, un grand nombre de pays généralement absents des terrains de polo se sont alors intéressés au polo. » A terme, Glen Holden souhaiterait voir le polo devenir discipline olympique aux Jeux olympiques de 2008 ou 2012. Reste à savoir si les membres du CIO sont disposés à accueillir ce sport au caractère encore élitiste dans la grande famille de l'olympique.

Et les spectateurs si snobs du Polo Club de Palm Beach sont-ils disposés à quitter leurs loges, leurs décors de palmiers et de jolis petits lacs artificiels, leurs étonnantes collection de couvrechefs du dimanche pour rejoindre les gradins bruyants des stades olympiques, eux qui supportent déjà la fumée grasse des barbecues de leurs vis-à-vis anonymes. Sont-ils enclin à se passer du service gracieux de leurs serveuses? Sont-ils prêts, enfin, à troquer leur flûte à champagne contre un gobelet de Coca-Cola?

Paul Miquel

# Nicolas Roldan, l'enfant prodige d'Escue

WEST PALM BEACH de notre envoyé spécial

Memo Gracida est au polo ce que Julio Iglesias est à la chanson d'amour : une valeur sûre. D'ailleurs, les deux hommes se ressemblent. A

PORTRAIT.

Avec lui, le polo tient son Tiger Woods, son Jacques Villeneuve, sa Martina Hingis, pour tout dire, son prodige.

quarante et un ans, avec ses cheveux de braise, son regard mélancolique de latin lover et ses tempes grisonnantes, Memo Gracida brise les cœurs de ses adversaires depuis plus de vingt ans. Fort d'un handicap de dix buts — ce qui le place dans le cercle très fermé des douze meilleurs joueurs du monde —, ce Mexicain de l'équipe professionnelle Isla Carroll est l'un des cavaliers les plus capés du circuit international. Et son palmarès sportif est aussi épais que l'annuaire téléphonique de Paris (deux volumes). A la veille de la finale de l'US Open, Memo Gracida pensait donc ajouter une ligne supplémentaire à sa longue liste de victoires, d'autant qu'il en a déjà remporté

quinze dont six consécutives.

Pourtant, à l'issue de sa vingt-deuxième finale, il a dû se rendre à l'évidence. Pour la pre-

mière fois de la saison, son invincible armada d'Isla Carroll a été battue (13-10) par Escue. Une formation prometteuse - dirigée par l'homme d'affaires pakistanais Shimmy Quereshy -, qui compte dans ses rangs deux champions argentins, les frères Pité et Sebastian Merios. « Nous avons été menés et ballottés du début à la fin, a commenté Memo Gracida lors de la remise des prix. Nous savions que les frères Merlos seraient de sérieux adversaires mais nous comptions profiter de la présence d'un très jeune joueur dans leurs rangs pour les contrer. Nous nous sommes trompés : ce garçonlà est un phénomène. A quinze ans, il présente toutes les qualités d'un joueur expérimenté. Dans quelques années, il sera tout simplement invincible. \*

Ce jeune joueur américain s'appelle Nicolas Roldan. Les plus fins spécialistes du jeu se sont rendus à l'avis de Memo Gracida: il est génial. Difficile, en effet, de ne pas être impressionné par cet adolescent à la carrure fragile – 1,72 m pour 54 kilos – qui se transforme en diablotin du maillet un fois hissé sur sa monture. Sur le terrain, ce lycéen donne le sentiment de n'avoir rien à perdre. « Au début du match, j'avais peur de le heurter, a expliqué John Goodman, arrière et propriétaire de l'équipe d'Isla Carroll. Puis, vu son niveau et sa rapidité d'exécution, j'ai compris qu'il n'y avait aucune

raison de lui accorder des faveurs. C'était déjà trop tard. » A la fin du match, qui avait pris pour Memo Gracida des allures de passage de témoin officiel, le jeune Nicolas semblait perdu dans ses pensées, ivre d'un bonheur inattendu. « C'est la première fois que je jouais à un tel niveau et j'ai gagné. Je n'arrive pas à y croire. C'est un rêve », a-t-il hurlé à ses amis venus le féliciter dans une joviale effusion de joie. Loin du tumulte, un homme d'âge mûr regardait la scène avec un grand sourire accroché aux lèvres. Son père, Raul Roldan : « Le bonheur de mon garçon est mérité, je suis fier de lui. Malgré son âge et ses impératifs scolaires, il a énormément travaillé pour arriver à ce niveau. C'est une belle récompense. »

Gaucher naturel, Nicolas Roldan peut ainsi diriger son cheval avec alsance et mieux se concentrer sur ses tirs puisque le maillet doit être obligatoirement tenu de la main droite. Mais cet argument technique n'explique pas son génie brut. Il a quelque chose d'autre, quelque chose de plus qui se cache sans doute derrière l'ingénuité de son sourire, la candeur de son regard ou la franchise de ses propos, quelque chose qui échape aux adultes : la passion du jeu peut-être. Mais une chose est sûre avec lui, le polo tient son Tiger Woods, son Jacques Villeneuve, sa Martina Hingis, pour tout dire, son prodige.

P. M.

## Le plus vieux sport d'équipe du monde

 L'histoire : la première mention d'un jeu équestre ressemblant au polo est recensée dans les écrits d'Alexandre le Grand. Mais, selon certains historiens, son origine est plus asiatique qu'héllène. Le mot « polo » serait dérivé du terme tibétain « pulu » qui désignait la corde utilisée, dans un jeu ancestral, par des cavaliers pour lancer une balle. Il a fallu attendre la fin du XVIIII siècle et l'essor de l'empire britannique pour que ce sport soit importé en Europe. • Le jeu : deux équipes, composées de quatre joueurs (un arrière, deux milieux et un attaquant), s'affrontent pour marquer le plus grand nombre de buts possibles.

Une partie se déroule en six « chukkers » (périodes de jeu) de sept minutes chacune avec une mi-temps de dix minutes. A chaque point marqué, les buts (non gardés) changent de côté.

• Le terrain : le polo se joue sur une ère gazonnée dont la surface est équivalente à celle de quatre stades de football.
• Les joueurs : les cavaliers sont

équipés d'un casque et d'un maillet (généralement en bambou) qu'ils doivent obligatoirement tenir de la main droite pour frapper une petite balle en plastique. Contrairement au croquet, la balle doit être touchée avec le flanc du maillet et non avec son extrémité.

• La hiérarchie : le niveau des joueurs est calculé suivant un barème de handicaps croissant allant de - 2 à 10 buts. Les meilleurs joueurs présentent un handicap de 10 buts mais ils ne sont qu'une douzaine dans le monde. La valeur d'une équipe est calculée de la même manière, en additionnant les handicaps des quatre joueurs. C'est à partir d'un handicap de 19 ou 20 buts, qu'une équipe est apte à participer à des compétitions internationales. Dans certains pays, ce chiffre est revu à la baisse. • Les bastions : l'Argentine, le Brésil, l'Angleterre, l'Australie, les Etats-Unis, le Mexique, le Costa Rica, l'Inde et la Suisse rassemblent la plupart des joueurs et des amateurs de polo.

LES PUBLICATIONS
DU Monde

Un ancien numéro

vous manque?

(Commande et envoi à domicile)

3615 LEMONDE

# Le Racing club de Lens accumule les victoires en championnat

LE RACING club de Lens a signé, vendredi 17 avril, à Cannes (2-0) sa sixième victoire consécutive en championnat, tandis que son dauphin, le FC Metz a emporté contre Nantes (3-2) un précieux succès en vue d'une qualification pour la Ligue des champions 1998-1999, à l'issue de deux matches avancés de la 32º journée de première division. La victoire lensoise (la vingtième de la saison) a été acquise en fin de rencontre, grâce à Tony Vairelles (81°) et Wagneau Eloi (85°). Les joueurs de Daniel Leclercq ont ainsi inscrit treize buts lors de leurs six derniers matches sans en encaisser un seul. En revanche, pour s'imposer face à Nantes, sur leur pelouse du stade Saint-Symphorien, les Messins de Joël Müller ont dû batailler ferme. Christophe Le Roux (20°) a ouvert le score pour les Bretons avant que Vladan Lukic ne lui réplique (27°). Jocelyn Gourvennec redonnait l'avantage aux Nantais (50°) mais Bruno Rodriguez égalisait aussitôt (51°) et c'est Frédéric Meyrieux qui offrait la victoire au FC Metz (75°). Les autres matches de cette 32 journée devaient se jouer samedi 18 avril.

DÉPÊCHES

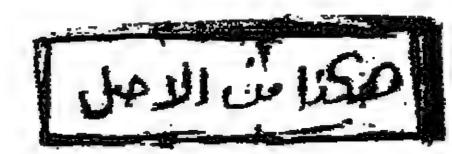
■ La réservation des 110 000 billets à l'unité encore disponibles pour les matches de la première phase et des huitièmes de finale de la Coupe du monde 1998 par le Comité français d'organisation (CFO) sera ouverte mercredi 22 avril à partir de 8 heures. Les numéros de téléphone sont les suivants: 33 1 49 87 53 54 pour les appels en provenance des pays de l'Espace économique européen (hors France), 0 803 00 1998 pour les appels en provenance de la France . métropolitaine, 01 49 87 53 54 pour les appels en provenance de la France d'outremer. Les lignes seront ouvertes de 8 heures à 20 heures jusqu'au jeudi 30 avril, puis de 9 heures à 20 heures à partir du samedi 2 mai, jusqu'à ce que tous les billets soient vendus. Tous les publics des dix-huit pays de l'Espace économique européen (quinze pays de l'Union européenne plus la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein) sont concernés avec quatre billets au maximum par match et par personne, dans une limite globale de seize billets au total par personne. Le règlement pourra être effectué par carte bancaire ou, à défaut, par chèque certifié de banque.

L'Inter Milan n'en finit pas de s'approvisionner sur le marché français. Après Youri Djorkaeff et Benoît Cauet, le club italien comptera dans son effectif, la saison prochaine, deux autres footballeurs français. Si le premier, le jeune gardien de buts cannois Sébastien Frey, 18 ans, s'est mis d'accord avec l'Inter depuis plusieurs mois déjà, le transfert du second, le défenseur rennais Mickaël Silvestre, 21 ans, devrait bientôt être rendu public.

en CFA2 (amateurs), a été exclu pour deux ans de la Coupe de France, vendredi 17 avril. Ce club d'un quartier de Marseille avait édifié une tribune sans autorisation et vendu trop de billets, lors du 7<sup>e</sup> tour de la Coupe de France, le 29 novembre 1997.

de la Ligue nationale (LNF) a confirmé, vendredi 17 avril, que les championnats de France de première et deuxième division 1998-1999 débuteront le vendredi 7 août 1998 et s'achèveront le 29 mai 1999. La trêve hivernale interviendra le 20 décembre 1998 et la reprise le 9 janvier 1999 avec les 16° de finale de la Coupe de la Ligue.

Les autorités boursières italiennes ont donné, vendredi 17 avril, leur feu vert au processus d'introduction en Bourse du club de la Lazio de Rome. Le groupe agroalimentaire Cirio, qui contrôle la Lazio à 89,98 %, a indiqué avoir l'intention d'introduire sur le marché jusqu'à 43 % du capital de l'équipe. Le cours d'émission des 12,5 millions d'actions n'a pas encore été fixé.



- pulle general

. . \_1.34

. 4 7

1.00

20,790.00

. . . . . . . . . . . .

10 m 10 m

 $\sqrt{\tau_{ij}(x_i)}$ 

J--- 5-

...

3 750

. <u>143-</u>7

77. v 146

. . . . . .

J 17 74

 $\mathcal{T}_{\mathcal{T}} = -\sqrt{2\pi}$ 

ا آهو ها.

بيروالمونات

. . . 4

IS CELECOLOR

# A chaque génération son scooter

#### Le design des héritiers de la légendaire Vespa est de plus en plus tribal

« LA LAIDEUR se vend mal. » Cette célèbre confidence du designer américain Raymond Loewy s'applique aussi à l'univers du scooter, où l'art de la carrosserie s'exerce avec autant d'ardeur que pour l'auto. Rassuré par la fiabilité et les performances - qui ne suffisent plus à se démarquer de la concurrence -, l'acheteur fixe toute son attention sur l'esthétique, premier critère de choix, si le beau s'avère aussi fonctionnel. Le visuel emprunte ainsi aux références culturelles de chaque tranche d'âge. De l'engin mutant, inspiré de la science-fiction, de l'aviation et des jeux vidéo, à la moto « hypersport », en passant par le cabriolet ou la berline sur deux roues, le scooter se choisit désormais comme un prolongement de soimeme.

C'est à l'attention des adolescents que la métamorphose du look Vespa a été la plus impressionnante. Que ce soit le Peugeot Speedfight aux yeux de lion ou le Piaggio NRG à la face d'insecte, ces engins plus agressifs se sont forgés une personnalité en empruntant les formes anthropomorphiques et sans lignes droites du monde animal. De même, les mini-répliques des motos sportives attisent les fantasmes des motards en herbe en reprenant tous les signaux de technicité des grosses cylindrées pour flatter les pilotes de petits cubes.

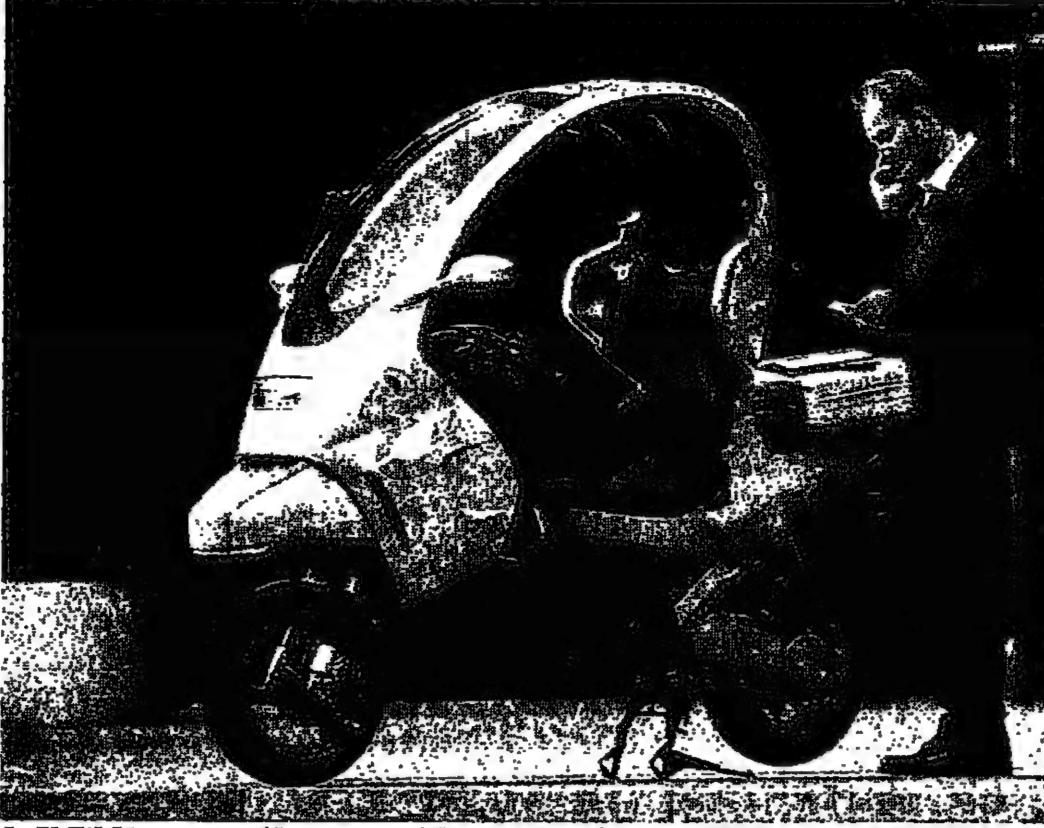
Ainsi, le X8R - prononcer da, hérite d'un bras oscillant calqué sur celui de la 750 VFR. L'Aerox de Yamaha s'appuie sur les codes génétiques de la 1000 YZF, du bulbe caréné à la selle monoplace sur la-

quelle il est facile de se prendre pour un pilote. Tout comme sur l'Aprilia SR Racing, ou les engins plus insolites d'Italjet comme le Formula, Ferrari du scooter à suspension monobras, et le Dragster au cadre à treillis tubulaire facon Ducati 916.

Toujours en vogue, le scooter tout-terrain des tribus « grunge » continue de surfer sur la vague des sports de glisse et des tendances « Quicksilver ». Cette génération grandissant, les cylindrées et les volumes évoluent avec eux. Mi-scooter, mi-moto, le Runner de Gilera est sculpté de muscles saillants pour que les grands gabarits puissent faire corps avec leur machine. A l'inverse, plus rationnelles et romantiques, les jeunes filles préfèrent de loin la douceur des formes elliptiques et bio-design aux coloris « Dolce Vita ». Tout en rondeur, le Neo's de Yamaha, dédié aux femmes, a recu les deux phares ovales de la Mercedes Class E. « Pour faire oublier le risque, nous nous sommes inspirés des Twingo et Ford Ka en ramenant des signaux d'un univers connu », explique Eric de Seyne, de Yamaha.

#### UNE AUTO SUR DELIX ROUES »

Pour les clients plus matures, le scooter prend des allures plus cossues. « C'est un produit tellement sérieux qu'on pourrait presque l'assimiler à une auto sur deux roues ». renchérit Sébastien Stassin. Cette « deuxième voiture » n'a certes plus rien à voir avec le scooter d'aprèsguerre, qu'on se payait faute de pouvoir s'offrir une auto, alors qu'aujourd'hui, on l'adopte pour ne plus souffrir dans son auto. Les designers ont donc balayé ces



Le BMW C1, surnommé la « motomobile », sera lancé en mars 2000, au prix de 35 000 francs.

concepts tous azimuts. Le dernier Hexagon, best-seller et élégante berline de Piaggio, équipé d'une prise pour téléphone portable dans son coffre capitonné, recoit des feux arrière séparés et une double optique intégrée dans une rampe transparente digne d'une Citroën SM pour afficher sa technologie, comme la nouvelle Golf. Sur le voluptueux 125 Majesty de Yamaha, aux altures de cabriolet, les phares sont écartés et remontés pour assurer, sur la route, un respect digne d'une grosse cylindrée. De même, Peugeot reprend l'esprit des mono-

volumes pour son Elyséo. A ceux qui recherchent le luxe suprême pour affronter l'allongement des trajets interurbains par voie rapide, les constructeurs proposent des scooters « anabolisés » de 250 cm³ destinés aux détenteurs d'un permis moto. Roulant sur les

traces du lunaire et précurseur Spazzio de Honda, le 250 Yamaha Majesty commence même à faire de l'ombre aux BMW carénées chères aux motards en col blanc. Carrossé comme une moto de grand tourisme pour rouler sans froisser son costume, ce long courrier « pullman » est nanti d'une selle conçue avec des médecins. D'autres « vaisseaux » sont nés dans son sillage : le 250 Honda Forseight sera talonné dès cet été par le 250 Suzuki. Au Japon, chez Honda, on parle même d'un 400 cm<sup>3</sup>.

Fini le rétro et le bio design? « Comme Porsche avec sa 911, on a fait évoluer la Vespa en gardant le patrimoine », explique Sébastien Stassin, responsable du bureau de style de Piaggio. « Ces exercices risquent de vieillir dès l'an 2000. On a fait le résumé du siècle pour mieux l'oublier et entamer le prochain mil-

lénaire. » Ce tournant, BMW l'a déjà amorcé avec le C1, auto monoplace de 125 cm³, produite avec Bertone, qui sera lancée en mars 2000 (35 000 F). Surnommé ≪ motomobile » ou « auto-scooter » et concu autour d'une coque synthétique à essuie-glace, le C1 comprend un siège ergonomique chauffant paré de ceintures de sécurité, des poignées chauffantes, un système de navigation, un support de téléphonie mobile et l'ABS en option. Tout a été pensé pour offrir une sécurité similaire à celle des petites autos, crash-tests à l'appui, grâce à sa cellule composée d'arceaux, de protections latérales et d'Airbag. Si la législation francaise l'autorise, comme en Alle-

magne, on pourra même rouler

sans casque.

Florence Serpette

#### DÉPÊCHES

SÉCURITÉ. Laser, mouvement de liaison des associations de sécurité routière, a ouvert les inscriptions (gratuites) pour le Tour de France des jeunes conducteurs, compétition « basée sur d'autres critères que la vitesse », qui se déroulera comme chaque année pendant les vacances de la Toussaint. S'adresser au mouvement Laser (78, avenue des Champs-Elysées, 75008 Paris).

WOLKSWAGEN. La Polo est proposée en série limitée Carat avec sellerie cuir, climatisation, rétroviseurs électriques dégivrants. ABS et projecteurs antibrouillard. Prix: à partir de 99 900 francs (en trois portes) et 102 900 (cinq portes).

PEUGEOT. Le cabriolet 306, produit à 50 000 exemplaires depuis 1994, entame la saison estivale avec des tarifs en baisse de 4 300 à 10 000 francs. Le modèle 1,6 litre est désormais proposé à partir de 129 500 francs, et le prix de la version 2 litres est ramené à 169 500 francs.

ASSOCIATION. Philippe de Flers vient d'être élu à la présidence de l'Automobile Club de France (ACF), le plus ancien club automobile du monde. Constitué en 1895, l'ACF fut à l'origine de la création, en 1898, du premier Salon de l'automobile de Paris.

LIVRE. La Citroen DS de mon père (1955-1967), paru aux éditions ETAI (120 pages, 175 francs), retrace les douze premières années de carrière de la « belle de Javel ». Cet ouvrage présente la DS dans ses diverses versions, en voiture officielle du gaullisme triomphant, en cabriolet Chapron ou plus modestement en break.

**BOCCASION.** Peugeot, I'une des premières marques automobiles à avoir ouvert un site Web en France, a lancé, début avril, un nouveau site Internet destiné « à la mise en relațion des clients à la recherche de véhicules d'occasion ». Dix-neuf points de vente sont opérationnels avec, dans un premier temps, 1 650 véhicules de toutes marques disponibles (www.occasions-du-lion.com).

#### Vers plus de féminité et d'intelligence

Tous les constructeurs de scooters travaillent à la fonctionnalité du détail : récupération de la capacité calorifique du moteur pour réchauffer pieds et mains ou béquillage automatique sont déjà à l'étude. Tout comme l'orientation hybride à trois roues chez Piaggio, qui s'apprête à réinterpréter la Messerschmitt du film Brazil pour séduire les femmes et les mères de fa-

mille avides de stabilité. Côté ligne, l'engin passepartout risque fort de suivre la tendance « Edge design » des voitures concepts aux rondeurs entrecoupées de lignes tendues. « On peut s'attendre à une diversification des images et des références moins habituelles comme la BD et la science-fiction », subodore le responsable du design de la firme Piaggio, Sébastien Stassin. « D'ici peu. on va voir des choses encore plus sympathiques, plus féminines et un peu plus intelligentes. On n'a nas fini de découvrir cet engin. »

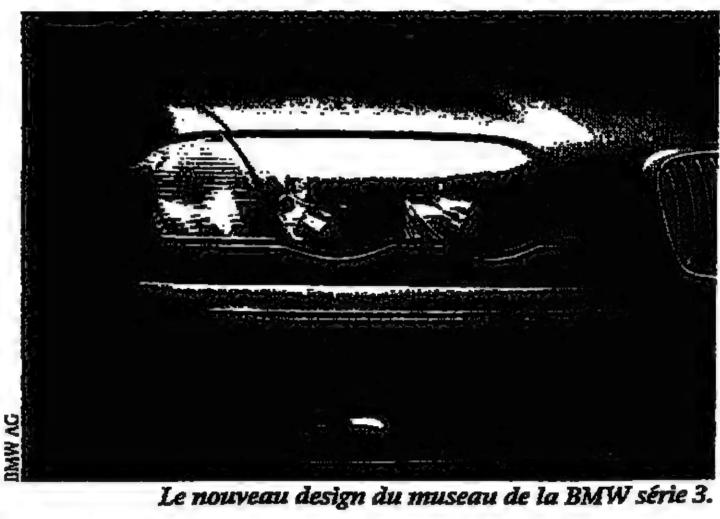
Le message subliminal de la BMW série 3 aux cadres dynamiques CES DERNIÈRES années, BMW, l'énergique et ambitieux constructeur bavarois, s'était appliqué à donner des gages de pondération. Toujours aussi brillantes, ses limousines ne se vantaient plus guère d'inciter à une conduite allègre. voire sportive. Style plus rond, ambiance à bord très sélect, publicités vantant le silence de fonctionnement ou la rassurante présence de coussins de protection gonflables. Fait révélateur, les gros moteurs n'étaient plus autant demandés. La cinquième génération de la BMW série 3 (dénomination née en 1975) se pique de nouveau au jeu de

l'invitation au pilotage mais se présente sous des apparences trompeuses. Un peu sainte-nitouche, elle joue les vertueuses pour mieux mettre en valeur un tempérament qu'elle a généreux. Les seules retouches sérieuses ap-

portées au design de la série 3 (le museau et la poupe) s'inspirent des lignes sereines de la série 5. Ses moteurs essence (1,8 litre, 2 litres, 2,3 litres et 2,8 litres) sont simplement moins gourmands, moins polluants et un peu plus vifs à bas régime, alors que la nouvelle

motorisation diesel (2 litres, injection directe) n'est pas au zénith de sa catégorie. La nouvelle BMW offre surtout une pléiade d'équipements électroniques de sécurité. Outre un système ABS et un antipatinage, on dispose également de deux répartiteurs de freinage; l'un agit selon la charge et l'autre agit en virage, pour maintenir l'adhérence. Pas moins de six Airbag sont compris dans l'équipement standard (dont deux spécialement prévus pour protéger la tête) et l'on peut en ajouter deux autres pour les passagers arrière. On peut installer (en option) le « contrôle dynamique de stabilité », présent sur les hauts ? de gamme allemands et capable de ≩ « rattraper » la voiture dans une courbe mal négociée en agissant sur le régime moteur et les freins.

Ces raffinements technologiques doivent être interprétés comme un message codé, voire subliminal à l'adresse des cadres dynamiques : si l'on a tellement soigné la tenue de route, c'est précisément parce que l'on peut demander beaucoup à cette voiture. En clair, il faut inverser la proposition telle qu'elle est habituellement formulée: l'animal



est maîtrisé mais, rassurez-vous, il est fougueux. Comme sur les autres BMW, la course de la pédale d'accélérateur est volontairement réduite pour être plus facilement sollicitée...

IMMOBILISME ESTHÉTIQUE

Sur route, les effets de ce coûteux étalage sécuritaire - prix à payer pour pouvoir mettre en valeur une voiture un tant soit peu « musclée » - sont tout à fait perceptibles. Ainsi, dans un virage négocié à vive allure, on sent nettement le répartiteur soulager la roue intérieure, laissant une marge supplémentaire pour bien réajuster la trajectoire. Ce dispositif agit comme un signal d'alarme et peut être salutaire dans une situation d'urgence, insiste BMW, qui assure que sa clientèle est consciente qu'il ne s'agit pas d'un encouragement à prendre des risques.

« Aujourd'hui, il est difficile de parler crument de plaisir de conduire. Il faut simultanément parler sécurité », constatent les responsables de BMW-France, qui admettent que leur subtil changement de discours vise aussi à redonner du tranchant à la série 3. Sur cette voie qu'elle a ouverte en 1966 avec la 1600 ti, BMW n'est plus seule. Ses plus redoutables adversaires sont les Audi A3 et A4, mais l'Alfa-Roméo 156, la version T4 de la Volvo V40 ou la Peugeot 406 sont aussi des concurrentes sérieuses sur le segment des berlines moyennes-supérieures, un marché où les modèles puissants sont de plus en plus appréciés (Le Monde daté 30 novembre-1º décembre).

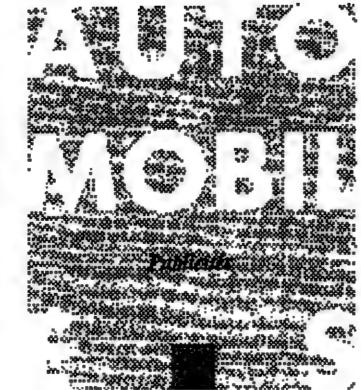
Pour le reste, cette voiture est fidèle aux traits caractéristiques de la maison BMW. Agilité des trains roulants, brio des motorisations, y

compris en 1,8 litre (le petit 1,6 litre ne sera disponible que dans quelques mois), insonorisation parfaite, habitacle très chic mais aussi habitabilité toujours comptée à l'arrière et coffre assez étriqué. Bien dans la tradition, la série 3 l'est sans doute un peu trop si l'on considère son design, qui fait d'elle une sorte de petite série 5. A force de répéter une formule à succès, BMW verse dans un immobilisme esthétique qui va finir par devenir préjudiciable. A Munich, il serait temps de faire preuve d'un peu plus d'audace.

 « Voiture d'ingénieur » par excellence, la série 3 propose heureusement quelques innovations fort pratiques. Le « key memory » permet ainsi de mémoriser des réglages individualisés (climatisation, position du slège conducteur lorsque celui-ci est réglable électriquement) dès que l'on actionne la télécommande d'ouverture des portes. Quatre clés différentes correspondant à autant d'utilisateurs peuvent être livrées. Autre raffinement : le circuit « follow me home », destiné à « augmenter la sécurité sur les parkings mal ou pas éclairés ». Une simple pression sur la commande d'appel de phares permet, une fois descendu de voiture, d'enclencher les projecteurs et l'éclairage intérieur de la voiture pour deux minutes environ.

#### Jean-Michel Normand

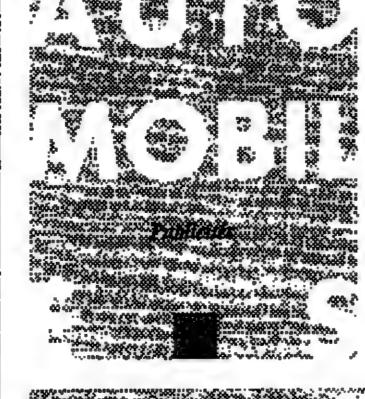
\* BMW série 3, disponible en cinq motorisations (1,8 litre, 2 litres, 2,3 litres, 2,8 litres et 2 litres diesel) de 159 900 francs (318i, 9 chevaux fiscaux) à 260 000 francs (328i, 14 chevaux fiscaux).



Vente de véhicules récents Faibles kilométrages Millésime 97/98 Garantie 1 an ou 12 000 km Possibilité d'essai ou financement intéressant AVIS CENTRE OCCASIONS

5, rue Bixio - 75007 PARIS 01.44.18.10.65 Port. 06.08.61.40.14

CAVA B Rive Gauch Vous propose en Location Eongue Durée 9-5 PACK 2.0L Turbo **BVA** 7cv pour 2,28 F TTC/Km. Loyer de 3 767 F TTC sur 48 mois 80.000 Km Sous réserve d'acceptation de notes partenaire financies 76bis, Avenue de Suffren PARIS 15è



**Pascal Bonnet** Ø 01 47 83 45 22

# Plus de 120 000 abonnés au Monde

# pourquoi pas vous?

Essayez l'abonnement au Monde!

Vous économisez jusqu'à 360°.

· Vous recevez Le Monde tous les jours, dans votre boîte aux lettres

 Vous ne manquez aucun numero, aucun article

 Vous recevez tous les suppléments chez vous

 Vous pouvez faire suivre votre journal sur le lieu de vos vacances

entout ancomagnent d'une durge d'un

Out, le souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante : □ 1 AN-1980F □ 3 MOIS-562F

au lieu de 585 F\* au lieu de 2340F " Prix de vente au numéro - (l'arif en France métropolitaine uniquement) je joins mon règlement, soit :\_ ₽ 801 MC 002

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde D par carte bancaire Nº Date de validité Signature:

☐ M. ☐ Mme Nom: Prénom:

Code postal: | | | | | Pays:

USA-CANADA Autres pays de l'Union Beigique Pays-Bes -La Morde-REPS-CODETES in protected daily for \$ 882 per Susse Susse 2190F 1 AN 598 F 3 mors

Offre valable jusqu'au 31/12/98. Pour tout autre renseignement concernant: le portage à domicie, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers. Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 18 heures du lundi au vendredi

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, acrvice Abonnemonts-24, avenue du Général-Leclerc - 80646 Chamilly Cedex

## Nouvelles pluies au nord-ouest

LE SYSTÈME dépressionnaire qui a donné beaucoup de pluie vendredi s'éloigne vers l'Europe centrale. Mais l'accalmie est très temporaire à l'arrière, une autre perturbation abordant la Bretagne dans la nuit de samedi à dimanche. Une nouvelle offensive de la pluie est donc attendue dimanche sur les régions du Nord-Ouest. Un timide anticyclone commence à se développer en Méditerranée ; il offrira une belle journée dans le Midl.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Il pieuvra une bonne partie de la matinée. Des éclaircies reviendront dès la fin de matinée sur l'ouest de la Bretagne. Il fera de 11 à 14 degrés.

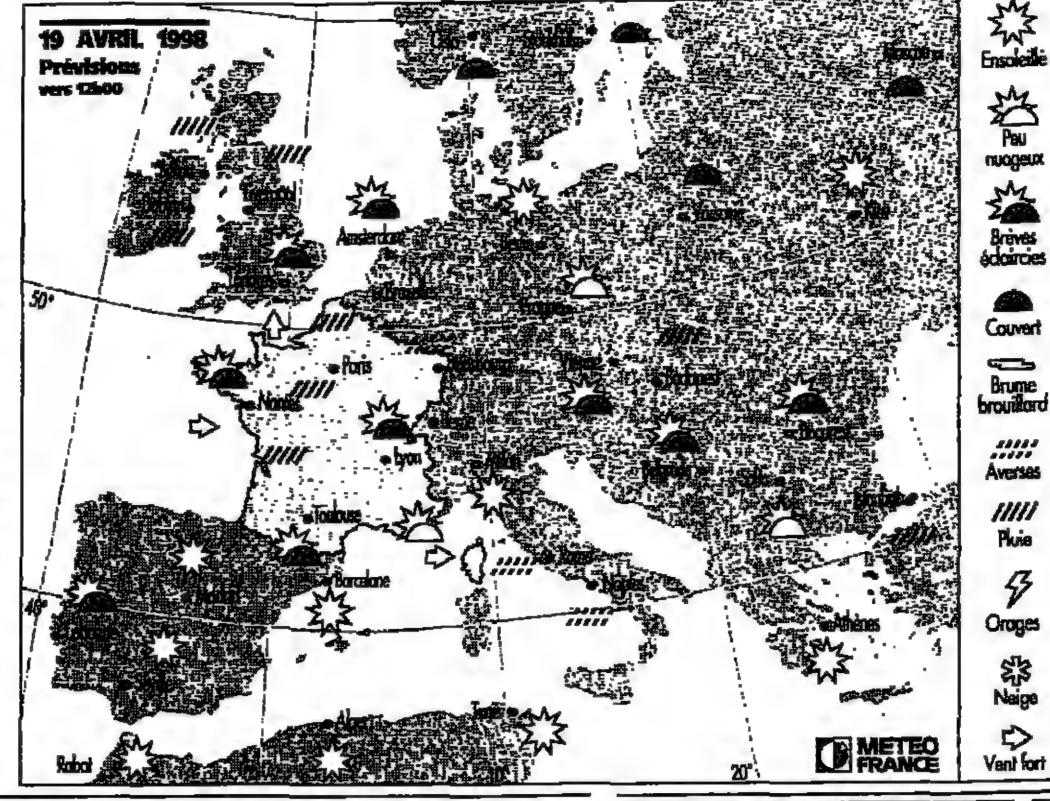
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Après une matinée clémente, de nouvelles pluies arriveront de l'ouest et gagneront progressivement l'ensemble des régions. Il fera de 10 à 14 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Le termos sera plus clément que ces derchirer partiellement la couche nuageuse. Cette amélioration sera pius tardive de l'Alsace à la Franche-Comté, où des averses sont encore attendues le matin, 11 fera de 9 à 12 de-

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – La journée sera plus agréable que les précédentes près des Pyrénées. En revanche, il commencera à pleuvoir dès le matin en Poitou-Charentes puis dans le Bordelais l'après-midi. Il fera de 12 à 18 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhone-Alpes. – Les éclaircies matinales ne dureront pas en Limousin. Des pluies sont prévues l'après-midi. Ailleurs, le soleil résistera tant bien que mal. Des averses de neige toucheront encore les Alpes du Nord, Il fera de 12 à 16 de-

Languedoc-Roussillon, Provence-Albes-Côte d'Azur, Corse. -Ce sera une belle journée autour de la Méditerranée. Le vent se calmant rapidement, on pourra profiter du soleil toute la journée malgré quelques passages nuageux. Il fera de 16 à 19 de-



#### LE CARNET DU VOYAGEUR

property of the second

... 25 A 4

ъ - - - - G Ф т

MAOM. La compagnie AOM a décidé de se joindre à Swissair, Sabena, Tap Air Portugal, Austrian Airlines et Turkish Airlines pour créer une « Alliance Européenne » baptisée « Qualiflyer » dont le réseau englobe 294 destinations réparties dans 125 pays. Parmi les avantages qui en découleront pour les passagers : des salons VIP communs ainsi que des programmes de fidélisation coordonnés.

ECIRCULATION. Pour les retours de vacances de Pâques, Bison Fûté a classé orange en liede-France la journée du dimanche 19 avril. Il est conseillé de rentrer vers les agglomérations avant 16-17 heures. En province, la journée est classé verte. E ROME. La chaîne Marriott International va intégrer en 1999 le Grand Hotel Flora (155 chambres) sur la via Venetto. Il sera rénové

PRATIQUE

# Secret des origines: comment chercher à connaître sa filiation

★ JE REGRETTE de vous voir : je pensais que votre adoption avait été une réussite. » Véronique est interloquée par cet accueil reçu à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales (Ddass). Adoptée à quatre mois, il y a vingt ans, « très bien adoptée, précise-t-elle, et le sachant depuis toujours », la jeune femme n'était pas venue demander à consulter son dossier d'ancienne pupille de l'Etat dans l'idée de « changer de famille ». mais mue par le besoin d'en savoir plus sur son histoire.

Vivant le secret qui entoure leurs débuts dans l'existence comme une « douloureuse et injuste amputation » de leur identité, de nombreux adultes se livrent à une quête semblable. Avec quel bonheur? Tout dépend des circonstances de leur naissance et de leur abandon.

Quand l'Etat ou une œuvre prend en charge un enfant, l'administration en garde la trace : il existe donc, dans ses services, un dossier ouvert à son nom. Et selon la loi du 17 juillet 1978 sur l'accès aux documents administratifs (lettre, cassette audio ou vidéo, etc.: peu importe leur

forme matérielle), les administrés ont la liberté d'en demander la communication. Ce droit peut s'exercer quelle que soit la situation juridique de l'enfant (adopté ou non), avec l'accord de ses parents adoptifs ou de son tuteur s'il est mineur.

Plus ou moins bien tenus, notamment par les œuvres privées - assujetties à la loi car chargées d'une mission de service public -, ces dossiers, souvent constitués avant l'existence du texte de 1978, ne sont pas toujours très riches en informations. En outre et pour la même raison, peuvent y figurer des jugements de valeur sur les mères (nourrices, grands-parents, etc.) qui n'auraient jamais été portés sur des documents réputés communicables. Or les pièces où il y a de telles mentions dites « nominatives » ne peuvent être consultées dans leur intégralité que par la personne concernée (ou son mandataire). Elles seront occultées lorsque les documents sont communiqués aux

enfants. En dépit de ces réserves, « les dossiers administratifs sont la première voie à explorer par les

personnes qui cherchent à connaître leur filiation d'origine, qu'ils aient ou pas été ensuite adoptés », déclare Pierre Verdier, ancien directeur de la Ddass de Moselle. Juridiquement, cette filiation bien sûr n'existe plus co). pour les enfants avant bénéficié d'une adoption plénière : l'acte de naissance initial est considéré comme nul et les mairies ne sont plus autorisées à en délivrer copie. Mais il peut être consulté « dans le dossier d'Aide sociale à

Accès au dossier

Les personnes qui souhaitent

voient opposer un refus doivent

administratifs (64, rue de Varenne,

75007 Paris. Tel.: 01-42-75-79-99).

Les administrations perplexes sur

leurs obligations en matière de

penvent aussi interroger la Cada.

consultatif. Même favorable à une

libre de ne pas le suivre. Si cela se

communication de documents

consulter lenr dossier et se

s'adresser, avant tout recours

contentieux, à la Commission

d'accès aux documents

Cada est

l'enfance, ou bien sur les registres d'état civil, avec l'accord du procureur », précise le président de l'association Coordination des actions pour le droit à la connaissance des origines (Cad-

Sur cet acte de naissance intégral (mais pas sur un extrait), les références du jugement d'adoption sont indiquées: on sait donc à quel tribunal de grande instance s'adresser pour se le procurer, et l'enfant trouvera.

produit, on peut alors saisir le tribunal administratif. Plusieurs associations sont susceptibles d'aider les intéressés dans leurs recherches. La Cadco ne les regroupe pas toutes, mais peut en fournir la liste complète :

23, rue Camille-Desmoulins,

75011 Paris. Tél.: 01-47-64-56-67). • Lectures : Face au secret de ses origines, de P. Verdier et M. Duboc, Dunod, 1996, 216 p., 140 F. Journal du droit des jeunes (nº 174, avril 1998), où sont publiés les actes d'un colloque sur cette question, organisé en février au

Sénat (40 F par courrier: [D], 16,

passage Gatbois, 75012 Paris).

sur ce jugement, les noms et prénoms de ceux qui ont consenti à son adoption. Mais s'il n'y a pas de secret de

l'adoption, il peut, dans deux cas, en exister un, antérieur et indépendant d'elle. Ainsi une mère qui a souhaité conserver l'anonymat au moment de l'accouchement - accouchement dit « sous X » – a, en outre, la possibilité de demander expressément à préserver le secret de son identité; ce secret la concerne personnellement et ne s'étend pas au père de l'enfant, si tant est qu'il y ait trace de son exis-

tence dans le dossier. Par ailleurs, la mère ou les parents qui remettent un enfant âgé de moins d'un an à l'Aide sociale à l'enfance peuvent aussi, explicitement, requérir le secret de leur identité : un nouvel acte de naissance est alors établi pour l'enfant, sur lequel on ne conserve que ses prénoms ainsi que les lieu, date et heure réels de sa venue au monde, mais sans indiquer sa filiation.

Ces deux situations interdisent de révéler aux enfants l'identité de leurs parents biologiques. Mais ces derniers ont désormais

la latitude de revenir sur leur exigence de secret initiale, en le faisant savoir au service de l'ASE ou à l'œuvre à qui ils ont remis l'enfant. Celui-ci ne sera pas contacté (pas plus que son représentant légal, s'il est mineur); mais la lettre dans laquelle sa mère ou ses parents biologiques dévoilent leur identité est mise dans son dossier et elle lui sera communiquée s'il vient à le consulter.

A défaut de cette levée du secret, signale Pierre Verdier, les enfants dont l'accès aux origines est verrouillé peuvent essayer quelques autres pistes: consulter les cahiers d'entrées et d'accouchements de l'hôpital de leur lieu de naissance (de préférence par l'intermédiaire d'un médecin à qui on n'opposera pas le secret médical); demander à voir le double des registres de baptème (à l'évêché); ou encore, chercher à contacter les témoins de leur naissance (sages-femmes, mères ayant accouché à la même époque). Le résultat de ces démarches reste néanmoins fort aléatoire.

Caroline Helfter

1.7

### **MOTS CROISÉS**

PROBLÈME Nº 98094

\* SOS Jeux de mots: 3615 LEMONDE, tapez\_SOS (2,23 F/min).

requête, l'administration reste

ÉCHECS Nº 1788 **OPEN DE NEW YORK (1998)** 

# 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 IV VI VII VIII IX

HORIZONTALEMENT

**3** 

I. Surveille nos assiettes. - II. Qui ne peut rien laisser dans son assiette. III. Dénué d'intelligence. Parmi nous. IV. Le story-board sous la Coupole. -V. Terre de couleur. Marque de confiance. - VI. Belle comme une carrosserie ou usée comme une toile. Monnaie ancienne. - VII. En croupe. A éviter dans le bain. Doublée chez la belle. - VIII. Mäle dans un assemblage. Dans l'archipel polynésien. -IX. Vignoble. A peint, protégé par Colbert et Louis XIV. - X. Ne pensent qu'à ça. Brut avec Dubuffet. - XI. Rejetas en bloc. Excite et entretient.



VERTICALEMENT

1. Vide la Chambre ou évite à la Chambre de se vider. - 2 Sans boulot. Double la mise. - 3. Corps chimiques. Explorateur des temps modernes. -

12, rue M. Gunsbourg

94852 lvry cedex

4. Possessif. Mis au propre. - 5. N'est pas prêt à s'arrêter de fumer. A moitié rangée. - 6. Valent vingt points chacune. La première madame Jacob. -7. En l'asse. Colères dépassées, Point de départ. - 8. Bande publique. Personnel. Descendue à contresens. - 9. Histoire de règlements de comptes. Pas contestable. - 10. Au bout de la jetée. Passages calibrés. - 11. Apporte sa

Philippe Dupuis

1. Diminutions. - II. Examine. Léo. -III. Bot. De. Plot. - IV. Odalisque. - V. Rétif. Ur. Ay. - VI. DS. Bisaïeul. - VII. Précisera. - VIII. Méhari. El. - IX. Emoi. Eveils. - X. Nitre. Assis. - XI. Troènes. EEE

VERTICALEMENT

 Débordement. – 2. Ixodes. Emir. 3. Matat. Photo. - 4. Im. Libraire. - 5. Nidifier. En. - 6. Unes. Scie. - 7. Te. Quai. Vas. - 8. Puristes. - 9. Ollé. Ee. Ise. - 10. Néo. Aurelie. - 11. Sot-l'y-laisse.

Le Floride est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications nº 57 437. ISSN 0395-2037 Imprimene du Monde

ie Illande PUBLICITE

Président-directeur général : Dominique Aiduy Vice-président Gérard Morsox Directour général . Shiphane Corre 21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218

75226 PARIS CEDEX 05

Tél: 01-42-17-39-00 - Fax: 01-42-17-39-26

Noirs: D. Lugy (Etats-Unis). Gambit-D accepté.

Blancs: S.L. Putan (Arménie).

1.64	ď	13. Txf2	Fxf2
2 54	dec4	14. Cb-d2 (h)	Pa7
3.63(a)	66	15. C641 (I)	6-0
4. Fxq4	Cf6	16. <b>Cf</b> 6+II (1)	946
5. Cf3	¢5	17. éd6	Cd7 (k)
6. Dé2	a6 (b)	18. Dd211	Td8(I)
7.dx(5	FreS	19. DgS+	RF8
8. <del>64</del> (c)	Dç7 (d)	30. Ff4t	Dçá (m)
9. 651	Cg4	21. Td1)	Cuff (n)
C. O-OI (e)	Gr(2(f)	22. Txd8+	CÉS
1. <b>64</b> (g)	Cl3+	23. Cé5) aba	undos (o)
2. <b>Ri</b> ri	C12+		

NOTES

a) 3. Cf3 empêche la poussée 3..., 65, qui est maintenant jouable : si 4. dxé5, Dxd1+; 5. Rxd1, Fé6. b) Meilleur que 6..., ocd4 et que 6..., CC6.

c) 8. 0-0, Cc6; 9. é4, Cg4; 10. é5!, Cd4; 11. Cxd4, Dxd4; 12. Cd2!, Cxé5; 13. Cb3, Dxc4; 14. Dxé5!, avec avantage aux Blancs (Gelfand-Salov, Madrid, 1996). d) Si 8..., b5; 9. Fd3, Cc6 (ou 9...,

Cb-d7: 10.0-0, Fb7; 11. Cb-d2, 0-0; 12. é5, Cg4; 13. Cé4, Tc8; 14. Ff4, et les Blancs sont mieux ; Taimanov-Bazan, Buenos Aires, 1960); 10. Cb-d2, é5; 11.0-0, 0-0; 12. Cb3, Fb6; 13. Fé3, Cg4: 14. Tf-d1, Fxé3: 15. Dxé3, avec un léger avantage aux Blancs (Najdorf-Rosseto, Mar del Plata, 1961). e) 1. d4, Cf6; 2. c4, 66; 3. Cf3, d5; 4. Cc3, Cb-d7; 5. Dc2, dxc4; 6. é4, c5; 7. dxc5, Fxc5; 8. Fxc4, a6; 9. a4, Dc7;

10.0-0, Cg4; 11.h3, Cxt2; 12.Txf2, FxQ+; 13. DxQ, DxQ4; 14. Dg31 (Kasparov-Seirawan, Amsterdam, 1996). f) Les Blancs semblent en difficulté, mais cette apparence est trompeuse.

10... Cc6 est plus prudent; par exemple: 11. Ff4, f6; 12. Cb-d2, Cgxé5; 13. Cxé5, fxé5; 14. Fg3, 0-0; 15. Fd3, g6; 16. Ta-ç1, Fd4; 17. Cf3, Fg7, et les Noirs résistent bien (Milov-Hübner, champ. de Suisse, 1996.) g) Une idée nouvelle. 11. Cc3! est fort: 11..., Cé4+; 12. Rh1, Cxc3; 13. bxç3, Fé7; 14. Cg5!, Fxg5; 15. Fxg5, Cc6; 16. Dh5 (ou 16. Ta-dl!, 0-0; 17. Ff6!), h6; 17. Ta-d1, Tf8 18. Fh4, Fd7; 19. Td61, Cxé5; 20. Dxé5, Dxc4; 21. Tf-d1, Dh4; 22. Txd7, Tc8; 23. Txb7, abandon (Sokolov-Brenninkmeyer, champ. de Hollande, 1995).

h) Les Biancs ont perdu un pion et une qualité, mais ont l'initiative. i) Menace 16. Cd6+ j) Un sacrifice très dangereux qui

exige une défense précise. k) Une erreur qui coûte la partie. La seule défense, qui n'est pas évidente, est 17..., Td8!, empêchant la suite 18. Dd2 et menaçant 18..., Dxc4. D'où 18. Fd3 (ou peut-être 18. Fh6, Cd7 19. Fg7 suivi de Cg5-Dé41, Cd7; 19. Fxh7+, Rh8 (si 19..., Rxh7; 20. Dé4+); 20. Cg5, Cxf6; 21. Fb2. i) Si 18..., Dxç4?; 19. Dg5+ et 20. Dg7 mat. Si 18..., Cxf6?; 19. Dg5+. Si 18..., Rh8; 19. Dh6, Tg8; 20. Cg5, Cf8; 21. Ff4, Dd7; 22. Fd3, et la situation des Noirs est invivable.

m) Si 20..., Dxx4; 21 Fd6+, Ré8; 22. Dg8+, Cf8; 23. Dxf8 mat.

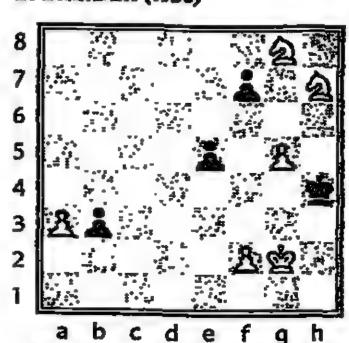
n) C'est fini. Si 21..., b5; 22. Dg7+, Ré8; 23. Txd7!, Dxd7 (ou 23..., Rxd7; 24. Cé5+ ou 23..., Txd7; 24. Dg8 mat); 24. Dg8 mat.

o) Si 23..., Dé4; 24. Txé8+, Rxé8; 25. Dg8+, Rd7; 26. Dxf7+, Rd6; 27. Cd3+, Rc6; 28. Dc7 mat.

SOLUTION DE L'ÉTUDE Nº 1787 L MITROFANOV (1969) (Blancs: Ré8, Cg8 et h8, Ph3. Noirs: Rf5, Pf4.)

1. Cé7+, Rg5 ; 2. Ch-g6!, f3 ; 3. h4+, Rh5; 4. Rf7!, f2; 5. Cd5!!, f1=D+; 6. Rg7 (menace 7. Cf6+, Dxf6; 8. Rxf6 avec gain), Rg4; 7. Cé3+ suivi de 8. Cxf1, et les Blancs gagnent I

**ÉTUDE Nº 1788 B. BREIDER (1936)** 



Blancs (6): Rg2, Cg8 et h7, Pa3, f2 et g5. Noirs (4): Rh4, Pb3, é5 et f7.

Les Blancs jouent et gagnent. Claude Lemoine

• 1 • • • • • -



PRINTEMPS DE BOURGES Sous une pluie diluvienne, le festival a connu, vendredi 17 avril, deux de ses plus grosses affluences de-

grâce à deux affiches thématiques. La première, consacrée à la chanson rock française, a vu le groupe Louise Attaque voler la vedette à puis le début de sa 22 édition, l'ancien chanteur de Téléphone,

Jean-Louis Aubert. AU STADIUM, 5 000 spectateurs ont accueilli deux figures historiques du reggae, Lee Scratch Perry et Linton Kwesi Johnson. • RÉNOVATEUR de

la musique populaire cubaine dans la première moitié du siècle, Ruben Gonzalez, pianiste aussi brillant que modeste, devrait séduire le public berruyer avec son toucher irré-

prochable. SÉDUCTEUR mégalomane, Daniel Colling, le fondateur et patron du festival, passe ses journées à « zapper » d'une salle à

# L'étendard de la Jamaique flotte sur Bourges

Deux vétérans du reggae, Lee Scratch Perry et Linton Kwesi Johnson, ont rassemblé près de 5 000 spectateurs au Stadium, créant l'une des plus grosses affluences depuis le début du festival

BOURGES

de notre envoyé spécial Proposition de proverbe bertuyer: « salles remplies quand rues sous la pluie ». Vendredi 17 avril, sous le déluge, le Printemps de Bourges a connu deux de ses plus grosses affluences depuis le début de sa vingt-deuxième édition. Deux plateaux à thèmes dissemblables - la chanson-rock française, le reggae -, deux formules gagnantes. Sur une des scènes ouvertes qui accueillent de jeunes artistes pour des concerts gratuits, un rappeur débutant s'escrime face au vide et finit par saluer l'averse d'un touchant « Merci Bourges! ». A 10 mètres de là, la salle du Pavillon bruisse de l'attente de trois mille spectateurs.

Il y a quelques mois, les programmateurs imaginaient que l'ancien Téléphone, Jean-Louis Aubert, s'imposait comme tête d'affiche. La trainée de poudre Louise Attaque a faussé ces prévisions. Phénomène inattendu du rock français (300 000 albums vendus, tournée triomphale), le groupe parisien a remisé Aubert au rang de challenger. Impressionnant de ferveur, un public de lycéens et d'étudiants a célébré le punk-folk des Louise. On s'étonnerait presque que cet art pète-sec et rudimentaire suscite une telle communion. En coulisses, le batteur Richard Kolinka, complice de Jean-Louis Aubert depuis les années Té-



léphone, s'échauffe en observant la performance de ces jeunes concurrents. Inquiet? Son chanteur a du mal, ces demiers temps, à renouveler son public (le relatif échec de l'album Stockholm). Son métier. pourtant, et un instinct non démen-

i pour le « parler jeune », lui font encore tenir efficacement les planches. Face à ces deux générations de bêtes de scène, Zézé Mago devait faire ses preuves. Son premier album, NOsEX, déclinant gentiment le désordre amoureux, a

gions de France et en Europe. « Il fallait inclure la techno, explique le Malgré la disparition de son pro-

Retransmise sur le Mouv, la ra-

Véronique Mortaigne

connu un succès d'estime. Peut-être inquiet que ses textes délicats (« belle comme un coquillage contre lequel on ne se lasse pas de prêter une oreille attentive ») se dissolvent dans l'épreuve live, le Havrais a exagérément musclé son instrumentation. Trop carré pour préserver les nuances des chansons, Zézé détache les syllabes comme un bûcheron ahane à chaque cognée.

phète Bob Marley, il y a plus de quinze ans, le reggae s'est durablement ancré dans la culture de la jeunesse mondiale. Aucune nouvelle star du genre à l'affiche du plateau rasta de vendredi soir. Des figures historiques comme Lee Perry. Linton Kwesi Johnson et Steel Pulse ont attiré pourtant près de cinq mille spectateurs au Stadium. Soit beaucoup plus que le concert de Claude Nougaro la veille, et ceux, l'avant-veille, de Véronique Sanson et Julien Clerc. Hors sujet, le blues-rock d'Eagle-Eye Cherry fut um trop fade hors-d'œuvre. Sa maison de disques l'imagine sans doute en concurrent direct de la mélancolie habitée de Ben Harper, mais le fils du défunt trompettiste Don Cherry, également frère de la chanplus de charisme pour convaincre Un nuage voluptueux de ganja flotte au-dessus de la foule. Lee « Scratch » Perry peut entrer en

**POÉSIE DUB** Incorrigible excentrique de la scène jamaïcaine, ce musicien et producteur mythique s'est longtemps fait une spécialité des ambiances lysergiques. Dans les années 60, «The Upsetter» (le semeur d'embrouilles) fut de ceux qui, avec King Tubby, posèrent les bases du dub, cette altération instrumentale du reggae censée correspondre à une altération des sens. Ancien producteur de Bob Marley. il a enregistré, en alchimiste chevronné, quelques-uns des artistes majeurs de la Jamaique sur son label Black Art. Lui-même chanteur, il a poussé trop loin ses expériences délétères pour en sortir tout à fait indemne. Souvent chaotiques, les performances de ce pionnier, aujourd'hui immigré en Suisse, peuvent basculer du sublime au ridicule. Entouré seulement d'une batterie, d'une basse et d'un clavier, il entre en scène chapeauté d'une coiffe d'Inca, maquillé de peintures de guerre bleues. Des dizaines de breloques pendouillent de ses poches. Il entame une danse de vieux Sioux et tente un rub-a-dub (ancêtre du toasting et du rap) d'une voix de corbeau sexagénaire. Perçoit-on l'écho d'une géniale marginalité ou les signes avant-coureur de la sénilité? Le public du

Printemps se montrera indulgent. Plus que la grosse machinerie rastafari de Steel Pulse, c'est la poésie dub de Linton Kwesi Johnson qui a fait chavirer le Stadium. Strict costume anthracite, fine cravate rouge, bésicles professorales, barbichette taillée en pointe et éternel chapeau pork pie vissé sur le crâne, LKJ est une sorte d'antithèse du très barré Lee Perry. Ce Jamaicain de Londres n'a guère changé depuis son premier album, Dread Beat'n'Blood, paru en 1978. On découvrait à l'époque la plume virulente d'un poète ulcéré par les conditions de vie de sa communauté. Enveloppées dans la nonchalance implacable du patois jamaīcain, ses métaphores sur la police, le National Front, les politiciens et les émeutes de Brixton touchaient d'autant plus juste qu'elles étaient propulsées par

#### A consommer avec modération

Reggae d'un côté, boxe thaie de l'autre. Danse du dragon et variétés philippines (Besame Mucho ou Blue Suede Shoes en version orientale) enrobent le poulet citronnelle. Les Péchés de chère, banquet quotidien réuni autour d'une culture musicale, sont faits pour dépayser et rassurer. Volontiers kitsch, presque ringardes, les agapes en musique attirent le public local. Petit à petit, les coulisses du chapiteau-cabaret étaient devenues le rendez-vous favori des professionnels, Pendrott où il fallait être pour être un vrai VIP printanier. On y buvait des vins du Cher en abondance. L'organisation du Printemps a resserré les boulons. Les danseuses orientales ne sout désormais visibles. en principe, que de face, depuis

les mélodies et arrangements brillants de son compère Dennis Bo-

la salle.

LKJ n'avait plus sorti de disque depuis une bonne demi-douzaine d'années. Il préférait se consacrer à ses activités associatives, littéraires et politiques, des tournées régulières subvenant à ses besoins. Affuté comme jamais, il est de retour, accompagné par le groupe de son éternel complice. Certes, l'Angleterre de ses débuts n'est plus celle d'aujourd'hui. Les chansons - Making History. The Forces Of Victory, The Black Petit Bourgeois ... - ont pourtant préservé leur urgence. S'îl se tient immobile derrière son micro, ce petit bonhomme rayonne d'une sagesse et d'une pertinence emballantes. Il dédie un de ses titres à la lutte contre le Front national et explique tout le bien qu'il pense des 35 heures. Derrière lui, violon, saxophone, percussions et guitare calypso bousculent l'orthodoxie reggae. Triomphe. En cadeau, deux splendides nouveaux morceaux. LKJ en profite pour annoncer la meilleure nouvelle de la soirée. La sortie d'un prochain album, More Time, prévue pour cet été.

Stéphane Davet

#### INSTANTANÉ LES DJ SONT PARTOUT

DJ Jean Croc officie normalement pour le compte de Radio Nova (« La minute du Croc », « Cocktail Time »). Jean Croc n'a pas opté pour l'uniforme techno. Pas de puil à glissières ou de T-shirt à raies, mais une allure d'amateur de bal du samedi soir et de westerns: jeans délavés, carrure de charpentier, chemise en toile. D'ailleurs DJ Jean Croc n'est pas vraiment DJ, plutôt une sorte de performer érudit lançant des appels au public comme dans une baraque de foire. Il aime le second degré, le détournement de tubes, ceux des années Claude François, des standards de la saisa, ou des bluesmen les plus « roots ». DJ Jean Croc possède une collection de plus de 20 000 disques

gic Mirrors, chapiteau de bois orné de miroirs, où il organise les « afters \* tardifs réservés aux professionnels. En coulisse, on raconte que Jean a acheté un deux pièces à Paris pour abriter ses galettes. La cuisine était équipée. Il n'a rien changé. Il a juste remplacé les plaques du fourneau par des pla-

DJ Stef est DJ. Il a pu mixer en direct à Germinal, une salle dévolue au rap français dans la journée, et la nuit à la techno, non pas parce qu'il est berruyer mais parce qu'il est l'un des cinq lauréats (avec DJ Nico, animateur sur Radio-Galaxie. DJ Kush, DJ Nawak et DJ Nush de Radio-Campus, à Orléans) du concours techno des Découvertes du Printemps de Bourges, qui présente une quarantaine de groupes ou artistes sur la petite scène de la maison de la culture après une sélection opérée dans toutes les ré-

directeur des Découvertes, Mustapha Terki. Nous avons utilisé d'autres méthodes. L'appel à candidature a été lancé nationalement par des flyiers (les prospectus confidentiels et colorés distribués dans les milieux technos). Huit DJ ont été sélectionnes par un jury de professionnels et appelés à concourir en direct au Bikini, salle mythique de Toulouse, le 9 janvier. »

dio jeune de France Inter, et sur un site Internet (Dream Escape, spécialiste de la techno), la soirée était soumise aux appréciations en direct des cybernautes du monde entier. « Cela s'appelle, dit Mustapha Terki, "faire le chat" > (prononcer < tchach >. comme la tchache »).

#### GÉNÉALOGIE RUBEN GONZALEZ,

De retour de Cuba, où il venait d'enregistrer avec des figures historiques de la musique cubaine l'album Buena Vista Social Club, le guitariste américain Ry Cooder déclarait en 1996 à propos de Ruben Gonzalez qu'il n'avait jamais entendu un tel pianiste de toute sa vie. Emporté par son enthousiasme, il voyait dans ce vieillard espiègle au toucher de piano irréprochable un croisement, improbable, entre « Thelonious Monk et Félix le Chat ». De Félix le Chat, Ruben Gonzalez ignore tout; On lui reproche aussi d'avoir norquant à Monk, « il jouait du jazz. malisé le Printemps de Bourges: Moi, ça ne m'intéresse pas d'en faire, dit-il, même si parfois j'en prends un peu pour le mettre dans la musique cubaine ». Par exemple dans le son, apparu à la fin du XIX siècle au cœur de l'Oriente.

**CUBAIN LIBRE** 

bien dans le bolero, le danzon, la guaracha... Toutes ces musiques du temps jadis, aujourd'hui redécouvertes, sont sa passion, depuis ses premiers cours de piano au conservatoire de Cienfuegos, d'où il est sorti diplôme en poche à quinze ans. Son professeur s'appelle Amparo Riso. Plus tard, lorsqu'il s'installe à La Havane, Ruben Gonzalez découvrira un autre maître, Arsenio Rodriguez. Rénovateur de la musique populaire cubaine dans la

première moitié de ce siècle, il fut

région située à l'est de l'île, ou

celui qui introduisit le piano, ajouta une conga, augmenta la présence des trompettes au sein des groupes. « C'était un compositeur incroyable. Il me disait : "Ne t'occupe pas de ce que font les autres. Joue en suivant ton propre style, n'imite personne." Son seul "défaut", c'était sa cécité. Il était aveugle depuis un accident survenu dans son enfance. » Si Ruben Gonzalez n'enregistre un album sous son propre nom (Introducing..., World Circuit, Night & Day) qu'en 1996, à l'âge de 77 ans, il entre en studio pour la première fois en 1943... avec Arsenio Rodri-

Pianiste merveilleux de sensibilité et de virtuosité, Ruben Gonzalez est un modèle de modestie. Toute sa vie, dit-il, il a appris. Dans ses souvenirs, un peu éparpillés, un autre nom s'impose, celui du violoniste Enrique Jorrin, qui l'engagea dans son orchestre au début des années 60. Il y restera un quart de siècle. « C'est lui l'inventeur du cha-cha-cha. Il a énormément apporté à la musique cubaine. » Et nombre de musiciens devront bientôt un peu de leur goût musical à Ruben Gonzalez. même s'il répugne à enseigner. « Le solo de piano, on ne peut pas l'apprendre, c'est un instantané, impossible à prévoir. »

Patrick Labesse

★ Le 18 avril, à 20 heures, au Pavillon, avec Compay Segundo, Omara Portuondo, Pio Leyva, Ibrahim Ferrer, Manolito y su Trabuco.

# Daniel Colling, l'homme qui a bouleversé le Berry profond

BOURGES de notre envoyé spécial « Boniour maman! » Il est 9 h 30. il pleut sur Bourges, les festivaliers dorment profondément, et c'est

vinyle, dit-on dans les allées du Ma-

PORTRAIT\_ Le patron du festival, un personnage

séducteur, chambreur, mégalo, « caractériel »

Daniel Colling qui parle, frais comme un gardon. Il apostrophe une jeune fille endormie qui ouvre les yeux en souriant. Ce jeune homme de 52 ans, qui en fait beaucoup moins, patron d'un festival qu'il a créé et dirige avec poigne, tutoie et se fait tutoyer, pousse quelques coups de gueule, et appelle \* maman \*, comme le \* grand enfant qu'il est », quasiment toutes les jeunes filles qui s'activent sur le

Printemps. Six cents personnes - « aucun bénévole, que des gens payés » - travaillent sur le Printemps, tandis que Daniel Colling est sur le pont « dixhuit heures par jour ». Sa journée commence donc dans une salle du Palais des congrès, face à cinquante personnes, les « cadres » du Printemps. Chacun est invité à exposer les problèmes et incidents, passés au crible durant plus d'une heure. « Colling est le seul patron de festival il tout suitre », constate une spécialiste de manifestations musicales.

Un responsable de l'accueil note qu'« il y a beaucoup plus de monde que l'an demier ». Réponse du directeur: « C'est normal, vu le temps épouvantable qu'il fait. » Durant toute la journée, Daniel Colling. avec sa tenue passe-partout - polo gris, veste bleue et bonnes chaussures adaptées à la pluie-, accompagné de son chauffeur et d'un photographe, peut laisser vivre son goût immodéré pour la tchatche, que ce soit lors d'une réunion des professionnels du spectacle, de rencontres avec un sponsor, le maire RPR de Bourges, «la préfette du Cher », deux gamines qui veulent lui arracher des places pour le

concert de IAM... « Tu lui dis bonjour et il fait le reste », raconte un de ses proches. Entre deux verres de blanc, Daniel Colling fait coller des prospectus pour lancer le premier Electronic Dance Festival de Cherbourg, assiste à une conférence de presse pour un festival de rock à Saint-Brieuc. Est-ce que ça lui rappelle ses débuts ? « Quand on a commencé, il n'y avait pas de concurrence. » C'est sa façon de dire que Bourges est le plus ancien festival de musiques populaires en France. Et qu'il a crée « un bouleversement dans ce

Berri profond ». Le soir, jusqu'à 2 heures du matin, Daniel Colling «zappe» d'une salle à l'autre, d'un spectacle à l'autre, d'une « tribu à l'autre ». Dix minutes pour découvrir Louise AtJamel... Et de confier qu'il aurait aimé faire venir Portishead, David Bowie, Prince... Accoudé au balcon de la Maison

de la culture, entièrement vouée au Printemps pendant cinq jours, Daniel Colling constate que le lieu est sacrément bouleversé par les centaines de jeunes qui l'ont investi. Ya-t-il des dégâts? « Jamais il n'y a eu autant de monde ici », répond le patron du Printemps.

« EFFET ZAPPING »

Daniel Colling est un personnage attachant, séducteur, chambreur, mégalo, « caractériel ». « Une grande gueule, affirment ses amis. Il dit ce qu'il pense, ce qui lui joue parfois de mauvais tours. » Il affirme ou'il aurait pu (se) « présenter aux elections à Bourges » - ce n'est pas qu'il en aurait envie, mais il aurait pu gagner - et qu'il passe beaucoup de temps dans l'action pour la défense de sa profession.

Daniel Colling gère son festival à un rythme si effréné qu'il est devemi, selon certains, bien plus un gestionnaire. Il a réduit d'une journée le festival, « pour économiser 700 000 francs de frais, tout en conservant quatre-vingts spectacles, ce qui le densifie et accentue l'effet zopping, dit-il. Des directeurs de centres culturels viennent faire leur marché chez nous. »

Daniel Colling explique sa façon de travailler: « Pour suivre les comportements tribalisés des publics, taque, autant pour Stephan Eicher, je change mes programmateurs tous

les trois ou quatre ans. Afin de ne plus rater des mouvements comme le hard ou la pop. C'est impossible d'être spécialiste de tout. L'an prochain, j'embauche un programmateur techno. »

teuse Neneh Cherry, devra dégager

Aujourd'hui, Daniel Colling appartient, comme il dit, aux « douze producteurs de spectacles qui comptent en France. » Ce pur produit de mai 68, comme le qualifient ses proches, qui a besoin d'être entouré, a-t-il changé? Lui qui a défendu Ferré, Bedos et Desproges, et qui a toujours été très prudent politiquement pour affirmer la « neutralité » du Printemps, appartient-il au show-business?

«S'il était resté dans la même ligne artistique, il serait mort », poursuit Jean-Michel Boris, qui gère l'Olympia. L'intéressé s'en défend: « En 1977, nous avons isolé un fayer artistique avec Higelin, Le Forestier, Lavilliers. Contre le show-business. Auiourd'hui, entre les scènes découvertes et le rap, nous donnons dans la contestation. On ne peut pas dire que nous nous sommes normalisés. On a évolué. Mais il y a toujours eu à la fois un aspect business et de l'action culturelle dans le Printemps. Maintenant, Je gagne 20 000 francs par mois à Bourges, mes lieutenants 17 000 francs. Je ne pense pas faire partie du show-business tradition-

Michel Guerrin

# Bruxelles renonce à dissiper le mystère de Mister Magritte, peintre d'images vraies

Une gigantesque exposition tente de mesurer l'artiste en long et en large pour le centenaire de sa naissance

Bruxelles fête en grand le centenaire de la naissance de René Magritte : au Musée d'art ancien sont présentés deux cent trente peintures, de

sins, objets, photos, affiches, textes, travaux publicitaires, essais de films, documents. Cette déont transformé l'univers de Ma-

1920 à 1967, une centaine de gouaches, des des-bauche ne permet à aucun moment de lever le voile sur l'énigme d'un artiste prêchant le faux ressemblant pour obtenir de vraies images.

MAGRITTE, Musée d'art ancien. 3, rue de la Régence, Bruxelles. Tous les jours, de 10 heures à On peut même croire qu'un ta-17 heures. Nocturne le jeudi jusqu'à 21 heures. Fermé le lundi. Tél.: 00-32-2-508-33-33. Entrée 350 F belges (56 F). Sur réservation uniquement. En France: tél.: 01-49-87-54-54. Tous les magasins FNAC. Minitel: 3615 BIL-LETEL Internet: www.fpac.fr

Les Belges fêtent le centenaire de la naissance de René Magritte, leur surréaliste universel. Normal! Ils le fêtent en grand, naturellement. Magritte est un grand, n'en déplaise à certains. Mais où est sa grandeur? La question peut toujours se poser. La réponse risque fort de prendre encore tournure de pirouette, à la facon de Scuténaire, un ami, lequel affirmait mordicus en 1947: « Magritte est un grand peintre, Magritte n'est pas un peintre. »

Non, Magritte n'est pas un peintre, mais il peint très comme il faut, avec soin, surtout sur le tard, de sorte que le nuage peint ressemble à un nuage comme une goutte d'eau à une autre goutte d'eau, que le bois qu'il représente a l'air d'être du bois. D'aucuns trouveront cela grand. En tout cas, personne n'osera dire devant quelque morceau de bravoure, ventre de femme velouté à l'ancienne ou verre d'eau cristallin digne des premiers grands peintres à l'huile des contrées septentrionales : j'en ferais autant 1 C'est une force pour un artiste qui a jeté son dévolu sur la réalité pour en bousculer les données, un passeport de crédibilité. Un atout populaire. Une nécessité interne. Quitte à donner dans l'imitation fastidieuse, Magritte prèche le faux ressemblant

pour avoir de vraies images. Magritte ne peint pas, il fait des tableaux, avec des couleurs et des pinceaux, donc il peint, mais de facon à faire oublier la peinture, qui n'est pas une de ses visées, et ne

portera pas de marque d'originalité: la facture passe-partout sait se faire oublier au profit des images. bleau de Magritte ne perd pas grand-chose à la reproduction. Ce qui est un peu faux. Le fait main qui tient de la peinture de chromo, de la planche de dico et de l'académisme a son charme, et plus de corps qu'on imagine. C'est un facteur de présence qui concourt à l'intrigue magrittienne. L'exposition de Bruxelles permet de le mesurer en long, en large, en hauteur et en profondeur.

Quelque deux cent trente pein-

tures venues du monde entier retracent scrupuleusement le parcours de l'artiste de 1920 à 1967. S'y ajoutent une centaine de gouaches, des dessins, des objets, des photos, des affiches, des textes, des travaux publicitaires, des essais de film, des documents. Bref, tous les aspects de sa production sont de la partie, quitte à provoquer l'inévitable surdose. Arrivé tout feu tout flamme d'un coup de Thalis, on quitte le musée l'œil hagard et l'esprit égaré, moins d'avoir été troublé par les images parfaitement troubles du maître que par la difficulté de porter un regard frais sur cette production devenue familière à travers ses pires perversions: son accommodation à toutes les sauces publicitaires, littéraires, touristiques, gastronomiques... Magritte l'a d'ailleurs bien cherché, lui-même ayant plus d'une fois sacrifié le « mystère » de son art à l'objectif publicitaire et n'ayant pas manqué, non plus, de donner dans l'autocitation, la copie, le plagiat de lui-même pour satisfaire sa clientèle et pallier le manque d'argent, le boulot alimentaire pouvant d'ailleurs aller jusqu'à la fabrication de faux tableaux de maître (pendant la guerre, avec la complicité de Marcel Marien).

Comment remonter en amont des dégradations médiatiques qui

gritte en territoire de rêve et d'évasion, par exemple au profit de la compagnie aérienne Sabena, si contraire à la nature de ses images, sans illusions? Comment redonner de l'épaisseur au suspens des objets et des êtres figés dans l'espace? Comment livrer le pavé Magritte, qu'il nous prenne et surprenne, quand tout a été dit, ausculté, décortiqué par de très grands esprits amusés, qui avec lui ont pu jongler sur le versant de la sémantique quand d'autres plongeaient dans les arrières de la pensée métaphorique? Que faire quand tout a été déjà montré, même le moins connu, comme la période impressionniste et solaire à la Renoir, comme la « période vache », drôle parce que délibérément catastrophique, le Magritte d'après-guerre cherchant à se griller sur la place de Paris.

« On me demande souvent ce que cache ma peinture. Rien! Je peins des images visibles qui évoquent quelque chose d'incompréhensible »

Sauf le trop-plein d'œuvres lié à l'idée de célébration, l'exposition a du bon qui tente de dissiper le malentendu, et d'intriguer encore, en remontant à la source: Magritte soi-même, s'expliquant. En le citant tout au long du parcours, pour rappeler qu'il ne révait pas, qu'il ne nourrissait pas sa peinture d'illusions. A preuve, pour commencer, cette Tentation de

l'impossible, un tableau de 1928 li-

vré en exergue à l'entrée de l'expo-

sition, où le peintre confond le

modèle et sa représentation pour mieux les distinguer : le nu féminin (celui de Georgette, la femme de Magritte) en pied, apparemment bien vrai, auquel l'artiste travaille directement, reste inachevé; au bout du pinceau manque le bras pour nous berner. Si la peinture de Magritte, toute ressemblante qu'elle soit, avait pour objectif de produire, comme l'art académique, l'illusion du vrai, l'artiste ne passerait pas son temps à reproduire des pipes en soulignant par écrit qu'elles n'en sont pas, ni que ces flaques incertaines mais bien délimitées qu'il se plaît à multiplier sont un fauteuil, un arbre, un cheval ou l'horizon.

« Mes tableaux ont été conçus pour être des signes matériels de la liberté de pensée. » « Ma conception de la peinture consiste à peindre des images qui sont des descriptions de la pensée poétique. Mallarmé disait que ce n'est pas avec des idées et des sentiments qu'on fait de la poésie, mais avec des mots. Je ne doute pas à mon tour que ce n'est pas avec des idées ni avec des sentiments que l'on peut peindre des images qui permettent l'avènement de la poésie visible. C'est avec des figures. > Ou encore : « On me demande souvent ce que cache ma peinture. Rien! Je peins des images visibles qui évoquent quelque chose d'incompréhensible... mais, bien sûr, je ne peux empêcher. les gens d'interpréter mes toiles. S'ils préférent essayer de traverser les murs plutôt que de passer par la porte, que voulez-vous que j'y

Passer par la porte, on peut toujours essayer, au risque de se casser le nez sur l'énigme du peintre, le mystère de Mister Magritte, dont les jeux d'images et de mots sont orchestrés de manière à couper court avec le fil d'une histoire, de la sienne en particulier, dont rien ne transpire que le froid de la mort et beaucoup d'humour.

Geneviève Breerette

#### SORTIR

#### PARIS. Rétrospective John Carpenter

Parallèlement à la sortie de Vampires, son dernier opus (Le Monde du 16 avril), la Cinémathèque consacre une rétrospective au cinéaste américain John Carpenter. Petit maître du fantastique et de la science-fiction dès le début des années 80, on le découvre en France en 1976 avec Assaut (variation sur Rio Bravo, d'Howard Hawks). La Nuit des masques, en 1978, est un succès commercial qui renouvellera le cinéma d'épouvante et sera abondamment imité à Hollywood par la suite. Egalement au programme de cette rétrospective : Fog (1979), New York 1997 (1980), The Thing (1982), Starman (1985), Le Prince des ténèbres (1987), Invasion Los Angeles (1988), Les Aventures de l'homme invisible (1992), Le Village des damnés (1995), Los Angeles 2013

Cinémathèque Grands Boulevards, 42. boulevard de Bonne-Nouvelle, Paris 10. M. Bonne-Nouvelle. Jusqu'au 30 avril. Tél. : 01-56-26-01-01. 28 F. Loreena McKennitt Canadienne pour l'état civil, cette chanteuse à l'âme vagabonde

possède, nichée tout au fond d'elle, une identité celte léguée par ses ancêtres irlandais. Un atavisme surgissant à chaque détour de sa musique, par ailleurs infiltrée de bribes et d'instruments d'Orient, ce qui lui confère une singulière

personnalité (CD The Book Of Secrets/WEA). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris &. Me Ternes. Le 19, à 18 heures. Tel. : 01-45-61-53-00. De 198 F à 260 F.

#### NANCY-LORRAINE

Festival des théâtres de l'Europe de l'Est à Nancy Six pays (la Russie, la Mongolie, la Bouriatie, la Géorgie, la Lituanie. la République tchèque) seront principalement représentés au 3 Festival des théâtres de l'Europe de l'Est, organisé au et par le Centre dramatique national de Nancy. Certains spectacles, notamment un cabaret géorgien et deux spectacles de rue par le Continuo théâtre de Malovice (République tchèque) tourneront en Lorraine, à Lunéville, Bar-le-Duc, Bugnéville, Forbach, Toul et Verdun. La manifestation sera ouverte à Nancy par deux productions du Studio-Théâtre d'Oulan-Oudé de Bouriatie : La Nuit, d'après Les Démons de Dostoïevski, et Transis, petit pièce absurde, de Nina Sadour. Trois troupes de Russie seront également présentes, dont le Théâtre pour la jeunesse d'Ekaterinbourg et le Théâtre Ten' de Moscou, qui présentera trois spectacles. Théâtre de la Manufacture, Centre dramatique national Nancy-Lorraine, 10, rue Baron-Louis, 54000 Nancy. Du 21 au 28 avril. Tél. : 03-83-37-42-42.

#### **GUIDE**

## **FILMS NOUVEAUX**

Bhafi, une balade à Blackpool de Gurinder Chadha (Grande-Bretagne, Comme elle respire

de Pierre Salvadori (France, 1 h 40). Le Dîner de cons de Francis Veber (France, 1 h 20). Kissed (\*\*)

de Lynne Stopkewich (Canada, 1 h 18). Le Lion à barbe blanche dessin animé d'Andrei Khrianovski (Russie. 30 min).

US Marshals 🗥 de Stuart Baird (Etats-Unis, 2 h 10). Vampires (\*) . de John Carpenter (Etats-Unis, 1 h 42). (\*\*) Film interdit aux moins de 16 ans.

## TROUVER SON FILM

(\*) Film interdit aux moins de 12 ans.

Tous les films Paris et régions sur le Minitel. 3615-LEMONDE ou tél.: 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

#### VERNISSAGES

Georges Rousse Galerie Liliane & Michel Durand-Dessert 28, rue de Lappe, Paris 11º. Mº Bastille. Tél.: 01-48-06-92-23. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Du 18 avril au 23 mai. Entrée libre.

### ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedī : de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche. London Symphony Orchestra

Mahler: Symphonie nº 10, adagio. Nes Mělodies. Bernstein : Symphonie 💤 2 « The Age of Anxiety ». Thomas Hampson (baryton), Jean-Yves Thibaudet (piano), Michael Tilson Thomas (direction). Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19. Mº Porte de Pantin. Le 18, à 20 heures. Tél. : 01-44-84-44-84. De 140 F å 200 F.

Orchestre philiharmonique de Radio-France

Rotvos : Psychokosmos, Atlantis. Varėse : Arcana. Dietrich Henschel (baryton), Marta Fabian (cymbalum), Peter Eötvös (direction). Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16. Mº Passy.

Le 18, à 20 heures. Tél. : 01-42-30-15-16.

Truls Mark (violancelle) Michel Dalberto (piano)

Beethoven: Sonate pour violoncelle et piano op. 5 nº 5. Grieg : Sonate pour violoncelle et piano op. 36. Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris &. Mª Alma-Marceau. Le 19, à 11 heures. Tél. : 01-49-52-50-50.

100 F. **London Symphony Orchestra** Strauss: Till Eulenspiegels Lustige Streiche. Mahler: Ruckert Lieder, Symphonie nº 10, adagio. Thomas Hampson (baryton), Michael Tilson Thomas (direc-

Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19°. Mº Porte de Pantin, Le 19, à 16 h 30. Tél.: 01-44-84-44-84. De 140 F à 200 F. Michèle Anne De Mey

Katamenia. Les Abbesses (Théâtre de la Ville), 31, rue des Abbesses, Paris 18º. Mº Abbesses. Les 18 et 19, à 20 h 30. Tel. : 01-42-74-22-77. De 95 F à 140 F. Jeff C. 45 and IGS Band,

Salle Jacques-Brel, 50, rue du Plateau. 77 Pontault-Combault. Le 18, à 19 heures. Tél. : 01-48-81-13-02, 50 F. **Brigitte Fontaine** Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris

the Fabian Society

11°. Mº Voltaire. Le 18, à 20 heures. Tél. : 01-47-00-55-22, 132 F.

Palais des sports, porte de Versailles, Paris 15". Mº Porte-de-Versailles. Le 18, à 18 heures. Tel.: 01-44-68-69-70, 150 F.

I MIS DU JOUR

112

QUDE TELEVISION

. ., .;

· H SEN

1 2.00 fer

- . . W

. - 4. .-

. . . . . .

. ----

- -----

A - 1,--

----

in the second

医甲状腺 化二氯甲基

#### ANNULATION

Daniele Gatti L' Orchestre de l'Opéra de Paris que devait diriger le chef italien Daniele Gatti au Palais Gamier le 18 avril à 20 heures

Opéra de Paris, Palais Garnier, place de l'Opéra, Paris 9. Tél. : 08-36-69-78-68.

#### RÉSERVATIONS Compay Segundo

Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 9º. Les 23 et 24 avril à 20 h 30. Tél. : 01-47-42-25-49. De 175 F à 230 F. Rachid Taha La Cigale, 120, boulevard Rochechouart,

Paris 18t. Le 25 avril à 20 heures, Tél. : 01-49-25-89-99, 143 F. Sonny Rollins

Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 9. Le 29 avril à 20 h 30. Tél. : 01-47-42-25-49. 345 F et 435 F.

#### **DERNIERS JOURS** 20 avril :

Eugène Richards, Patrick Tosani, Valérie Jouve, Andrea Keen Centre national de la photographie. Hôtel Salomon-de-Rothschild, 11, rue Berryer, Paris &. Mª Etoile. Tél. : 01-53-76-12-32. De 12 heures à 19 heures, fermé mardi, 30 F. 22 avril :

Manuel Ocampo: Yo Infinity and Beyond Galerie Nathalie Obadia, 5, rue du Grenier-Saint-Lazare, Paris 3°. Mº Filles-du-Calvaire. Tél.: 01-42-74-67-68. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Entrée libre.

# (197 | 198 ( Un mois espagnol au Cargo

Dialogue en ré majeur de Javier Tomeo mise en scène Ariel Garcia Valdès avec Michel Aumont et Roland Blanche DU YENDREDI 17 AU JEDDI 30

(RELĂCHE DIMANCHE)

#### DANSE **Nacho Duato** Compagnie Nationale

de Danse d'Espagne Coming Together Nacho Duato/Frederic Rzewski

Nacho Duato/Claude Debussy Por Vos Muero Nacho Duato/Musique ancienne espagnole, XVè et XVIè siècles MERCSEDI 22 ET JEUDI 23

réservations 04 76 25 91 91 4 rue Paul Claudel Grenoble

LE CARGO

# Les mises en scène grinçantes de Massive Attack

`« Mezzanine », troisième album du trio de Bristol, retrouve les angoisses du post-punk

A L'ECOUTE de Mezzanine, impressionnant troisième album de Massive Attack, on comprendra mieux pourquoi le groupe de Bristol a révolutionné la perception des musiques de danse à l'aube des années 90. Avec Blues Lines, en 1991, jamais dub, soul et hip-hop n'avaient été aussi menaçants et aussi élégants. La nonchalance des basses composait un ciel d'orage zébré d'éclairs de scratches, l'extase rhythm'n'blues côtoyait des toasts reptiliens. Dans les vapeurs de ganja, cette musique affichait la noirceur de sa peau. Pourtant, dans la stylisation conceptuelle de cette mise en scène, dans la tension sousjacente de chaque morceau, on percevait les échos camouflés, mais décisifs, d'une certaine

esthétique rock. Dans son deuxième album. Protection, ce trio mosaïque - l'Italo-Anglais 3D, le géant des caraïbes Daddy G et le métis Mushroom invitait la voix blanche de Tracey Thorn, vocaliste d'Everything But The Girl, mais continuait de creuser le sillon bass culture. Sur Mezzanine, les souvenirs réprimés des guitares et des froidures postpunk remontent au grand jour, comme autant de bouffées

d'angoisse. La musique en Angleterre a moins souffert qu'en Amérique des frontières communautaires. Moment décisif de l'histoire du rock britannique, le mouvement punk de la fin des années 70 s'est souvent identifié à la mystique subversive du reggae. Fascinés par la science rythmique et mélodique des Jamaiquains, des Slits ou Public Image ont servi de passeurs entre l'énergie livide des guitares et l'épaisseur tropicale des basses. Avec les Specials ou Madness, le retour du ska

célébrait lui-aussi cette culture du damier.

A Bristol, où se concentre une des plus fortes communautés caribéennes d'Angleterre, les fusions étaient inévitables. Au début des années 80, le funk-punk de Rip Rig & Panic (le premier groupe de Neneh Cherry) montrait une voie. Un génie allumé comme Mark Stewart élaborait. une première avant-garde métisse. A sa suite, un sound system révolutionnaire choisit d'écumer les nuits de Saint Paul, quartier noir de la ville, en panachant sans a priori dub, hip-hop, funk et rock. A sa tête. Daddy G, bientôt rejoint par 3D. Des samplers entre les mains, les DJ allaient muer en Massive Attack.

**SUEURS FROIDES** 

Symboliquement, le groupe reprend Man Next Door sur son nouvel album. Ce reggae obscur avait déjà été investi par les Slits au tout début des années 80. Ces copines des Clash y avait instillé l'étouffante paranoïa que commençait à cristalliser la scène post-punk. Comme pour mieux souligner le rôle-clé de ce modèle, le collectif de Bristol introduit le morceau d'une ligne de basse glaçante piquée à Joy Division, et glisse des gouttes de sueurs froides directement échantillonnées du 10:15 On A Saturday Night, composé par Cure à cette époque. L'ensemble de Mezzanine vibrera de ce même

malaise. On retrouve en apparence les constantes du son Massive Attack: les lentes pulsations des ingroupes comme Clash, Ruts, les fra-basses, ces raps avançant comme des guerriers dans l'épaisseur d'une jungle, l'effet rafraîchissant d'une voix féminine... Mais, sur Angel, titre d'ouverture terrifiant, le groove se raidit en un

tempo martial; une guitare tournoyante comme le vertige givre une ambiance ou'on croyait tropicale. Le soleil noir qui irradiait jadis PIL, Gang Of Four ou Basement 5 rayonne à nouveau. La pureté hermaphrodite de la voix du Jamaïquain Horace Andy peut adresser sa prière suppliciée.

Ce jeu entre sensualité caraïbe, tension industrielle et neurasthénie blanche habite la plupart des morceaux. Un doute nous saisit. Et si, chez ces alchimistes experts. tout n'était qu'affaire de dosage, de design et de décoration? N'y aurait-il pas plus de recettes que de sentiments derrière l'époustouflante efficacité de ces télescopages stylistiques? Contrairement à ses cousins de Portishead. toujours prêts à se mettre à nu, ce trio de metteurs en scène se retranche souvent derrière sa caméra. Quel rôle magnifique ils font jouer pourtant à leurs chanteurs-

vedettes du jour sont nouvellement invitées. Sarah J fait de l'intimisme une arme langoureuse. Dans le paysage désolé de Teardrop et de Dissolved Girl, son murmure venimeux flatte le vague à l'âme. Grandes trouvailles de ce disque, les interventions de Liz Frazer (Black Milk, Group Four), chanteuse des Cocteau Twins. Diva d'une new wave éthérée longtemps confectionnée par son compagnon Robin Guthrie, elle a incarné tous les mystères du rêve et du désespoir. Prisonnière de la claustrophobie urbaine distillée par Massive Attack, sa voix de porcelaine s'élève au-dessus des machineries grincantes pour adouber cet album de son humanité.

Avec le fidèle Horace Andy, les

Stéphane Davet

\* Mezzanine, 1 CD Circa. Distribué par Delabei.

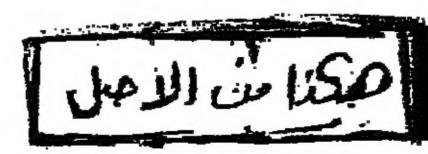
#### **NOUVEAU FILM**

LE DÎNER DE CONS ■ Quand la lumière s'est rallumée

après la séance, deux adolescents s'embrassaient éperdument, indifférents à la tin de la projection comme ils l'avaient peut-être été à son déroulement. Bienheureux bécotage sur les fauteuils du fond, qui justifiait malgré tout que passe en salle ce qui n'est irrévocablement que l'enregistrement télévisé dudit Diner. C'est-à-dire d'un vaudeville plutôt réussi (Le Monde du 27 septembre 1993), principalement fondé sur des dialogues (le meilleur) et des grimaces (le pire, aggravé par l'usage du gros plan, ici particulièrement mal adapté à l'écran large). Le principal intérêt suscité par cette entreprise est de nature sociolo-

gique: elle permettra d'observer, en comptabilisant les entrées, combien de personnes sont disposées à payer une bonne quarantaine de francs ce qu'ils pourront prochainement consommer gratuitement, et d'une manière plus appropriée, dans leur salon. On peut aussi se souvenir que Francis Veber fut le cinéaste de comédies réussies, La Chèvre ou Les Compères, et qu'il est assez désolant de le retrouver comme technicien chargé de la captation de sa propre pièce. Jean-Michel Frodon

Film français de Francis Veber. Avec Jacques Villeret, Thierry Lhermitte, Francis Huster, Daniel Prevost, Alexandra Vandernoot, Catherine Frost. (1 h 20.)



RADIO-TÉLÉVISION

21.35 Enquêtes médico-légales. [7/13]. La maladie du légionnaire. Planète

22.20 Bénin, pays des échanges. Odyssée

22.35 Aux p'tits bonheurs la France.

22.50 Irak, 5000 ans et 6 semaines.

23.00 Les Kennedy: Destin tragique

d'une dynastie. [2/3].

23.15 L'Essence de la vie. [2/4].

Compay Segundo.

23.50 Chauves-souris de jour

SPORTS EN DIRECT

14.45 et 21.00 Motocyclisme.

24 heures du Mans.

24 heures du Mans.

15.00 Golf. Open de Cannes.

20.30 Arts martiaux, Festival

21.30 Arts martiaux, Festival

de Paris-Bercy.

de Paris-Bercy.

17.44 Soirée Bill Evans.

18.30 Roméo et Juliette.

20.30 Opéra: Puccini. Turondot.

Dir. Maurizio Arena.

Mise en scène. Giuliano Montaldo.

22.00 Eugène Onéguine. Mise en scène.

Graham Vick, Dir. A. Davis.

de Berlioz

14.50 Motocyclisme.

17.55 Football

MUSIQUE

14.00 Tennis. Coupe de la fédération.

République tchèque - Suisse.

D2: Lorient - Wasquehal. Eurosport

23.30 ▶ Music Planet.

et de nuit.

0.05 Poupées de chair.

Cancer au féminin,

Odyssée

**Planète** 

Planète

Teva

TSR

Eurospor

Paris Première

Paris Première

Eurosport

Muzzik

Muzzik

21.50 Albinos en Afrique.

22.00 Watergate. [3/5].

#### FILMS DE LA SOIRÉE

**GUIDE TÉLÉVISION** 

17.15	Les Furies <b>B B</b> Anthony Mann (Etats-U 105 min).	nis, 1980, N., Cinétoile
18.05	Deburau <b>III</b> Sacha Guitry (France, 19 95 min).	951, N., Ciné Cinéfil

**DÉBATS** 

19.00 T.V. +.

20.00 Thalassa.

27.00 Faut pas rêver.

0.00 Musique et Cie.

21.40 Metropolis.

MAGAZINES

16.10 Le Monde des idées, Avec

André Gauron et Henri Gaino.

19.30 Histoire parallèle. Semaine du 18 avril 1948. Sa Majesté Elsenstein est

morte, Invité : Pierre Sorlin.

La Guerre des bichiques.

Invités : Jacques Marseille, Christiane Rimbaud, Jean-Noël

Invité: Patrick Rambaud.

Oui viendra à la rescousse

Le rendez-vous du tango.

Invités : Jean Daniel, Jean Delumeau, Monseigneur Gérard Defois,

0.00 La France et ses religions.

Jean-Louis Schlegel.

DOCUMENTAIRES

19.30 L'Image instantanée :

20.15 The Universal Mind

of Bill Evans.

20.20 Lascaux revisité.

20.35 Flamenco. [3/6].

21.00 On the Edge.

Dr Erich Salomon.

20.45 L'Aventure humaine. Mirages,

21.30 Anciennes civilisations.

miroirs magiques à l'horizon.`

L'improvisation en musique.

23.35 Du fer dans les épinards.

L'héritage est un dû.

des monuments soviétiques ?

20.45 Le Club. Boris Bergman. Ciné Cinéfil

Jeanneney, Jorge Semprun. Histoire

20.45 Le Magazine de l'Histoire.

Arte

France 2

France 3

Odyssée

Muzzik

Planète

TMC

23.15 Temps sans pitié 🗷 🗷 Joseph Losey (Grande-Bretagne, 1956, N., v.o., 85 min). Cinétolle 0.35 The Indian Runner E E 23.00 L'Etrange Noël de Mr Jack **E E** Tim Burton et Henry Selick (Etats-Unis, 1993, 75 min). Cinéstar 2 0.40 Les Copains d'abord E E

2.20 Alamo (version courte) John Wayne (Etats-Unis, 1960, v.o., 155 min). Ciné Cinémas Sean Penn (Etats-Unis, 1990, v.o., Cinéstar 1 2.25 Chamanka B B Andrzej Zulawski (Pologne, 1997, 120 min). Canal + 3.55 Trois frères 🗷 🖫 🖪 Lawrence Kasdan (Etats-Unis, 1983, Cinétoile Francesco Rosi (France - Italie, 1980, 110 min). Cinétolio

TÉLÉFILMS

20.30 Jean de la Tour Miracle. Jean-Paul Carrère [1 et 2/2].

20.50 Le Voyage de Pénélope. Patrick Volson.

Guy Green [1 et 2/2].

0.30 La Mort et la Boussole.

23.00 Kindred, le cian des maudits.

22.25 Puccini. Tony Palmer.

Peter Medak.

20.55 Le Caméléon, St. 27.

Le chat sauvage.

The Chain (v.o.).

21.45 The Sentinel Etat de siège.

22.13 New York Undercover.

Violet in Violet (v.a.).

22.40 L'Hôpital et ses fantômes.

Que ton règne arrive.

22.40 Profiler. O Dans les abysses.

22\_50 Chicago Hospital: La Vie

la nouvelle génération.

à tout prix. Petits sacrifices. RTL 9

Humain, soudainement. Canal Jimmy

La vengeance.

22.30 Columbo. Eace à face.

22.15 Brooklyn South.

23.15 Star Trek.

1.05 Seinfeld

23.45 Le Prisonnier.

A, B et C (v.o.).

La Chinoise (v.o.).

1.25 Priends. Cetui qui avait

Les frères (v.o.).

des menotres (v.o.).

3.35 Star Trek, la nouvelle génération.

21.00 The Lazarus Man.

21.30 The Visitor.

SERIES

20.35 La Guerre de l'eau.

20.55 Médecine dure.

9 19.00 Arte

**NOTRE CHOIX** 

« Absolutely Fabulous »:

Le Défilé de mode Après Canal Jimmy, Arte se met à l'heure d'une des sitcoms les plus déjantées de la décennie, loufoquerie britannique créée par Jennifer Saunders. « Abfab », ou les aventures de deux teignes sur le retour, Edina Monsoon et Patricia Sone, dite Patsy, délicieusement campées par Jennifer Saunders herself, et Joanna Lumley (la Purdey de « Chapeau melon et bottes de cuir »). Premier de dix-huit épisodes diffusés en v.o. sous-titrée.

● 21.40 Arte

Festival

Canal+

Canal Jimmy

Série Club

13º Rue

TSR

Série Club

Série Club

Canal Jimmy

Canal Jimmy

Canal limmy

Muzzik

Muzzik

« Metropolis » A ne pas manquer, au sommaire du magazine culturel d'Arte, Hanif Kureishi et le fondamentalisme islamique, conversation avec l'écrivain et scénariste, auteur de My Beautiful Laundrette et de Un Bouddha de banlieue.

22.35 France 3 « Aux p'tits bonheurs

la France » : Cancer au féminin Après le généreux et truculent maire de Châtillon-en-Dunois, la collection de portraits d'anonymes extraordinaires imaginée par Christophe de Ponfilly et Frédéric Laffont se poursuit à l'institut Curie, dans le service du docteur Krishna Clough, spécialisé dans le traitement chirurgical du cancer du sein. Christophe Picard a suivi, pendant plusieurs semaines, la vie quotidienne de l'équipe. Le réalisateur montre l'impressionnante qualité d'écoute du jeune médecin, et la relation joyeuse qu'il entretient avec ses patientes. Celles-ci disent sans détours leurs angoisses, la peur de l'amputation,

la crainte de perdre leur féminité. En

dépit de la gravité du sujet, le docu-

ment est gai, porteur d'espoir. - S. K.

# **TÉLÉVISION**

#### TF1

19.00 Beverly Hills. 20.00 Journal, Allez les bleus. 20.40 Le Résultat des courses. 20.50 Météo, Trafic infos. 20.55 Spéciale Roger Hanin. 23.15 Hollywood Night.
La tigresse sort ses griffes.
Téléfilm O. Richard W. Munchkin.

**PROGRAMMES** 

0.55 Formule foot. 1.30 et 2.10 TF1 nuit, Météo.

#### FRANCE 2 18.45 1 000 enfants vers Pan 2000.

18.50 et 23.30, 1.20 La Minute nécessaire de monsieur Cyclopède. 18.55 Farce attaque... à Poitiers. 19.45 et 20.55 Tirage du Loto. 19.50 Au nom du sport. 19.55 et 20.50 Météo.

20.00 Journal, Le Monde de la Coupe. 20.45 A cheval. 21.00 Faites la fête. 23.35 Du fer dans les épinards. L'héritage est un dû. 1.10 journal, Météo.

#### FRANCE 3

18.19 et 20.34, 1.34 La Minute nécessaire de monsieur Cyclopède. 18.20 Questions pour un champion. 18.50 et 0.55 Un livre, un jour. 18.55 Le 19-20 de l'information, Météo. 20.05 Fa si la chantez. 20.35 Tout le sport.

20.50 Le Voyage de Pénélope. Féléfilm. Patrick Volson 22.35 Aux p'tits bonheurs la France. Cancer au féminin. 23.35 Météo, Soir 3. 0.00 Musique et Cie.

Le rendez-vous du tango.

#### CANAL +

► En clair jusqu'à 20.35 18.50 et 22.00 Flash infos. 19.00 T.V. +. 20.05 Les Simpson. 20.30 Le journal du cinéma.

20.35 La Guerre de l'eau.

22.15 Jour de foot.

#### 0.35 Boxe. Réunion de Manchester. 2.25 Chamanka Film. Andrzej Zulawski.

Film. Andrew Fleming.

23.00 Dangereuse alliance.

#### ARTE

19.00 ➤ Absolutely Fabulous. 19.30 Histoire parallèle. 20.15 Le Dessous des cartes. 20.30 8 1/2 Journal. 20.45 L'Aventure humaine.

Mirages, miroirs magiques à l'horizon. 21.40 Metropolis. 22.40 L'Hôpital et ses fantômes. [2/11]. 23.30 ➤ Music Planet. Compay Segundo. 0.30 La Mort et la Boussole. Téléfilm. Alex Cox.

#### M 6

1.30 Corpus Christi. [9/12].

18.10 Amicalement vôtre. 19.10 Turbo, Warning. 19.54 Le Six Minutes, Météo. 20.10 Hot forme. 20.40 Ciné 6.

20.54 La Trilogie du samedi 20.55 Le Camèléon. 21.45 The Sentinel 22.40 Profiler O. 23.30 Piège pour un filc. Téléfilm O. Frank Harris.

#### **RADIO**

#### FRANCE-CULTURE

20.00 Fiction. Les Monstres socrés, de Jean Cocteau. 23.00 Pâques orthodoxes. 0.05 Le Gai Savoir.

Lise Maurer, Denis Parirs.

#### FRANCE-MUSIQUE

19.00 A l'Opéra. Donné en direct du Metropolitan Opéra de New York. Dir. Charles Mackerras : L'Affaire Makropoulos, de Janacek, Catherine Malfitano (Emilia Marty), Marie Plette (Christina).

#### RADIO-CLASSIQUE

23.07 Présentez la facture.

20.40 Autour de Francis Poulenc. CEuvres de Poulenc, Debussy, Chabrier, Satle, Stravinsky. 22.30 Da Capo. i*ymphönie nº 3,* de Mendelssohn ;

*Trio op. 97*, de Beethoven.

#### **DIMANCHE 19 AVRI**

#### **FILMS DU JOUR**

17.40	La Spiendeur des Amberson III III Orson Welles (Etats-Un N., 90 min).	
17.40	Trois frères # # # Francesco Ross (France 1980, 110 min).	- Italie, Cinétolie
18.00	Le Voyage fantastic Richard Fleischer (Etab 1966, 100 min).	pic <b>III II</b> i-Unis, Ciné Cinémas
19.15	Tilaj <b>m m</b> Idrissa Ovedraogo (Bur 1990, 80 min).	rkina-Faso, Cinéstar 2
19.30	Francesco Rosi (France	- Italle,

**GUIDE TÉLÉVISION** 

France 2

France 3

La Cinquième

France 3

La Cinquième

Paris Première

TSR

1973, 115 min).

12.05 et 2.50 Polémiques.

23.05 Dimanche soir.

MAGAZINES

11.00 Droit d'auteurs.

12.30 Arret sur images

13.00 Lignes de mire.

14.00 Faut pas rever.

13.00 Thalassa.

Esther Gabriel

Invité : Jean Tiberi.

nvité : Bruno Mégret

19.00 Public, Invité : Alam Madelin.

Invité : Jacques Toubon.

ionatos : Goossens.

12.10 et 23.10 Le Monde des idées. Avec

André Gauron et Henri Gaino.

18.30 Le Grand Jury RTL-Le Monde-LCL

9.30 Journal de la création. Villeglé ; Jonatos : Goossens. La Cinquième

Au pays des sauvageons virtuels. Invitée : Olivier Scamps, Evelyne

Invités : Zizinho, Albert Knechtel, Alain

Les grandes erreurs de l'Histoire :

Invités : Jean Daniel, Jean Delumeau, Monseigneur Gérard Defois,

rive gauche. Best of. Paris Première

Albert Speer, le nazi repenti. Histoire

la tronçonneuse. Les mules. Histoire

Fontan, Pierre Barout. La Cinquième

nvité : Michel Denisot.

La Guerre des bichiques.

14.00 La Planète ronde. Brésil 1950.

Invité: Patrick Rambaud.

15.55 Naturellement, La Civilisation

perdue du rio La Venta.

17.30 La France et ses religions

Jean-Louis Schlegel.

Invite : Sepp Blatter.

20.45 Les Dossiers de l'Histoire.

20,50 Capital, ils ont choisi l'Amérique.

Main basse sur Halloween.

Un passeport pour New York.

Le mirage de Silicon Valley.

22.30 Viva. Alexandrie la magnifique.

23.00 Envoyé spécial, les années 90.

SOS Terre. Massacre a

SIGNIFICATION DES SYMBOLES:

Television-Radio-Multimédia =.

► Signalé dans « Le Monde

TO peut voir.

BE Ne pas manquer.

16.25 Le Sens de l'Histoire.

Hongkong.

19.00 Le Gai Savoir.

20.00 Mise au point.

20.00 Rive droite,

14.30 Les Dossiers de l'Histoire.

DÉBATS

. .

20.00 L'Homme au chapeau de soie 🗏 🗷 Maud Linder (France, 1993, N., 95 mln). 20.30 Les Désaxés 🗷 🕼 N., 125 min). 20.30 Un mauvais fils 🗷 🖼 Claude Sautet (France, 1980, 110 min).

John Huston (Etats-Unis, 1961, N. 125 min). Ciné Cinéffi Christian Vincent (France, 1990, 95 min). Ciné Cinémas im Henson (Etats-Unis, 1986,

21.00 Silverado 版 M Lawrence Kasdan (Etats-Unis, 1985, v.o., 135 min). Paris Première 22.35 Deburau 🗷 🗷 Sacha Guitry (France, 1951, N., 95 min). 23.50 Le Petit Chose E III Maurice Cloche (France, 1938, RYL9 N., 90 min). 0.10 Une femme disparaît **II II** Alfred Hitchcock (Grande-Bretagne,

1938, N., v.o., 95 min). 0.10 Hangover Square B R John Brahm (Etats-Unis, 1945, N.,

#### **NOTRE CHOIX**

● 15.55 France 2 « Naturellement »: La civilisation perdue du rio de la Venta

#### Une civilisation meconnue

EST-CE L'INFLUENCE d'Indiana Jones, figure désormais tutélaire de l'archéologie aux yeux du grand public? Les civilisations anciennes sont toujours \* perdues », et leurs temples - faute d'être maudits – nichés « au plus profond de la jungle »... C'est d'ailleurs, au mot près, l'insipide incipit du reportage que France 2 propose dans sa case documentaire. « Naturellement ». Antoine de Maximy, le réalisateur, a sulvi. en 1997, une mission archéologique internationale dans la région du Chiapas, au Mexique. Il raconte l'expédition en ponctuant les fouilles de séances de varappe et d'ambiances musicales dramatiques. Passé ces désagréments, le film se révèle

néanmoins riche. A la fin des années 80, un spéléologue italien, Tullio Bernabei, découvre des grottes ayant servi aux cérémonies religieuses des Indiens Zoques, une civilisation précolombienne méconnue qui aurait rayonné dans l'isthme avant l'age classique maya. En ces temps-là, le soleil allait, crépuscule après crépuscule, se cacher à l'horizon pour mourir. L'univers tout entier risquait alors de sombrer avec lui. Pour ou'il renaisse au matin, les hommes devaient étancher sa soif de sang humain. Les Olmèques, ou plus tard les Mayas, lui en procuraient en se mutilant, en se perçant la langue ou le prépuce. En sacrifiant leurs congénères aussi. Les Zoques, eux, offraient des nourrissons en

holocauste aux dieux. Remontant le rio de la Venta. les archéologues trouvent ainsi des gorges parsemées de cavernes cérémonielles, des autels, les objets du rite; déterrent des crânes d'enfants sacrifiés; enquêtent aux alentours et mettent au jour, enfin, une pyramide zoque, dévorée par la forét, presque effacée. Car, comme les Mayas, les Zoques ont décliné sans disparaître - aujourd'hui encore, un peuple indien porte ce nom - et sans fournir d'explication. Peut-être simplement parce que, un matin, les ténèbres 20.35 Basquiat # l'avaient emporté sur le soleil.

# TÉLÉVISION

**PROGRAMMES** 

Féléfilm. Marc F. Voizard

## TF1

13.20 Le Rebelle. 14.10 Les Dessous de Palm Beach. 15.00 Rick Hunter, inspecteur choc. 15.55 Pacific Blue. 16.45 Disney Parade. 17.55 Vidéo Gag. 18.25 30 millions d'amis. 19.00 Public.

Invité : Alain Madelin. 20.00 Iozmal 20.45 Le Résultat des courses, Météo. 20.52 C... comme cinéma. 20.55 Des hommes d'honneur **2** Film. O Rob Reiner.

23.15 Ciné dimanche. 23.25 Sup de fric. Film. Christian Gion. 1.00 et 2.05, 2.40 TF1 nuit, Météo.

#### FRANCE 2

13.25 Dimanche Martin. 15.55 Naturellement. La Civilisation perdue du no La Venta 16.50 L'Esprit d'un jardin. 16.55 Nash Bridges. 17.45 Parcours olympique. 17.50 Stade 2. 18.45 1 000 enfants vers l'an 2000. 18.50 Drucker'n Co. 19.25 Stars'n Co. 19.55 et 20.45 Météo. 20.00 Journal, A cheval.

21.00 Air Force : Bat 21 @ Film. Peter Markle. 22.55 Lignes de vie. La Douleur à bras le corps. 0.30 Journal, Météo.

#### FRANCE 3

13.45 Sports dimanche. 13.50 Cyclisme. En direct. Coupe du monde : Liège - Bastogne - Liège. 15.00 Tiercé à Lonchamp. En direct. 17.20 Corky, an enfant pas comme les autres. 18.14 et 20.14 La Minute nécessaire

de monsieur Cyclopède. 18.15 Va savolt. Paul Bocuse, la tête dans les étoiles. 18.55 Le 19-20 de l'information, Météo. 20.05 Petites bêtises. 20.15 Bouvard du rire. 20.50 Le Renard. 21,55 Demick. 23.00 Soir 3 : les Titres. 23.05 Dimanche soir.

23.50 Météo, Soir 3. 0.10 Une femme disparaît # # Film, Alfred Hitchcock (v.c.). 1.45 Musique graffiti.

#### ► En clair jusqu'à 15.00 13.35 Le Vrai Journal.

CANAL +

Emission spéciale Front National. 14.10 Scorpions, les chasseurs d'ombre. 15.00 Rugby. En direct et en multiplex. Championnat de France. 17.15 Babylon 5. 18.00 Agent Zéro, Zéro.

Film. Rick Friedberg. ► En clair jusqu'à 20.35 19.15 et 22.15 Flash infos. 19.25 Ca cartoon. Film. Julian Schnabel.

22.25 L'Equipe du dimanche. 0.55 Bound Film. Larry et Andy Wachowski (v.o.).

## LA CINQUIÈME/ARTE

13.30 Les Lumières du music-hall. Julien Clerc. 14.00 La Planète ronde. Brésil 1950. 15.00 Chercheurs d'aventures. 15.30 Histoires de stars. Errol Flynn. 16.25 Le Sens de l'Histoire. Hongkong.

18.00 La Conquête du ciel. [5/6]. 19.00 Cartoon factory. 19.30 Maestro. Thomas Hampson chante Foster. 20.30 B 1/2 Journal. 20.40 Soirée thématique. La douce ivresse des profondeurs.

20.45 Le Mystère des grottes marines des Bahamas. 21.45 La Plongée, un sport à risques ? 22.00 L'Epopée de la Nongée sous-marine. 23.00 Une vitrine sur les fonds marins : L'aquarium de Monterey Bay. 23.30 La Cité sous la mer Film. Budd Boetticher.

0.55 Bfblfographie.

#### M 6

13.05 et 15.05 La Fleur ensanglantée. Téléfilm [1 et 2/2]. Jerry Thorpe. 14.50 Motocyclisme. En direct. 24 heures du Mans : l'arrivée. 16.45 Plus vite que la musique. 17.10 Les Epoux ripoux. releftim. Carol Wiseman.

18.55 Demain à la une. Sauverage inespéré. 19.54 Le Six Minutes. Météo. 20.05 E = M 6. 20.35 et 0.55 Sport 6.

20.50 Capital. Ils ont choisi l'Amérique. 22.45 Météo. 22.50 Culture pub. La pub se la joue modeste. La vitesse.

23.20 Les Yeux du désir. Téléfilm 💷 Noble Henri.

#### **RADIO**

#### FRANCE-CULTURE

19.00 Dimanche musique. 20.30 Laissez-passer. 21.30 Le Concert. Transcontinentales : Duo John Surman - John Taylor. 22.35 Atelier de création radiophonique.

0.05 Radio archives. L'humour cet autre regard.

#### FRANCE-MUSIQUE

19.37 L'Atelier du musicien. 20.30 Concert. Festival du Lac de Constance 1996. Donné le 15 mai 1997, au Kartause Ittingen : Le Clavier bien tempéré (Livre II), de Bach, Andras Schiff, piano. 22.00 Volx souvenirs.

#### Claudine Collart, soprano. 23.07 Transversales. RADIO-CLASSIQUE

20.00 Soirée lyrique.
L'Or du Rhin, de Wagner, par
l'Orchestre de Cleveland, dir. Dohnanyi, Hale (Wotan), Schwarz (Fricka), Gustafson (Freia). 22.35 Portrait de Peter Schreier.

> Jean-Charles DENIAL ce soir

17.40	La Spiendeur	
	des Amberson M	双区
	Orson Welles (Etats-	Unis, 1942,
	N., 90 min).	Ciné Cinéfil
17.40	Trois frères	
	Francesco Rosi (Fran	
	1980, 110 min).	Cinétolie
78.00	Le Voyage fantas	rione <b>u</b> u
	Le Voyage fantasi Richard Fleischer (Et	ats-Unis.
	1966, 100 min).	Ciné Cinémas
1915	Tilai 🗷 🗷	
1.7-1.2	Idrice > Quedrocco (I	Bucking-Esco

20.35 La Discrète 回回

20.35 Labyrinthe **2** 

DOCUMENTAIRES

17.30 Portrait Ute Lemper.

18.00 Watergate. [3/5].

19.00 Refuge à Ryuku.

et de muit.

20.25 Vittorio Mussolini.

18.00 Michel Portal, portrait.

18.30 Les Grands Interprètes.

19.50 Chauves-souris de jour

Le cinéma fasciste

Wynton Marsalis.

avec la douleur?

20.35 Afriques : Comment ça va

20.40 Soirée thématique. La douce

vresse des profondeurs.

22.30 Variations : Le Brésil de Walter

21.25 Les Enfants de la mafia.

27.45 L'Héritage des samourais.

Salles. Bossa nova.

22.35 Le Burlesque au cinéma.

22.55 Les Trésors du Daintree.

23.20 Derniers voyages. Franco, un fiancé de la mort.

0.00 Les Indiens d'Amérique

La croyance et le rêve.

SPORTS EN DIRECT

13.50 Cyclisme. Coupe du monde.

14.00 Cyclisme. Coupe du monde.

14.50 Motocyclisme.

15.00 Golf.

☐ Public adulte

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche lundi, les pro-

grammes complets de la radio et – accompagnés du code ShowView – ceux de la télévision aunsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.

Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.

Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

LES CODES DU CSA:

Liège - Bastogne - Liège.

24 heures du Mans : l'arrivée.

15.00 Rugby. En direct et en multiplex.

Championnat de France.

Open de Cannes.

O Accord parental souhaitable.

A Accord parental indispensable

ou interdit aux moins de 12 ans.

ou interdit aux moins de 16 ans.

Liège - Bastogne - Liège. Eurosport

Paris Première

Le Sud-Ovest:

Max Linder et Charlot.

La Douleur à bras le corps.

racontés par eux-mêmes.

Chico Buarque.

22.55 Lignes de vie.

20.30 Virtuoses : La Nouvelle-Orléans.

18.50 hrak, 5000 ans et 6 semaines.

Jacques Février.

17.35 Enquêtes médico-légales. [7/13]. La maladie du légionnaire. Planète

**Planète** 

Muzzik

**Planète** 

Planète

Odyssée

Mezzo

Planète

Mezzo

TV 5

Odyssée

Disney Channel

MUSIQUE 19.25 Soirée Oscar Peterson. Muzzik

19.30 Maestro. Thomas Hampson

chante Foster.

21.00 Loums Ait-Menguellet. Raconte-moi une histoire". 22.10 Claire-Marie Le Guay an Carrousel do Louvre. 23.20 Chick Corea Muzzik & Friedrich Gulda. 23.40 Ornette Coleman

> à Montréal. Paris Première FÉLÉFILMS

18.30 Georg Friedrich Haendel. Tony Paimer. 18.30 Mortelle amnésie. Gabriel Pelletier. 19.00 La Dame de Lieudit. Philippe Monnier. 20.55 L'Etrange Rançon. George Mihalka. 23,50 Kindred, le clan des maudits.

SERIES 17.10 Chicago Hospital: La Vie à tout prix. Opération danger. RTL9

Peter Medak.

17.15 Babylon 5. L'effondrement d'un mythe. Canal + 17.30 Stargate SG-1. Série Club Les Nox (v.o.). 17.45 Chapeau melon et bottes de cuir. Mort d'une ordonnance (v.o.). 13º Rue 18.25 Les Sentinelles de l'air.

La duchesse. 18.55 Demain à la une. Sauvetage inespéré 19.15 Highlander. Série Club 20.00 Seinfeld La Chinoise (v.o.). Canal Jimmy

20.25 Dream On. Bess, tu n'es pas ma femme (v.o.). Canal Jimmy ma femme (v.o.). 20.45 Les Incorruptibles. Le meurtre de Jack Lingle. Série Club 20.45 Columbo. Amention, le meurtre peut nuire à votre santé. 20.55 Julie Lescaut. Abus de pouvoir. TSR 21.00 Presque parfaite. Le premier qui craquera (v.o.). Canal Jimmy

21.55 Derrick. Une visite de New York. 22.10 Friends. Celui qui apprenait. à danser (v.o.). 22.13 Chapeau melon et bottes de cuir. November Five (v.o.) 22.35 New York Police Blues. Tueur à gages (v.o.). Canal Jimmy

22.45 Twin Peaks. Ep. 28 (v.o.). Série Club 23.20 Aux frontières du réel-Nid d'abeilles. 23.25 Spin City. Family Affair (v.o.).

Vincent Truffy

# La dépouille mortelle de Pol Pot a été incinérée en comité restreint

Le Cambodge doute de l'opportunité d'un procès du génocide khmer

BANGKOK de notre correspondant

« La mort de Poi Pot est un soumort, et notre nation sera désormais très pacifique!», a déclaré le roi Norodom Sihanouk, vendredi 17 avril à Siem-Reap, où il séjourne depuis son retour de Chine le 11 avril. Samedi, au lendemain de son identification par des experts militaires thailandais, la dépouille mortelle du vieux tyran a été incinérée en petit comité, dans la jungle cambodgienne près de la frontière avec la Thailande, selon son gedlier khmer rouge.

Les dirigeants cambodgiens n'ont pas envie de voir soulever la boue d'un passé très proche. On peut y lire une mauvaise conscience, le souvenir d'alliances avec le diable ou encore le poids d'un présent qui veut que d'anciens Khmers rouges occupent des positions de premier

plan. On peut y voir également l'emprise de la peur, un traumatisme encore trop fort. On doit y reconnaître aussi une faiblesse profonde : le Cambodge est encore en ruines, physiquement, moralement et mentalement. Restaurée en 1993, la monarchie y bénéficie d'un prestige sans pouvoir. Hun Sen, l'« homme fort » de Phnom Penh. s'appuie sur une administration souvent fantôme et sur une soldatesque mai payée. C'est l'héritage

de Pol Pot. Aussi les Cambodgiens aux commandes avancent-ils la priorité de la « réconciliation », non tant pour occulter la tragédie que faute de moyens de l'assumer. Nous ne pouvons pas juger le génocide, disent-ils, mais nous ne nous opposons pas à ce que la communauté internationale le fasse.

La campagne internationale renouvelée en faveur de la réunion

d'une instance internationale pour juger le génocide khmer devra s'accommoder de cette absence de volouté des premiers concernés. Les la communauté internationale, les récents appels des Etats-Unis et de l'ONU en faveur du procès de l'ancienne direction khmère rouge, avant que les derniers coupables ne disparaissent, sont d'autant plus loués que personne n'y croit trop: dans cette affaire, l'étendue des complicités, y compris étrangères,

PRIORITÉ AUX ÉLECTIONS

est insondée.

Plus prudente ou sans illusion, la France a choisi, vendredi, de dire qu'« il revient, au premier chef, aux Cambodgiens d'indiquer clairement leurs intentions quant au jugement des responsables du génocide et quant à la manière dont la communauté internationale pourrait les soutenir ». « En cas de demande précise de la part du Cambodge, a

15,1 milliards de francs de budget)

ajouté le porte-parole du Quai d'Orsay, la France serait disposée à étudier, avec les autres membres de modalités les plus appropriées pour répondre à une demande de la partie combodgienne. »

Cette position procède de la conviction qu'un procès aurait des effets dangereux sur une société khmère sans équilibre. Mieux vaut porter ses efforts, a dit le Quai d'Orsay, sur la tenue, prévue le 26 juillet, d'élections « libres et équitables », dont « la réussite doit être l'objectif essentiel des autorités cambodgiennes et de la communauté internationale ». Si jamais cette étape se franchit avec succès, il sera encore temps de voir si les Cambodgiens seront alors prêts à affronter leur récent et pathétique

Jean-Claude Pomonti

# Quatre CRS mis en examen pour violences à Strasbourg

QUATRE CRS ont été mis en examen, vendredi 17 avril à Strasbourg, pour « violences volontaires (...) par personnes dépositaires de l'autorité publique dans l'exercice de leur fonction », à la suite de la plainte de deux jeunes. Ils ont été remis en liberté sans contrôle judiciaire. Selon le procureur de la République, Edmond Stenger, les deux jeunes gens, âgés de vingt et de dix-sept ans, ont affirmé avoir reçu « des coups » de la part des quatre fonctionnaires de la CRS 12 de Lille, lors d'un contrôle d'identité, mercredi 15 avril, à Cronenbourg, un quartier sensible de Strasbourg. Les quatre CRS, placés en garde à vue jeudi sur décision du procureur, contestent cette version. Ils affirment avoir été victimes d'outrages de la part des deux jeunes gens.

Selon l'Union nationale des syndicats autonomes de la police (majoritaire chez les CRS), la patrouille « a fait preuve de professionnalisme dans le respect de la déontologie ». Le syndicat Alliance a également apporté son « soutien » aux fonctionnaires de police, « qui n'acceptent plus cette présomption de culpabilité, alors qu'il leur est demandé de s'impliquer davantage dans la lutte contre les violences urbaines ».

## Intempéries: un blessé grave et de gros dégâts dans l'agriculture

LES DÉGÂTS LIÉS AUX INTEMPÉRIES météorologiques que connaît l'ensemble de la France prennent de l'ampleur. Vignobles et vergers ont été durement touchés par le gel dans la vallée du Rhône, notamment dans la Drôme et l'Ardèche. Les abricotiers ont été le plus gravement atteints par les gelées, notamment dans le sud de la Drôme, où certaines exploitations situées dans des zones où la température a atteint - 7 degrés pendant la nuit, ont perdu jusqu'à l'intégralité de leur production. En Ardèche, le gel a détruit une partie de la production abricotière, ainsi que celle d'autres types de fruits. A Bayonne, dans les Pyrénées-Atlantiques, un ouvrier a été gravement blessé par la chute d'un pont de levage dans une aciérie sur le port, à la suite d'un fort coup de vent ; dans les Landes, un millier d'abonnés ont été privés d'électricité. Dans l'Aveyron, un autorail assurant la liaison Rodez-Brive a déraillé, vendredi en fin d'après-midi, sans faire de blessé, à la suite d'éboulements dus aux intempéries.

## Report de l'assemblée générale de « La Voix du Nord »

LE TRIBUNAL DE COMMERCE de Lille, statuant en référé, a repoussé, vendredi 17 avril, l'assemblée générale extraordinaire de la SA Voix du Nord Investissement (VNI), qui devait se réunir samedi 18 avril, dans le but de transformer la société anonyme en société en commandite par actions (SCA). Le tribunal a estimé que « le délai de trente-cinq jours » entre la convocation de l'assemblée et sa réunion n'a pas été respecté. Pour Jean-Louis Prévost, PDG, et la direction du groupe de communication lillois, la tranformation de SA en SCA est destinée à contrer l'OPA hostile orchestrée par Jacques Ménard, ancien directeur de la publicité du quotidien aujourd'hui retraité et actionnaire (Le Monde du 11 avril). - (Corresp.)

DÉPÊCHES

m RÉPUBLIQUE TCHÈQUE : le président Vaciav Havei a subi, samedi 18 avril, une bronchoscopie à l'hôpital d'Innsbruck (Autriche). a annoncé l'agence CTK à Prague. L'agence a précisé que l'intervention était nécessitée par la présence de sécrétions obstruant les bronches du malade, qui souffre de difficultés respiratoires. M. Havel, âgé de soixante et un ans, qui avait été opéré d'urgence, mardi 14 avril, d'une perforation intestinale à la clinique universitaire d'Innsbruck, a été à nouveau placé dans le service des soins intensifs. – (AFP.)

ESPACE: la navette américaine Columbia a décollé, vendredi 17 avril, de Cap Canaveral (Floride), pour une mission scientifique baptisée Neurolab, consacrée à l'étude des effets de l'absence de pesanteur sur le cerveau et le système neurosensoriel de l'homme et des animaux. Outre l'équipage, formé de sept membres (six Américains et un Canadien), la navette a embarqué une ménagerie composée de 152 rats, 18 souris, 223 poissons, 135 escargots et 1 500 criquets.

# Claude Allègre fait étudier une réforme des statuts du CNRS en crise

« JE VAIS être obligé de m'occuper du CNRS plus vite que prévu! » Le ministre de l'éducation nationale et de la recherche, Claude Allègre, ne cache pas son irritation. Il se serait volontiers passé de la crise ouverte, au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), par des « divergences » entre le président du conseil d'administration, Edouard Brézin, et le directeur général, Catherine Bréchignac. Des divergences suffisamment importantes pour que, voilà quelques semaines, le président ait présenté sa démission au ministre, qui l'a refusée.

D'un côté comme de l'autre, on s'efforce aujourd'hui de calmer le jeu, en affirmant qu'il n'existe « aucun conflit ». Edouard Brézin dément même avoir présenté sa démission. Pourtant, le malaise que Claude Allègre espère dissiper en convoquant dans quelques jours les deux intéressés - est bien réel. Au-delà des « différences de tempéraments » pudiquement évoquées par le directeur de la communication du CNRS, c'est, de facon plus fondamentale, l'évolution du navire amiral de la recherche française (26 000 agents, dont 11 600 chercheurs, pour

qui est en cause. Le CNRS est engagé depuis plusieurs mois dans une refonte du Comité national de la recherche scientifique, instance chargée du recrutement et de l'évaluation des

chercheurs, à laquelle la communauté scientifique est très attachée, parce qu'elle y voit une garantie de l'indépendance et de la qualité de ses travaux. Claude Allègre, qui veut « débureaucratiser » le dispositif, souhaite réduire de moitié le nombre des sections de ce comité, actuellement de 40, organisées par discipline. Or, sur la base d'un audit interne, Catherine Bréchignac a proposé un redécoupage en 37 sections. Une « réformette » qui n'a guère été du goût du ministre. « Le Comité national est un outil

d'évaluation et de réflexion très prècleux. Je n'ai pas envie de provoquer un "clash" avec la communauté scientifique, sur un dossier qui ne me paraît pas aussi prioritaire que celui des ieunes chercheurs ou de la valorisation industrielle, défend le directeur général. Je suis en accord avec les grandes lignes de la politique de Claude Allègre, ajoute-telle. Mais j'ai la responsabilité d'un organisme et je n'ai pas l'habitude qu'on me tienne la main. » Le ministre n'avait sans doute pas prévu, en nommant M Bréchignac à la tête du CNRS (Le Monde du 17 juillet 1997), qu'il se heurterait à

une telle résistance. « J'espérais que le nouveau directeur général, femme dynamique, saurait conduire une évolution en douceur d'un établissement qui marche bien, mais qui a besoin d'être modernisé », confie-t-il.

CONSULTATION ECRITE

Pour trouver une issue, une consultation écrite des 1380 directeurs de laboratoire a été décidée, dont les résultats doivent être transmis au ministère avant l'été. Mais les vives tensions suscitées par le projet de remodelage du comité national ont posé au grand jour la question du « pilotage » du CNRS et des rôles respectifs du conseil d'administration et de la direction générale.

Bien que le conseil d'administration soit l'instance délibérative c'est notamment lui qui vote les budgets -, la fonction du directeur général est aujourd'hui prépondérante. C'est là, sans doute, ce qui a poussé Edouard Brézin à vouloir claquer la porte. Or Claude Allègre vient de lui confier une réflexion sur « une réforme des statuts » du CNRS. « Je souhaite un rééquilibrage des pouvoirs, explique le ministre. Je suis partisan d'un conseil d'administration qui s'occupe de la stratégie et d'un directeur général qui soit un exécutif: » On ne saurait être plus clair.

Pierre Le Hir

# Les petits planteurs de bananes guadeloupéens dénoncent un système de production verrouillé

POINTE-À-PITRE de notre correspondant

Les petits planteurs de bananes de la Guadeloupe, qui ont constitué il y a un mois un Comité de défense (Codepba), campent jour et nuit, depuis mercredi 15 avril, à l'entrée du port de Pointe-à-Pitre pour interdire toutes les exportations de bananes tant que ne sera pas remis en cause le système bananier local, totalement verrouillé par les grands planteurs békés, les Guadeloupéens d'origine européenne. Etranglés par les conséquences financières de la grève d'un mois et demi des ouvriers agricoles qui, en décembre et en janvier, revendiquaient un treizième mois que refusaient de leur accorder les grands planteurs, les petits planteurs, qui n'ont pas bénéficié des subventions accordées à ce titre par la région, sont entrés en fronde contre un mode d'organisation professionnelle dont ils étaient jusqu'alors les victimes presque

Aujourd'hui, ils se plaignent de la commission de 5 % perçue sur le poids total brut exporté, qui est prélevée à la fois sur le prix de vente et sur l'aide compensatoire communautaire par les « maisons d'exportation », buit sociétés contrôlées ou dirigées, à titre personnel, par les plus grands planteurs, par ailleurs principaux administrateurs des deux groupements de producteurs

guadeloupéens, les SICA Karubana et Banagua, où les droits de vote sont liés au tonnage exporté. Le rôle réel de ces deux SICA se limite à désigner une « maison d'exportation » à chaque petit planteur (qui exploite moins de 20 hectares). Trois d'entre elles, de plus, ont partie liée ou sont indirectement détenues par des multinationales américaines qui sont les principaux concurrents des planteurs antillais sur le marché européen.

UN « PLAN DE RELANCE » Les frondeurs se plaignent aussi des importants taux d'avades sur les fruits sortis de mûrisserie, qui leur sont décomptés - après avoir fait cependant l'objet de la perception de la fameuse commission d'exportation - par des « maisons » ne payant les comptes de vente que près de trois mois après la date de la récolte, tout en consentant des avances moyennant 10 % à 11 % d'intérêts annuels. Ils dénoncent également le fait que les entreprises spécialisées dans la commercialisation des engrais et produits phytosanitaires bananiers soient, elles aussi, possédées par les dirigeants des groupements professionnels.

Les grands planteurs, pendant ce temps, ne cessent d'étendre la taille de leurs exploitations en bénéficiant à la fois des mesures de défiscalisation des investissements outre-mer

et des aides européennes. Ainsi, en 1977, ils ont implanté plus de 700 hectares de bananeraies à Grande-Terre, une partie de Me où seule la canne à sucre avait été cultivée depuis les débuts de la colonisation, au XVII<sup>e</sup> siècle. Cela accroît les difficultés de la sucrerie de Gardel (groupe Saint-Louis), la dernière de l'île, dont les pertes ont atteint 22,5 millions de francs en 1997 et devraieut s'élever à 30 millions cette année.

Ce mouvement de protestation intervient au moment où les grands planteurs ont entrepris de négocier à Paris - en se prévalant, ce que conteste le Codepba, de la « défense des petites et moyennes exploitations » - un « plan de relance » prévoyant l'attribution par l'Etat de près de 70 millions de francs de fonds publics, dont les groupements professionnels assureraient ensuite la répartition.

Mais les petits planteurs, longtemps abusés, refusent de croire à cette soudaine générosité en évoquant l'exemple des subventions destinées aux plantations de vitroplants, dont on leur annonce qu'elles sont déjà épuisées « jusqu'à fin 1999 ».

diplomatique »

Dans « Le Monde

版antennes

The section

*▼ DEMAIN, L'ÉCONOMIÉ* SOLIDAIRE », titre Le Monde diplomatique d'avril. Le mensuel examine l'idée d'un revenu d'existence indépendant du travail pour enrayer les effets d'un chômage qui menace la cohésion de la société. Il met en évidence les manipulations statistiques du « modèle » anglosaxon. En Asie du Sud-Est, les immigrés, éternels boucs émissaires, font les frais de la crise. Du côté des pays occidentaux, il serait illusoire de parier sur un codéveloppement avec les pays du Sud si l'on ne s'en donne pas les moyens financiers.

Dans le même numéro, le néofascisme en France, l'avenir incertain du Kosovo, la crise du Golfe vue de Bagdad, la difficile transition chilienne, la politique de l'Italie à l'égard des anciens des Brigades rouges, la révolution tranquille de l'Ecosse et les tribulations de l'équipe iranienne de football. Egalement au sommaire, trois anniversaires: l'abolition de l'esclavage et le suffrage universel ont cent cinquante ans ; il y a vingt ans était assassiné Henri Curiel, citoyen du tiers-monde, solidaire des libérations nationales.

★ En vente chez votre mar-Eddy Nedeljkovic chand de journaux. 22 francs.

Tirage du Monde daté samedi 18 avril : 500 423 exemplaires

DE SCIENCE & VIE 1000 ANS DE SCIENCES Une encyclopédie en 12 numéros à collectionner. 2e tableau: Renaissance Nouveaux mondes, nouvelles sciences un foisonnement d'innovations.

**EN VENTE EN KIOSQUE** 

LES CAHIERS

